

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°391**

**OCTOBRE 2017**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA : LES FDS REPRENENT RAQQA À DAECH, LA TURQUIE MENACE AFRIN**
- **TURQUIE: RAIDS, ARRESTATIONS ET CONDAMNATIONS À L'ENCONTRE DU HDP, DES MÉDIAS ET DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME**
- **KURDISTAN D'IRAK: AU PRÉTEXTE DU RÉFÉRENDUM, BAGDAD ATTAQUE LE KURDISTAN ; LAISSEZ-FAIRE INTERNATIONAL**
- **DÉCÈS DE JALAL TALABANI, ANCIEN PRÉSIDENT IRAKIEN, FONDATEUR DE L'UPK**

---

### **ROJAVA : LES FDS REPRENENT RAQQA À DAECH, LA TURQUIE MENACE AFRIN**

**M**algré l'établissement des quatre «zones de désescalade», les destructions causées par les frappes aériennes ont dominé l'actualité militaire du mois en Syrie: l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a compté le 2 octobre plus de 3000 victimes en un mois, dont 1000 civils incluant 200 enfants et 150 femmes – victimes notamment des frappes aériennes russes et syriennes. Mais la principale nouvelle demeure l'annonce le 17 par les Forces démocratiques syriennes (FDS) de la prise de Raqqa, «capitale» de Daech en Syrie. Là encore, les frappes aériennes (cette fois-ci de la coalition dirigée par les États-Unis), ont laissé une ville totalement détruite. Le 29 septembre, les FDS avaient annoncé avoir pris le siège de l'ad-

ministration du «Califat», puis, le 1<sup>e</sup> octobre, contrôler 90% de la ville. Resserrant l'étau autour du dernier réduit ennemi, l'hôpital, le stade et quelques immeubles résidentiels, ils ont affronté une résistance acharnée de djihadistes utilisant leur tactique habituelle: déplacements dans des tunnels préparés longtemps à l'avance, snipers, attaques kamikazes, utilisation comme boucliers humains des civils piégés sur place, au nombre estimé par l'ONU à 8.000. Le 8, les FDS ont indiqué le lancement prochain de l'offensive finale. Le 11, ont été annoncées des discussions pour obtenir l'évacuation des quelque 4.000 civils restants, retenus par 300 à 400 djihadistes. Le 14, les milices kurdes des YPG ont annoncé que la ville pourrait être libérée «aujourd'hui ou demain», les djihadistes étant de plus en plus nom-

breux à se rendre plutôt que de combattre jusqu'à la mort. Pour limiter les pertes, déjà élevées, des négociations ont débuté pour obtenir une reddition puis une évacuation des djihadistes. Les membres occidentaux de la coalition se sont inquiétés d'un retour au pays de leurs ressortissants, avec le risque de nouveaux attentats... Le 15, après un communiqué annonçant un accord visant à «évacuer les civils restés en ville» et à «assurer que 275 mercenaires (djihadistes) locaux et leurs familles se rendraient», une porte-parole des FDS, Cihan Şêx Ehmed, a annoncé que la bataille était «dans sa phase finale». Selon un haut responsable des FDS, les djihadistes syriens et étrangers quittant la ville rejoindraient les territoires tenus par Daech dans la province de Deir Ezzor.

Le 17, les FDS ont annoncé la reprise totale de la ville, et Rojda Felat, l'une des commandantes de l'opération «Colère de l'Euphrate» a célébré la victoire en levant le drapeau des combattantes féminines des YPJ là même où Daech menait ses exécutions, place al-Naim. Le 19, était annoncé le transfert de l'administration de la ville à un Conseil civil de responsables locaux et de chefs tribaux et à une police de 3000 membres et l'intégration de Raqqa à une Syrie «fédérale et décentralisée».

Malgré ses revers successifs, Daech conserve sa dangerosité: le 12, le Croissant Rouge kurde a annoncé qu'une triple attaque suicide à la voiture piégée à Abu Fas, plus à l'est, avait fait au moins 50 morts. Les djihadistes tiennent encore près de la moitié de la province de Deir Ezzor, et notamment les deux villes stratégiques de Mayadine et Boukamal, dans la vallée de l'Euphrate menant à la frontière irakienne. Mayadine a été disputée tout le mois: l'OSDH a annoncé le 6 que les forces du régime syrien y étaient entrées, mais Daech a pu en reprendre le contrôle avant de «s'effondrer» le 14, de source militaire, face à l'armée syrienne... et aux frappes aériennes russes.

Dans la province de Deir Ezzor, Daech subit deux attaques simultanées, par l'armée syrienne et par les FDS. Ces deux forces sont dans un face-à-face ambigu, alternant concurrence et coordination officieuse – sans nul doute les mêmes relations liant leurs soutiens respectifs, Russie et Iran côté régime, États-Unis côté FDS. Côté gouvernemental, outre l'armée et la Garde républicaine, participent à l'assaut sur la capitale provinciale le Hezbollah libanais, différentes milices et combattants tribaux Shaitat. Côté FDS, c'est le Conseil militaire de Deir Ezzor, composé en majorité d'Arabes de cette ville, qui mène l'attaque. Les deux camps cherchent clairement à aborder l'après-Daech avec les meilleures cartes stratégiques possibles: au-delà de la vic-

toire symbolique que représenterait pour le régime la reprise complète de Deir Ezzor, le pétrole de la province est aussi un objectif important, et il s'agit d'empêcher les FDS de répéter l'opération de Raqqa et d'étendre ainsi leur zone d'influence dans l'est. Côté FDS, on ne vise plus maintenant la capitale de la province, qui semble devoir revenir au régime, mais la sécurisation du sud de la province limitrophe de Hassakeh, – et bien sur aussi, vu son importance économique pour la Fédération du Nord syrien, le pétrole. Enfin, les FDS cherchent à réduire leur enclavement, en avançant soit vers l'est, soit vers l'ouest.

Les jours de Daesh sont clairement comptés, en tout cas en termes d'assise territoriale. Le régime, a longtemps évité d'attaquer les djihadistes, qui jouaient le rôle utile de repoussoir vis-à-vis de la communauté internationale. Mais une fois l'opposition mise à genoux avec l'appui des Russes, Damas vise à présent la reprise de l'intégralité de «ses» territoires. Durant ces derniers mois, Damas s'est concentré sur Deir Ezzor et son pétrole, laissant à Raqqa les mains libres à la coalition et aux FDS, qui contrôlent maintenant plus d'un quart du pays où ils ont établi une zone autonome. Une fois Daech éliminé, la Fédération du nord Syrien, avec la forte probabilité d'un désengagement rapide des États-Unis, risque de se retrouver seule face à Damas, et toujours soumise à la menace turque au nord. Plutôt que d'entrer en confrontation directe avec un régime bénéficiant du soutien russe, ses dirigeants pourraient tenter de composer avec lui. Pour ce faire, les Russes semblent plus faciles à approcher que Damas directement, qui a d'ailleurs peu de marge de manœuvre par rapport à ceux qui l'ont sauvé. A cet égard, il est tout-à-fait intéressant de noter que les rapports militaires syriens ont fait état le 19 d'un accord négocié avec les FDS... par la Russie, aux termes duquel des militaires russes ont pu entrer sur le champ de gaz de

Koneko, pris à Daech fin septembre. Le 22, les FDS ont annoncé sur leur site web avoir repris à Daech plus au sud le champ pétrolier d'Al-Omar, dans la province de Deir Ezzor, devançant ainsi les forces du régime qui cherchaient aussi à le reprendre depuis Mayadine à 10 km à l'ouest. Al-Omar est l'un des champs les plus importants de Syrie. Selon l'OSDH, les FDS ont aussi repris dans la nuit le champ d'Al-Sayjane, au nord d'Al-Omar...

Mais les FDS ne sont pas les seuls à entretenir des contacts avec la Russie. La Turquie est aussi présente sur ce terrain. Déjà confronté à la Région du Kurdistan en Irak, le président turc ne veut à aucun prix de la pérennisation de la Fédération du Nord Syrien. Si ces deux régions kurdes se rapprochaient, le contrôle d'Ankara sur ses propres Kurdes pourrait devenir impossible... Cette «obsession anti-kurde» d'Erdoğan est telle que dès que le PYD a marqué des points territoriaux, il a pris ses distances avec l'opposition syrienne pour entrer en discussions avec les Russes et les Iraniens. Les FDS peuvent à juste titre s'inquiéter d'une répétition du «deal» russo-turc d'août, dans lequel la Turquie semble avoir obtenu son entrée en Syrie en échange du «lâchage» des rebelles d'Alep, d'autant que M. Erdoğan ne manque pas une occasion depuis des mois de répéter qu'il faudra prendre Afrîn aux «terroristes».

La Turquie vise ostensiblement Idlib, au sud d'Afrîn, la dernière province syrienne du Nord-Ouest encore aux mains des rebelles, et qui constitue l'une des 4 «zones de désescalade» négociée entre Russes, Iraniens et Turcs en mai dernier. Blindés turcs et membres des forces spéciales se sont concentrés près de Reyhanlı, au sud de la province turque du Hatay, à à peine 25 km au Sud-Ouest d'Afrîn, prenant ainsi potentiellement à revers le «canton» le plus occidental du Rojava. Le but officiel de l'opération, qui devrait être entamée d'abord par des éléments de l'Armée syrienne libre

(ASL) – les mêmes selon *Hürriyet* que ceux qui avaient accompagné les troupes turques à Jerablous en août – est de chasser de la province *Tahrir al-Sham*, une coalition djihadiste dominée par des éléments venus du *Jabhat al-Nosra* (ex-Al-Qaïda en Syrie). Mais la situation est pour le moins ambiguë. Si le 8, alors que les militaires turcs démantelaient le mur frontalier en préparation de leur avancée en territoire syrien, des échanges de tirs de mortier ont eu lieu avec cette organisation, et que le 10, des éléments ASL pro-turcs l'ont de nouveau affrontée, la télévision kurde irakienne *Rûdaw* a fait le 9 état de plusieurs témoignages selon lesquels les militaires turcs avaient été escortés par des membres de *Tahrir al-Sham* pour commencer des opérations de reconnaissance à quelques km à peine au sud d'Afrîn, dans la région de Darat el-Ezzah, et avaient alors été la cible de tirs de mortier depuis les zones tenues par les YPG. Ce même jour, le président Erdoğan a de nouveau déclaré que la Turquie serait «dans l'obligation de détruire» tout «corridor terroriste» qui se formerait dans le nord de la Syrie.

Alors que l'opération turque était annoncée comme menée en accord avec la Russie, le 14, le ministère

syrien des Affaires étrangères a publié un communiqué exigeant le retrait «immédiat» et «sans condition préalable» des forces turques, qualifiant l'«incursion» d'«agression flagrante», «sans lien avec les accords entre pays participant aux pourparlers d'Astana, mais [en] violation de ces accords». Corroborant les informations de *Rûdaw*, le texte précisait que l'incursion turque se faisait en compagnie de membres du Front Al-Nosra, témoignant ainsi des «relations étroites entre la Turquie et les groupes terroristes» (*Xinhua*). De son côté, Rezan Gilo, responsable des unités d'auto-défense du Rojava, a déclaré sur *Kurdistan 24* que «L'incursion turque [visait] à faire échouer le projet kurde dans le Nord syrien et à faire le siège d'Afrîn» [et que] la Turquie n'était «pas intéressée à combattre les organisations terroristes». Ces éléments font apparaître l'incursion turque comme une opération anti-djihadiste «en trompe-l'œil», avec pour véritable but d'empêcher l'extension jusqu'à la Méditerranée du «corridor PYD» en installant à Idlib des éléments favorables à la Turquie – un objectif curieusement symétrique de celui du régime à Deir Ezzor.

Le 16, 2.000 hommes supplémen-

taires se sont installés entre Kurdes et opposition syrienne pour préparer un nouveau déploiement, installant postes d'observation et ouvrages défensifs – en particulier sur le Mont Cheikh Barakat, juste en face d'Afrîn, mais aussi à Daret Izza, 30 km au sud, et sur le Mont Seman, qui pourrait avec Azaz, 20 km au Nord-Est, servir de base à l'attaque.

L'opération nécessiterait l'accord de la Russie. Pour l'instant, celle-ci poursuit ses contacts avec les autorités de la «Fédération du Nord Syrie»: le 31, alors que commençait à Astana une septième session devant finaliser les «zones de désescalade» – dont les Kurdes étaient encore exclus par le veto turc – les Russes ont invité celles-ci à un «congrès des peuples de Syrie», annoncé récemment par Vladimir Poutine, qui devrait réunir mi-novembre à Sotchi des représentants des différents groupes ethniques syriens. Le représentant du PYD en Russie, Abd Salam Ali, a déclaré qu'un plan de fédéralisation de la Syrie pourrait y être discuté, tandis que des discussions sur l'avenir de la Région Fédérale doivent se tenir au même moment en Syrie... dans la base militaire russe de Khmeimim.

## TURQUIE:

### RAIDS, ARRESTATIONS ET CONDAMNATIONS À L'ENCONTRE DU HDP, DES MÉDIAS ET DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

**L**es actions judiciaires se sont poursuivies ce mois-ci en Turquie, visant pêle-mêle civils et militaires accusés de participation à la tentative de coup d'état du 15 juillet 2016, journalistes, défenseurs des droits de l'homme, élus et membres du parti d'opposition «pro-kurde» HDP: en résumé, de vrais suspects (mais dont les conditions de jugement ne sont guère garanties), plus tous ceux que le régime y a amalgamés pour les réduire au silence...

Le 4 octobre, 40 accusés reconnus coupables de tentative d'assassinat

du président Erdoğan lors du putsch manqué ont été condamnés à la perpétuité, dont l'ex-général de brigade Gökhan Sönmezateş, désigné comme le chef du groupe chargé de cette «mission». Le 9 s'est ouvert le procès de 143 ex-militaires du pont d'Istanbul où les affrontements lors du putsch avaient fait des dizaines de victimes civiles. Ils risquent aussi la perpétuité. Selon une source sécuritaire anonyme, le 10, suite à 70 mandats émis par le procureur de Konya, 30 soldats incriminés par des suspects gulenistes déjà arrêtés ont été arrêtés dans les provinces de Konya, Ankara, Eskişehir, Istanbul,

Izmir, Kayseri et Yalova, les autres étant activement recherchés. De même source, une autre opération lancée depuis Tokat dans 14 provinces a mené à l'arrestation de 14 militaires et 5 civils. Enfin, le 30 a repris le procès de masse de plus de 220 putschistes suspectés, dont l'ex-commandant de l'armée de l'air Akin Öztürk et d'autres hauts gradés.

Pour les défenseurs des droits de l'homme, le mois a commencé par la requête du parquet d'Istanbul de 7 à 15 ans de prison pour 11 militants dont Idil Eser, directrice d'*Amnesty International* en Turquie et Taner

Kiliç, son président, ainsi qu'un citoyen allemand, Peter Steudtner, et un suédois, Ali Gharavi, tous arrêtés le 5 juillet durant un atelier de formation à la protection des données et accusés d'«assistance à une organisation terroriste armée», sauf M. Kiliç, interpellé en juin et accusé d'«appartenance à une organisation terroriste»: la police aurait trouvé sur son téléphone l'application de messagerie cryptée *ByLock*, considérée par Ankara comme le principal moyen de communication des putschistes. Notons que tous ont été arrêtés *avant* le putsch, et que l'acte d'accusation mentionne de manière peu vraisemblable trois organisations terroristes différentes: le «FETÖ» (*Fethullahçı Terör Örgütü*, nom attribué par Ankara à l'organisation guléniste), le PKK, plus le DHKP-C, un groupuscule d'extrême gauche. Le 25, le tribunal a remis en liberté conditionnelle huit des accusés, dont Idil Eser et les deux ressortissants étrangers, mais maintenu Kiliç en détention. Le 11, le *Wall Street Journal* a annoncé la condamnation par contumace à deux ans et un mois de prison de sa journaliste Ayla Albayrak pour «propagande terroriste». De double nationalité turco-finnoise, Albayrak avait été inculpée en avril 2016 suite à un article de 2015 traitant du conflit à Silopi entre forces de sécurité et PKK, où elle interviewait notamment le maire, un responsable gouvernemental, et le responsable d'une association locale considérée comme «terroriste» par Ankara. Le 20, cinq journalistes de deux agences kurdes lancées le mois précédent, *Jin News* (agence entièrement féminine) et *Mezopotamya*, ont été arrêtés, dont la directrice de *Jin* Sibel Yukler. D'autres audiences sont prévues en début de mois prochain pour les cas des journalistes de *Cumhuriyet* et de l'écrivaine Aslı Erdoğan, accusés de soutien ou de propagande terroristes.

La traque des membres et élus du Parti démocratique du peuple (HDP) «pro-kurde» s'est également poursuivie. Le 3, la députée HDP de Siirt, Besime Konca, a été déchue de

son mandat après un vote au parlement, suite à une procédure de déchéance lancée contre elle en raison de sa «condamnation confirmée par un tribunal», suivant l'article 84 de la constitution. La décision a été lue au Parlement, les autres élus du HDP frappant leurs tables pour protester. Le 5, un tribunal de Diyarbakir a condamné le porte-parole du HDP Osman Baydemir à 1 an 5 mois et 15 jours d'emprisonnement pour avoir traité en 2012 3 policiers de «fascistes et gens de peu». Le 6, c'est la députée HDP de Muş et avocate Burcu Celik Öskan, incarcérée depuis avril dernier, mère d'une petite fille de 3 ans, qui a été condamnée à six ans d'emprisonnement pour «soutien à un groupe terroriste»: elle avait assisté aux obsèques d'un combattant du PKK. Le 9 (Bursa) et le 10 (Ankara), des manifestations commémorant l'attentat-suicide du 10 octobre 2015 près de la gare d'Ankara, qui avait fait 103 victimes et 500 blessés parmi les sympathisants du HDP, et dénonçant la complicité de l'État turc avec Daech, ont été violemment dispersés. La police a aussi arrêté 5 membres du HDP de la province de Bursa après avoir perquisitionné leurs domiciles. Le 19, la Cour d'appel de Gaziantep a approuvé une peine de prison de 4 ans et 7 mois contre Ferhat Encü, l'un des 10 députés HDP emprisonnés, qui risque donc à son tour la perte de son mandat. La routine inculpation-condamnation-privation du mandat est maintenant en «vitesse de croisière»: le nombre de députés HDP est déjà descendu de 59 à 54...

Le RTÜK, Conseil supérieur de la Radio et Télévision (*Radio ve Televizyon Üst Kurulu*), a aussi participé à la répression: le 16, il a démis plusieurs de ses membres appartenant au HDP, dont les sièges ont été attribués à des représentants de l'AKP (les membres du Conseil sont désignés en proportion du nombre de sièges de leur parti). Le HDP a officiellement protesté contre cette décision qualifiée d'«illégal».

Selon *Amnesty International*, depuis l'état d'urgence, déjà renouvelé 4 fois, près de 150.000 personnes sont visées par une information judiciaire, dont 50.000 emprisonnées; plus de 100.000 licenciées. Plus de 3.800 ONG et 180 organes de presse ont été fermés et 2.500 professionnels des médias mis au chômage. Selon l'Association des journalistes turcs, plus de 160 sont en détention préventive. Outre ses deux co-présidents Demirtas et Yüksekdağ, le HDP a 9 députés, 80 maires et des milliers de ses membres incarcérés...

À l'international, la répression provoque toujours des condamnations verbales: le 6, les experts en droit constitutionnel de la commission de Venise, organe consultatif du Conseil de l'Europe, ont critiqué l'éviction des élus locaux HDP, la qualifiant d'«exercice sans contrôle judiciaire d'un contrôle discrétionnaire du fonctionnement des municipalités concernées». Estimant que le décret d'urgence utilisé «va au-delà de ce que permettent les normes internationales et la Constitution turque», ils ont demandé l'abrogation des dispositions permettant de nommer des gestionnaires non élus et la définition d'un cadre légal permettant de «réintégrer les élus locaux suspendus ou révoqués si les chefs d'accusation liés au terrorisme pesant sur eux ne conduisent pas à une condamnation pénale». Ils ont été suivis le 13 par 24 membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, venant de 16 pays et 5 groupes politiques différents, qui ont publié une déclaration demandant la libération immédiate des députés HDP arrêtés, et notamment de ses co-présidents, ainsi que du député CHP Enis Berberoğlu, et le lancement d'une enquête par les pays membres – des demandes qui ont peu de chances d'aboutir.

Plus concrètement, suite à l'arrestation début octobre d'un de ses employés turcs, l'ambassade des États-Unis à Ankara a annoncé le 8

la suspension de toute délivrance de visa autre que de longue durée – ce qui a provoqué une mesure identique côté turc. Dans un communiqué publié sur le site de l'ambassade, l'ambassadeur John Bass a déclaré n'avoir pu obtenir aucune information sur la cause de l'arrestation ni aucune preuve. A noter qu'Ankara réclame toujours aux États-Unis l'extradition du prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'être derrière la tentative de putsch. Confronté aux demandes de preuves du système judiciaire américain, le Président turc a suggéré d'échanger Gülen contre un pasteur presbytérien américain, Andrew Brunson, arrêté en octobre 2016 sur des accusations douteuses de terrorisme et d'espionnage et depuis détenu en Turquie!

Par ailleurs, le gouvernement turc, ses services secrets (le MIT), le Conseil de l'éducation supérieure (YÖK, *Yüksek Öğretim Kurulu*) et plusieurs organisations ultranationalistes de la diaspora (liées notamment au Parti de la Patrie, *Vatan Partisi* de Doğu Perinçek, négationniste connu du génocide arménien) ont tous été accusés ce mois-ci d'être intervenus à l'étranger pour intimider des ressortissants engagés dans

des activités qui leur déplaisaient ou transmettre illégalement à l'État turc des informations confidentielles sur eux. Selon un rapport de *PJMedia* du 9 octobre, une conférence sur le génocide arménien co-organisée à Berlin du 15 au 18 septembre par l'université privée turque Sabancı, l'Université du Michigan, le *Dornsife Institute of Armenian Studies* de l'Université de Sud-Californie et la *Potsdam Lepsiushaus*, a été la cible d'une violente campagne du YÖK et de Perinçek ayant provoqué le retrait de plusieurs chercheurs turcs. Perinçek avait notamment déclaré le 6 septembre qu'un des séminaires de la conférence, consacré à la communauté de destin des Kurdes et des Arméniens, était «au service du projet de 'Kurdistan', ou plus exactement, du 'Second Israël' de l'impérialisme américain». Un autre parti ultra-nationaliste, le *Halkın Kurtuluş Partisi*, a déposé plainte pour «insulte à l'identité turque» (article 301 du Code pénal turc) contre les présidents des universités Koç et Sabancı et 2 participants à la conférence. Parallèlement, des soupçons d'infiltration de la police allemande par des membres du MIT turc ont de nouveau émergé suite à des articles publiés par l'agence (proche du PKK) ANF et le journal allemand

*Spiegel*, ce qui a provoqué le déclenchement d'une enquête.

Au chapitre des violences opposant le PKK et les militaires turcs, des soldats ont été victimes de bombes déclenchées au passage de leur véhicule tout le mois: le 4 à Yüksekova, dans la province de Hakkari (4 tués, 4 blessés), le 14, à Siirt (7 blessés dont 2 graves), et le 17 dans la région du Zab (Nord Irak), 4 autres ont été tués (deux attaques à la bombe différentes). L'armée a annoncé avoir mené en rétorsion dans cette région des frappes aériennes qui ont tué 8 combattants du PKK. Enfin, selon une source sécuritaire, le 23, une nouvelle bombe utilisant le même processus a tué un soldat à Hakkari.

Enfin, le 5, selon l'agence d'État *Anatolie*, 5 membres du PKK ont été interceptés et tués par les forces de sécurité sur la côte méditerranéenne dans l'Ouest de la Turquie, à Köyceğiz (Mugla), une région très visitée par les touristes étrangers; mais le PKK a ensuite accusé les forces de sécurité turques d'exécutions extra-judiciaires, 5 jeunes hommes ayant été arrêtés dans un car et ayant ensuite disparu, alors que les médias locaux n'avaient fait état d'aucun affrontement...

---

## KURDISTAN D'IRAK: AU PRÉTEXTE DU RÉFÉRENDUM, BAGDAD ATTAQUE LE KURDISTAN ; LAISSEZ-FAIRE INTERNATIONAL

**A**près le référendum du 25 septembre, organisé par le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) dans sa Région fédérale mais aussi dans les territoires disputés avec Bagdad, et où le «Oui» l'a emporté avec près de 93 % des voix, on a assisté à la reconstitution régionale d'un véritable «Pacte de Saadabad» – ce traité par lequel Irak, Iran et Turquie s'étaient coordonnés en 1937 pour réprimer tout mouvement kurde. Le gouvernement central irakien, lui-même peu respectueux de la Constitution irakienne, a

pris prétexte de la «non-constitutionnalité» du référendum pour accumuler rapidement sanctions et nouvelles exigences anti-GRK, programmant son étranglement économique tout en l'attaquant militairement. La communauté internationale, et particulièrement l'Occident, a choisi de regarder ailleurs, oublieux des milliers de pechmergas tombés contre Daech pour défendre ses valeurs.

Posant dès le 27 septembre l'«annulation» du référendum comme condition à l'ouverture de tout dialogue, le premier ministre irakien a

rapidement lancé des «mesures légales» anti-GRK, dénoncées par celui-ci comme autant de «punitions collectives». L'interdiction le 29 de tous vols internationaux à partir du Kurdistan – hors humanitaires, militaires ou diplomatiques – a forcé la plupart des étrangers, travaillant sur place sans visa irakien, à quitter celui-ci. Comme condition à la reprise des vols, Abadi a exigé le contrôle des aéroports kurdes. Le 30, l'Irak, qui avait déjà arrêté les liaisons aériennes avec le Kurdistan, a interdit tout passage par voie de terre de produits pétroliers; le parlement ira-

kien a voté la fermeture des postes frontières contrôlés par le GRK, transformant toute marchandise y transitant en contrebande! Bagdad a aussi imposé des restrictions aux banques kurdes. Ces mesures manifestement punitives n'ont suscité qu'indifférence à l'extérieur. Ainsi les Etats-Unis, déclarant ne pas reconnaître le référendum, ont appelé à l'ouverture d'un dialogue pourtant déjà refusé par Bagdad, demandant ainsi implicitement aux Kurdes de céder.

Cette situation a amplifié la crise politique interne déjà rampante au Kurdistan. Le 1<sup>er</sup> octobre, le «Haut conseil du référendum» a été remplacé par une «direction politique du Kurdistan», présidée comme son prédécesseur par Massoud Barzani, comprenant toujours des membres du PDK, de l'UPK et des autres partis, à l'exception de *Goran*, le principal parti d'opposition, et chargée de «gérer les conséquences du scrutin, notamment les relations avec Bagdad et les pays voisins» (AFP). *Goran* s'est immédiatement opposé à sa mise en place, qualifiée de «régression politique».

Le 2, la menace militaire s'est amplifiée avec des manœuvres militaires communes Iran-Irak en Iran face aux postes-frontières kurdes, tandis que Bagdad demandait le retrait des pechmergas des zones disputées, ce que le GRK a refusé. C'est au milieu de ces tensions qu'a été annoncé le 3 le décès à Berlin de l'ancien président irakien et fondateur de l'UPK Jalal Talabani, dont la dépouille a été ramenée à Soulaïmaniyeh le 6 pour des obsèques rassemblant un grand nombre de personnalités politiques kurdes, irakiennes et étrangères (voir article séparé). Le 6, l'ambassadeur irakien en Turquie a menacé d'une reprise conjointe turco-irakienne par la force du poste-frontière de Habur...

Le 8, Massoud Barzani, tentant de faire baisser les tensions, a entamé à Soulaïmaniyeh des discussions avec

les deux vice-présidents irakiens Oussama Noujaifi et Iyad Allawi, venus pour les obsèques. Selon le porte-parole de Noujaifi, Massoud Barzani, proposant de «geler les résultats du référendum» si la Région du Kurdistan arrivait avec Bagdad à un accord garantissant le respect de ses droits, a demandé comme préalable aux discussions la levée des mesures punitives. Pendant les discussions, Bagdad a fait connaître une nouvelle exigence: le contrôle des deux compagnies de téléphonie mobile les plus importantes d'Irak, *Asiacell* et *Korek*, basées au Kurdistan. Puis le 10, M. Abadi a déclaré refuser toute discussion tant que le référendum n'était pas annulé. Ce même jour, le gouvernement central, demandant aux pays voisins de ne traiter qu'avec lui pour le pétrole, a décidé de réhabiliter un oléoduc reliant Kirkouk au port turc de Ceyhan, visant à «court-circuiter» le pipe-line utilisé par les Kurdes pour exporter le pétrole de cette province. Cette décision laisse penser qu'à cette date les opérations militaires sur Kirkouk et les postes-frontières irako-turcs étaient déjà décidées...

Le 11, un tribunal de Bagdad ordonnait l'arrestation des organisateurs du référendum, et en soirée le «Conseil de sécurité» du GRK accusait forces gouvernementales et milices chiites *Hashd al-Shaabi* de préparer une «offensive majeure» sur Kirkouk. Par précaution, les pechmergas ont bloqué plusieurs heures les deux principales routes de Mossoul vers Erbil et Dohouk à l'aide de remblais de sable. Le 12, le GRK réitérait sa proposition de négociations sur le statut des aéroports, des postes frontières et des banques de la Région kurde, alors que, dans le cadre de manœuvres irako-turques, des blindés turcs prenaient position face au poste-frontière de Habur... Le 13, le «Conseil de sécurité» du GRK alertait de nouveau sur «la concentration de militaires irakiens et de *Hashd al-Shaabi* au sud de Kirkouk, avec des tanks,

de l'artillerie lourde, des *Humvees* et des mortiers». Les premières opérations militaires irakiennes dans la province de Kirkouk ont débuté quelques heures plus tard, aboutissant à la reprise par les Irakiens de plusieurs positions tenues depuis trois ans par les pechmergas, notamment la Base 102, à l'ouest de la ville, dont les pechmergas se retiraient sans combattre. Le GRK a alors annoncé l'envoi de renfort vers Kirkouk, et en soirée, le président irakien Fouad Massoum, lui-même Kurde et membre de l'UPK, s'est rendu à Soulaïmaniyeh pour y rencontrer des responsables. Le 14, un haut responsable kurde déclarait sous couvert de l'anonymat que les Irakiens avaient posé un ultimatum aux pechmergas pour se retirer avant le 15 au matin sur leurs positions d'avant 2014. Le soir du 14, des milliers de pechmergas et de soldats et miliciens irakiens se faisaient face près de Kirkouk, puis l'ultimatum était repoussé de 24 heures, tandis que des discussions s'entamaient à Dokan, dans la province de Soulaïmaniyeh, entre le président irakien Fouad Massoum, le président kurde Massoud Barzani et de hauts responsables UPK. Cependant, Bagdad demandait comme condition à l'ouverture de discussions le retrait des pechmergas de la province de Kirkouk et l'annulation du référendum, ce que les Kurdes n'étaient pas prêts à accepter.

Dans la nuit du 15 au 16, après des échanges initiaux de tirs d'artillerie, les Irakiens ont pu avancer rapidement sans rencontrer de résistance et ont repris quasiment sans combat la zone industrielle de Kirkouk et du quartier Tal Al-Ward, au sud-ouest de la ville. Hemin Hawrami, conseiller de Massoud Barzani, a indiqué sur Twitter que cette défaite avait été causée par des «problèmes internes et des accords ambigus» qui ont mené «des commandants à ordonner à leurs peshmergas de quitter leurs positions». Plus tard, Massoud Barzani a implicitement



attribué la responsabilité de la défaite à l'UPK. La fracture semble cependant être passée à l'intérieur même de ce parti, dont une partie des commandants peshmergas, obéissant à Hiro et Bafel Talabani, la veuve et l'un des fils de Jalal Talabani, ont ordonné le retrait de leurs hommes après un accord passé avec Bagdad, à la fureur du gouverneur de la province, Najmaddine Karim, et du vice-président du GRK, Kosrat Rassoul, eux aussi membres de l'UPK, qui n'ont pu qu'assister impuissants à la perte de la ville. Le 16 vers 16h30, la police fédérale irakienne a annoncé avoir pris le contrôle du siège du gouvernorat, d'où elle a retiré le drapeau kurde, ne laissant flotter que le drapeau irakien. Le 17, l'armée irakienne, accompagnée de milices *Hashd al-Shaabi* et vraisemblablement de *pas-daran* (Gardiens de la révolution iraniens), a repris cinq des six champs pétroliers de la province de Kirkouk, après un retrait des forces kurdes. Les troupes irakiennes ont aussi pu reprendre le contrôle du Sindjar, quitté par les peshmergas du PDK, rappelés probablement pour protéger Erbil; bien que le *Hashd al-Shaabi* soit en majoritairement chiite, c'est une milice yézidie, «*Lalêsh*», qui a été déployée dans Sindjar-ville. Le dernier secteur de la province de Kirkouk encore aux mains des peshmergas a été repris par Bagdad trois jours plus tard, le 20.

Après la perte de quasiment l'ensemble des territoires disputés contrôlés par les peshmergas, le parlement d'Erbil, qui devait discuter le 18 de la succession de Massoud Barzani, a décidé de reporter sa session *sine die*.

Les mesures punitives de Bagdad se sont cependant poursuivies, avec le 19, l'émission d'un mandat d'arrêt contre Kosrat Rassoul, vice-président du Kurdistan et dirigeant de l'UPK, pour avoir qualifié l'armée irakienne et la police fédérale dans la province de Kirkouk de «forces d'occupation» (le 23, Erbil a «répliqué»

par des mandats contre 11 personnalités irakiennes, dont des dirigeants des *Hashd al-Shaabi*). Le GRK, après une réunion présidée par le Premier ministre Nechirvan Barzani (PDK) et son vice-Premier ministre Qubad Talabani (UPK), s'est déclaré favorable à un dialogue avec Bagdad, demandant la participation de la communauté internationale. Toujours le 19, des échanges de tirs entre Kurdes et Irakiens (militaires et *Hashd*) ont eu lieu près d'Altoun Kopri, ville équidistante de Kirkouk et d'Erbil (50 km) et à la limite des deux provinces, dont les Irakiens ont annoncé la reprise le lendemain. Sur un appel de Massoud Barzani, les Kurdes de la diaspora ont manifesté devant plusieurs ambassades américaines dans le monde pour protester contre l'absence de soutien au Kurdistan. Le 21, Saad Adisi, porte-parole du Premier ministre irakien a encore durci les conditions d'un dialogue, exigeant qu'il se fasse dans le cadre de l'intégrité de l'Irak, avec la «restitution des aéroports, des postes-frontières, des ressources du pays, des peshmergas, [et] des instances de sécurité kurdes [...]» (*Rûdaw*). Le 22, après une réunion à Erbil, le PDK et l'UPK ont annoncé leur accord pour des discussions sans conditions avec Bagdad sur la base de la constitution irakienne, précisant avoir été «toujours en faveur du dialogue», «la partie irakienne [ayant] choisi une logique militaire». Ce même jour, *Goran* a demandé la démission du président Barzani (PDK) et du vice-président Kosrat Rassoul (UPK), et «la constitution d'un gouvernement de salut national pour préparer le dialogue avec Bagdad et organiser de nouvelles élections».

Les responsables américains ont-ils commencé à comprendre – un peu tard – qu'ils avaient laissé le champ libre à l'Iran en abandonnant leurs alliés kurdes face aux milices du *Hashd*? Le 22, le Secrétaire d'État Rex Tillerson a déclaré que les milices combattant en Irak avec le soutien de l'Iran devraient «revenir chez

elles», accusant l'Iran d'utiliser «en Irak, au Yémen et en Syrie», «ses Gardiens de la Révolution et les milices pro-iraniennes pour étendre son influence économique et politique». Le cabinet de M. Abadi a répondu le 23 que les *Hashd el-Shaabi* étaient composées uniquement d'Irakiens et placés sous son contrôle. Ce même jour, les Irakiens ont déployé des blindés près de l'oléoduc kurde menant en Turquie, déclarant vouloir prendre le contrôle du poste-frontière kurdo-turc d'Ibrahim Khalil (côté kurde) / Habur (côté turc), et celui vers le Rojava (Pêsh Khabor, sur le Tigre), tenus par les Kurdes depuis 25 ans...

Le 24, tandis qu'une attaque du *Hashd* sur la ville de Makhmour, à 60 km au sud-ouest d'Erbil, était repoussée, le parlement kurde, en l'absence de l'opposition (*Goran* et *Jamaa Islamiya*) ont boycotté la session, a voté le report de huit mois des élections législatives, initialement prévues pour le 1<sup>er</sup> novembre, indiquant qu'une nouvelle date devrait également être fixée pour l'élection présidentielle. Selon Bahzad Zebari, député de l'Union islamique du Kurdistan (*Yekgirtû*), «le Parlement a décidé de geler les activités de la présidence du Kurdistan» (*AFP*). Le soir de ce même jour, le GRK s'est déclaré prêt à «geler» les résultats du référendum et a demandé un cessez-le-feu avec Bagdad, tandis que l'ONU réitérait sa proposition d'aider à des pourparlers entre Bagdad et Erbil. En fait de pourparlers et de cessez-le-feu, dès le lendemain de nouveaux combats à l'artillerie lourde opposaient les peshmergas aux militaires irakiens et au *Hashd*, dont le porte-parole, Ahmed al-Assadi, a rejeté sèchement la proposition de «gel» comme «sans valeur»: «Geler signifie reconnaître le référendum, or la demande du gouvernement irakien était claire: c'est l'annulation» – une position confirmée le 26 au matin par M. Abadi puis reprise d'Ankara par le chef de la diplomatie turque.

En contraste, le Parlement britannique a adopté le 24 sa «Motion 451», une des rares expressions occidentales de soutien aux Kurdes, dans laquelle il «regrette la décision du Premier ministre irakien Abadi, pour des raisons électorales et en collaboration avec le régime iranien, ses Gardiens de la Révolution et ses milices chiites brutalement sectaires, de recourir d'abord à la force pour prendre Kirkouk et d'autres territoires contestés au Gouvernement régional du Kurdistan (GRK); note que le GRK, à la demande du gouvernement irakien, avait renforcé sa présence militaire pour empêcher Daech de capturer Kirkouk lorsque les troupes irakiennes ont fui en 2014 et a respecté la Constitution; regrette en outre que le Premier ministre Abadi prétende respecter la constitution irakienne, alors que des violations sérieuses et flagrantes de ses dispositions fédérales ont poussé les Kurdes à soutenir de manière retentissante une indépendance éventuelle et négociée [...]» (<https://www.parliament.uk/edm/2017-19/451>).

Le 26, armée irakienne et *Hashd* ont attaqué les pechmergas à l'artillerie lourde près du poste-frontière vers le Rojava de Pêsh Khabour, situé sur le Tigre, à la jonction entre Irak, Syrie et Turquie. Le GRK a dénoncé leur usage de véhicules militaires américains fournis pour lutter contre Daech comme inconstitutionnels et contraires aux accords d'octobre 2016 entre GRK, Irak et États-Unis. En Turquie, le Ministre des douanes

a annoncé que son pays attendait la reprise de la frontière par Bagdad pour ouvrir un nouveau point de passage à Ovakoy... Le 27, après un nouvel ultimatum aux pechmergas pour qu'ils quittent Pêsh Khabour «sous quelques heures», Bagdad a annoncé l'arrêt des opérations pour 24 heures, et des négociations ont débuté à Mossoul entre officiers Kurdes et Irakiens réunis dans un «Comité technique» sous la supervision de la coalition anti-Daech, pour «travailler sur le déploiement des forces fédérales irakiennes dans toutes les zones disputées, incluant Pêsh Khabour, et les frontières internationales» (communiqué du Premier ministre irakien). Ce cessez-le-feu a été prolongé le 29.

Le 28, la chaîne kurde *Rûdaw* a annoncé que la Commission irakienne des médias avait publié le 23 un décret ordonnant sa fermeture, l'interdiction de travail de ses équipes et la saisie de leur équipement dans tout l'Irak, sans même notifier la chaîne officiellement. Raison invoquée: l'absence de licence, et la diffusion de programmes «incitant à la violence». Le même jour, la chaîne *Kurdistan 24* a écrit à la Fédération internationale des journalistes pour demander une enquête sur son interdiction de fait par le Commandement irakien depuis le début des opérations militaires, ses équipes étant empêchées de couvrir l'actualité.

Le 29, le Parlement kurde réuni à huis-clos a pris connaissance dans une ambiance tendue de la lettre par

laquelle Massoud Barzani annonçait sa démission du poste de président à compter du 1<sup>er</sup> novembre. De violents incidents se sont produits après la session entre ses partisans et la sécurité du Parlement.

Le 30, M. Abadi, dans un entretien avec Patrick Cockburn, du journal britannique *The Independent*, a exprimé clairement les objectifs qu'il poursuivait depuis et au prétexte du référendum: affaiblir le plus possible le Kurdistan, militairement en réintégrant les pechmergas dans les forces de sécurité gouvernementales ou en les réduisant à «une petite force locale», économiquement en reprenant le contrôle de tous les points de passage internationaux, incluant les oléoducs

(<http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/kurdistan-iraq-prime-minister-abadi-interview-independence-haider-baghdad-kirkuk-patrick-cockburn-a8028201.html>). *Kurdistan 24* remarque que ces plans font peu de cas de la constitution irakienne, dont l'article 114 partage la gestion des douanes entre gouvernements fédéral, régionaux et provinciaux, et dont les articles 115 et 121 subordonnent les revenus à la suprématie juridique du Kurdistan... Mais selon le Premier ministre turc Binali Yıldırım, les Irakiens n'en auraient pas moins, avec l'accord turc, installé au poste-frontière de Habur un point de contrôle supplémentaire sur le pont traversant la zone neutre, entre celui tenu par les Kurdes et le poste turc.

---

## DÈCES DE JALAL TALABANI, ANCIEN PRÉSIDENT IRAKIEN, FONDATEUR DE L'UPK

**L'**ancien président irakien Jalal Talabani, familièrement appelé par de nombreux Kurdes «Mam Jalal» (Oncle Jalal), fondateur et dirigeant historique de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des deux principaux partis politiques kurdes d'Irak avec le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK),

est décédé le 3 octobre en Allemagne à l'âge de 83 ans. La détérioration rapide de son état de santé avait nécessité son transport dans ce pays juste avant le référendum du 25 septembre.

Né le 12 décembre 1933 dans le village montagnard de Kelkan, Talabani avait fait des études secondaires à

Kirkouk, alors encore majoritairement kurde, avant d'étudier le droit à l'Université de Bagdad. Séduit par le marxisme, mais aussi nationaliste kurde et admiratif de Mollah Mustafa Barzani, alors exilé en URSS après avoir participé en Iran à la fondation de la République kurde de Mahabad, il adhéra en 1947 au PDK, créé l'année précédente.

---

Entré au Comité central du PDK dès 1951, Talabani allait épouser Hiro Ibrahim Ahmad, la fille du Secrétaire général du PDK, l'intellectuel et écrivain Ibrahim Ahmad. Durant ses études universitaires, il participa à la création d'organisations de jeunesse kurdes, notamment un syndicat d'étudiants. Contraint en 1956 d'entrer en clandestinité, il n'en sortit qu'après la révolution républicaine de 1958. Ayant obtenu en 1959 son diplôme d'avocat, il accomplit son service militaire en commandant une unité blindée.

En 1961, il participa à la première grande révolte kurde de l'Irak républicain, toujours dirigée par Mustafa Barzani. Mais lorsqu'en 1964, celui-ci, sans avoir obtenu l'accord du Bureau politique du PDK, signa avec Bagdad un accord de paix ne mentionnant pas l'autonomie du Kurdistan, Talabani entra en dissidence avec la faction dirigée par son beau-père, partisan de la poursuite de la lutte. Alors exclu du Bureau politique avec celui-ci et trois autres dirigeants, il dut s'exiler en Iran. Ces divergences les menèrent à partir de 1966 à combattre le PDK au sein d'une milice soutenue par le gouvernement de Bagdad. Après l'accord de paix de 1970 entre Bagdad et le PDK, qui prévoyait la création d'une Région autonome kurde, Jalal Talabani participa à la réconciliation interne au mouvement kurde en Irak, et fut envoyé comme représentant du PDK au Liban, puis en Syrie.

Après la reprise de la guerre entre les Kurdes et le gouvernement central en 1970 et la défaite de 1975, alors que Mustafa Barzani partit en exil et mourut aux États-Unis, c'est à Damas que Jalal Talabani fonda l'UPK, avec l'ambition d'apporter un renouveau au mouvement national kurde. Ce nouveau parti allait devenir le grand rival du PDK. Mais les opérations génocidaires de l'*Anfal* conduites en 1987-1988 par l'armée irakienne, qui n'hésita pas à utiliser

des armes chimiques, allaient mener à un rapprochement des deux formations politiques. Après la défaite de Saddam Hussein au Koweït en 1991, quand se produisit une insurrection au Kurdistan d'Irak, c'est ensemble qu'UPK et PDK participèrent à la mise en place en 1992 du premier Gouvernement Régional du Kurdistan, protégé par une zone d'exclusion aérienne défendue par les Alliés occidentaux, Américains, Britanniques et Français.

Malheureusement, le conflit larvé entre les deux partis dégénéra en 1994 en une guerre civile restée dans les mémoires kurdes sous le nom de *birakujî* («Guerre fratricide»), qui aboutit à la division du Kurdistan d'Irak en deux zones d'influence, et ne prit fin qu'en 1998. Cependant, lorsqu'il devint clair que les États-Unis avaient l'intention de mettre fin au régime de Saddam Hussein, l'UPK, dirigé par Jalal Talabani, et le PDK, par Massoud Barzani, fils de Mustafa Barzani, se rapprochèrent pour que les Kurdes d'Irak puissent faire entendre leur voix dans les meilleures conditions possibles dans l'Irak post-Saddam. A la chute du régime en 2003, les deux dirigeants firent liste commune pour les législatives de 2005. Alors que Massoud Barzani devint le président de la Région fédérale du Kurdistan, Talabani fut élu par l'Assemblée nationale transitoire le 6 avril 2005 comme le premier Président kurde de la République irakienne. Réélu pour un second mandat le 22 avril 2006, puis pour un troisième le 11 novembre 2010, il allait occuper le poste de président irakien jusqu'en 2014. Sa volonté de travailler au rapprochement entre les différentes communautés du pays fut remarquée.

Cependant, la santé de Jalal Talabani se détériorait. Ayant subi en 2008 avec succès une opération du cœur, il dut pourtant après une attaque cérébrale en 2012 quitter l'Irak pour

l'Allemagne où il demeura sous traitement. Durant cette période, les observateurs doutaient que Jalal Talabani puisse regagner l'Irak. Il allait pourtant revenir en juillet 2014, alors que Daech venait de prendre de manière fulgurante le contrôle d'une grande partie du pays, mais à partir de ce moment, il ne joua plus de rôle politique actif.

Sa santé se détériorant de nouveau, il dut être transféré encore une fois en Allemagne, et fut hospitalisé à Berlin, où il est finalement décédé ce le 3 octobre.

Le 6 octobre au matin, l'avion d'*Iraqi Airways* ramenant d'Allemagne la dépouille de Jalal Talabani a atterri à Souleimaniyeh, par dérogation à l'interdiction des vols internationaux vers le Kurdistan. Des dizaines de milliers de personnes étaient venues lui rendre un dernier hommage, au point de rendre difficile le transfert du cercueil vers la mosquée, qui dura trois heures. Parmi les présents, le président du Kurdistan, Massoud Barzani, son Premier ministre, Nechirvan Barzani, l'actuel président d'Irak, Fouad Massoum, le ministre irakien de l'Intérieur Qassem Al-Araji, le président du Parlement irakien, Salim al-Joubouri, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, et des représentants politiques kurdes de Syrie, d'Iran et de Turquie.

Les hymnes nationaux irakien et kurde ont été joués avant que le cercueil ne soit transporté à la mosquée. Le cercueil du défunt avait été drapé du drapeau kurde et non irakien, ce qui a provoqué une polémique et conduit certains assistants à quitter la cérémonie, une chaîne locale irakienne proche de l'Iran ayant même interrompu la retransmission de la cérémonie. Jusque dans sa mort, Jalal Talabani aura été paradoxalement à la fois un dirigeant politique kurde et un homme d'État irakien.

# Kurds' vote for self-rule only adds to the obstacles



Celebrations on the streets of Erbil, Iraq, after the outcome of an independence referendum was announced. Despite a 93 percent "yes" vote, Baghdad wants the vote results annulled.

NEWS ANALYSIS  
ERBIL, IRAQ

## A troubled economy and hostile neighbors blur path to independence

BY DAVID ZUCCHINO

After a century of yearning, the Kurds of Iraq have managed, at last, to pull off a vote for independence, but not without antagonizing nearly everyone in perhaps the world's most volatile region.

The question now is whether an arid, landlocked proto-state dependent on hostile neighbors can overcome its own shortcomings — and Iraq's disruptive retaliation — to build a viable path to independence.

With its troubled economy and dearth of democratic institutions, its prospects were already tenuous. Its best hopes lay in its oil reserves and American support, but Turkey has threatened to cut off its oil pipeline, and the relationship with the United States soured after the Kurds rebuffed its entreaties to cancel the vote.

Rather than negotiate and then seek international recognition, as the United States and others had asked, the Kurds forged ahead with the referendum.

But if anything, the vote, while satisfying the Kurds emotionally, may have set back their national aspirations.

Now, after a 93 percent "yes" vote on Sept. 25, the Kurds are beseeching Baghdad to negotiate. Baghdad is not only refusing, but has demanded that the vote results be annulled and has moved to isolate the region, known as Kurdistan.

The last nation to win independence, landlocked South Sudan in 2011, has had a rocky start but at least was internationally recognized and had American backing. Kurdistan is all alone in a dangerous neighborhood.

For the Kurds, the vote was a potent and historic touchstone, a declaration to the world that this is their moment and they are not turning back.

"This is an irreversible step toward

independence," said Peter W. Galbraith, a former American diplomat with close ties to the Kurdish leadership.

But the Kurds may have underestimated the depth of international opposition.

Before they had even stopped celebrating, Iraq and its two powerful neighbors, Turkey and Iran, immediately went to work to negate the vote. Iraq fears losing a third of its country, as well as oil and natural gas reserves. Turkey and Iran fear that independence for Iraq's Kurds would embolden separatist ambitions among their own Kurdish minorities.

The fierce reaction has exposed Kurdistan's distinct vulnerabilities and shortcomings. The region's first days after the vote were spent not laying the groundwork for statehood, but struggling to escape a tightening noose.

On Saturday, Iraq moved to take control of the international border crossing leading into the region from Turkey, officials said in Baghdad.

Iraq has forced the suspension of flights to Kurdistan's two international airports, and threatened to close land crossings linking Kurdistan and the rest of Iraq.

Iraq's Parliament has asked Prime Minister Haider al-Abadi to bring charges against Kurdish leaders who participated in the referendum and to send troops into disputed areas claimed by both the Kurds and Baghdad.

Turkey and Iraq are conducting military maneuvers on Iraq's borders near Kurdistan. Turkey has threatened to close its border crossing into Kurdistan, which relies on imported goods and food from Turkey and, to a lesser extent, Iran.

Iraq and Iran plan joint military maneuvers along their border next week, aimed at securing Iraqi control of three border crossings from areas controlled by the Kurdish Regional Government, Iran's military said Saturday.

A healthy democratic government might weather the storm. But the Kurdi-

stan Regional Government lacks the foundations of a democratic state — rule of law, free and fair elections, civil society and a legislature with real power to challenge a dynastic executive leadership.

"We don't have rule of law — we have a monarchy," said Rabbon Marof, a member of the Kurdish Parliament and a leader of the "No for Now" movement that opposed the vote.

The region's president, Massoud Barzani, remains in power two years after his term expired. The Kurdish Parliament was paralyzed for two years until it met two weeks ago to rubber-stamp the referendum Mr. Barzani had already set in motion.

The government is a Barzani family enterprise. Mr. Barzani is the son of the former Kurdish leader Mustafa Barzani. Massoud Barzani's son Masrour Barzani heads the security council in his father's government.

Massoud Barzani's nephew, Nechirvan Barzani, is prime minister. The president's uncle is Hoshiyar Zebari, Iraq's former foreign minister and Mr. Barzani's top adviser on the referendum.

Denise Natali, an expert on Kurdistan at National Defense University in Washington, said the issue may not be whether Kurdistan can transform itself into a state but the kind of state it would become: "poor, failed and unstable."

Mr. Zebari said in an interview on Friday that the regional government had "shortcomings," but that it was more democratic and secure than the rest of Iraq. He said the independence vote would force more accountability.

The region is an economic weakling dependent on oil. It earns roughly \$8 billion a year from oil shipped through Turkey via a pipeline that Ankara has threatened to shut down.

Shutting down the pipeline would also cost Turkey, which earns between \$500 million and \$1 billion a year from it, ac-

According to regional experts. But the Turks could absorb a shutdown far easier than the Kurds.

Even with the pipeline flowing, the Kurdish economy is in dire straits. Oil revenues have plunged as the price of petroleum has fallen worldwide, depriving the government of its main source of revenue. The Kurdish government is \$20 billion in debt, analysts say, and has not been able to pay all its soldiers. Further, it pays public employees only about 40 percent of their salaries.

"Kurdistan is not ready because economically, it is a mess," said Joost Hiltermann, a Middle East specialist at the International Crisis Group. "It's all about capability, not desire," he added.

Moreover, more than half of Kurdish oil revenue comes from the oil fields of Kirkuk, a city that lies at the heart of the standoff with Baghdad.

Kurdish troops seized the multiethnic city after Iraqi troops fled an Islamic State assault in 2014.

Kurds consider Kirkuk a spiritual homeland. "To Kurds, Kirkuk is their Jerusalem," said David L. Phillips, a former State Department adviser who has worked on Iraq for 30 years.

But Baghdad considers the Kurdish claim illegitimate, and Iraq's Parliament has asked Mr. Abadi to dispatch troops to seize Kirkuk's oil fields.

And the Kurds can no longer expect a lifeline from the United States, which protected them from Saddam Hussein's executioners with a no-fly zone in 1991 that provided breathing space to carve out the autonomous enclave.

Washington feared the referendum would fracture Iraq and undermine the American-led coalition fighting Islamic State militants. Secretary of State Rex W. Tillerson said Friday that the United States did not recognize the referendum, which he said "lacks legitimacy," and urged the Iraqis and Kurds to "re-



Oil fields in Kirkuk, Iraq. The fields there provide more than half of Kurdish oil revenue. ANDREA BRUCE FOR THE NEW YORK TIMES

main focused on defeating ISIS."

The Kurds believe they have a trump card in their military force, known as the pesh merga, which has played a pivotal role in the coalition. They held the referendum now, in part, because they feared losing their leverage if the coalition drives the militants out of Iraq.

But for the Kurdish leadership, there is no going back. Mr. Zebari said the Kurds' relationship with Iraq was irrevocably broken, and the Kurds worry that Iran's influence on Iraq's Shiite-led government — and on Shiite militias incorporated into the Iraqi Army — will only strengthen.

Mr. Barzani bet that a broad public mandate for independence would provide leverage against Baghdad in negotiating a separation. But there are no negotiations, at least not yet.

Mr. Phillips said Iraq would ultimately negotiate on "a friendly divorce," with the United States as a likely intermediary.

"Picking a fight with the Kurds would merely exacerbate conflict and instability," Mr. Phillips said.

One possible way out, analysts said, could be a Kurdish confederation with Iraq, with constitutional power-sharing. Another, Mr. Phillips said, may involve shared governance of Kirkuk, with power distributed among ethnic groups.

If Kirkuk were somehow resolved or set aside, Iraq might well be willing to negotiate independence for the three governorates the Kurds have run virtually on their own for a quarter century. But even then, Mr. Hiltermann said, Iran and Turkey would not go along.

But Mr. Galbraith said that if Baghdad refuses to bargain in good faith, the Kurds may unilaterally declare independence at some point.

"It's not an open-ended process," he said, reflecting the Kurdish view. "You have to have an outcome which ultimately ends in independence."

Mr. Zebari said the Kurds were willing to take the long view and patiently negotiate day-to-day obstacles on the path to eventual independence.

"We have said from the start that this is not a risk-free project," he said. ●

AFP

## Turquie: 4 soldats tués par une bombe dans le sud-est kurde

Ankara, 4 octobre 2017 (AFP)

Au moins quatre soldats ont été tués et quatre blessés mercredi dans une attaque à la bombe dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie, ont indiqué les autorités locales, attribuant l'attaque aux séparatistes kurdes.

Quatre soldats sont morts et autant ont été blessés lors de l'explosion d'une

bombe artisanale déclenchée au passage d'un véhicule militaire à Yüksekova (sud-est), a déclaré dans un communiqué le gouvernorat de la province de Hakkari.

Dans son communiqué, le gouvernorat attribue l'attaque à "des membres de l'organisation séparatiste terroriste", une expression désignant les séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le sud-est de la Turquie est en proie à des affrontements quasi-quotidiens depuis la reprise du combat entre le PKK et les autorités turques après la rupture à l'été 2015 d'un fragile cessez-le-feu visant à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984. ●

AFP

## Turquie: cinq membres du PKK tués dans une région touristique

Istanbul, 5 octobre 2017 (AFP)

CINQ MEMBRES du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués jeudi par les forces de sécurité turques dans une région de l'ouest du pays très courue des touristes européens, ont rapporté les médias.

Les cinq membres du PKK, une organisation séparatiste classée comme

"terroriste" par Ankara, ont été tués après avoir été interceptés par les forces de sécurité dans une zone forestière à Köyceğiz dans la province de Muğla sur la côte méditerranéenne, a affirmé l'agence progouvernementale Anadolu.

Deux autres membres du PKK ont réussi à prendre la fuite alors qu'un soldat turc a été légèrement blessé, a ajouté l'agence.

Köyceğiz et son lac éponyme sont une destination très populaire pour les touristes européens, notamment britanniques et allemands.

Le conflit kurde en Turquie a coûté la vie à plus de 40.000 personnes depuis son déclenchement en 1984. Les combats ont repris en 2015 dans le sud-est du pays après la rupture d'une trêve qui a sonné le glas des pourparlers de paix entre Ankara et le Parti des Travailleurs du Kurdistan. ●

# The Observer view on the Kurdish referendum

The Kurds' hunger for self-rule must not be denied by dark forces imposing their will on the region

## OBSERVER EDITORIAL

Sunday 1 October  
www.theguardian.com

It can be argued that Kurdistan's regional government (KRG) was ill advised to hold a referendum last week on creating an independent state. It may be the case that Masoud Barzani, veteran leader of the Kurdish enclave in northern Iraq, is a foolish dreamer whose desire to bequeath a personal legacy has trumped common sense. It is conceivable that, had Barzani backed down, the government in Baghdad would have abandoned decades of hostility to Kurdish aspirations and entered into good-faith negotiations. This is the Middle East, after all. Anything is possible.

But the indisputable reality on the ground in Kurdistan is that the Kurdish people's age-old yearning for unconstrained self-rule, free from interference by foreign powers, is unceasing and not to be denied. Dispassionate geopolitical calculations, blatant economic self-interest and justifiable concerns about international security fed the instinctive wish of the great powers to uphold the status quo. All the same, their instincts are wrong. Like any people conjoined by ethnic identity, land, language and culture, the Kurds have an inalienable right to determine their future path, in one direction or another. Last week's successful democratic milestone should be celebrated, not decried.

Any suggestion that Barzani was out on a limb was comprehensively refuted by the referendum result. More than nine out of 10 voters backed independence; over 70% of the eligible electorate reportedly participated. Longstanding party political differences between Barzani and supporters of his main rival, Jalal Talabani, were set aside. Nor does there appear to be any misunderstanding among voters about what the vote means. Kurdistan is not suddenly going to declare UDI, unless forced to do so. But as Barzani stressed in a recent Guardian interview: "We are not a part of Iraq... We refuse to be subordinated." His view has been confirmed. Baghdad has been put on notice.

Despite the fact it had years to consider how to react, Baghdad's response has been, predictably, dangerously unwise. Instead of pursuing the sensible option and initiating talks with the KRG about how to handle a changed situation, Haider al-Abadi, Iraq's prime minister, resorted to a familiar mix of bluster and



Masoud Barzani, president of the Kurdistan region, casts his vote during last week's referendum. Photograph: Feher/Zuma Wire/Rex/Shutterstock

threats. Abadi reiterated his vow to return all Iraqi territory to Baghdad's control, a vainglorious piece of rhetoric given Iraq's inability to defeat Isis without international (including Kurdish) military support.

More seriously, Abadi has joined Turkey and Iran in attempting to blockade KRG territory, including the halting of international flights. The Iraqi leader has not ruled out sending troops to challenge Kurdish control of the disputed city of Kirkuk, which lies outside the KRG's borders. Any such move would almost certainly involve the feared Iranian-armed Shia militias that helped liberate Mosul from Isis.

Indeed, this is the nub of the problem, as seen from Erbil. Abadi and his weak, Shia-dominated administration do little of significance without Iran's prior agreement and Iran, with its own Kurdish minority to suppress, is no friend to the KRG. Now Abadi, an ostensible western ally, is again on the verge of inviting Iran in to help resolve an Iraqi problem. And Rex Tillerson, US secretary of state, has foolishly given a virtual green light to Baghdad and Tehran by wrongly declaring both the referendum and its result illegitimate.

Amid all this ganging up on the Kurds, the chief gangster may be Turkey's president, Tayyip Erdoğan, a man with a Trump-like talent for making a bad situation worse. Since nearly losing power in 2015 thanks partly to a pro-Kurdish party, Erdoğan has stepped up a vendetta against the Kurdish populations of south-east Turkey and northern Syria remark-

able for its reckless brutality and disregard for human and democratic rights. His vow to starve the landlocked Kurds, and block vital oil exports, may come to nothing. Or it may turn a simmering confrontation into a full-blown crisis.

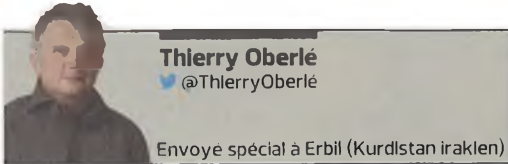
A summit meeting between Iraq, Turkey and Iran to discuss how best to crush the uppity Kurds, mooted by Turkey's prime minister, Binali Yildirim, should ring alarms bells in western capitals. So, too, should the involvement of Vladimir Putin, who agreed with Erdoğan in Ankara on Friday that the Kurds must be discouraged from making more "mistakes". Russian oil companies have become leading investors in Kurdistan and Putin will want to protect their interests. But for him, the bigger priority is longer-term influence in Iraq and Syria, where American incompetence has created openings for an expansionist Moscow.

While all this may sound rather complicated, in truth, the current problem is straightforward. The Kurds of northern Iraq have proved loyal allies of the western powers since the era of Saddam Hussein. Unusually in a region riven by bigotry and hate, they share the secular, democratic, gender-inclusive and humanitarian values espoused by western society. Whatever the view of Britain and its partners on the wisdom of holding the independence vote, they now have an urgent duty, moral and practical, to robustly support and defend the Kurds as the dark forces of regression and reaction gather. ●

# Barzani, « parrain » du rêve d'indépendance des Kurdes

À 71 ans, il a fait voter son peuple en faveur de l'autodétermination, en défiant ses voisins et la communauté internationale.

Une promesse qu'il avait faite à son père, le chef, avant lui, d'un clan œuvrant pour le nationalisme kurde dans les montagnes du nord de l'Irak.



**I**l a tissé sa légende de pechmerga, « celui qui défie la mort », là-haut, dans les montagnes du Kurdistan. Sur les photos de jeunesse, on le voit poser en vareuse grise, la cartouchière en guise de ceinture, l'étui à pistolet sur la hanche, portant un fusil presque aussi grand que lui sur l'épaule. Il a déjà enroulé autour de son crâne d'enfant son turban damé rouge et blanc qui ne le quittera plus. Pour les Kurdes, Massoud Barzani est une icône.

Pour les Européens en quête d'épopée romantique, c'est une sorte de Yasser Arafat des pics enneigés d'Orient. Il est le faible qui résiste à la loi du plus fort. Il est le peuple kurde, un peuple sans État, une minorité de 40 millions d'individus pris en étau par les Arabes des plaines de la Mésopotamie et de l'Euphrate, les Perses et les Turcs. Pour ses adversaires d'hier et d'aujourd'hui, il est un combattant redoutable doublé d'un politicien roué. Il est un ennemi imprévisible prêt à sacrifier les siens, à accaparer les richesses pour sa famille et à pactiser avec le diable pour assurer sa propre survie.

L'Irakien Massoud Barzani est - après la mort de son rival Jalal Talabani - avec Öcalan, le chef kurde du PKK turco-syrien embastillé sur une île-prison de la mer de Marmara, le dernier dinosaure d'une région en perpétuelle éruption. Il règne sur son clan depuis près de quarante ans. En 1976, il tire le premier coup de feu symbolique du soulèvement contre le régime du dictateur irakien Saddam Hussein. Le 13 octobre 2016, il annonce par un tweet le déclen-



Massoud Barzani salue ses supporters à l'issue d'une réunion électorale à Erbil, le 22 septembre, quelques jours avant le scrutin sur l'indépendance du Kurdistan. THE ASAHI SHIMBUN

À Bagdad, les visages ont changé mais les mentalités sont restées les mêmes

MASSOUD BARZANI

chement de la campagne pour la libération de Mossoul et de la plaine de Ninive occupées par Daech. Le président de la région autonome du Kurdistan veut buter les djihadistes de l'État islamique loin de ses terres grâce au soutien des avions de chasse et des forces spéciales des Occidentaux, mais aussi engranger des gains territoriaux et politiques en vue de l'accomplissement de son rêve : la création d'un État kurde en Irak.

Près d'un an plus tard, Massoud Barzani a, ce samedi 23 septembre, avant-veille du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, rendez-vous avec l'histoire. Il a convoqué la presse internationale dans son palais présidentiel bâti dans la rocaïlle sur les hauteurs de Sare Rash, les « Têtes Noires », à Salaheddine, à une trentaine de kilomètres d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien.

## Alliance contre nature

Jusqu'au bout, les chancelleries, inquiètes des risques de déstabilisation régionale, ont espéré qu'il reporterait la consultation. Les Américains ont offert une aide financière massive et des garanties pour

l'avenir. Emmanuel Macron a tenté de le convaincre par téléphone. Les Français ont même lancé à Erbil une initiative diplomatique conjointe avec les Turcs. Bagdad a fait de nouvelles propositions. Sans succès.

Flanqué de son fidèle secrétaire, Fouad Hussein, un homme rond au crâne dégarni, Massoud Barzani confirme que rien, ni personne, ne peut plus l'arrêter. « *Nous avions placé beaucoup d'espoirs dans une coexistence pacifique et démocratique, mais le nouvel Irak s'est enfoncé dans le confessionnalisme et a continué à humilier notre peuple* », dit le président kurde. « *À Bagdad, les visages ont changé, mais les mentalités sont restées les mêmes* ».

Massoud Barzani est seul contre tous, mais dès le Rubicon franchi, il désamorce sa propre audace. La déclaration d'indépendance ? Elle n'est pas à l'ordre du jour et elle ne devrait pas être unilatérale. Le vieil animal politique se veut rassurant. Il est prêt à négocier les frontières avec Bagdad et à partager les richesses pétrolifères de la région de Kirkouk. Il semble convaincu que l'armée irakienne, avec qui il combat Daech, ne passera pas à l'attaque, en tout cas pas dans l'immédiat ; que les Iraniens n'engageront pas une épreuve de force directe. Il est prêt à supporter le choc inévitable des sanctions économiques.

Il table, sans trop le dire, sur son improbable et unique allié dans la région, le président Recep Tayyip Erdogan, le bourreau des indépendantistes kurdes du sud-est de la Turquie, ses frères-ennemis. Une alliance contre nature scellée lorsque Erdogan était ouvert au dialogue avec ses minorités. Les deux leaders ont depuis des intérêts financiers et commerciaux en commun. Le Kurdistan écoule son pétrole via la Turquie. Et la Turquie inonde l'Irak de ses marchandises en passant la porte kurde. Pour Erdogan, le Kurdistan est une marche, un tampon avec le monde chiite, un prolongement naturel de ses ambitions, mais Barzani ne doit pas dépasser les bornes. La virulence de la réaction du président turc au maintien du référendum a surpris le président kurde. Il sait désormais qu'il peut aussi se retourner contre lui.

Le jour du vote, dès la fermeture des bureaux, Massoud Barzani a quitté le complexe présidentiel de Sare Rash où vit, dans l'entre-soi, la nomenklatura de son régime, pour aller se recueillir sur la tombe de son père, Moustapha Barzani. Son convoi ultrasécurisé de 4x4 noirs a emprunté la grande route qui mène à une verdoyante vallée, fief de sa tribu. Une forteresse naturelle, inexpugnable, à l'entrée marquée par les carcasses de tanks russes, vestiges de la résistance contre les forces de Saddam. Il a rejoint Barzan, le village de ses ancêtres issus d'une confrérie soufie, amoureuse de la nature. Ici chaque homme a un fusil et est prêt à mourir pour le chef. La bourgade est lovée dans un paradis écologique survolé par des aigles et parcouru par des daims persans, des ours bruns et des loups. La dépouille de Moustapha repose sur un promontoire. Les restes de 512 membres du clan, massacrés par le régime du dictateur baasiste sont enterrés sur une colline voisine surplombée par un mémorial. Ces victimes font partie des 8000 membres de la tribu des Barzani, âgés de 10 à 80 ans, arrêtés en 1983, en représailles à une révolte contre Saddam. Chaque soir une centaine d'entre eux étaient exécutés. Massoud Barzani échappa à la traque. Il avait pris la tête de son clan, quelques années plus tôt, après la mort de son père, en jurant de marcher dans ses pas.

Considéré par les Kurdes d'Irak comme une grande figure du nationalisme, Moustapha Barzani fut l'éphémère ministre des Armées de la République de Mahabad fondée en 1946, en territoire iranien, avec le soutien de Staline, et balayée avant la fin de la même année par Téhéran. Massoud Barzani y a vu le jour. « *Je suis né à l'ombre du drapeau de la première République du Kurdistan et je veux mourir à l'ombre du*

*drapeau du Kurdistan indépendant* », expliquait-il, récemment, dans une interview accordée à la revue *Foreign Policy*.

Sa saga est une longue liste d'actes de résistance, de revers militaires et d'improbables alliances de circonstance. Durant la guerre Iran-Irak, Massoud Barzani joue la carte de Téhéran, mais son insurrection est réprimée par l'opération « Anfal », marquée en 1988 par le bombardement à l'arme chimique de la ville d'Halabja (5 000 morts). En 1991, il provoque un soulèvement contre Saddam, à la fin de la première guerre du Golfe. Des centaines de milliers de Kurdes fuient dans les montagnes vers les frontières. Ils sont sauvés des bombardements par le Conseil de sécurité qui garantit, grâce à l'instauration d'une *no-fly zone*, un abri sûr qui devient un secteur autonome. Trois ans plus tard, éclate une guerre fratricide entre les clans Barzani et Talabani, le puissant rival kurde irakien décédé ce mardi, pour le partage du gâteau kurde. Barzani va chercher l'appui des chars de Saddam. Le conflit s'achève sans vainqueur, ni vaincu, avec un partage géographique et financier de la région en zones d'influence. Au Nord-dominent les Barzani, au Sud, Talabani et son parti, l'UPK.

### Un système autoritaire

Massoud Barzani est depuis le parrain d'un Kurdistan irakien doté, après la chute du dictateur et l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2005, d'institutions en principe démocratiques. Il est le président en exercice bien que son mandat ait expiré voici deux ans. Son neveu Nechirvan, fils d'Idriss, est son fringant premier ministre. Très présent dans les affaires, il s'est construit en quelques années l'une des plus grandes fortunes du Moyen-Orient. Proche des « *néo-cons* » américains, il a profité du boom pétrolier pour faire d'Erbil une sorte de Dubaï, entre désert et montagne. La bourgade provinciale s'est couverte de lotissements, de villas de luxe, de gratte-ciel, d'autoroutes circulaires et de centre commerciaux. Mais l'argent des pétrodollars, qui coulait à flots, s'est tari avec la chute des prix de l'or noir. La région a plongé dans la récession, les salaires des innombrables fonctionnaires sont amputés, et l'étoile du premier ministre a pâli comme le soleil du drapeau du parti présidentiel, le PDK.

Masrouf, le fils de Massoud, dirige le conseil de sécurité du Kurdistan et à la haute main sur les services secrets kurdes. La légende urbaine prétend qu'à Erbil, la capitale, il est plus craint que son père. Son prénom est avancé en cas de succession dynastique. Massoud Barzani s'appuie aussi sur Sirwan, un neveu, général pechmerga, qui a repris du service pour s'engager dans les combats contre Daech. Manager avisé de Korek Telecom, un grand opérateur de téléphonie mobile en Irak, le businessman n'avait fermé son réseau à Mossoul que lorsque l'État islamique s'était retourné contre les Kurdes.

Les responsables du parti d'opposition Gorran dénoncent un système autoritaire basé sur la corruption, le népotisme et le clientélisme. Il est ainsi de notoriété publique dans le milieu des affaires que les réseaux Barzani sont incontournables pour décrocher des contrats. Les dessous-de-table sont devenus la norme. Formés pour les plus jeunes dans les meilleures écoles de commerce américaines et européennes, les apparatchiks du nouveau potentat engrangent les dividendes, tandis que la population se paupérise. Âgé de 71 ans, Massoud Barzani soutient qu'il ne briguera pas de nouveau mandat présidentiel. Il assure en même temps qu'il mènera son projet d'indépendance à son terme. Un processus est en cours pour organiser des élections générales. Il ne devrait pas empêcher Barzani de rester le vrai patron. Pays de poussière, le Kurdistan irakien entre dans une période de brouillard. ■



# Bagdad et Téhéran entravent l'économie des Kurdes d'Irak

— Depuis le référendum du 25 septembre, l'Irak a cessé d'importer le pétrole kurde.

— Les aéroports du Kurdistan irakien sont privés de toute liaison internationale.

Erbil, Kirkouk, Bashmar  
De notre correspondant

Plus aucun vol vers l'étranger. Plus aucun commerce pétrolier avec l'Irak. Et déjà les prix de l'essence qui grimpent et des files d'attente devant les stations-service. Près de dix jours après le référendum pour l'indépendance, organisé par le Kurdistan d'Irak le 25 septembre dernier, ses puissants voisins mettent leurs menaces de représailles économiques à exécution.

Décision la plus médiatisée, la cessation des liaisons internationales depuis Erbil et Souleymaniyé, les deux aéroports de la région autonome, a pris effet vendredi à 18 heures. Le premier ministre irakien, Haïdar Al Abadi, avait annoncé cette première mesure de rétorsion au lendemain du scrutin.

Le pétrole est l'autre front de cette guerre économique naissante. Le Kurdistan d'Irak exporte environ 110 000 barils par jour en direction de la Turquie au travers d'un oléoduc. Govand Sherwani, expert du pétrole irakien, et professeur à l'université de Salahaddin d'Erbil, ne croit pas aux menaces proférées à ce sujet : « La Turquie ne va pas sacrifier ses intérêts. » Trop de contrats d'exploitation et d'exportation sont en jeu, sans parler, en dehors du secteur pétrolier, des 8 milliards de dollars de marchandises exportés annuellement par la Turquie vers l'Irak par la route terrestre. « Si la Turquie ferme l'oléoduc, elle devra payer des amendes considérables », se rassure aussi Dilshad Perot Aziz, 51 ans, le « monsieur business » du Conseil provincial de Kirkouk. Cette ville, disputée entre Erbil et Bagdad, est au cœur des immenses champs pétroliers contrôlés par les Kurdes.

Partenaire secondaire du pétrole kurde, l'Irak avait les mains plus libres pour agir. Téhéran a annoncé, le 27 septembre, interdire jusqu'à nouvel ordre tout commerce de produits pétroliers entre

son territoire et celui du gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Les raffineries kurdes exportaient jusque-là leurs dérivés de pétrole – principalement du fioul – vers l'Irak. Et le Kurdistan irakien importait pour sa part de l'essence et du gaz. Le 30 septembre, le blocus s'était déjà répercuté dans les stations d'essence, dont les prix



## repères

### Une crise régionale

**Référendum.** D'après les résultats officiels, le « oui » l'a emporté à 92,7 % lors du référendum d'indépendance au Kurdistan d'Irak qui s'est tenu le 25 septembre.

**Représailles.** Bagdad a décidé de suspendre, vendredi 29 septembre, les liaisons aériennes depuis les deux aéroports de la région, Erbil et Souleymaniyé.



La directrice de l'aéroport d'Erbil tenant une conférence de presse, vendredi, lors de la suspension des liaisons aériennes. Elizabeth Fitt/Sipa

## « Les Iraniens nous ont confisqué nos passeports et nos cartes grises. »

avaient subitement grimpé d'environ 10 %. À Kirkouk, de longues files d'attente se multiplient devant les pompes les moins chères.

Avec soixante autres chauffeurs refoulés par les Iraniens, Bachar Jelil, 45 ans, a dû rebrousser chemin, son camion toujours rempli de pétrole. « On n'est pas des politiciens, alors pourquoi ils nous punissent, nous ? », se lamente ce Kurde à la moustache épaisse, en patientant devant un garage de Kirkouk. « Je n'ai pas voté pour le référendum car je ne fais plus confiance à notre gouvernement ! », ajoute-t-il. Au

**Le premier ministre irakien, Haïdar Al Abadi, doit se rendre à Paris demain à l'invitation d'Emmanuel Macron, qui a proposé que la France « aide l'Irak pour ne pas laisser les tensions s'installer » entre Bagdad et le Kurdistan d'Irak.**

**Le bureau du premier ministre a toutefois démenti toute « relation entre l'invitation et la crise causée par le référendum inconstitutionnel ». « Cette visite vise à renforcer les relations bilatérales et à se concentrer sur la lutte contre le terrorisme dans la région (...) », a-t-il rectifié.**

moins a-t-il la chance d'être de retour chez lui. Cinq cents camions kurdes sont retenus par les autorités iraniennes, dans le complexe pétrochimique de Bandar Imam, au bord du Golfe persique. « Nous sommes coincés depuis le 23 septembre », explique Zana Ahmed, chauffeur kurde retenu à Bandar Imam et contacté par téléphone. *Les Iraniens nous ont confisqué nos passeports et nos cartes grises.*

Bordée d'affiches publicitaires éventrées, ponctuée de portions inachevées, la vieille route de montagne qui mène à la douane de Bashmar, dans la région de Souleymaniyé, est désormais quasi déserte. D'ordinaire, 90 camions-citernes transitent ici chaque jour, peinant pour gravir les lacets étroits. En costume traditionnel kurde, Kamal, chauffeur désœuvré, patiente au café : « J'ai voté, et je serais prêt à revoter demain, et même à prendre les armes s'il le fallait », maintient-il. Les rumeurs sur la suite vont bon train : « L'Irak s'appête à installer un nouveau poste frontière à 5 km côté iranien, à Bardarash. »

Les forces irakiennes, qui ont commencé à se déployer sous la protection de blindés iraniens le 2 octobre, court-circuiteraient ainsi les Kurdes. Mais ce projet fait sourire le directeur des douanes kurdes de Bashmar, Shakhawan Abubakir, 43 ans : « On ne construit pas des douanes comme cela. S'ils mettent un poste de taxe, ce sera comme du racket. »  
Jérémy André

# Iran, Turkey vow 'decisive action' against Iraqi Kurds over referendum vote

By Carlo Muñoz - October 4, 2017  
www.washingtontimes.com

**Turkish President** President Recep Tayyip Erdogan and Iranian President Hassan Rouhani on Wednesday vowed to take "decisive action" against leaders in Iraqi Kurdistan over last week's historic independence referendum vote.

Both leaders declined to provide specifics on what types of actions either Ankara or Tehran could take against the semi-autonomous region in northern Iraq, instead telling reporters that other regional powers must stand with Iran and Turkey to prevent the disintegration of the Iraqi state.

"As far as we are concerned, Iraq is one single country. We do not accept any geographical changes," Mr. Rouhani said during a joint press conference with Mr. Erdogan in Tehran. The Turkish president was in Iran as part of a diplomatic visit focusing on the regional response to

the Kurdish referendum vote in Iraq.

Mr. Erdogan called the Sept. 25 vote, which could pave the way for members of the Kurdish Regional Government to secede from Iraq over the next two years, "an illegitimate referendum" threatening regional stability in the Middle East.

"From this moment forward, more decisive steps will be taken," he added, which could include a shutdown of the Turkish-Iraqi border and a increased military buildup on the Turkish side of the line.

While in opposition to an independent Iraqi Kurdistan, Mr. Rouhani took a softer approach to efforts by Irbil, saying Tehran "does not mean any harm" to Iraqi Kurds despite its objections to the referendum.

"The people of Iraqi Kurdistan are our good neighbors, are our dear brothers. We do not want them to experience any pressure. We do not wish to exert this pressure," Mr. Rouhani said.

Both leaders' comments come days after military leaders in Ankara and Tehran agreed to



expand military cooperation between Iran and Turkey, including large-scale war games and joint counterterrorism operations. Iranian Armed Forces Maj. Gen. Mohammad Hossein Baqeri and Turkish Chief of General Staff Hulusi Akar announced the plans during a press conference in Tehran, after bilateral talks between the two general officers on Monday.

"We held talks on the common threats [Iran and Turkey], and also on the referendum in the Iraqi Kurdistan Region with an emphasis on the maintenance of Iraq's integrity and rejection of the referendum," Gen. Baqeri told reporters at the time.

Washington is also vehemently opposed to the Kurdish referendum, with the White House claiming it would derail ongoing efforts to drive Islamic State terror group out of Syria and northern Iraq. ♦



OCTOBER 3, 2017

## Iran: Israel after Changing Regional Countries' Borders

<http://en.farsnews.com> TEHRAN (FNA) Oct 03, 2017

**I**ranian Interior Minister Abdolreza Rahmani Fazli warned that Israel is after changing borders of the regional states to make them weak, alluding to Tel Aviv's support for the independence referendum in the Iraqi Kurdistan region.

"We are in a region that the Zionist regime blatantly supports distorting the regional borders," Rahmani Fazli said on Tuesday.

Noting that Israel and its allies which have failed in their plots against the regional states by means of terrorist groups are now after new plots, he said, "That plot is to distort the regional borders but certainly they will not succeed" and the regional people are now aware of the US and the Zionist regime's ill-wishing plans.

In defiance of Iraq's stiff opposition, the Kurdistan Regional Government (KRG) held a non-binding referendum on September 25 on secession from the central government in Baghdad.

Official results showed 92.73 percent of voters backed the secession. Turnout was put at 72.61 percent.

While much of the international community, including the United Nations, the European Union and Iraq's neighbors, has opposed the referendum, only Israel has openly supported an independent Kurdish state.

Regional players Iran and Turkey have opposed the Kurdish referendum in Iraq, warning that the controversial vote could lead to further instability in the entire Middle East. ●



October 2, 2017

## Iraq's Sunnis Welcome Request of Establishing their own Region

Baghdad – October 2, 2017 Asharq Al-Awsat  
<https://aawsat.com/>

**S**unni leaders in Iraq plan to meet with Prime Minister Haidar al-Abadi to suggest establishing their own region as they follow in the footsteps of Kurds, who last week voted for their own independence.

They will "propose establishing several regions in respect with the Constitution that allows them to take similar steps," a source close to the Union of Iraqi Forces said on Sunday.

The source told Asharq Al-Awsat that Sunni officials took the decision of sitting with al-

Abadi after they met on Saturday.

"Those officials believe that Sunni factions have a chance that cannot be missed to force the government approve the creation of a Sunni region" that would realize their self-autonomy, the source said.

He added that many provinces still feel "resentment" towards government forces or members of the Popular Mobilization Units already present in those areas.

The source pointed out that Sunni leaders "do not rule out an alliance with the Kurds in case Baghdad insists on rejecting their region's requests. However, until now, those leaders speak about the issue in private," he said.

The new step reflects a growing faith among the Sunnis on a "new federalism" where they would act as one of the three main players next to the Shi'ites and the Kurds in the post-ISIS phase and following the Kurdistan referendum on independence.

On Sunday night, Sheikh Rafi Taha Al-Rifai, the Grand Mufti of Iraq issued a statement supporting the request of establishing a self-administered region, which he considered as a determination to get rid of the "oppression and injustice directed against Sunnis."

The Mufti also criticized politicians who "claim to represent the Arab Sunnis."

Sheikh Al-Rifai said the "hateful sectarian policies" produced by the successive governments in Iraq were responsible for the country's crises.

"They stabbed Iraq, dispersed the bond of the nation and have incited hatred among all spectrum of the society," he said. ●

# How the U.S. Can Quell the Kurdish Crisis

There is still time to keep Iraq from breaking apart, but Washington cannot wait to be asked to mediate.



by Meghan L. O'Sullivan  
4 octobre 2017  
www.bloomberg.com/

More than 90 percent of Iraq's Kurds voted to declare independence last week, bringing tensions to an even higher boil across the Middle East. The regional governments that opposed the referendum -- Turkey, Iran and the Iraqi government in Baghdad -- are intent on punishing the Kurds, already beginning economic measures and even threatening a military response.

The U.S., which also vigorously opposed the referendum, must resist the urge to pile on. Rather, Washington should shift its policy away from combating a Kurdish challenge to the unity of Iraq to a more neutral, less outcome-oriented stance.

The U.S. is understandably frustrated that the Kurdistan Regional Government went ahead with the vote at this precarious time, with a fragile and fractious central government and the ongoing need to battle the Islamic State. But now Washington must be prepared to do more than simply indicate that, "if asked," it will facilitate dialogue between the Kurds and Baghdad. Instead, it needs to ramp up intensive efforts to reconcile the Iraqi factions and moderate the actions of Turkey, in particular, as regional actors work to coordinate their strategy and intensify economic pressure on the KRG.

Several factors suggest the need for a more active stance than the one Secretary of State Rex Tillerson and State Department spokeswoman Heather Nauert have articulated in the last few days. While it's true that the referendum is a major distraction from more pressing goals in Iraq and the region, the U.S., Baghdad and Iraq's neighbors could well be blowing the vote out of proportion. The referendum, while audacious on the part of the KRG, did not tell the world anything it did not already know. Even a casual observer could predict that the results would be overwhelming in favor for independence.

Moreover, as Kurdish officials have repeatedly said, the purpose of the vote was not to declare independence, but to provide a mandate to Kurdish leaders to engage in negotiations to secure what they hoped would be a "velvet divorce" along the lines that occurred between the now Czech Republic and Slovakia in 1993.

Given these important details, Washington and others might have taken another approach -- viewing the referendum as an internal Kurdish

affair and not seeing its results as changing the landscape in any important way. Kurdish leaders, of course, made this option more difficult by including "disputed areas" -- those outside of the official boundaries of the KRG, including the oil-rich city of Kirkuk -- in the vote.

But now that the vote has occurred, the furor surrounding it threatens important U.S. priorities. The way in which this rift compromises efforts to crush the Islamic State is self-evident, given that Kurds -- both those in Iraq and Syria -- have been a critical ally. With international flights to the region now suspended by Baghdad, the Kurdish economy will begin to feel the effects of its neighbors' wrath. This pain will be vastly increased if Iraqi Prime Minister Haider Abadi gets Turkey to start paying Baghdad rather than the Kurds for oil it imports from the Kurdish areas -- and could impinge on Kurdish willingness and ability to hold the front line against the Islamic State in some areas.

Emotions and nationalist feelings are now running very high in Iraq, and Abadi is under enormous pressure to take a very tough stance against the Kurds. To do otherwise could severely damage his prospects in the Iraqi general election scheduled for April 2018. Abadi is much more likely than any of his challengers to deal with the Kurds fairly (and, not coincidentally, to allow for the continued deployment of U.S. troops in Iraq). Given that the Kurds will not declare the referendum void, helping Abadi manage this situation in a way that does not either lead to violence or completely gut his electoral prospects should be the highest American priority. If he loses the vote, Iran will be the winner, as most other prospective prime ministers are much closer to Tehran.

The U.S. should also ramp up efforts to defuse the crisis because it is only through negotiations, no matter how unlikely they seem now, that Washington has any hope of securing its preferred outcome: a unified Iraq. There are good reasons U.S. officials across different administrations have worked against the breakup of Iraq. There are legitimate fears about what an independent Kurdistan spawned from northern Iraq would mean for regional stability, given the large Kurdish populations in Turkey, Iran and Syria. An independent Kurdistan would be a major strand pulled in the already fraying fabric of the 100-plus year old Sykes-Picot Agreement that established the boundaries of the modern Middle East.

The U.S. also understands that the chances of keeping Iraq from becoming a failed nation are increased by the presence of the Kurds remaining inside the country. They are the most moderate, pro-American group in Iraq, with the



Have patience. Photographer: Delil Souleiman/AFP/Getty Images

most developed government institutions and longest experience with democracy. Throughout many tough moments in the last 15 years, the Kurds have been a strong ally -- be it in fighting Saddam Hussein and the Islamic State, or in the effort to build institutions in the fledgling state. An Iraq bereft of Kurdistan is likely to be more vulnerable to Iranian coercion, would have a much stronger Islamist strain to its governance, and could also trigger other regions of Iraq to contemplate their own secessions.

It may be too late to keep Iraq as a unified country. The Kurds suffered genocide and other atrocities under Saddam, and are understandably worried about being in any position that gives Baghdad control over their destiny. And they are not wrong in their assessment that, today, the country is not the "democratic, pluralistic, and federal" place they agreed to be part of. The long-held, long-thwarted dream of independence is compelling when the alternative seems to be being tied to a dysfunctional state ambivalent about the role of minorities.

That said, it is conceivable that some regional and economic realities will convince Kurdish leaders that a different kind of outcome -- perhaps a looser confederation between Arab Iraq and Kurdistan -- will meet their interests better than an independent Kurdish nation. In the wake of the referendum, Kurdish leaders are of course pushing for talks about the terms of independence. But this is likely their maximalist position -- and they may be open to other arrangements, especially in the interim, if a reasonable process with international guarantees gets underway.

Washington and its Western allies would be wrong to think that they can simply cow the Kurds into backtracking on their ambitions. Likewise, more pressure and threats from their neighbors are likely not to move Kurds to a position of submission, but to a more immediate declaration of independence -- and all the risks to stability that would entail. The U.S. can't wait to be asked to get involved, but should lean forward and convince Baghdad and Turkey that more is to be gained through de-escalation and dialogue than through threats and punishment. ♦

Meghan L. O'Sullivan is a Bloomberg columnist and the Jeane Kirkpatrick professor of International Affairs at Harvard University's Kennedy School.

# « Va-t-on abandonner à son sort le Kurdistan ? »

Dans une tribune au « Monde », un collectif d'intellectuels, parmi lesquels Salman Rushdie, Bernard-Henri Lévy, Bernard Kouchner ou Adam Michnik, dénonce le blocus dont fait l'objet la région et appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à se saisir du dossier, alors que le président Emmanuel Macron s'entretient le 5 octobre avec Haïdar Al-Abadi, le premier ministre de la République d'Irak.

Par Collectif le 5 octobre 2017  
<http://www.lemonde.fr>

## « Nous appelons les gouvernements des pays démocratiques à garantir l'intégrité du Kurdistan et son libre accès au monde extérieur »

Les vents mauvais de l'Histoire soufflent à nouveau sur le Kurdistan.

De graves menaces sont proférées par ses puissants voisins (Irak, Iran, Syrie et Turquie) le punissant d'avoir exprimé massivement, par référendum, son aspiration à l'indépendance.

Fermeture de l'espace aérien par l'Irak, possible fermeture du pipeline pétrolier par la Turquie, menace de fermeture des routes terrestres par l'Iran, embargo, blocus, bruits de bottes : un petit peuple enclavé est en passe d'être fait prisonnier, d'être asphyxié et séquestré.

Au rebours de ses propres principes et du droit des peuples à décider de leur destin, insoucieuse de sa dette à l'endroit de ces peshmergas qui ont tant fait dans la lutte commune contre Daech et qui tous les jours en paie le prix en vies humaines ; la communauté internationale – les grandes démocraties occidentales en tête – a condamné le référendum et semble vouloir se ranger aux côtés des dictatures hostiles aux Kurdes.

### Seule démocratie dans la région

Va-t-on abandonner à son sort le Kurdistan, seule démocratie dans la

région, tenant tête à une coalition de régimes parmi les plus autoritaires et répressifs de la planète ?

Qui sont les va-t-en guerre ? Qui demande la négociation ? Qui rejette la négociation ? Qui viole tous les principes du droit et de la coexistence entre les nations ? Va-t-on, en Amérique, en Europe, ailleurs, laisser faire ceux qui voudraient étouffer la voix d'un des rares peuples qui, dans cette partie du monde, porte massivement les couleurs d'un islam laïc, ouvert aux autres religions, compatible avec les droits de l'homme et des femmes ?

Nous appelons les gouvernements des pays démocratiques à garantir l'intégrité du Kurdistan et son libre accès au monde extérieur, sans lequel il ne peut vivre ainsi que le million et demi de réfugiés de toutes origines et de toutes confessions qu'il abrite sur son sol.

Il en va de leur honneur. A défaut, il faudrait parler de non-assistance à peuple en danger et de bataille perdue pour la civilisation.

Nous appelons ces gouvernements à demander au Conseil de sécurité des Nations unies une médiation internationale.■

### LES SIGNATAIRES :

**James K. Galbraith** (professeur à la Lyndon B. Johnson School of Public Affairs de l'université du Texas),

**Pascal Bruckner** (romancier et essayiste),

**Bernard Kouchner** (ancien ministre des affaires étrangères et européennes de la France),

**Bernard-Henri Lévy** (écrivain, philosophe, et membre du conseil de surveillance du « Monde »),

**Jean-Luc Marion** (de l'Académie française),

**Daniel Cohn-Bendit** (ex-député européen),

**Salman Rushdie** (écrivain),

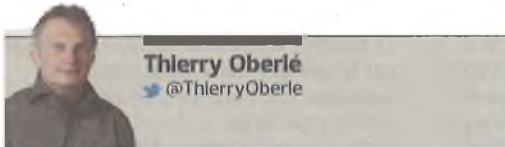
**Adam Michnik** (directeur de la publication « Gazeta Wyborcza »).



Erbil, le 16 septembre. Des manifestations de soutien à l'indépendance n'ont pas manqué dans la capitale régionale kurde ces derniers jours. © AFP.

# Kendal Nezan: « Il faut redessiner les frontières du Moyen-Orient »

Le président de l'Institut kurde de Paris souhaite que la France accompagne la marche du Kurdistan irakien vers l'indépendance.



Thierry Oberlé  
@ThierryOberle

**K**endal Nezan rentre d'Erbil, en Irak, où il a assisté au référendum sur l'indépendance du Kurdistan, approuvée par 92% des votants.

**LE FIGARO.** - Que représente pour vous ce référendum d'indépendance ?

**Kendal NEZAN.** - Pour la première fois de son histoire, une partie du peuple kurde a eu la possibilité d'exprimer démocratiquement et pacifiquement ses aspirations. C'était un moment de fierté et de joie pour la population du Kurdistan irakien, qu'elle soit kurde, chrétienne, turkmène ou arabe, et pour les Kurdes de la diaspora. Le droit à l'autodétermination fait partie de la charte des Nations unies. Au nom de quoi demanderait-on un État pour les Palestiniens et le refuserait-on pour les Kurdes, qui forment une nation très ancienne ?

**Mais le scrutin s'est déroulé contre l'avis de tous et n'est reconnu par personne.**

Les positions vont sans doute évoluer. Les Kurdes sont déçus par la position prise par leurs alliés, en particulier les États-Unis. La position française était médiane. La France peut jouer à l'avenir un rôle de médiateur. L'opinion publique kurde espère qu'elle va prendre acte de ce qui s'est passé et qu'elle va proposer sa médiation pour un règlement pacifique car un conflit aurait des conséquences incalculables sur la guerre contre Daech et la stabilité régionale.

**Risque-t-on d'assister à un effet de contagion dans les territoires kurdes voisins ?**

La première conséquence visible du référendum est pour les Kurdes de Syrie. Le régime de Damas a critiqué le référendum au Kurdistan irakien mais, sur les conseils des Russes sans doute, a fait une offre de fédération aux Kurdes. En Iran, d'énormes manifestations populaires ont eu lieu dans la plupart des villes du Kurdistan iranien le soir du scrutin. Pour éviter que les Kurdes d'Iran et de Turquie n'en arrivent à souhaiter une séparation, il est nécessaire d'améliorer leur sort. Dans un mariage heureux, il n'y a pas de raison de demander le divorce. Je pense que beaucoup de Kurdes préféreraient faire partie de la Turquie avec une ville comme Istanbul où ils sont 3 millions, mais si on détruit leurs villes, enferme leurs élus, l'effet du vote du Kurdistan irakien pourrait être contagieux. Erdogan, qui s'est allié à l'extrême droite nationaliste turque après le coup d'État raté de juillet 2016, a un discours hostile aux



RENCONTRE  
« Les Kurdes sont les acteurs du futur Moyen-Orient que l'on espère démocratique et séculier face au régime des ayatollahs iraniens et à la Turquie autocratique d'Erdogan. »

Kurdes. Il va avoir à choisir entre ses relations fructueuses avec le Kurdistan irakien et l'obsession idéologique antikurde.

**S'agit-il d'un tournant pour l'idée nationale kurde ?**

L'idée nationale kurde, qui remonte à 1697, traverse les siècles. En 1920, la communauté internationale reconnaît aux Kurdes le droit à avoir un État, mais le traité de Sèvres n'est pas appliqué. Un siècle d'histoire tragique et mouvementée plus tard, les Kurdes viennent de franchir un passage décisif pour le mouvement national kurde. Si la suite est accompagnée intelligemment par la communauté internationale, cela peut se dérouler pacifiquement. Si l'on fait l'économie d'un accompagnement, les conséquences seront graves pour la stabilité régionale et ruineront aussi la crédibilité des Occidentaux. Le Kurdistan est la seule région du Moyen-Orient où la démocratie, le respect des minorités et des droits de l'homme et l'esprit séculier sont défendus par une population. Ne pas le défendre serait une défaite morale pour nos valeurs.

**Pourquoi, au Moyen-Orient, à la fin de l'histoire, ce sont toujours les Kurdes qui perdent ?**

Les Kurdes perdent temporairement, mais ils sont toujours là. Après la Première Guerre mondiale, il y

⇒ avait 3 millions de Kurdes. Et malgré les défaites, les déportations, les massacres, il y a aujourd'hui 40 millions de Kurdes. On ne peut pas les éliminer. Ils sont les acteurs du futur Moyen-Orient que l'on espère démocratique et séculier face au régime des ayatollahs iraniens et à la Turquie autocratique d'Erdogan. Ils vont y arriver. Ils y parviendront plus rapidement s'ils sont soutenus. Les pays occidentaux avaient encore un certain lustre, une certaine attractivité voici encore trente ans. Ils ont perdu leur influence face à la poussée des mouvements intégristes chiïtes et sunnites, qui sont devenus dominants. Le Kurdistan est le dernier îlot. Les Kurdes veulent juste gérer leurs affaires sur les territoires de leurs ancêtres et vivre dans une société ouverte et pluraliste.

Faut-il redessiner les frontières du Moyen-Orient ?  
Les frontières sont faites pour le bonheur des

peuples, disait Vaclav Havel. Si les peuples n'ont plus envie de vivre ensemble au sein d'un même État, on ne peut les forcer éternellement. L'Irak a existé pendant près d'un siècle, soit beaucoup plus longtemps que l'URSS ou la Yougoslavie. Aujourd'hui, les Arabes sunnites ne veulent pas être sous la férule d'un régime sectaire chiïte irakien. Les sunnites de Syrie ne veulent pas être sous la férule sanglante du régime alaouite. Les Kurdes n'ont plus. Il serait temps d'organiser une conférence internationale avec l'ensemble des parties et modifier la carte avec un État sunnite irakien et syrien, un État kurde en Irak et, si les Kurdes de Syrie veulent s'y joindre, une fédération et enfin un État alaouite... ■

Le Monde 5 OCTOBRE 2017

# La question du Kurdistan embarrasse l'Élysée

Le premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, attendu jeudi à Paris, a failli annuler sa visite

BAGDAD - envoyée spéciale

**A** lors que le premier ministre irakien Haïder Al-Abadi est attendu à Paris, jeudi 5 octobre, pour une visite officielle, la présidence française est manifestement embarrassée par la question du Kurdistan. « Il sera naturel d'évoquer le contexte et d'écouter ce que nos interlocuteurs ont à dire », souligne-t-on prudemment à l'Élysée, où l'on est plus disert pour souligner « que l'Irak va entrer dans une phase de reconstruction politique et de stabilisation avec d'importantes perspectives de développement ».

La lutte contre le terrorisme, alors que l'organisation Etat islamique (EI) est aux abois, et les défis de l'après-guerre, ainsi que les grands contrats, seront évidemment à l'ordre du jour. Mais, depuis le référendum sur l'indépendance organisé par le président de la région autonome du Kurdistan, Massoud Barzani, le 25 septembre, les mesures de rétorsion de Bagdad et les gestulations militaires ont compliqué la donne.

Le 29 septembre, en annonçant la venue du premier ministre irakien, invité le 26 août lors de la visite en Irak des ministres des affaires étrangères et de la défense,

Jean-Yves Le Drian et Florence Parly, l'Élysée avait affirmé que le président français proposerait l'aide de la France « pour ne pas laisser les tensions s'installer » entre Bagdad et les Kurdes et que, dans sa conversation avec M. Al-Abadi, Emmanuel Macron avait à la fois insisté sur « l'importance de préserver l'unité et l'intégrité de l'Irak tout en reconnaissant les droits du peuple kurde ».

C'est la position traditionnelle de la diplomatie française et chaque importante visite officielle dans la capitale irakienne se double, comme ce fut le cas en janvier avec François Hollande, d'un passage à Erbil, la capitale de la région autonome kurde.

## Rétropédalage

Mais les tensions croissantes de l'après-référendum ont entraîné un raidissement du premier ministre irakien, fragilisé par le référendum de M. Barzani. « Il n'y a pas de relation entre l'invitation et la crise causée par le référendum inconstitutionnel », avait aussitôt rétorqué Bagdad, et le bureau du premier ministre de contredire totalement l'Élysée, assurant « qu'il n'a pas du tout été fait mention [dans la conversation téléphonique entre les deux dirigeants] d'éviter une escalade ou

des droits des Kurdes ». Des rumeurs ont fleuri à Bagdad sur l'annulation de la visite. Une rencontre, samedi, entre l'ambassadeur de France en Irak, Bruno Aubert, et le cabinet de M. Al-Abadi a dissipé les malentendus.

« Le premier ministre était inquiet que cette annonce soit utilisée contre lui par le camp de l'ancien premier ministre, Nouri Al-Maliki, qui cherche à le déstabiliser politiquement. Il voulait s'assurer qu'il n'y aurait pas de discussions sur le Kurdistan, ni d'affichage avec des représentants kurdes », indique Ahmed Al-Rushdi, conseiller diplomatique du président du Parlement irakien, Selim Al-Joubouri. Cela l'oblige à tenir strictement la ligne ferme qu'il a définie en réaction au référendum : pas de négociation hors du cadre de la Constitution et l'annulation préalable par M. Barzani du résultat du scrutin – 92,73 % de oui à l'indépendance.

Paris donc a dû faire du rétropédalage. Le ministère des affaires étrangères, évoquant la visite dans son communiqué du 2 octobre, ne mentionne pas une seule fois le mot kurde. La perspective d'une médiation ne devrait toutefois pas être absente des discussions entre M. Macron et M. Al-Abadi. « Une médiation est déjà

lancée, assure M. Al-Rushdi. Les deux parties cherchent un pays étranger qui pourrait accueillir une table ronde. Ce n'est pas possible dans les capitales du Moyen-Orient. Washington est trop loin. Paris a de bonnes relations avec les deux parties. Le président Barzani a demandé à la France de jouer le rôle de médiateur. »

A la fin de la guerre du Golfe en 1991, alors que le régime de Saddam Hussein écrasait la révolte kurde, François Mitterrand avait joué un rôle-clé pour convaincre le Conseil de sécurité de l'ONU d'instaurer un sanctuaire pour les Kurdes sur leur territoire dans le nord de l'Irak. Ce fut la première application du droit d'ingérence, théorisé par Mario Bettati et Bernard Kouchner.

Dans l'immédiat, la priorité reste Bagdad. Paris est, loin derrière les Etats-Unis, le pays européen le plus engagé en Irak dans la coalition contre l'EI. Il s'agit de construire la paix et de stabiliser les zones libérées pour lesquelles 64 millions d'euros d'aide ont été débloqués depuis 2014. « C'est un geste fort de la part du premier ministre Abadi que de voyager en un moment aussi critique », se félicite-t-on à Paris. ■

HÉLÈNE SALLON  
ET MARC SEMO (À PARIS)

# Kurdistan and Iraq dial down the anger



IVOR PRICKETT FOR THE NEW YORK TIMES

The main square in Erbil, Iraq. Kurds voted for independence in a referendum that drew threats of retaliation from the Iraqi authorities.

## NEWS ANALYSIS ERBIL, IRAQ

### An independence vote may not boil over into outright conflict

BY ROD NORDLAND  
AND DAVID ZUCCHINO

The world could be excused for thinking that another war was about to break out in Iraq.

After Iraq's Kurds voted in favor of independence, they took to the streets, waving flags and honking horns, and loudly scoffing at Baghdad's threats of military action. Iraq shut down international flights into the region and sent security forces to the Kurdish borders, while the region's neighbors threatened economic and military intervention.

More than a week later, however, the Kurds have taken no steps to actually declare independence, and Baghdad and its allies have done nothing to make good on their threats of intervention. The referendum on independence was a

seminal moment in the Kurds' long struggle for a homeland, but neither Baghdad nor the Kurds seem determined to force that moment to a crisis.

Kurdish oil is still flowing, despite threats by the Turks to shut down a vital pipeline; the Kurds' pesh merga forces are still fighting alongside the American-led military coalition in Iraq, their borders are open, and the military maneuvers by Turkey and Iran have been viewed by all sides as little more than posturing.

On Monday Iran made a showy display of moving battle tanks to its vital Parvaz Khan border crossing into Kurdistan, but the border stayed open to civilian traffic all the same.

Baghdad's most concrete action, the ban last Friday on international flights to and from Kurdistan's international airports, was softened this week when the Iraqi authorities announced they would allow air travel from Kurdistan to transit through Baghdad.

Though there are existential issues at stake — potentially an independent Kurdish state and the breakup of Iraq — both sides may have been acting provocatively at least in part out of domestic

political considerations.

For the Kurds, the timing of the referendum was seen by critics as an attempt by the Kurdish regional government's leader, Masoud Barzani, to bolster his popularity domestically and deflect attention from the region's economic problems.

For Baghdad, Prime Minister Haider al-Abadi's harsh reaction was seen as an attempt to placate Shiite hard-liners demanding a severe response to the Kurdish provocation.

Both leaders face elections in the coming months. Now, having made their points, both seem willing to back away from the precipice.

Mr. Abadi's spokesman, Saad al-Hadithi, said in an interview Tuesday that the Iraqi government had not carried out most of its threats yet to give the Kurds "every opportunity to step back from their position."

"The government does not want to inflame the situation," he said. "We believe they will back down."

He insisted, however, that the government had a timetable for forcing the Kurds to surrender control of its borders

and its oil income but he declined to provide details.

Hard-line Shiite factions aligned with Iran are a powerful voting bloc in Iraq, and many of them are supporters of Mr. Abadi's leading political opponent, Vice President Nuri Kamal al-Maliki. Threatening tough action against the Kurds helps Mr. Abadi buttress his Shiite base.

"This is a long-term strategy," said Ali al-Alaq, a leading Iraqi lawmaker and a confidant of Mr. Abadi's. Gradually Iraq will cut off Kurdistan's exports and revenues until it gives in. "In the end," he said, "the revenues will come and Mr. Barzani will be left with nothing and his dreams will collapse."

For their part, the Kurds say they never intended to follow the vote with an immediate declaration of independence.

"We held this vote because we lost faith, we were fighting a rear-guard position for a lost country," said Hoshiyar Zebari, the former Iraqi foreign minister who was the architect of the Kurds' referendum vote. "But it doesn't follow automatically that we will declare a state the day after. The conditions and requirements of state-building are much harder than having a vote on the 25th of September. It will not happen overnight."

The Kurds hoped the referendum would provide leverage to begin divorce negotiations with Baghdad. Although Mr. Abadi has refused, the Kurds have not given up hope that Baghdad will negotiate.

They are also dismissive of Baghdad's threat to subjugate the Kurdish region by force.

"Military intervention, it's not going to happen," said Vahal Ali, director of communications in President Barzani's office. "Because first and foremost they don't have the military strength."

In addition, the Iraqis are preoccupied with the battle against the Islamic State, which still controls territory in Iraq, and for which they depend on cooperation from Kurdish military forces.

The reality is that neither side wants a military confrontation, said Joost Hiltermann, a Middle East specialist at the International Crisis Group.

"If things escalate, it will be because of a particular dynamic that evolves," and not necessarily because Mr. Abadi wants it, Mr. Hiltermann wrote in an email. "I don't think we're even close to that point."

Behind the scenes, Western diplomats have been working to tamp down anger on both sides and maintain the alliance against the Islamic State. Diplomats have expressed optimism that the independence crisis won't boil over into outright conflict — at least not yet.

One break in the standoff came from an unexpected source, a sermon last Friday by the influential Iranian Shiite leader Ayatollah Ali al-Sistani. Ayatollah Sistani firmly criticized the idea of an independent Kurdish state but at the same time called for dialogue and for Baghdad to respect the rights of Kurds.

"While Sistani has made it politically safe for Abadi to engage in a dialogue with Erbil, he has also set the secession of Iraqi Kurdistan as a red line that Baghdad cannot cross," wrote Randa Slim, director of conflict resolution at the Middle East Institute in Washington. That statement gave hope to both sides and defused some of the tension between them.

Turkey and Iran, who opposed moves toward Kurdish independence out of fear of arousing such moves among their own Kurdish minorities, have also failed to follow through on bellicose threats, including military exercises on the Kurdish border and economic isolation.

Turkey in particular wields the greatest threat to the deeply troubled Kurdish economy, the ability to shut off the Kurdish oil pipeline, which runs through Turkey and provides the single biggest source of revenue to the Kurdish Regional Government.

Economy Minister Nihat Zeybekci told journalists over the weekend that it would be "business as usual." In comments last week he described talk of an economic embargo as "dangerous rhetoric" and said any trade sanctions would hurt Turkey as much as the Iraqi Kurdish region.

"We're talking about an \$8-9 billion trade and the interests of Turkey," he said.

The Kurds have long had a great deal of autonomy in their northern region, in what many viewed as de facto independence, running their own defense and foreign affairs, and exporting their own oil.

So far the independence crisis has not noticeably deepened the Kurdish economic crisis, except in industries catering to international visitors, such as hotels. Roza Mustafa, sales coordinator at the luxury Rotana Hotel in Erbil, said one of the company's hotels, the Arjan Rotana, had only "one or two guests" in its 165 rooms as a result of the travel ban.

**"If things escalate, it will be because of a particular dynamic that evolves. I don't think we're even close to that point."**

Fears that the referendum would lead to panic buying in a country heavily dependent on imports, and might even prompt runs on the banks, since Kurdistan has no central bank of its own and is part of the Iraqi financial and currency system, have not materialized.

At the Byblos Bank in Erbil, a branch manager, Lara Azamat, said that only a few holders of relatively small accounts were making withdrawals out of nervousness. "In 2013 during the ISIS advance, many people were scared and they took their money out," she said. "Now a few small accounts have, but the big ones are staying in."

For now, at least, Kurdish leaders believe they can weather the storm.

"So far it's within the limits of what we predicted," Mr. Zebari said. "It is not risk-free, but we are prepared for the consequences." ●



October 2, 2017

## Iran launches military drill with Iraqi Shiite militia on KRG border

By Rudaw.net 2/10/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** - A joint military drill between Iranian and Iraqi forces has started on the Iran-KRG borders, temporarily closing two major border gates with the Kurdish Region.

"The Parviz Khan gate has temporarily closed this morning due to a military exercise being launched on the border areas," Aram Saya Khan, an official from the border-crossing gate told Rudaw, adding they were informed in an earlier meeting this morning with Iranian authorities.

Khan added the closure only affected trade movement, not passengers on either side of the border.

He explained that this was not the first time a military drill was being launched on the Parviz Khan border-area.

Rudaw's Halo Mohammed at the Parviz-Khan border reported that Iranian Revolutionary Guards and Iraq's Shiite Hashd al-Shaabi are involved in the military exercise.

Mohammed added the Bashmakh border-crossing was also closed due to the military drill.

Saied Masud Jazayeri, deputy

head of the Iranian armed forces, said that Iranian commanders held a meeting Saturday morning to discuss helping Iraq impose its control over their border areas with the Kurdistan Region.

Iraq's defense ministry stated Friday that it was coordinating with neighboring countries to implement Iraq's "constitutional authority" over land and air borders, hours after a government ban on international flights to and from the Kurdistan Region came into force.

The United States cautioned against unilateral use of force by



Iraq or its neighbors.

Iraqi officials speaking to AP said they will take control of Kurdistan Region's international frontiers by setting up border control points just outside Kurdish-controlled areas in Iran and Turkey. The Iraqi military will not move through the Kurdistan Region, AP reported. ■



KURDISTAN

# UNE INDÉPENDANCE SUR FOND DE REPRÉSAILLES

Dénoncé par le pouvoir central irakien et ses puissants voisins, l'Iran et la Turquie, le référendum de la région autonome kurde déclenche de vives tensions. Bagdad, Téhéran et Ankara ont brandi l'arme économique de l'embargo, avec fermeture des aéroports et gel des exportations. **PAR ALAIN LÉAUTHIER**



## UNE VICTOIRE ÉCRASANTE

Le oui au référendum pour l'indépendance - ici, à Dohuk, dans le nord de la province, le 25 septembre -, organisé au Kurdistan irakien à l'initiative du président de la région autonome, Massoud Barzani, l'a emporté avec 93 % des voix.

**L**a fête a duré une nuit. Elle fut joyeuse et démonstrative, à la hauteur d'un événement qu'une majorité des 8 millions de Kurdes irakiens – du moins ceux en âge de voter – considèrent probablement comme historique : un oui massif (93 %) au principe de l'indépendance de leur « pays », ainsi que le proposaient le gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) et son président, Massoud Barzani. « J'ai voté oui pour mon père, assassiné par les forces de Saddam Hussein,

ainsi expliqué Irfan Azeez sur un site local. *Oui pour mon grand-père et pour les milliers de combattants ayant payé le prix du sang pour qu'enfin nous puissions nous libérer de cet Etat totalement artificiel qu'est l'Irak et de gouvernements qui ne se sont jamais préoccupés du bien-être de notre peuple.* » Aujourd'hui, Irfan Azeez, juriste spécialiste des conflits, sait certainement que l'indépendance réelle du Kurdistan irakien n'est pas pour demain. En décidant de maintenir un scrutin annoncé dès 2014, Massoud Barzani se doutait que le pouvoir central de Bagdad

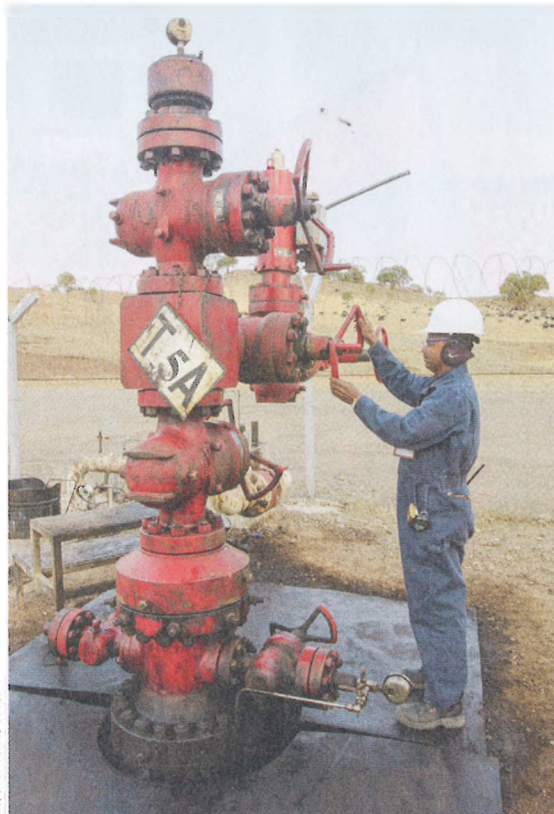
ne resterait pas sans réagir. Certains politologues lui prêtent même le sombre dessein d'avoir misé sur une riposte militaire immédiate des deux puissants voisins où vivent d'importantes minorités kurdes, la Turquie et l'Iran, violemment hostiles à un processus qualifié d'« *illégitime et inacceptable* ». Pour l'expert irakien Jassem Hanoun, une opération musclée d'Ankara et de Téhéran aurait fourni à Barzani « *un prétexte d'aller réclamer à l'ONU le droit à l'autodétermination* ». Accessoirement, sur le plan intérieur, elle lui aurait aussi permis de redorer son blason et d'enfiler le costume du résistant alors que son régime est de plus en plus contesté, le mandat du président du GRK étant arrivé à expiration en 2015. Par deux fois déjà, le Parlement du Kurdistan irakien – que domine la coalition entre sa formation, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et les frères ennemis de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) – a repoussé de nouvelles élections. Barzani a-t-il délibérément joué la carte du pire ? Pour Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, « *le résultat du vote montre, si besoin était, que le désir d'indépendance est partagé par l'immense majorité de nos compatriotes. En réalité, ce référendum aurait dû avoir lieu bien plus tôt, mais, avec l'offensive de l'Etat islamique, la situation ne le permettait pas* ». Lui relève avant tout la très forte participation, même dans les zones favorables au mouvement d'opposition Gorran, lequel prônait l'abstention. Même si le taux de cette participation est contesté

Pour l'heure, il n'est pas question d'intervention militaire, mais plutôt d'une tentative de blocus intégral des « *séditieux* ». Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, plus aucun vol n'est possible au départ ou à destination des deux aéroports internationaux que compte la région autonome, à Erbil, la capitale, et à Souleimaniye, la deuxième ville du Kurdistan irakien, proche de la frontière iranienne. Fini la tolérance qui permettait à tous les visiteurs « *étrangers* » de pénétrer sur le territoire irakien avec pour seul visa celui délivré à leur arrivée par les douaniers relevant de l'autorité du GRK. Officiellement, la mesure coercitive ne concerne pas les personnels diplomatiques et humanitaires, mais bien souvent ceux-là utilisaient des

✎ vols commerciaux classiques et, pour l'heure, ils ne peuvent donc plus le faire. Plusieurs ONG ont déjà exprimé leur inquiétude, notamment celles qui interviennent dans la région de Mossoul où plusieurs centaines de milliers de réfugiés vivent dans des conditions précaires.

Plus gênant pour l'économie locale, « jusqu'à nouvel ordre » l'Iran a interdit tous transports de produits depuis et vers l'entité régionale, soit un volume d'échanges annuel estimé à 4,2 milliards d'euros. L'enjeu n'est pas négligeable pour les Kurdes, lesquels importent le gazole raffiné en quantité par la République islamique tout en y exportant, à destination des marchés du Golfe, une partie du pétrole brut qui leur a assuré une relative opulence ces dernières années. La manne pétrolière, c'est tout à la fois la force et la faiblesse du régime de Massoud Barzani. Quand le chaos régnait à Bagdad, la région autonome, grâce à son exploitation régulière, a pu se doter d'équipements et d'infrastructures. Pourtant, faute d'avoir su diversifier ses ressources, plus que jamais le Kurdistan

irakien dépend des 550 000 barils par jour (sur une production totale de 600 000) exportés via l'oléoduc reliant l'Irak au port turc de Ceyhan, sur la Méditerranée. Or, Recep Tayyip Erdogan menace aujourd'hui, comme il n'a cessé de le faire avant la tenue du référendum, de fermer le robinet. Ce qui asphyxierait pour de bon son ancien allié. Entre le président turc et Barzani, la lune de miel semblait pourtant durable, fondée tout à la fois sur de fructueux échanges commerciaux et un intérêt commun face aux menées du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), porteur d'un projet politique supposément incompatible avec celui du PDK. « Evidemment, estime Kendal Nezan, parce qu'il doit donner des gages à la frange la plus radicalement antikurde de l'AKP [Parti de la justice et du développement] et à l'extrême droite, Erdogan peut être tenté d'aller jusqu'au bout de ses menaces, mais il prendra le risque de se mettre à dos les élus kurdes qui le soutiennent et, au-delà, dans toute la région, beaucoup dans les populations sunnites ne comprendront pas qu'il fasse »



azad bashkari / reuters

➤ cause commune avec l'Iran chiite ou le régime irakien. » Scénario impossible ? « Dans l'immédiat, il s'agit surtout d'intimidations et de gesticulations, bien souvent à usage interne, mais je ne pense pas que cela puisse déboucher sur des affrontements militaires d'importance », soutient le président de l'Institut kurde de Paris. Et surtout pas dans les secteurs de la province de Ninive passés sous le contrôle des peshmergas (les combattants kurdes), en particulier celui de Kirkouk, richissime en pétrole. Danger majeur : la présence en force de milices chiites plus ou moins inféodées à l'Iran et qui ont épaulé les forces irakiennes lors de la bataille de Mossoul. « La liberté a un prix et les Kurdes sont bien placés pour le savoir, tranche Kendal Nezan. Mais, en tout état de cause, on ne reviendra pas en arrière. On ne peut annuler un vote qui a eu lieu. A terme, il n'y a pas d'autre solution que le divorce à l'amiable. » Pas avant quelques années et sous l'égide de la communauté internationale. Bien qu'il ait formellement démenti tout lien entre sa visite et la crise kurde, le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, devait s'entretenir avec Emmanuel Macron le 5 octobre. Et Massoud Barzani pourrait lui succéder à l'Élysée. Ce n'est pas encore une négociation. Mais, dans l'immédiat, ce n'est pas la guerre. ■ A.L.



**EN GUISE DE SANCTIONS,** l'Iran a interdit jusqu'à nouvel ordre le transport de produits pétroliers depuis et vers le Kurdistan irakien. Recep Tayyip Erdogan menace, quant à lui, de fermer l'accès à l'oléoduc reliant l'Irak au port de Ceyhan, en Turquie. Or, la survie économique du Kurdistan dépend de l'exportation de 550 000 barils par jour sur une production totale de 600 000.

**“LA LIBERTÉ A UN PRIX ET LES KURDES SONT BIEN PLACÉS POUR LE SAVOIR. À TERME, IL N'Y A PAS D'AUTRE SOLUTION QUE LE DIVORCE À L'AMIABLE.” KENDAL NEZAN**

# La Sainte Alliance contre les Kurdes

Par **KENDAL NEZAN**,  
Président de l'Institut kurde de Paris  
6 octobre 2017  
[www.libération.fr](http://www.libération.fr)



Le référendum du 25 septembre au Kurdistan irakien est un véritable miracle, dans une région en guerre et sous la menace de Daech. Que les pays voisins aient tout tenté pour le contrer n'a rien d'étonnant, dans le chaos environnant. Mais que les démocraties occidentales n'aient pas défendu cette démarche transparente et pacifique est incompréhensible.

Le 25 septembre, le peuple du Kurdistan irakien, toutes tendances et toutes confessions confondues, s'est massivement rendu aux urnes pour se prononcer sur son avenir. A près de 93% il a opté pour l'indépendance du Kurdistan.

Le scrutin, tout comme la campagne référendaire qui l'a précédée, s'est déroulé dans le calme, sans incident majeur et selon une procédure démocratique transparente.

Cela en soi constitue un miracle, car on n'est pas en Suisse, mais dans un pays du Moyen-Orient encore en guerre contre Daech [le groupe jihadiste Etat islamique, ndlr] et menacé par des Etats voisins qui n'ont pas lésiné sur les intimidations et les manœuvres diverses pour dissuader la population d'aller voter.

Dans un monde idéal, respectueux du droit et de justice, la communauté internationale aurait dû saluer le courage et la maturité politique d'un peuple malmené par l'histoire, qui a subi

tant de tragédies, qui exprime ainsi pacifiquement ses aspirations et son attachement aux normes et valeurs démocratiques et prendre l'initiative d'accompagner ce processus d'accession à l'indépendance.

Mais on est dans un monde où les mots justice, droit international, droit des peuples à l'autodétermination sont instrumentalisés par les puissances, grandes et moyennes, en fonction de leurs intérêts dans un esprit où le cynisme le dispute à l'hypocrisie.

## OBSESSION IDÉOLOGIQUE ANTIKURDE

Ainsi, la Turquie qui a créé dans sa zone d'occupation chypriote une «république turque» pour quelque 200.000 Chypriotes turcs, dénie aux 7,5 millions de Kurdes irakiens le droit à un Etat indépendant. Son président islamiste, qui réclame la levée du blocus contre Gaza, menace de fermer sa frontière avec le Kurdistan irakien, d'empêcher ses exportations de pétrole voire d'y intervenir militairement. Cela alors que depuis vingt-cinq ans le Kurdistan autonome a prouvé qu'il ne constituait pas une menace pour la sécurité de ses voisins turcs et iraniens et qu'il est même devenu, selon les années, le deuxième ou le troisième marché pour les exportateurs turcs. Entre intérêts économiques mutuellement bénéfiques et obsession idéologique antikurde, Ankara semble choisir cette dernière, de peur, semble-t-il, que l'indépendance du Kurdistan irakien n'encourage les quelque 18 à 20 millions de Kurdes de Turquie qui n'ont même pas le droit d'avoir un enseignement dans leur langue, ne revendiquent un jour le même statut. Après près d'un siècle de conflits si

coûteux en vies humaines et en ressources, la Turquie n'a toujours pas compris que la meilleure façon de combattre le séparatisme kurde est de gagner la bataille des cœurs et des esprits en reconnaissant les droits culturels et linguistiques de sa population kurde en se posant en protectrice des Kurdes des pays voisins.

L'Iran, qui contrôle déjà le régime chiite de Bagdad et qui a aussi une population d'environ 12 millions de Kurdes à grande majorité sunnite, ne veut pas d'un Kurdistan démocratique, séculaire, pro-occidental à ses frontières. Choqué qu'en plein mois de deuil chiite de «moharram», le référendum donne lieu à de grandes manifestations festives et joyeuses dans les principales villes du Kurdistan irakien, il se coalise avec son rival régional turc pour tenter d'intimider et d'asphyxier le Kurdistan irakien. Il agit aussi bruyamment le spectre de la «création d'un deuxième Israël» pour rallier les pays arabes à sa croisade antikurde, feignant d'ignorer que l'idée d'un Kurdistan uni et indépendant remonte à l'épopée nationale kurde Mem et Zîn, et que la première Histoire générale des Kurdes, le Cherefnameh ou Fastes de la Nation kurde, écrite en 1596 en persan, précède de quelques siècles la création d'Israël. Par ailleurs, la première République kurde de l'histoire a été fondée en 1946 à Mahabad au Kurdistan irakien.

Quant au pauvre Irak, ou ce qu'il en reste, il a cru faire preuve d'autorité en prenant la seule mesure de rétorsion à sa portée, la fermeture des aéroports du Kurdistan aux vols internationaux. Une mesure qui affecte tant les civils kurdes, les hommes d'affaires que les personnels humanitaires et volontaires qui viennent aider les quelque 1,8 million de réfugiés et déplacés, pour une large majorité des Arabes sunnites, à qui le Kurdistan a généreusement offert son hospitalité. Selon Bagdad, le référendum du Kurdistan serait «inconstitutionnel». L'ancien ambassadeur américain, Robert Ford, peu suspect de kurdophilie, a relevé, dans un article récent, que le gouvernement irakien n'a pas respecté des dispositions essentielles (key dispositions) de la Constitution de 2005, comme la création d'un Sénat devant représenter les régions et les gouvernorats, l'interdiction de milices, l'organisation d'un référendum dans les territoires dits disputés avant fin 2007, l'affectation de 17% du budget à la région du Kurdistan, etc. De son côté, l'ancien ministre des Affaires étrangères puis des finances de l'Irak, Hoshiyar Zebari, dans une tribune publiée par The Telegraph de Londres, souligne que le régime irakien a violé 55 des 144 articles de la Constitution et qu'il n'a pas respecté les accords de partage de pouvoir conclu sous l'égide américaine entre les Kurdes et les Premiers ministres irakiens successifs, Nouri al-Maliki et Haïdar al-Abadi.

## ÎLOT DE TOLÉRANCE RELIGIEUSE ET DE PLURALISME

Cette politique de centralisation du pouvoir, de marginalisation des Arabes sunnites a favorisé l'émergence d'abord d'Al-Qaeda, puis ➤



Lors du meeting de Massoud Barzani, président du Kurdistan irakien, vendredi, dans le stade d'Erbil. Photo Christophe Petit Tesson

de Daech. De ce fait, les Kurdes ne veulent plus faire partie d'un Irak dirigé par un pouvoir chiite sectaire inféodé à l'Irak.

Les pays arabes qui réclament, à juste titre, un Etat palestinien refusent ce même droit aux Kurdes qui constituent une nation historique, qu'ils honorent de temps à autre comme des «descendants de Saladin, sauveur de l'islam». Ils ne sont pas à une contradiction et un anachronisme près. Mais de là à s'associer à leurs rivaux et ennemis iraniens et turcs ! Comprenez qui pourra.

Cependant, le plus incompréhensible reste la position des démocraties. Elles n'ont cessé de parler des droits de l'homme, de tolérance religieuse, des valeurs démocratiques et semblent s'opposer à la volonté clairement exprimée d'un peuple, qui dans un Moyen-Orient livré aux dérives autocratiques et sectaires, honore et pratique ces valeurs, qui a créé un îlot de paix, de tolérance religieuse, de pluralisme, de stabilité et de relative prospérité dans un environnement régional chaotique. Allons-nous soutenir la Sainte

Alliance turco-irano-irakienne pour punir nos meilleurs alliés régionaux, ceux qui ont combattu bravement Daech et les sacrifier sur l'autel des intérêts à court terme et de la Realpolitik ? Dans un monde où les Iraniens soutiennent partout les chiïtes, les pétromonarchies les sunnites salafistes, les Russes les orthodoxes, nos démocraties ne devraient-elles pas défendre, elles aussi, leurs valeurs et ceux qui, comme les Kurdes, les portent au prix d'indicibles sacrifices ?

#### CONSEIL DE SÉCURITÉ

En 1918, le grand président américain Woodrow Wilson, au nom de ses principes des nationalités et pour une paix juste et durable avait préconisé la création d'un Kurdistan entérinée par le traité international de Sèvres de 1920 qui ne fut jamais appliqué. Ce manquement ou cette «imprévoyance», comme le rappelait le chef de la délégation kurde, le général Chérif Pacha, plongea le peuple kurde dans un siècle de malheurs.

En 1991, un autre grand homme d'Etat,

François Mitterrand, lors de la crise des réfugiés kurdes consécutive à la Guerre du Golfe, a bravé le scepticisme et l'hostilité de ses alliés et saisi le Conseil de Sécurité pour faire adopter la fameuse résolution 688 qui a créé une zone de protection qui a évolué vers le Kurdistan autonome actuel.

Aujourd'hui, menacé par ses voisins, mais serein et déterminé, le peuple kurde espère que la France, qui bénéficie d'un immense capital de sympathie au Kurdistan, prendra à nouveau sa défense en usant de toute son influence d'abord pour réduire les tensions et empêcher les Etats voisins d'asphyxier le Kurdistan, puis offrir ses bons services à Bagdad et à Erbil pour un règlement pacifique de la crise. Elle devrait aussi porter cette question qui menace gravement la paix et la stabilité régionale devant le Conseil de sécurité. Elle est la seule à pouvoir le faire, car dans ce monde tel qu'il est organisé, les Kurdes n'ont ni siège ni voix à l'ONU alors qu'une myriade d'îles, d'émirats, de confettis d'empires y siègent et y votent. ♦

Le Point

4 OCTOBRE 2017

# Front commun Iran-Turquie contre les aspirations des Kurdes d'Irak

Par AFP, le 04/10/2017 <http://www.lepoint.fr/>

**Téhéran - L'Irak et la Turquie ont affiché un front commun mercredi contre les aspirations indépendantistes du Kurdistan irakien, à l'occasion d'une visite du président turc Recep Tayyip Erdogan à Téhéran consacrant le rapprochement entre deux voisins aux relations compliquées.**

"Certains dirigeants de la région du Kurdistan d'Irak ont pris des décisions erronées qui doivent être compensées", a dit le président iranien Hassan Rohani après avoir rencontré M. Erdogan, dont il s'agit de la première visite depuis 2015.

"L'Irak, la Turquie et l'Irak sont obligés de prendre des mesures sérieuses", a-t-il ajouté, en référence aux représailles promises par les trois pays après le référendum d'indépendance du 25 septembre au Kurdistan irakien.

Ankara et Téhéran, qui comptent une forte minorité kurde et craignent une contagion, ont vivement condamné le scrutin organisé par les autorités de cette région autonome.

Avec Bagdad, ils imposent déjà un blocus aérien au Kurdistan irakien, et l'Irak a mis en oeuvre un gel des échanges pétroliers avec cette région.

Selon la traduction en persan de ses propos diffusée par la télévision d'Etat iranienne, Recep Tayyip Erdogan a menacé de mesures de rétorsions encore "plus sévères", et affirmé que cette région du nord de l'Irak n'irait "nulle part" et resterait "isolée".

Pour le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, qui a également reçu M. Erdogan, "le référendum au Kurdistan irakien a été une trahison". Il est très important que l'Irak et la Turquie "prennent ensemble des (mesures) sérieuses, politiques et économiques" face à cette situation, a-t-il ajouté dans un communiqué publié après la rencontre.

Le référendum du 25 septembre a donné une victoire écrasante du "oui", mais les autorités kurdes ont laissé entendre qu'elles n'avaient pas l'intention de proclamer rapidement l'indépendance.

Le conflit en Syrie a aussi été au menu de la visite de M. Erdogan. Dans ce pays, la Turquie soutient des rebelles opposés au président Bachar al-Assad, appuyé militairement par l'Irak. M. Rohani et Erdogan ont toutefois insisté sur les résultats des négociations parrainées par leurs pays et la Russie --autre soutien de M. Assad-- pour ramener la paix.

#### - 'IRAK ET SYRIE INDIVISIBLES' -

Ils ont évoqué le déploiement de "forces de contrôle" communes à ces trois pays dans certaines zones de "désescalade" décidé mi-septembre.

"Du point de vue (de l'Irak et de la Turquie), l'Irak et la Syrie sont des



Hassan Rouhani (D) et Recep Tayyip Erdogan à Téhéran, le 4 octobre 2017

entités indivisibles et indépendantes. Nous n'acceptons pas les changements" de frontière, a dit M. Rohani.

Les deux présidents ont également constaté le peu de progrès vers l'objectif d'un triplement de leurs échanges commerciaux --à 30 milliards de dollars en 2018--, et proclamé leur volonté de renforcer leurs liens économiques.

Ils ont notamment annoncé leur volonté de réaliser leurs échanges dans leurs devises nationales (sans passer par une monnaie tierce comme le dollar ou l'euro), ce qui pourrait contribuer à sortir l'Irak de l'isolement dans lequel il est maintenu par les sanctions américaines, qui continuent de frapper les transactions bancaires.

Les relations turco-iraniennes apparaissent nettement meilleures qu'elles ne l'étaient lors de la dernière visite de M. Erdogan en avril 2015.

A l'époque, les deux capitales s'accusaient mutuellement de déstabiliser le Proche et le Moyen-Orient.

Héritiers d'empires qui se sont longtemps fait la guerre, l'Irak et la Turquie modernes entretiennent des relations ambivalentes.

Après une période de nette amélioration dans la deuxième moitié de la décennie 2000, celles-ci s'étaient nettement détériorées depuis 2010 avec les Printemps arabes et l'autorisation donnée par la Turquie, membre de l'Alliance atlantique, au déploiement sur son sol du bouclier antimissiles de l'Otan, perçu comme une menace existentielle par Téhéran. ●

# Turkish & Iranian leaders unite against Kurdish referendum, accuse Mossad of meddling

5 Oct, 2017 <https://www.rt.com>

Iran and Turkey have agreed to take "every possible measure" against the independence vote that was recently held in the Iraqi Kurdistan, the leaders of the two countries said, accusing Israel of masterminding the move.

The independence referendum in the Iraqi Kurdistan is a "betrayal" of the Middle East and a threat to the future of the entire region, Iran's Supreme Leader, Ayatollah Seyyed Ali Khamenei, said during a meeting with Turkish President Recep Tayyip Erdogan in Tehran.

He went on to say that the vote would entail "long-term repercussions" for all neighboring states, adding that Iran and Turkey "should take every possible measure against the move and the Iraqi government, too, should make decisions and take serious action," as reported by the Iranian state media.

His words were partly echoed by Erdogan, who said that "Turkey's and Iran's determination on the matter is evident."

"Turkey will only engage with the central government in Iraq and we certainly term this referendum as illegitimate," the president added, as cited by the Turkish Anadolu news agency.

He also warned that Ankara and Tehran are ready to take "more severe steps ... in the upcoming period" in addition to the measures they already took following the referendum.

Both leaders also agreed in alleging that Israel played a certain role in the Kurdish referendum, claiming that it sought to "split" the Middle East.

"What is the referendum organized by northern Iraq's regional administration for? No country in the world apart from Israel recognizes it," Erdogan said at a joint news conference with Iranian President Hassan Rouhani, who also attended his meeting with Khamenei.

"A decision made at the table with Mossad is not legitimate, it is illegitimate," the Turkish leader added.

In his turn, Khamenei said that Israel as well as some "foreign powers," including the US, want to create contention between regional powers in the Middle East by creating a "new Israel."

"Some foreigners plan to split the area to increase ethnic and sectarian discrimination," president Rouhani said. "Both countries do not accept such acts of discrimination," he added, referring to the positions of Iran and Turkey, as reported by Anadolu.

Erdogan further said that after the referendum "northern Iraq's local administration will be condemned to isolation."



The Iraqi Kurds held a unilateral independence referendum on September 25. A day later, the President of the Kurdistan Regional Government Masoud Barzani said that most voters cast their ballots in favor of independence.

Baghdad immediately denounced the move as "unconstitutional." The Iraqi parliament even asked the government to send troops into the Kurdish areas. Turkey, Iran, and Syria also immediately expressed their opposition to the creation of an independent Kurdistan over concerns that it may spur separatist sentiment in their own Kurdish-populated areas.

At that time, Erdogan threatened the Iraqi Kurds with economic sanctions, adding that "military options" are also on the table. He particularly said that Iraqi Kurds will "not be able to find food" if Ankara decides to halt the flow of trucks into the region and "close the oil taps," diminishing the Iraqi Kurdistan oil revenues.

The US said it did not recognize the legitimacy of the independence referendum, adding that it continued to support "a united, federal, democratic and prosperous Iraq."

The Russian Foreign Ministry said on September 27 that that Moscow continues to support the territorial integrity of Iraq and other Middle East nations, adding that the issue should be resolved through a peaceful dialog "at finding a mutual form of coexistence in a unified Iraqi state."

Israel has so far been the only country that supported the Kurdish referendum as its Prime Minister Benjamin Netanyahu said in mid-September that "while Israel is opposed to any kind of terrorism, it supports the legitimate means of the Kurdish people to obtain their own state." ●



October 4, 2017

## Generals Discuss Iran-Turkey Cooperation against Secession Bids

TEHRAN (Tasnim) - October, 04, 2017  
<https://www.tasnimnews.com>

Top generals from Iran and Turkey in a meeting in Tehran explored avenues for military cooperation in the war against terrorism and for thwarting the plots seeking disintegration of the regional countries, such as the Iraqi Kurdistan Region's secession bid.

In a Tuesday meeting in Tehran, Iran's Defense Minister Brigadier General Amir Hatami and the General Staff of Turkey Hulusi Akar discussed a range of issues, with the focus on protection of the territorial integrity of the countries in the region.

Highlighting Iran's support for the sovereignty and territorial integrity of all regional nations, General

Hatami said mutual cooperation among Tehran, Ankara and Baghdad would contribute to regional stability and security and counter the separatist moves.

Following the defeat of Daesh (ISIL) terrorist group, the US and Israel have come up with a new plot against the region, the Iranian minister warned, saying they are seeking the partition of the regional countries.

Iran and Turkey, two major and influential countries in the region, will not allow the US and Israel to follow that scenario, he added.

For his part, the visiting Turkish general said Iran, Turkey and Iraq share views on the Kurdistan Regional Government's plan to secede from Iraq, stressing that Ankara supports the territorial inte-



grity of Iraq and would not recognize any change in the Arab country's borders.

The Iraqi Kurdistan Region would have to face strict economic, political and military sanctions if it presses ahead with its secession plans, Akar added.

While Iraq's Kurds held a vote for independence on September 25, neighbors and countries in the Middle East, including Iran and Turkey, have voiced opposition to the referendum. ◆



October 4th, 2017

# Alan Dershowitz: The case for a Kurdish state (and the hypocrisy behind opposition to it)



By Alan Dershowitz,  
Fox News / October 4th 2017  
<http://www.foxnews.com>

Over 90 percent of Iraq's Kurdish population have now voted for independence from Iraq. While the referendum is not binding, it reflects the will of a minority group that has a long history of persecution and statelessness.

The independence referendum is an important step toward remedying a historic injustice inflicted on the Kurdish population in the aftermath of World War I. Yet while millions took to the streets to celebrate, it is clear that the challenges of moving forward toward establishing an independent Kurdistan are only just beginning. Already, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi has said: "we will impose the rule of Iraq in all of the areas of the KRG (Kurdish Regional Government), with the strength of the constitution." Meanwhile, other Iraqi lawmakers have called for the prosecution of Kurdish representatives who organized the referendum - singling out Kurdish Regional Government President Marsouni Barzani, specifically.

While Israel immediately supported the Kurdish bid for independence, Turkish leader Recep Tayyip Erdogan tried to extort Israel to withdraw its support, threatening to end the process of normalization unless it does so. It is worth noting that Turkey strongly supports statehood for the Palestinians but not for their own Kurdish population. The Palestinian leadership, which is seeking statehood for its people, also opposes statehood for the Kurds. Hypocrisy abounds in the international community, but that should surprise no one.

The case for Kurdish statehood is at least as compelling as the case for Palestinian statehood, but you wouldn't know that by the way so many countries support the former but not the latter. The reason for this disparity has little to do with the merits of their respective cases and much to do with the countries from which they seek independence. The reason then for this double standard is that few countries want to oppose Turkey, Iraq, Iran and Syria; many of these same countries are perfectly willing to demonize the nation state of the Jewish people. Here is the comparative case for the Kurds and the Palestinians.

First, some historical context. In the aftermath of WWI the allied forces signed a treaty to reshape the Middle East from the remnants of the fallen Ottoman Empire. The 1920 Treaty of Sevres set out parameters for a unified Kurdish state, albeit under British control. However, the Kurdish state was never implemented owing to Turkish opposition and its victory in



*While Israel immediately supported the Kurdish bid for independence, Turkish President Recep Tayyip Erdogan tried to extort Israel to withdraw its support, and threatened to end the process of normalization unless it does so. (AP Photo/Bram Janssen)*

the Turkish War of Independence, whereby swaths of land intended for the Kurds became part of the modern Turkish state. As a result, the Kurdish region was split between Turkey, Syria and Iran and the Kurds became dispersed around northern Iraq, southeast Turkey and parts of Iran and Syria. Though today no one knows its exact population size, it is estimated that there are around 30 million Kurds living in these areas.

In contrast to the Palestinian people who adhere to the same traditions and practices as their Arab neighbours, and speak the same language, Kurds have their own language (although different groups speak different dialects) and subscribe to their own culture, dress code and holidays. While the history and genealogy of Palestinians is intertwined with that of their Arab neighbors (Jordan's population is approximately 50 percent Palestinian), the Kurds have largely kept separate from their host-states, constantly aspiring for political and national autonomy.

Over the years there have been countless protests and uprisings by Kurdish populations against their host-states. Some Arab rulers have used brutal force to crack down on dissent. Consider Turkey, for example, where the "Kurdish issue" influences domestic and foreign policy more than any other matter. Suffering from what some historians refer to as "the Sevres Syndrome" - paranoia stemming from the allies' attempt to carve up parts of the former Ottoman Empire for a Kurdish state - President Erdogan has subjected the country's Kurdish population to terror and tyranny, and arrested Kurds who are caught speaking their native language.

But perhaps no group has had it worse than the Kurds of Iraq, who now total 5 million - approximately 10-15 percent of Iraq's total population. Under the Baathist regime in the 1970s, the Kurds were subject to 'ethnic cleansing.'

**It is worth noting that Turkey strongly supports statehood for the Palestinians but not for their own Kurdish population. The Palestinian leadership, which is seeking statehood for its people, also opposes statehood for the Kurds. Hypocrisy abounds in the international community.**

Under the rule of Saddam Hussein they were sent to concentration camps, exposed to chemical weapons and many were summarily executed. It is estimated that approximately 100,000 Kurds were killed at the hands of the Baath regime. So 'restitution' is an entirely appropriate factor to consider - though certainly not the only one - in supporting the establishment of an independent Kurdistan in northern Iraq.

In contrast, the Palestinians have suffered far fewer deaths at the hands of Israel (and Jordan) yet many within the international community cite Palestinian deaths as a justification for Palestinian statehood. Why the double standard?

There are many other compelling reasons for why the Kurds should have their own state. Firstly, the Iraqi Kurds have their own identity, practices, language and culture. They are a coherent nation with profound historical ties to their territory. They have their own national institutions that separate them from their neighbors, their own army (the Pashmerga) and their own oil and energy strategy. Moreover,

international law stipulated in Article 1 of the Montevideo Convention on the Rights and Duties of States, lays the foundation for the recognition of state sovereignty. The edict states: "the state as a person of international law should possess the following qualifications: (a) a permanent population; (b) a defined territory; (c) government; and (d) capacity to enter into relations with the other states. The KRG meets these criteria, as least as well as do the Palestinians.

Moreover, the autonomous Kurdish region in northern Iraq - the closest it has come to having its own state - has thrived and maintained relative peace and order against the backdrop of a weak, ineffectual Iraqi government and a brutal civil war. As such, it represents a semblance of stability in a region comprised of bloody violence, destruction and failed states. The Kurds have not repeatedly rejected offers of statehood as the Palestinians did in 1938, 1948, 2001 and 2008.

Why then did the United States— along with Russia, the EU, China and the UN—come out against independence for one of the largest ethnic groups without a state, when they push so hard for Palestinian statehood? The U.S. State Department said it was "deeply disappointed" with the action taken, while the White House issued a statement calling it "provocative and destabilizing."

Essentially, the international community cites the following two factors for its broad rejectionism:

1. That it will cause a destabilizing effect in an already fragile Iraq that may reverberate in neighboring states with Kurdish populations; 2. That the bid for independence will distract from the broader effort to defeat ISIS - which is being fought largely by Kurdish Pashmerga forces.

These arguments are not compelling. Iraq is a failed state that has been plagued by civil war for the last 14 years, and the Kurdish population in its north represent the only real stability in that country, while also assuming the largest military role in combatting ISIS' occupation of Iraqi territory. There is also nothing to suggest that an independent Kurdistan would cease its cooperation with the anti-ISIS coalition. If anything, the stakes in maintaining its newfound sovereignty would be higher. Additionally, Iraqi Kurds were a key partner for the U.S. coalition that toppled Saddam Hussein's regime and has staved off further sectarian tensions in that country.

One thing is clear: if the United States continues to neglect its "friends" and allies in the region - those on the front line in the fight against ISIS— the damage to its credibility will only increase.

Israel is the only Western democracy to come out in support of Kurdish independence in northern Iraq. One would expect that the state-seeking Palestinian Authority - which has cynically used international forums to push for Palestinian self-determination - would back

Kurdish efforts for independence. However, while seeking recognition for its own right to nationhood, the PA instead subscribed to the Arab League's opposing position. This is what Hasan Khreishah of the Palestinian Legislative Council said about the referendum: "The Kurds are a nation, same as Arabs, French and English. But this referendum is not an innocent step. The only country behind them is Israel. Once Israel is behind them, then from my point of view, we have to be careful." Clearly, there are no limits to the Palestinian Authority's hypocrisy.

Nor are there any limits to the hypocrisy of those university students and faculty who demonstrate so loudly for Palestinian statehood, but ignore or oppose the Kurds. When is the last time you read about a demonstration in favor of the Kurds on a university campus? The answer is never. No one who supports statehood for the Palestinians can morally oppose Kurdish independence. But they do, because double-standard hypocrisy, and not morality, frames the debate over the Israeli-Palestinian conflict.◆

Alan M. Dershowitz, Felix Frankfurter Professor of Law, Emeritus and author of *Taking the Stand: My Life in the Law and Electile Dysfunction*. Follow him on Twitter @AlanDersh and Facebook @AlanMDershowitz.



October 5, 2017

## Erdogan: Iraq, Iran, Turkey to decide together on shutting down Kurdistan's oil

By Rudaw 5/10/2017

ERBIL, Kurdistan Region – Iraq, Iran, and Turkey are solidifying their unity against the Kurdistan Region, threatening joint action to shut down the Region's oil exports in reaction to Kurdistan's independence referendum, according to the Turkish president.

"In the case of northern Iraq, Iran, Iraq and Turkey will form a tripartite mechanism and will decide on shutting down the oil," President Recep Tayyip Erdogan told reporters on a return flight on Thursday after a visit to Tehran, Hurriyet Daily News reported.

Oil-dependent Kurdistan Region exports its oil to international markets through a pipeline to Turkey's Ceyhan port. Erdogan has pre-

viously threatened to close the pipeline in retaliation for Kurdistan proceeding with the referendum despite warnings against it from Ankara, Baghdad, and the international community.

Russian President Vladimir Putin warned this week against taking any action against Kurdistan Region's oil, saying it would be in nobody's interest to cut off supplies.

Russia has a lot of interest in the Kurdistan Region after energy giant Rosneft agreed to a more than \$1 billion deal gas pipeline deal with the Kurdistan Regional Government just one week before the referendum. The deal makes Rosneft "the biggest player in this region," company spokesperson Mikhail Leontyev told Rudaw in September. Iraq has cemented military ties



Iranian President Hassan Rouhani, right, welcomed Turkish President Recep Tayyip Erdogan, left, to Tehran's Saadabad Palace on Wednesday. Photo: Ebrahim Noroozi/AP

with both of the Kurdistan Region's neighbours – Iran and Turkey – in the wake of the vote. Iraqi forces have conducted joint military drills with both nations in sight of Kurdistan Region borders in the days before and after the vote.

In his visit to Tehran, Erdogan discussed the Kurdistan Region with Iranian President Hassan Rouhani and Supreme Leader Ayatollah Khamenei.

In a joint Turkish-Iranian statement after the meetings, the two nations expressed their support for Baghdad and told Kurdish authorities to "avoid actions that would damage the constitutional system as well as the unity and territorial integrity of Iraq." ■

# Kurdistan.

## Ankara choisira le pragmatisme

Après le résultat du référendum des Kurdes d'Irak, en faveur de l'indépendance, les gesticulations du président turc Erdogan ne tiendront pas la route devant la realpolitik et les gros bénéfices économiques que tire Ankara du Kurdistan.



—Al-Hayat (extraits) Londres

**L**a menace d'affamer les Kurdes d'Irak après le référendum sur l'indépendance [du 25 septembre], proférée par le président turc Recep Tayyip Erdogan, reflète l'embarras et l'ambiguïté de la Turquie à propos de cette question. Car le Kurdistan irakien, depuis une dizaine d'années, a été une sorte de paradis pour les Turcs, du moins sur le plan économique.

De toute évidence, il est paradoxal qu'Erdogan, qui avait accusé Israël d'"affamer" la bande de Gaza, est celui qui aujourd'hui menace d'user des mêmes procédés envers les Kurdes. Et ce après avoir tiré un maximum de bénéfices de ses relations avec eux depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003. À croire que l'affaire palestinienne n'a été qu'une opération de marketing politique ayant quelque peu échappé au scénario initialement prévu, mais dont le but était uniquement d'affirmer le "leadership" d'Erdogan dans le monde musulman et de le présenter comme "seul défenseur" de ses causes.

Il faut rappeler que la Turquie soutient le gouvernement de la région autonome kurde dans le nord de l'Irak depuis quinze ans. Elle coopère avec lui dans la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ce groupe [émanant des Kurdes de Turquie] qui se bat contre le pouvoir central d'Ankara

sur le sol turc. Elle échange avec les autorités d'Erbil des informations qui ont permis de restreindre les capacités du PKK à mener des opérations de guérilla. Il est même arrivé à la Turquie de [traiter avec la région autonome du Kurdistan comme si elle était d'ores et déjà indépendante], quand elle a envoyé en 2013 son ministre des Affaires étrangères à Erbil sans passer par Bagdad.

**Fameux "réalisme"**. Ankara a également tissé des liens économiques avec le Kurdistan irakien. C'est en passant par la Turquie que l'essentiel de la production pétrolière kurde est exporté. [À la mi-septembre], cette production s'élevait à quelque 600 000 barils par jour, et est susceptible de monter à 1 million. C'est encore la Turquie qui lui fournit l'essentiel des produits alimentaires et de consommation, devenant ainsi un partenaire non seulement proche, mais incontournable.

Autrement dit, Ankara était le premier à bénéficier de la coupure entre Erbil et Bagdad, à faire en sorte que Bagdad n'assume pas ses responsabilités envers les Kurdes et à encourager les tensions entre le Kurdistan et l'Iran, allant jusqu'à utiliser les Kurdes pour briser le monopole de l'influence politique et militaire de l'Iran en Irak.

Or depuis que les Kurdes essaient de prendre leur destin en main, la Turquie a totalement changé d'attitude à leur égard.

Comme si la relation entre les deux ne pouvait être qu'à sens unique. C'est probablement le calendrier choisi par les Kurdes qui a agacé Ankara. Car le référendum coïncide avec la tentative des Kurdes de Syrie d'affirmer une sorte d'autonomie élargie. Et la situation dans le nord de la Syrie [le Kurdistan syrien] inquiète sérieusement la Turquie, parce que le PKK y est beaucoup plus présent qu'il ne l'est au Kurdistan irakien. Néanmoins, de bonnes relations avec les Kurdes d'Irak pourraient permettre aux Turcs d'avoir un soutien indirect pour "maîtriser" les Kurdes de Syrie.

La Turquie est peut-être également déçue par les Kurdes parce qu'ils essaient depuis un certain temps d'être moins exclusivement dépendants à son égard et de diversifier leurs relations économiques, notamment au profit de Moscou, depuis

**Jusqu'où les Turcs sont prêts à aller pour briser le droit des Kurdes à disposer d'eux-mêmes.**

que le géant pétrolier russe Rosneft [a annoncé de gros investissements] dans le secteur des hydrocarbures au profit d'Erbil. La région autonome a également emprunté près de 2 milliards de dollars auprès de différentes instances financières internationales. Toutefois, cela ne changera pas fondamentalement la grande dépendance kurde à l'égard de la Turquie.

D'où cette question que l'on peut se poser : l'attitude turque ne s'explique-t-elle pas par de simples considérations tactiques, dans le but de préserver ses intérêts dans un futur État kurde indépendant, ou pour avoir un maximum de cartes en main lors des négociations à venir avec les Américains sur une redéfinition des zones d'influence régionales? C'est dans un avenir proche qu'on verra jusqu'où les Turcs sont prêts à aller pour briser le droit des Kurdes à disposer d'eux-mêmes. Ils peuvent très bien reculer, au nom du fameux "réalisme", qui est la marque de fabrique de la diplomatie turque.

—Hassan Haidar  
Publié le 28 septembre

### SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

**"Kurdistan irakien. Un référendum qui bouleverse le Moyen-Orient"**. Avec les points de vue iranien, israélien, turc sur les conséquences du référendum



# Iraq's first postwar president

JALAL TALABANI  
1933-2017

Kurd was a valued ally of the U.S. who could also be a tough critic

BY MARK MCDONALD

Jalal Talabani, the Kurdish leader who used pragmatism, guile and an outside personality to navigate a hazardous course in Mideast politics, surviving guerrilla war, the terrors of Saddam Hussein and shifting alliances to become the first president of Iraq under its postwar Constitution, died on Tuesday in Berlin. He was 83.

The cause was a brain hemorrhage and a stroke, his second since 2012, according to Saadi Bira, a spokesman for Mr. Talabani's Patriotic Union of Kurdistan.

The Iraqi presidency, on paper, is largely ceremonial. But Mr. Talabani, through skillful bridge-building, used his tenure in office, from 2005 to 2012, to act as a chief executive with a broad and powerful portfolio.

President George W. Bush's administration saw Mr. Talabani as an important ally, though at times he was a harsh critic of American policies and military tactics. The Obama White House was also quick to reach out to him. Michael Rubin, editor of Middle East Quarterly, reported that "less than two weeks into his presidency," President Barack Obama telephoned Mr. Talabani "to discuss the way ahead."

Mr. Talabani was long an ardent campaigner for a sovereign Kurdish state in northern Iraq, where his political beginnings, like his family, were rooted. But he submerged many of those aspirations in his later years as he worked to unify the factions that contested for power after the fall of Mr. Hussein in 2003.

Mr. Talabani was a member of the Iraqi Governing Council, which drafted the country's interim Constitution after the war. The National Assembly named him interim president in April 2005, to succeed Ghazi Mashal Ajil al-Yawer. A year later he became the first president to be elected under the new Constitution.

As the war in Iraq wound down in 2010, Mr. Talabani figured in the Obama administration's plans for a postwar government there. In their 2012 book, "The Endgame: The Inside Story of the Struggle for Iraq, from George W. Bush to Barack Obama," Michael R. Gordon, a former correspondent for The New York Times, and retired Lt. Gen. Bernard E.



Jalal Talabani in 2011, when he was Iraq's president, at the United Nations in New York.

**"He saw the potential of a free and united Iraq."**

Trainor wrote that Mr. Obama made a confidential call to Mr. Talabani asking him to give up the Iraqi presidency so that a more inclusive government might be formed under Ayad Allawi, a Shiite with broad Sunni support. The administration's aim, the authors wrote, was to counter what the White House saw as a drift toward authoritarianism under Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki.

Mr. Talabani refused. He was re-elected a week later.

Mr. Talabani, widely known as Mam Jalal or Uncle Jalal, cut a Falstaffian figure, typically in bespoke suits. A rotund, gregarious gourmand, he enjoyed nothing so much as a bountiful table and Cuban cigars as he grew wealthy from duties on oil exported illegally through Turkey.

His health was not as robust. He collapsed from exhaustion in February 2007, and an American military plane took him to a hospital in Amman, Jordan. He returned home after 17 days, but that May he went to the Mayo Clinic in Rochester, Minn., for rest and treatment for what he called "my obesity." In the summer of 2008, he returned to the Mayo Clinic for an operation to repair a heart valve. Then came the stroke, at the end of 2012, when he was flown to Germany for treatment.

Former President George W. Bush said in a statement on Tuesday that Mr. Talabani had "believed in his country and his countrymen," adding, "He saw the potential of a free and united Iraq."

Mr. Talabani was a consummate political survivor and an openhanded pragmatist, if not an ideological chameleon, adept at maintaining his equilibrium in the sectarian, often ruthless environment of postwar Iraq. He was quite capable of startling marriages of political convenience, some ending in equally expedient divorce.

In a 2007 profile in *The New Yorker* by Jon Lee Anderson, Iraq's national security adviser, the Shiite politician Mowafak al-Rubaie, was quoted as calling Mr. Talabani "very difficult to define."

"If you are an Islamist, he brings you Koranic verses; if you're a Marxist, he'll talk to you about Marxist-Leninist theory, dialectics and Descartes," the article quoted Mr. Rubaie as saying. "He has a very interesting ability to speak several languages, sometimes with a very limited vocabulary. He has a lot of anecdotes and knows a lot of jokes. He is an extraordinarily generous person, and he spends like there's no tomorrow."

Jalal Talabani was born on Nov. 12, 1933, in the northeastern Kurdish village of Kelkan, near Suleimaniya. The Talabani clan was a powerful one, and his father was one of its leaders. Jalal's political life started early. At 13 he joined a clandestine group of Kurdish students. At 18 he was among the ranking members of the Kurdistan Democratic Party, led by Mustafa Barzani.

Mr. Talabani attended law school at Baghdad University but withdrew to evade arrest for his role in founding the Kurdistan Student Union. He traveled to China in 1955, met Premier Zhou Enlai and translated writings of Mao Zedong — his political role model — into Kurdish.

He returned to Iraq after the fall of the Hashemite monarchy in 1958 and graduated from law school the next year. In 1961, after his compulsory service in the Iraqi Army, he joined a Kurdish independence uprising led by Mr. Barzani. Mr. Talabani served Mr. Barzani as an overseas envoy, living first in Lebanon and later in Syria. He also traveled through Europe and the Mideast, establishing political friendships with Muammar el-Qaddafi of Libya, Gamal Abdel Nasser of Egypt, the Palestinian leader Yasir Arafat, King Hussein of Jordan and Hafez al-Assad of Syria.

*Margaret Coker contributed reporting.*

## DISPARITIONS

# Jalal Talabani

## Ancien président irakien

**A**u Kurdistan d'Irak, le pouvoir et la guerre sont d'abord une affaire de famille, de clan. Avec la disparition de Jalal Talabani, le 3 octobre à 83 ans, une des dynasties qui dominent la politique kurde irakienne vient de perdre son patriarche et le Kurdistan un de ses chefs les plus illustres. Ogre politique connu pour son habileté, sa truculence et son pragmatisme, le premier président (non arabe) de la République irakienne post-invasion américaine de 2003 a traversé sept décennies d'histoire du pays au fil d'un parcours commencé, selon sa légende personnelle, à 14 ans.

Jeune militant nationaliste à la fin des années 1940, chef d'une faction kurde majeure en conflit avec Bagdad dans les années 1970, allié de Khomeyni dans la guerre Iran-Irak dans les années 1980, potentat milicien au Kurdistan dans les années 1990, Jalal Talabani deviendra en 2005 président et le partenaire obligé de Washington.

Par une fantastique ironie de l'histoire rendue possible par l'invasion américaine de l'Irak en 2003, « Mam Jalal » - « l'oncle Jalal » comme on l'appelle encore avec sympathie et déférence bien au-delà de sa base partisane - est arrivé au sommet de sa carrière en prenant la tête d'un Etat qu'il avait passé sa vie à combattre. Et avec lequel il a toujours su marchander. Car, en matière de politique kurde, il n'est pas de trajectoire univoque. Celle de Jalal Talabani s'est déployée entre les montagnes du Kurdistan et les palais de Bagdad en passant par Téhéran, Le Caire, Beyrouth, Damas, les capitales d'Europe et les grandes villes d'Amérique. Une vie ponctuée de rencontres et d'accommodements négociés par le chef kurde dans les interstices des grandes mécaniques régionales avec tout ce que le Moyen-Orient de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a pu compter d'hommes de pouvoir.

Lorsque Jalal Talabani voit le jour, le 12 novembre 1933, l'Irak n'a qu'un an d'existence. Alors que,

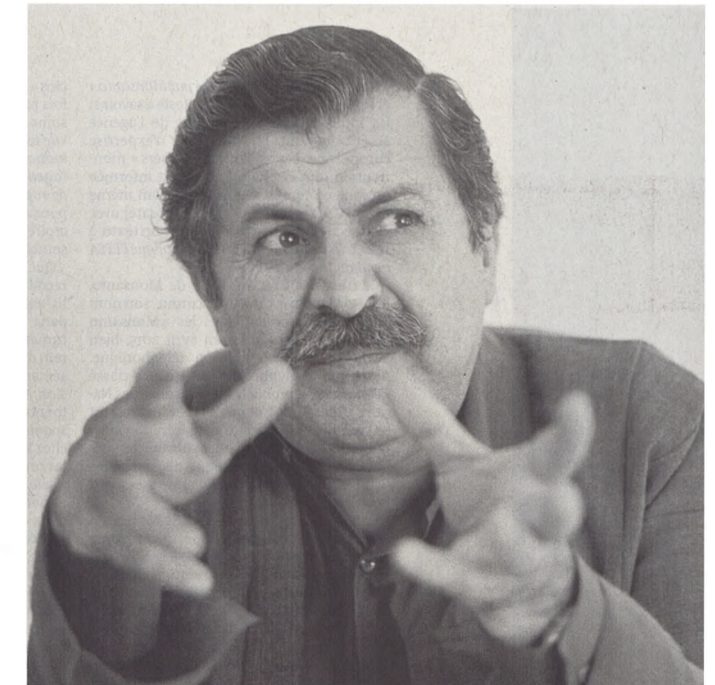
dans les régions kurdes, un sentiment national se développe sur fond de révoltes tribales contre Bagdad, le jeune Jalal, issu d'une lignée de notables célèbres du sud du Kurdistan, adhère au mouvement kurde et y fait un début de carrière fulgurant entre engagement clandestin et missions diplomatiques. En 1961, il fait ses premières armes dans les rangs de la guérilla menée par l'ombrageux chef féodal Moustafa Barzani.

### Une rupture

Son parcours académique et ses inclinations idéologiques le rattachent bientôt à la composante intellectuelle, urbaine et progressiste du mouvement kurde, bien implantée dans le sud du Kurdistan et qui tend à s'opposer au clan Barzani, basé dans les montagnes du nord, plus tribal et traditionnel. La rupture n'est consommée qu'en 1975. Alors que les forces kurdes sont écrasées par le régime de Saddam Hussein et que le clan Barzani bat en retraite, Talabani décide de poursuivre la lutte. Il s'organise depuis Damas, où, avec la bienveillance du régime d'Hafez Al-Assad, il crée un nouveau parti : l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui réunit la gauche du mouvement national.

Pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), Talabani suit ses rivaux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) en se rangeant du côté de Téhéran après avoir tenté un rapprochement infructueux avec Saddam Hussein. A la fin du conflit, Bagdad sanctionne cette alliance par l'opération « Anfal », qui culmine avec le bombardement chimique de la ville d'Halabja dans la zone d'influence de l'UPK. Le leadership kurde a perdu cette manche mais, après 1991, la guerre du Golfe donne à Talabani l'occasion de revenir sur le devant de la scène. L'échec d'une insurrection populaire en pays kurde se traduit par un exode massif qui tourne au désastre humanitaire.

Sous l'égide de l'ONU, le Kurdistan irakien est sanctuarisé et il revient à Jalal Talabani de s'enten-



### Au début des années 1980.

JACQUES PAVLOVSKY/SYGMA VIA GETTY IMAGES

dre avec le PDK pour y bâtir un embryon d'Etat. L'ordre milicien règne pourtant et l'UPK s'installe dans le sud du Kurdistan avant d'entrer en guerre contre le PDK pour le contrôle d'intérêts économiques. A Souleimaniyé, capitale de son fief, Talabani et les siens contrôlent enfin un morceau de territoire et, malgré l'instabilité et les affrontements qui les opposent au PDK, en profitent pour s'enrichir au moyen de divers trafics pour bâtir un réseau de clientèle.

Mais une nouvelle occasion venue d'Occident se dessine. L'administration Bush entend renverser le régime de Saddam Hussein, et Talabani en profite pour se tailler une place de choix dans les cercles de l'opposition en exil censés bâtir un nouvel Etat irakien. Son entreprenant, sa dextérité politique et ses qualités de conciliateur font de lui un acteur incontournable du nouvel Irak. C'est cette personnalité singulière qui lui permet de faire du mandat présidentiel, officiellement honorifique, qu'il exerce à partir de 2005 une véritable position d'influence. Talabani parle à tout le monde, jongle avec les innombrables rivalités, toujours en mesure de se frayer un chemin dans le chaos quotidien du pays.

Dans l'opulence de ses nouvelles fonctions, il laisse libre cours à son penchant pour les dépenses somptueuses, les festins gargantuesques, les cadeaux mirifiques et les cigares cubains. Le fin

### 12 NOVEMBRE 1933

Naissance à Kelkan (Irak)  
**1947** Adhère au Parti démocratique du Kurdistan  
**1975** Fonde l'Union patriotique du Kurdistan  
**2005** Président de la République irakienne  
**3 OCTOBRE 2017** Mort à Berlin

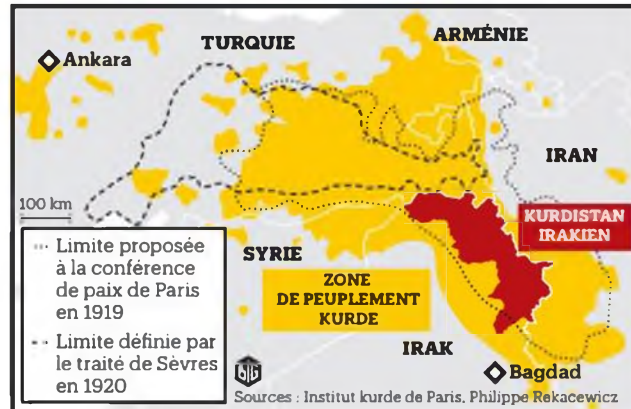
manœuvrier et le guérillero qui vivent en lui se subliment dans un personnage de chef d'Etat à la fois sage, calculateur et excessif. Sa santé en souffre. Affaibli par une obésité sévère, dépassé peut-être par la montée des tensions entre le Kurdistan, qui jouit d'un statut autonome, et Bagdad, Jalal Talabani est victime fin 2012 d'une attaque cardiaque qui le contraint à un retrait de la vie politique.

Le Kurdistan entre alors dans une période de turbulences. L'UPK est livrée aux divisions internes qui ont éclaté au grand jour, fin septembre, dans le sillage du référendum sur l'indépendance qui devait consacrer la mainmise des Barzani, les grands rivaux de la famille Talabani, sur la scène kurde. Le décès de « Mam Jalal » n'est pas neutre, politiquement. Il donne à la famille Talabani la possibilité de mettre en avant les qualités de conciliateur de son patriarche défunt, sa proximité avec les factions chiites irakiennes et avec l'Iran, au moment où la tentation de trouver une sortie de crise séparée avec Bagdad agite certains esprits à Souleimaniyé. ■

ALLAN KAVAL

# Au Kurdistan irakien, retour vers le futur

Ce jeudi, le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, sera en visite à Paris. A l'Élysée, on s'entretiendra de l'ère nouvelle qui s'ouvre en Irak : celle de la reconstruction et de la stabilisation politique. De vastes marchés s'ouvrent et la France compte bien y avoir sa part, d'autant qu'en août, Paris a annoncé sa volonté de soutenir Bagdad dans la «phase de paix», avec un prêt de 430 millions d'euros. Un sujet sera en revanche tabou lors des rencontres de jeudi : celle du futur du Kurdistan irakien. Le 25 septembre, lors d'un vote historique, un écrasant «oui», à plus de 92%, s'est imposé en faveur de l'indépendance du Kurdistan irakien. Une victoire aux yeux des Kurdes d'Irak. Mais quel sera l'avenir de cet Etat, certes gorgé d'hydrocarbures, mais qui doit s'appuyer sur ses voisins pour exporter son pétrole ? Les tensions sont par ailleurs loin d'être inexistantes entre les Kurdes d'Irak eux mêmes et entre les chrétiens et les musulmans quant au futur gouvernement de cet état et aux relations avec les Kurdes des pays voisins. Il demeure que pour l'historien, ce référendum, malgré un futur plongé dans le



brouillard, est un événement majeur : soixante ans après les accords Sykes-Picot, la carte du Moyen-Orient, dessinée par les puissances occidentales, semble en voie de remaniement. Tout se passe comme si une nouvelle cartographie était désormais en gestation à partir d'un acte démocratique rompant avec des modalités d'exercice de la politique longtemps marquées, dans la région, par la violence. Au sein de ce vaste espace forgé par les puissances impériales européennes qu'est le Moyen-Orient, les Kurdes aspirent à un Etat national, preuve que l'Etat nation n'est pas un schéma totalement périmé. Avec toutes les conséquences en chaîne que

l'on devine : un redécoupage des frontières moyen-orientales qui poursuivrait son travail de remise en question de la géopolitique. L'actualité semble faire du nouveau avec de l'ancien, car l'idée d'un Kurdistan indépendant n'est pas nouvelle. Dans les années 1830, durant lesquelles le sentiment nationaliste kurde se renforce, des révoltes indépendantistes éclatent, écrasées par le pouvoir ottoman. Pour les Kurdes, avec l'effondrement de l'Empire ottoman et tandis que le président américain Woodrow Wilson exalte le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», le rêve d'un Kurdistan indépendant renaît. Il demeure que les accords Sykes-Picot, con-

clus secrètement entre la France et la Grande-Bretagne en 1916, n'avaient totalement l'existence même de territoires appartenant aux Kurdes. Avec le traité de Sèvres d'août 1920, les alliés victorieux semblent promettre, dans les articles 62 à 64, la création d'un Kurdistan sur les dépouilles de l'Empire ottoman. Ce futur Etat devait avoir, selon les vœux de Woodrow Wilson, comme l'Arménie, le statut de mandat et donc être placé sous la tutelle de la Société des nations. Jamais ratifié, Sèvres fut réécrit à Lausanne. Le 24 juillet 1923, le traité ne mentionne pas de Kurdistan indépendant. Et aujourd'hui l'histoire, au terme probable d'une formidable guerre civile moyen-orientale, revient comme sur ses pas. Un printemps kurde, après l'échec des printemps arabes ? Et quel devenir pour cette tentative de rejouer l'histoire au milieu des drames d'une guerre terrible ?

**GUILLEMETTE CROUZET**

*Chercheuse postdoctorale dans le département d'histoire de l'université de Warwick (Grande-Bretagne)*

## Irak : des centaines de membres de l'EI se sont rendus aux Kurdes

Reuters 10/10/2017  
<https://www.lorientlejour.com>

Plusieurs centaines de membres présumés du groupe Etat islamique (EI) se sont rendus aux autorités kurdes du nord de l'Irak, la semaine dernière, a déclaré mardi à Reuters un responsable des services de sécurité kurdes.

Ces jihadistes font partie d'un groupe d'hommes armés qui ont fui en direction des lignes kurdes lorsque l'armée irakienne s'est

emparée de Hawija, qui était le dernier gros bastion urbain de l'EI dans le nord de l'Irak.

Le fait que les combattants de l'EI aient pris la fuite plutôt que de combattre jusqu'au bout, comme lors des précédentes batailles, laisse penser que le moral est au plus bas dans leurs rangs et qu'ils ne croient plus en leur chef, estime Hicham al-Hachimi, spécialiste basé à Bagdad des sphères jihadistes.

Le chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, a diffusé un enregistre-

ment audio voici 15 jours, alors que plusieurs sources l'avaient donné pour mort. Il a exhorté ses partisans à poursuivre le combat malgré les revers des derniers mois tant en Syrie qu'en Irak.

"Un millier d'hommes, approximativement, se sont rendus au cours de la semaine écoulée. Tous, cependant, ne sont pas des terroristes", a dit un responsable de la sécurité à Erbil, la capitale du Kurdistan autonome, en faisant allusion aux jihadistes.

"On peut à juste titre dire que des centaines d'entre eux doivent être des membres de l'EI, mais cela n'apparaîtra clairement que lorsque des interrogatoires auront été menés", a-t-il ajouté.

La ville de Hawijja et ses environs, situés non loin de la ville pétrolière de Kirkouk que contrôlent les Kurdes, sont tombés le 5 octobre aux mains des forces de sécurité irakiennes.

Désormais, la seule zone encore aux mains de l'EI en Irak est une bande de territoire le long de la frontière avec la Syrie, pays où les jihadistes perdent aussi beaucoup de terrain. Les jihadistes contrôlent encore la ville frontière irakienne d'al-Kaïm et la région avoisinante. ■

# Iran et Turquie unis contre le référendum kurde

Téhéran veut éviter la contagion à sa population kurde et une déstabilisation de l'Irak

TÉHÉRAN - envoyé spécial

Le référendum d'indépendance qui s'est tenu au Kurdistan irakien le 25 septembre était une « erreur » que les dirigeants kurdes doivent désormais « compenser » : le président iranien, Hassan Rohani, a réaffirmé, mercredi 4 octobre à Téhéran, aux côtés de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, le refus des deux grands voisins de l'Irak de voir le pays divisé à la suite de cette consultation populaire.

M. Erdogan a promis des mesures de rétorsion « sévères ». La semaine dernière, il avait menacé de fermer le pipeline par lequel transitent chaque jour des centaines de milliers de barils de brut produits au Kurdistan : la principale

voie d'exportation de la région autonome. Sans passer à l'acte.

Les deux pays ont déjà pris des mesures limitées : ils ont fermé, vendredi, les liaisons aériennes internationales de cette région enclavée. Des exercices militaires ont été organisés aux frontières turque et iranienne, avec des éléments de l'armée irakienne. L'Irak a fermé sa frontière aux camions-citernes qui alimentent Erbil en essence raffinée. Les deux puissances et Bagdad souhaitent que des douaniers irakiens prennent en charge les postes-frontières kurdes, sans effet pour l'heure.

## « Trahison »

Alors que les autorités kurdes se gardent désormais de mettre en avant une revendication d'indépendance (approuvée par 92,73 %

des votants au référendum) et proposent un « dialogue » ouvert à l'Etat central irakien, qui le refuse, l'Irak et la Turquie présentent un front commun derrière Bagdad, destiné à bloquer toute conséquence concrète du scrutin – organisé sans base légale solide ni liste électorale fiable – à moyen terme.

« La coordination avec Bagdad et la Turquie doit ralentir le processus, et faire en sorte que Massoud Barzani [le président de la région autonome kurde] l'oublie, explique Foad Izadi, analyste conservateur proche des cercles militaires iraniens. Bien des gens à Téhéran pensent que Barzani a fait une erreur, que plus personne ne peut lui faire confiance. »

Alors que M. Barzani cherche à tirer bénéfice du référendum pour renforcer sa mainmise sur le Kurdistan, Téhéran dispose de relais pour exacerber les divisions kurdes. Cependant, pour l'heure, « les Iraniens ne veulent pas multiplier les sanctions », dit Nazem Dabbagh, le représentant de la région autonome à Téhéran, issu de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti rival de la formation de M. Barzani. « Ils disent vouloir causer le moins de difficultés possibles aux Kurdes et préserver

l'autorité de leurs dirigeants. »

La tenue même du référendum constitue une menace existentielle pour Téhéran. L'Irak craint une contagion au Kurdistan iranien, et de voir son précieux allié irakien affaibli. Téhéran n'a pas manqué de noter que seul Israël a déclaré son soutien au référendum. Mercredi, au terme de sa rencontre avec M. Erdogan, le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, a dénoncé une « trahison » d'Erbil, estimant que les Etats-Unis et des puissances rivales cherchaient à « établir un nouvel Israël dans la région ».

L'Irak, qui doute de la fermeté de M. Erdogan face Massoud Barzani, son allié kurde traditionnel, dispose de moyens importants pour faire plier la région. Cependant, une fermeture franche et entière de sa frontière, difficile à mettre en œuvre dans cette région montagneuse, nuirait également au Kurdistan iranien. Pauvre et marginalisée, sans industrie d'importance, cette région demeure dépendante du commerce frontalier : des dizaines de milliers de Kurdes iraniens y vivent de la contrebande de marchandises vers l'Irak. ■

LOUIS IMBERT

Le Parisien

10 OCTOBRE 2017

# « A Raqqa, le dernier carré de Daech se bat jusqu'à la mort » L'écrivain Patrice Franceschi explique pourquoi la France devra aider les Kurdes de Syrie.

**EN SYRIE**, le dernier bastion de Daech est sur le point de tomber face à la coalition internationale. Régulièrement présent sur place, l'écrivain et aventurier Patrice Franceschi\*, engagé de longue date auprès des Kurdes, nous livre son témoignage.

**Où en est la bataille de Raqqa ?**

**PATRICE FRANCESCHI.** C'est vraiment la fin, une affaire de jours ou de semaines. Il ne reste que 15 % de la ville aux mains de Daech. Mais leurs combattants ont eu le temps de se bunkériser en bâtissant une ville souterraine. Ils ont entassé dans les tunnels vivres et munitions à un point phénoménal. C'est le dernier carré des djihadistes, peut-être 400 ou 500, ils sont là pour mourir, en faisant le plus de mal possible et en tenant en otages les populations locales.

**Il y a des Français parmi eux ?**

Oui, toutes les nationalités sont présentes. Des Français meurent, mais sous les décombres on ne sait pas qui est qui ! Quant à ceux qui sont capturés, ils sont d'abord interrogés par les Kur-

des puis remis aux Français ou aux Américains. Mais ces cas sont rares, car tous se battent jusqu'à la mort.

**Le récent référendum des Kurdes d'Irak aura-t-il un effet au Kurdistan syrien ?**

Oui. Ce référendum fait l'unanimité chez les Kurdes. C'est la reconnaissance de leur droit à l'autodétermination. Problème, non seulement ce projet est combattu par tous les Etats de la région, mais en plus les Américains et les Européens, dont la France, ne le soutiennent pas. Par prudence, nous ne voulons

pas voir qu'il y a une nouvelle donne au Moyen-Orient et que les Kurdes forment le seul peuple de la région amical vis-à-vis de l'Occident. Si les Kurdes perdent, c'est le terrorisme qui continuera et l'afflux de réfugiés...

**Et les Kurdes syriens, que veulent-ils ?**

Ils ont un projet révolutionnaire

pour cette région. La création d'une fédération en Syrie, formée de trois parties : une à l'ouest pour les alaouites (des chiites), le

clan d'Assad. Une à l'est pour les sunnites. Enfin, au nord, la partie kurde, qui engloberait leurs alliés arabes, chrétiens.

**A quoi ressemble le Kurdistan syrien aujourd'hui ?**

Le projet de fédération s'est déjà traduit, sur le plan militaire, par la mise sur pied il y a deux ans des Forces démocratiques syriennes (FDS). Une armée d'environ 60 000 soldats, composée en grosse moitié de Kurdes, un tiers d'Arabes (20 000) et pour le reste des chrétiens, des yézidis, etc. A Raqqa, ces unités mixtes commandées par une femme sont en première ligne contre Daech.

**Politiquement, quelles sont les bases de la future réorganisation ?**

Il y a quatre fondamentaux. Premièrement, une vraie démocratie. Deuxièmement, une laïcité absolue. Un point naturellement inacceptable pour les Etats musulmans.

**Et les deux autres points ?**

Le troisième est encore plus incandescent : l'égalité femmes-hommes absolue. Enfin, dernier pilier, le respect des minorités.



**Raqqa (Syrie).**  
Patrice Franceschi, entouré de combattantes kurdes, arabes, chrétiennes et yézidis, unies dans les Forces démocratiques Syriennes contre Daech.

**Que peut faire la France ?**

Elle doit affirmer publiquement son soutien au projet fédéral des Kurdes. Il faudra faire pression sur Assad pour qu'il accepte les Kurdes à la table des négociations. Et, bien sûr, être très ferme envers la Turquie.

PROPOS RECUEILLIS PAR HENRI VERNET

(@HenriVernet)

\* Auteur de « Mourir pour Kobané », Ed. Equateurs, 2015.

AFP

# Une foule immense rend hommage à l'ex-président irakien Talabani

Souleimaniyeh (Irak), 6 octobre 2017 (AFP)

**DES DIZAINES** de milliers de personnes, dont des dirigeants irakiens et kurdes, ont rendu un vibrant hommage à l'ex-président d'Irak, le Kurde Jalal Talabani, lors de ses funérailles vendredi au Kurdistan.

Portant des drapeaux verts de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) avec l'effigie du fondateur du parti, Jalal Talabani, ils ont bloqué durant trois heures le cortège qui devait se rendre de l'aéroport à la grande mosquée de son fief de Souleimaniyeh, une province du Kurdistan dans le nord de l'Irak.

Des gens pleuraient, voulaient embrasser la voiture transportant le cercueil en criant "yekdaka" ("juste un moment" en kurde), qui a mis du temps pour se frayer un chemin à travers la foule pour parvenir à la mosquée.

L'ancien président irakien a été mis en terre près de son bureau et de sa maison.

Vétéran de la cause kurde, Jalal Talabani est mort mardi en Allemagne à l'âge de 83 ans, après y avoir été hospitalisé d'urgence.

L'avion d'Iraqi Airways transportant sa dépouille a atterri dans la matinée à Souleimaniyeh, en dérogation à l'interdiction des vols internationaux imposé au Kurdistan par le pouvoir à Bagdad pour riposter au référendum d'indépendance organisé fin septembre dans cette région autonome.

Le tapis rouge a été déroulé et une haie d'honneur s'est formée sur le tarmac de l'aéroport. La veuve de Jalal Talabani, Hero, est descendue de l'appareil accompagnée de ses deux fils.

Sous des tentes blanches installées à proximité ont pris place son vieil adversaire, le président du Kurdistan Massoud Barzani, le Premier ministre kurde Nechervan Barani, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif ainsi que des représentants politiques kurdes de Syrie, d'Iran et de Turquie.

L'actuel président d'Irak, le Kurde Fouad Massoum, et le ministre irakien de l'Intérieur Qassem Al-Araji ainsi que le président du Parlement irakien, Salim al-Joubouri, étaient également présents, alors que le pouvoir central et le Kurdistan sont en crise ouverte depuis le référendum controversé du 25 septembre.

Les personnalités ont déposé des couronnes de fleurs sur le cercueil recouvert du drapeau kurde, rouge blanc et vert avec un soleil au centre. Les hymnes nationaux irakien et kurde ont été joués. Le cercueil a été ensuite transporté à



la mosquée.

C'est la première fois depuis la chute de la royauté en 1958 que l'enterrement d'un président a suscité une telle ferveur, car beaucoup de ses prédécesseurs sont morts exécutés ou en exil.

Le général Abdel Karim Kassem, tombeur de la monarchie a été exécuté en 1963, son successeur le colonel Abdel Sallam Aref a péri dans un accident d'hélicoptère en 1966 et son frère Abdel Rahmane Aref, président de 1966 à 1968, est mort en 2007 en exil en Jordanie. Ahmad Hassan Bakr, président de 1968 à 1979, est mort en 1982 et avait bénéficié d'une petite cérémonie militaire. Saddam Hussein, qui a présidé l'Irak de 1979 à 2003, a pour sa part été exécuté en décembre 2006.

Affaibli par la maladie depuis plusieurs années, Jalal Talabani est mort en Allemagne où il avait dû être transporté juste avant la tenue du référendum au Kurdistan, en raison de la détérioration de son état de santé.

Négociateur habile et politicien aguerri par de longues années de lutte pour la cause kurde, il a été le premier président kurde de l'Irak (2005-2014). ●

LE FIGARO

12 octobre 2017

## Coup de froid entre Washington et Ankara

### Signe d'une érosion de la confiance entre les deux alliés, les sujets de vexation s'accumulent.

ANNE ANDLAUER  
ISTANBUL

**TURQUIE** C'est un style peu diplomatique que ne renierait pas le président Donald Trump s'il n'en était, indirectement, la cible. Son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, n'était pas loin, mardi, de comparer le consulat américain d'Istanbul à un nid d'espions. « *Quelque chose s'y trame. Comment ces agents ont-ils pu s'infiltrer ? Qui les a placés là ?* », a-t-il lancé en référence aux deux employés consulaires - l'un incarcéré, l'autre inquiet - que la justice turque accuse d'être liés au prédicateur Fethullah Gülen, installé aux États-Unis et cerveau présumé de la tentative de putsch de l'été 2016.

#### Suspendre la délivrance de visas

Dimanche, Washington avait pris prétexte de la première arrestation pour suspendre sa délivrance de visas aux Turcs, une première dans l'histoire - pourtant

contrariée - des relations entre ces deux alliés de l'Otan. « *De fait, la Turquie se retrouve aux côtés du Yémen, du Soudan ou de la Libye* » sur la liste des pays majoritairement musulmans dont les citoyens sont interdits d'entrée aux États-Unis, note Sinan Ülgen, ancien diplomate et directeur du Centre d'études sur les affaires économiques et diplomatiques (Edam) à Istanbul.

D'avantage qu'une riposte à une décision de justice, « *la crise des visas est la conséquence d'une accumulation* » de vexations des deux côtés ces derniers mois, le signe d'une « *érosion de la confiance entre les deux administrations, malgré la relation personnelle forte entre Recep Tayyip Erdogan et Donald Trump* », explique Sinan Ülgen.

La liste est longue. Elle mêle des affaires politico-judiciaires à de profondes divergences sur des enjeux de sécurité. Dans la première catégorie : l'inculpation de gardes du corps du président turc ac-

cusés de violences lors d'une visite de ce dernier à Washington ; l'arrestation à New York de plusieurs citoyens turcs - dont un cadre d'une banque publique - soupçonnés d'avoir enfreint les sanctions imposées par les États-Unis à l'Iran ; l'incarcération en Turquie d'un pasteur américain accusé de liens avec l'imam Gülen ou encore, avant l'affaire du consulat d'Istanbul, celle d'un employé du consulat américain d'Adana emprisonné pour soutien présumé au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Dans la seconde catégorie : l'achat par la Turquie de systèmes de défense antiaérienne russes et, plus généralement, l'entente russo-turco-iranienne sur le dossier syrien, illustrée ces derniers jours par l'opération militaire turque dans la province d'Idlib ; la décision de l'Administration Trump de livrer des armes aux milices kurdes de Syrie en lutte contre Daech, alors qu'Ankara les considère comme terroristes car émanant du PKK ; et le refus de Washington d'extrader Fethullah Gülen.

« *Le positionnement américain sur ces deux derniers dossiers d'une importance capitale pour la sécurité de la Turquie a créé l'arrière-plan de la crise* », souligne Sinan Ülgen. Lequel n'envisage pas d'apaisement à court terme, « *du moins pas avant que Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan ne s'y impliquent personnellement* ». ■



Men suspected of being Islamic State members waited to be questioned last week at a security screening center near Kirkuk, Iraq.

# Bravado vanishes as ISIS fighters surrender

DIBIS, IRAQ

After humiliating defeats, many claim to have been only cooks or clerks

BY ROD NORDLAND

The prisoners were taken to a waiting room in groups of four and were told to stand facing the concrete wall, their noses almost touching it, their hands bound behind their backs.

More than a thousand prisoners that had been identified as Islamic State fighters passed through that room last week after they fled the crumbling Iraqi stronghold of Hawija. Instead of the martyrdom they had boasted was their only acceptable fate, they had voluntarily ended up here in the interrogation center of the Kurdish authorities in northern Iraq.

For an extremist group that has made its reputation on its ferociousness, with fighters who would always choose suicide over surrender, the fall of Hawija has been a notable turning point. The group has suffered a string of humiliating defeats in Iraq and Syria, but the number of its shock troops who turned themselves in at the center was unusually large, more than 1,000 since Oct. 1, according to Kurdish intelligence officials.

The fight for Mosul, Iraq's second-largest city, took nine months, and by comparison, relatively few Islamic State fighters surrendered. Tal Afar fell next, and more quickly, in only 11 days. Some 500 fighters surrendered there.

The Iraqi military ousted the Islamic State, also known as ISIS and ISIL, from Hawija in 15 days, saying it had taken its forces only three days of actual heavy fighting before most of the extremists grabbed their families and ran. According to Kurdish officials, they put up no fight at all, other than planting bombs and booby traps.

Seen up close, the fighters' pretense of bravado soon disappears.

Their shoes were taken from them, their pockets emptied and their belts discarded, and, as they stood facing the wall, the backs of their dishdashas were stained with the evidence that some of them had not been to a toilet in days.

One of the men smelled so bad that when he was taken into the small interrogation room, those inside were startled. He filled the doorway, appearing even larger than his actual size. The interrogator unbuckled his hip holster, resting his right hand on his pistol. Everyone in the room seemed scared of the man, even though his hands were tied behind his back. His thick black hair was Medusa-wild and shoulder-length, though his handsome face had only a wisp of black stubble on the chin.

"Hello," a visitor said. "Where's your beard?" The Islamic State requires all men to grow full beards.

"I'm only 21. I can't grow it yet," he said, clearly embarrassed.

Kurdish interrogators allowed a dozen of the surrendered fighters to be interviewed by a reporter as they arrived at the local headquarters of the Asayish, the Kurdish intelligence service, in the town of Dibis, near the Kurds' front lines opposite Hawija. Officers monitored all interviews.

Many of the fighters claimed to have

been just cooks or clerks. So many said they had been members of the Islamic State for only a month or two that interrogators suspected they had been coached to say that. Gone was the contempt for the world's opinion, spewed out in one violent video after another — many of them made in Hawija, where grisly killings, especially of Kurdish prisoners, were the norm during their three-year reign over that Sunni Arab city in northern Iraq.

Most of the prisoners, though, claimed to have never seen a beheading, or even heard of such a thing.

At first, the beardless fighter seemed an exception, admitting defiantly that he had been fighting for the group for two years, alongside family members. He readily gave his name: "Maytham Muhammed Mohemin," he said, practically spitting it out. His hands were bound behind his back and he was effectively sitting on them, forced back into a red plastic lawn chair, yet the three Kurdish officers in the room kept more than an arm's length away in case he lunged for their weapons. During the interview, he grew nervous. He said he was from Hawija and had joined the Islamic State because he believed in its cause, because his elder brother had, and because the \$100 a month pay was better than anything else around.

He had arrived in Dibis on Thursday afternoon with eight companions, seven Iraqis and an Egyptian, after they dropped their weapons in Hawija that morning. Since the beginning of the Iraqi offensive on Sept. 21, they had spent most of the time burrowed in foxholes to escape the relentless American bombing and shelling by advancing Iraqi forces, and had passed days without sanitary facilities or food.

Finally, the Islamic State wali, or governor of Hawija, told the men to turn themselves in to the Kurdish forces, known as the pesh merga, and to flee the advancing Iraqi Army and its Shiite militia allies, the Iranian-trained Hashed al-Shaabi, notorious for killing not only

Islamic State prisoners but also their entire families. "The governor told us each to 'solve your own problem and find your own solution for yourself,'" Mr. Mohemin said. "He said, 'Go to the pesh merga, not to the Hashed.'"

Mr. Mohemin denied ever attending a beheading but later, prompted by an Asayish intelligence officer, he admitted going to one, he said, because he had been ordered to.

"I was scared," he said. "I never saw anything like that in my life."

His prospects are grim. His pregnant wife had fled to Dibis a week before him, but it was unlikely he would see her or their expected child, their first, anytime soon. His elder brother was killed in combat. His father and little brother, one too old to pledge to the Islamic State and the other too young, had disappeared.

The interrogator, Lt. Pisthiwan Salahi, said Mr. Mohemin was not only an Islamic State soldier but also a member of an elite suicide squad known as the Seekers of Martyrdom, according to informers. If convicted of that affiliation by an Asayish court, his sentence would be long; if he was connected to any killings, possibly lifelong.

**"The governor told us each to 'solve your own problem and find your own solution for yourself.' He said, 'Go to the pesh merga.'"**

Mr. Mohemin's narrative differed. "I was just a common soldier," he said. "I

never killed a civilian. I wasn't even on the front line." The lieutenant scoffed at him. "Well, twice I was on the front line, just for a day, but not against the Kurds," Mr. Mohemin said. More scoffing. "Well, once against the Kurds, but only shooting from a distance. I couldn't see anyone."

Kurdish officials have been perplexed by the number of fighters who have surrendered. Many of the militants said they were ordered by their leaders to turn themselves in to the Kurds, who were known to take prisoners instead of killing them. But Capt. Ali Muhammed Syan, chief of the Asayish interrogators in Dibis, said even the fighters did not seem to know why their leaders were telling them to quit. "Maybe it's some deal," he said. "Maybe it's just bad morale. I don't know."

To identify the militants, Kurdish intelligence officers pored over videos from Hawija, such as ones showing pesh merga prisoners in orange jump suits in individual cages on the backs of pickup trucks, being paraded through town to be stoned, then set afire or beheaded in public. Crowds of thousands participated.

One by one the Islamic State prisoners were taken out of the waiting room line to be interviewed, each telling pretty much the same story. "I pledged to ISIS in January 2015 and left in March," said Raad Abdullah Ahmad, 31. "My family disowned me after that.

Imagine having no family. I left because I didn't like what they did to people."

Another, Hussein Jamal, 21, said he had pledged allegiance to the Islamic State in 2014 but had remained only 45 days. "Ask him why he didn't come out sooner then," one of the interrogators suggested.

"I was afraid," Mr. Jamal said.

"Ask them why they fled this way," another of the interrogators suggested.

Both men said that they were certain that the Hashed al-Shaabi militias would kill them, but that the Kurds would not.

"Why not?"

"They are more civilized than we are," Mr. Ahmad said. "They know who is good and who is bad."

Mr. Mohemin had shrunk back into his red chair after an hour of talking and looked much smaller than before. When asked if he thought he would see his wife again, or his new child, he said, "I don't know," and looked at the floor.

The lieutenant did not take his eyes off him for a second. "They're just planning to go underground and make sleeper cells," he said.

Mr. Mohemin shook his head. "This is the end of this state," he said. He had wet his trousers, adding to the smell, but did not ask to use a toilet. "I believe if the governors are telling us to surrender, it really means that this is the end." He swore to God that he was telling the truth.

**Bloomberg** | October 4, 2017

# Iraq Severs Key Banking Ties With Kurdistan, Deepening Its Isolation

By Khalid Al Ansary and Donna Abu-Nasr 4 octobre 2017  
<https://www.bloomberg.com>

**Decisions add to punitive measures after independence vote**

**Steps will have detrimental impact on Kurdish economy: analyst**

Iraqi authorities halted key financial transactions with the country's Kurdish region, deepening its isolation after last week's overwhelming vote in favor of independence.

The central bank banned lenders with headquarters in the northern Kurdistan region from taking part in dollar auctions, according to a central bank official who asked not to be named. Banks based in Baghdad are also forbidden from dealing with their Kurdistan branches, the official said.

Kurdish leaders pressed ahead with the Sept. 25 referendum despite warnings and threats both from Iraqi officials and neighbors of the land-locked and already semi-autonomous zone. After more than 90 percent of voters backed secession, the pressure on the Kurdistan Regional Government has escalated.

Iran and Turkey oppose the move toward statehood, which they see as a precedent that could encourage Kurdish separatists in their own countries. The U.S. has argued it would add to instability at a crucial point in the fight against Islamic State. For Iraq, control of strategic oil assets around the city of Kirkuk are at stake.

The Turkish government has threatened to shut the Habur border crossing and to end the Kurds' oil exports through the Mediterranean port of Ceyhan. President Recep Tayyip Erdogan also warned of possible military action,

likening the referendum to a "dagger thrust into the heart of the region."

Iraq has banned fuel trade with the Kurds, and international flights to the region have been suspended since Friday after Iraq closed Kurdish airspace. Erdogan arrived in Tehran for talks on Wednesday.

**'BARGAINING CARD'**

"This is a blockade. It will have a detrimental impact on the economy of Kurdistan, which is already suffering," said Sami Nader, head of the Levant Institute for Strategic Affairs in Beirut, who has worked with the KRG as a consultant in financial reform.

"But the Kurds knew this was coming and they have been under similar blockades before," he added. "They will try to use the referendum to their advantage, as a bargaining card, to resolve outstanding issues with Baghdad -- namely their share of the budget and its transfer."

The biggest dispute is over oil. The Kurdish government has struck deals with producers and collected the revenue, angering the administration of Prime Minister Haider al-Abadi, which claims authority over crude sales and has partially withheld budget payments for the region.

**Kurds Vote on Statehood and Neighbors Say No Way: QuickTake Q&A**

The Kurds, who make up about one-fifth of Iraq's 38 million people, have longstanding grievances against the government in Baghdad. Saddam Hussein used chemical weapons against them, displacing or killing countless members of the community.

The enclave won a large degree of autonomy under the protection of U.S. air power in the 1990s, which was enshrined in the post-Saddam Iraqi constitution adopted in 2005. Since then, nationalism has deepened as Kurdish troops, known as peshmerga, scored battlefield successes against Islamic State and brought the city of Kirkuk under their control. ♦

# After the Kurdish Independence Referendum

## How to Prevent a Crisis in Iraq

BY GALIP DALAY / October 6, 2017  
<https://www.foreignaffairs.com>

In the face of enormous opposition, on 25 September Iraqi Kurdistan went ahead with a referendum on independence. Russia, the United Kingdom, and the United States were among the major international powers that urged the Kurdistan Regional Government (KRG) to reconsider or postpone the event. Regional powers, including Iran, Iraq, and Turkey, were less measured, issuing economic, security, and diplomatic sanctions against the KRG—most of which have not yet materialized. Even so, the mood in the KRG capital Erbil was festive. Initial results suggest a high turnout (over 72 percent), and it appears that a large majority of voters endorsed the bid for independence.

Of course, the vote is non-binding and its implications will be more political than legal. In fact, this is not even the first referendum that the Iraqi Kurds have held on the question of independence: they voted on the same question in 2005. Then, too, independence received almost unanimous support. But there is a qualitative difference between the two votes. The first was a civil-society-led initiative, whereas this is an initiative by the Kurdish government that has been ratified by the region's parliament, which convened on September 14 for the first time in more than two years. The Kurdish leadership has emphasized that this makes the referendum more a statement of intention than a roadmap.

Even that statement, though, has caused much anxiety nationally, regionally, and internationally. Particularly alarmed are Iran and Turkey, which have threatened the KRG with dire consequences for going ahead with the vote. In fact, Iran closed its airspace to the Kurdistan region at the request of Iraq a day before the referendum, and the Turkish military held drills with the Iraqi military along the Turkey-KRG border. Both countries see the referendum as having transformed the Kurdish aspiration for statehood in Iraq from problem to be managed to a mounting crisis on their borders.

### MISCALCULATIONS

A series of miscalculations have gotten the region to its current position. For one, the international community, and particularly the United States, have long ignored the mounting tension. The Kurdish leadership's goal of independence is well-known, and KRG President Masoud Barzani expressed his plan to hold a referendum in 2014. He was disrupted by the rise of ISIS, but as ISIS

lost ground over the spring and summer, it became inevitable that Barzani would revive his plan. On June 7, 2017, Kurdistan region's referendum committee set a date—September 25.

At no point during this three-year period did the United States or any other international power make a serious attempt to reconcile Baghdad and Erbil as an alternative to the independence referendum. The United States engaged in shuttle diplomacy only very belatedly, and even then made the mistake of placing the onus for backing down on the Kurds. The State Department and White House both released statements opposing the referendum and appearing to threaten the Kurdish side with consequences if it moved forward. The government in Baghdad, meanwhile, was left free from criticism. Instead, the United States should have put pressure on both sides to engage in serious negotiations under international and regional supervision and mediation.

Baghdad, in turn, became less open to a negotiated settlement. The stiffening of its position is easy to trace. In April, Prime Minister Haider al-Abadi acknowledged independence as the natural right of the Kurds, but called for the KRG to postpone the vote. As the referendum approached, he demanded that it be canceled altogether. He even spoke of using military measures if the referendum process turned violent. That increased the potential political cost of delaying the referendum for Barzani. In fact, the rising external opposition seems to have brought about more internal unity among Kurds.

Similarly, Turkey and Iran's ultimatums hardened Erbil's position. In recent years, Turkey has been one of the main powers facilitating the KRG's economic independence from Baghdad, engaging bilaterally with Erbil to sell Kurdish oil and gas to the international market. Erbil, in turn, believed that the energy trade created some interdependence, hoping this would engender a more measured response to the referendum from Turkey. Ankara had previously sent mixed messages on the question of independence, which heightened Erbil's expectation of Turkish restraint. Just two years ago, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that Kurdish independence was an internal Iraqi affair.

The KRG miscalculated. Given its role in the fight against the ISIS—a fight in which it had adopted the language of human rights, self-determination, and democratic popular demands—it expected more leeway to press for independence. But to the dismay of the Kurds, support for Iraqi



*Syrian Kurds wave the Kurdish flag, in the northeastern Syrian city of Qamishli on September 27, 2017, during a gathering in support of the independence referendum in Iraq's autonomous northern Kurdish region. (Getty)*

territorial integrity and the status quo has been more pervasive than anticipated. Barzani was apparently perplexed by this, asking in a statement before the vote when Kurdistan's neighbors had become so committed to the unity of Iraq. Moreover, Kurdistan's fragmented political landscape—the opposition Movement for Change (Gorran) and Kurdistan Islamic Group (Komal) parties both declared that they would boycott the referendum (a position they both reversed only hours before the vote began)—boded ill for the Kurdish cause. In a similar vein, division within the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the traditional rival of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and its long-time governing partner, further aggravated the situation. These factors have led some to see the referendum as Barzani's personal initiative alone, although the initial results of the vote defy such a characterization. Still, the referendum would have probably been on more solid ground if its main protagonist had invested more time and energy into creating political consensus among the Kurds as a first step.

Despite the blunders in the run-up to the referendum, it will still have real consequences.

### TALK AND ACTION

The process leading to the referendum was as important as the referendum itself. For many years, Kurdish independence has been regarded as a theoretical discussion, and its proponents have never managed to unify their efforts. There were important regional and international realities to face, and the Kurds weren't in a secure position to defy any external opposition. Similarly, the foes of independence could get away with equivocation and ambivalence, since independence never seemed imminent.

But as the most recent referendum process moved forward, regional powers had to disclose their positions. Turkey and Iran, along with the central Iraqi government, opposed the move most vigorously. Jordan adopted a mildly sympathetic position. Such clarifications can now help the Kurds make a better assessment of their prospects for statehood. They may also lead the Kurds to either entertain alternatives to independence (at least in the medium term) or reevaluate the time frame



for an actual declaration of the independence.

Similarly, all the Kurdish political parties have had to come forward with much clearer policies on the issue of independence. Despite their initial disagreements and divisions, they all ended up supporting the vote. At this stage, the question of independence has moved from an abstract discussion to a concrete process.

With this referendum, Barzani has put Kurdish aspirations and grievances—both of which risked being overlooked once the fight against ISIS was over and the United States downsized its commitment to Iraq—firmly onto the international agenda.

#### A PATH TO STATEHOOD?

The KRG has taken a major step into uncertainty with this referendum. To prevent a full-fledged crisis with Iraq and its neighbors, the Kurdish and Iraqi leadership need to avoid the temptations of populism and point-scoring. Abadi's recent ultimatum to the Kurdistan region, in which he asked for all land and air border-crossing in the KRG to be returned to the central government's jurisdiction within three days, is undermining the potential for serious dialogue between Erbil and Baghdad. Such statements need to be avoided. Similarly, the major powers, starting with the United States, should remain engaged with both sides in order to peacefully manage the crisis.

Structured and sustained dialogue among all concerned parties is essential, but one thing will need to be clarified first: the premise of the negotiations. When the Iraqi Kurds refer to dialogue and negotiation, they usually mean negotiations to separate from Iraq. When the Iraqi leadership refers to talks, it usually assumes that doing so means settling some outstanding issues between Iraq and the KRG within the framework of Iraq's authority. The talks should start by focusing on the implementation of the constitution, which

both sides are accusing each other of violating, and rethinking the framework of relationships between Baghdad and Erbil.

Further, the fact that the Iraqi Kurds have proceeded with the referendum—claiming that aside from some vague generic promises, they have not been offered any credible alternative—should not be used as a pretext for intransigence. The door for dialogue between Baghdad and Erbil should not be closed. The parties to this dispute, as well as regional and international powers, can still devise an imaginative and workable solution to the crisis. Ideally, these talks should have international supervision and mediation, with a clear and well-defined set of issues, outcomes, and time frames.

If anything, the referendum process has clearly demonstrated one point: the status quo in Baghdad-Erbil relations is not working. The Kurds argue that Baghdad has refused to implement over 50 articles of the 143-article Iraqi constitution, a point Robert Ford, the head of the political office at the American Embassy in Baghdad in 2005 during the negotiations around the new Iraqi constitution, has echoed. The contention between Erbil and Baghdad over the status of disputed territories, Kurdish peshmerga forces, budget allocation, and the management of hydrocarbon resources are particularly explosive and need to be resolved as swiftly as possible. According to the Iraqi constitution, the unity of the state is contingent upon the implementation of the constitution, which means that it is essential that these constitutional disagreements be resolved before the talks can yield results.

Meanwhile, the United States should make sure that its opposition to the Kurdish referendum is not taken as a green light by other forces (Iraq, Iran, and Shiite militia forces) to squeeze the Kurds on all sides. Such a situation would invite open conflict and sow the seeds of regional crisis. The United States has significant leverage over

both Baghdad and Erbil. Although it opposes the independence option, at least for the foreseeable future, it should also push Baghdad in earnest to meet the legitimate demands of the Kurds and implement the provisions of the constitution. At the same time, the United States and the wider international community should not treat the breakup of Iraq and the emergence of an independent Kurdish state as the only alternative in town.

A new approach could hinge on an enhanced and well-defined federal structure or confederation. Here the aim should not only be to address the Kurdish search for status, recognition, and sovereignty: it should also aim to address Sunni marginalization—the root cause of extremism in Iraq—by politically recognizing and empowering that group as well. Indeed, the Kurdish search for statehood, the rise of ISIS, and the presence in the Kurdistan region of around 1.8 million internally displaced people from the rest of Iraq have all largely resulted from the increasing sectarianization of the Iraqi state, the rise of militias in its security sector, and the failure of its political system.

At this moment, either a better defined and implemented federal structure—with some international and regional guarantees—or a confederal structure are relatively more plausible options than a new independent state. If this effort is successful, the Kurds will be better served by remaining part of a functioning federal or confederal Iraq than by being outside of it. If such efforts fail once again, then the Kurds will still be on their evolutionary path to statehood with more international and regional sympathy and support. ●

*GALIP DALAY is Research Director at Al Sharq Forum and Senior Associate Fellow on Turkey and Kurdish Affairs at Al Jazeera Centre for Studies.*

# Ankara Proposes an Alternative Border Gate to Baghdad

by Said Abdul Razzak October 7, 2017  
<https://eng-archive.aawsat.com>

**Sulaymaniyah, Ankara** — Ankara plans to open an alternative border gate to replace the currently used Habur gate with Iraq's Kurdistan and has asked Baghdad on Friday to help take the needed measures to prepare the new crossing border.

Turkish Prime Minister Binali Yildirim said that if Baghdad decides to close all the borders,



Turkey would respect the decision.

"We have proposed opening the new Ovakoy gate, west of currently used Habur gate, to Baghdad and we are expecting their support. We will be happy to discuss this with (Iraqi Prime Minister Haider) al-Abadi," Yildirim told reporters.

The prime minister added that Turkey's new proposal aims to prevent any harm to the economic activities in the north of Iraq.

For his part, Ambassador Hisham al-Alawi told reporters on Friday at a news conference in Ankara that his country would use force if necessary to secure the crossing, adding that the military drills are a preparation for this.

"We are also mulling the possibility of opening a new border crossing," he added, with a view to raising the volume of bilateral trade.

Al-Alawi said Yildirim would soon visit Baghdad, and that both governments should benefit from face-to-face meetings.

Meanwhile, the body of former Iraqi president Jalal Talabani was laid to rest on Friday in the Kurdish city of Sulaymaniyah in the presence of tens of thousands of mourners including Iraqi officials and Iranian Foreign minister Moahmmed Javad Zarif.

Talabani died in Germany on Tuesday. His body left Berlin Friday morning.

The referendum on independence held last Sept. 25 in the Iraqi Kurdistan Region reigned on the funeral.

On the sidelines of the funeral procession, Zarif said Friday that the recent independence referendum of Iraq's Kurdistan region was a "strategic mistake."

However, the Iranian foreign minister said that his country does not blame the Kurdish people for the mistake made by some of their leaders, he was quoted by the Foreign Ministry's website. ●

# Irak : Haïdar al-Abadi en guerre contre le cancer de la corruption



Georges Malbrunot  
@Malbrunot

Envoyé spécial à Bagdad



Ayham al-Samarrai, ex-ministre de l'Électricité (à droite), face à un haut responsable américain (à gauche). L'Irakien a fui aux États-Unis avec en poche des millions de dollars. REUTERS

**H**assan al-Yassiri vient juste de rentrer de Londres. Cet ancien professeur de droit, devenu en 2015 sur ordre du premier ministre, Haïdar al-Abadi, chef de la commission intégrité, est allé convaincre ses interlocuteurs britanniques de débloquer l'argent que deux anciens ministres, réfugiés sur les bords de la Tamise, ont emporté dans leur fuite. Mission quasi impossible ! Abdoul Falah al-Soudani et Ziad al-Khodan sont titulaires d'un passeport britannique qui les protège. Comme eux, ces dernières années, une demi-douzaine d'autres ministres, parmi lesquels Hazem Shaalan à la Défense et Ayham al-Samarrai à l'Électricité, se sont échappés, des milliards de dollars en poche !

Le combat du « M. Propre » irakien est titanesque : « C'est comme vider la mer avec une petite cuillère », sourit-il, assis à son bureau, un ancien palais de Saddam Hussein, dans la Zone verte, secteur ultraprotégé sur les bords du Tigre. « La corruption en Irak, ce n'est pas un fléau, c'est un système de gouvernance », renchérit un homme d'affaires français, familier de Bagdad. Le pays est l'un des plus corrompus au monde : 166<sup>e</sup> sur 176 États, selon le classement établi par l'ONG Transparency International.

## Plus de 300 milliards détournés

Au cours des treize années qui ont suivi le renversement de la dictature de Saddam Hussein, alors que le pétrole assurait à l'Irak plus de 800 milliards de dollars de revenus, la corruption lui a coûté 312 milliards, selon le centre Injah pour le développement économique. « Nous avons débusqué beaucoup de ministres corrompus, et nous les avons présentés à la justice », fait valoir Hassan al-Yassiri. La liste des présumés ripoux est effectivement impressionnante. Un quart du gouvernement ! Qassem al-Fadhawi (Électricité) ainsi que ses deux prédécesseurs, Raffa al-Issaoui aux Finances, le ministre de l'Habitat, mais aussi Naim Aboub, le maire de Bagdad. Sans oublier le titulaire du portefeuille de la Justice, Haïdar Abo Sanad. Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. « La commission intégrité a établi 400 ordres d'interdiction de sortie du territoire pour des ministres, des députés, des vice-ministres, des directeurs généraux et des gouverneurs », se réjouit al-Yassiri. Mais, parfois, les ministres sont plus rapides que les limiers qu'il lance à leurs trousses. En 2016, Males Abdelkarim, ministre kurde du Commerce, s'est rendu précipitamment à l'aéroport de Bagdad. « Une de mes équipes dépêchées sur place a réussi à l'empêcher de fuir », raconte al-Yassiri. « Mais le lendemain matin, le ministre a pris la route et a réussi à fuir au Kurdistan », où il est protégé. L'ancien directeur de la Compagnie des équipements agricoles, Houssan Eluwya, n'a pas eu cette chance. Fin août,

il a été arrêté à la frontière iranienne. Il venait de s'évader, avec la complicité d'un ancien député, de la prison où il était détenu pour le détournement de

26 millions de dollars.

Pots-de-vin, commissions, pressions sur les hommes d'affaires locaux et étrangers : face aux aigrefins, la commission anticorruption déploie « des groupes clandestins » qui interviennent entre les fonctionnaires et les administrés se plaignant d'être soumis au racket des agents de la circulation, des douanes ou des impôts. « Pour faire avancer un dossier, relate l'industriel français, on doit arroser pratiquement chaque échelon du ministère concerné. »

La corruption se nourrit d'une administration pléthorique. L'Irak compte 400 vice-ministres pour épauler 27 ministres auxquels il convient d'ajouter 27 chefs de commission ayant rang de ministre. « Les vice-ministres sont souvent les plus corrompus, affirme le député Salim al-Shawqi. C'est l'État profond, ils ont plus d'influence que les ministres, car ils sont désignés pour leur appartenance politique, ils travaillent pour leur parti et pas pour l'État », déplore le député de Bassorah, qui a proposé de réduire à dix-huit le nombre de ministères.

## Un deuxième passeport pour s'abriter

À l'été 2016, sous la pression de la rue alors que le pays affrontait Daech, Haïdar al-Abadi a supprimé quelques ministères, ramené des technocrates au gouvernement et rogné sur les salaires et indemnités. « Avant, un député gagnait 10 000 dollars chaque mois, et il percevait des indemnités pour payer 30 personnes, surtout des gardes du corps », explique Amal al-Bayati, député de Ninive, depuis son bureau du Parlement où une bagarre entre deux élus vient d'éclater. « Désormais, ajoute-t-elle, un député ne touche plus que 4 000 dollars et ne peut recruter que 16 personnes. » Un volant d'auxiliaires qui permet encore à beaucoup d'arrondir leurs fins de mois. « À cause de la chute des cours du pétrole qui tarit les ressources de l'État, il y a une vraie volonté du Parlement de combattre la corruption », assure M<sup>me</sup> al-Bayati, qui, avec d'autres collègues, « surveille » désormais des ministères (Transports, Habitat, Travail, Commerce) ainsi que la mairie de Bagdad.

Pour dénoncer l'incurie de leurs dirigeants, des milliers d'Irakiens ont tenté en juillet 2016 de prendre d'assaut la Zone verte. Le premier ministre a dû réagir. D'autant que, par solidarité, plus d'une centaine de députés se joignirent à la rue... avant de rentrer au bercail. Le poids des appareils reste dominant. Et le bel optimisme de M<sup>me</sup> Bayati est battu

en brèche par une réalité, toujours sombre. Deux tiers des 328 députés ne déclarent toujours pas leurs revenus, alors que la commission l'impose depuis 2015.

Face à la corruption, « les médias ne jouent pas le jeu », regrette Hassan al-Yassiri. Pas étonnant : la plupart sont liés aux partis politiques. « Et lorsque j'ai demandé à l'ambassadeur britannique pourquoi son pays ne nous rendait pas l'argent détourné, il m'a répondu que Londres n'avait pas confiance dans la justice irakienne. » Bref, le « M. Propre » qui a présenté sa démission l'an dernier au premier ministre, se sent bien seul dans son combat. « Les Occidentaux qui dénoncent notre corruption sont un peu hypocrites », souligne Hussein al-Yassiri. « S'ils refusent d'activer la procédure de remboursement, c'est peut-être qu'ils ont des intérêts dans le blanchiment de cet argent sale. » Les États-Unis ne coopèrent pas du tout, regrette l'Irakien. C'est là où est réfugié l'ex-ministre al-Samarrai. De son côté, l'ex-gouverneur de Bassora, Majid al-Nasrawi, comptait se planquer en Australie. « La plupart de nos dirigeants étaient abrités avant 2003 à Londres et aux États-Unis, rappelle le député Shawqi. Ils avaient un double passeport qu'ils ont gardé. » La binationalité constitue l'autre frein à la chasse aux corrompus. Du premier ministre au président de la République en passant par une centaine de députés, la plupart des gouverneurs, des PDG de grandes sociétés et des officiers de l'armée, tous gardent précieusement leur deuxième passeport. Pourtant, l'article 18 de la Constitution demande aux titulaires de postes de « souveraineté » de renoncer au second passeport. Un projet de loi interdisant la double nationalité a bien été présenté au Parlement, mais les grands blocs s'y sont opposés. Pourquoi scieraient-ils la branche sur laquelle ils prospèrent ? La corruption est un des leviers utilisés pour maintenir l'équilibre de la répartition des pouvoirs entre les différents partis.

Où va l'argent détourné ? Dubaï, Amman, Londres, et depuis peu Istanbul. « Des Irakiens établis à Dubaï se sont installés à Istanbul pour racheter des sociétés spécialisées dans le transfert de devises et le commerce de l'or », confie l'homme d'affaires français. Parmi eux, le neveu de Nouri al-Maliki, l'ancien premier ministre. Mais les planques sont parfois plus banales : « Un jour, un de mes contacts m'a fait descendre au sous-sol de sa maison, raconte le

Français, il a ouvert une grande armoire, elle était remplie de dollars. »

Alors que la fronde interne menace, certains pays, soucieux d'être au diapason, commencent à coopérer. C'est le cas de la Jordanie, où l'argent sale est blanchi dans des projets immobiliers. « On a également réussi à faire arrêter Soudani par les Bri-

tanniques, et Nasrawi aurait aussi été appréhendé par la justice libanaise avant qu'il puisse fuir en Australie », se félicite al-Yassiri. « On veut également savoir quel ministre irakien était de mêche avec votre ambassadeur Boris Boillon » (condamné par la justice française), précise un diplomate irakien à Bagdad. À huit mois d'élections législatives cruciales

pour son avenir, Haïdar al-Abadi s'investit dans « un combat sans pitié contre la corruption, à l'image de celui lancé contre le terrorisme » djihadiste. Il paraît décidé à lutter contre les profiteurs, ceux qu'on appelle « les baleines » sur les bords du Tigre. Un combat aussi ambitieux que celui consistant à rassembler les fragments de la mosaïque irakienne. ■

International New York Times OCTOBER 7-8, 2017

# Talabani's enduring struggle

Peter W. Galbraith

**PARIS** Jalal Talabani, the former Iraqi president who died on Tuesday, was an outsize figure in Middle East politics. A fierce Kurdish nationalist, he was the first democratically elected head of state in a land with a history going back to the dawn of civilization. Kurds will remember him as a giant of their national struggle.

Mr. Talabani, elected president in the aftermath of the downfall of Saddam Hussein, became America's favorite Iraqi. With little use for official protocol, he greeted American visitors with hugs and kisses, even in the most formal of settings. His easygoing style and wry sense of humor helped him establish a rapport with President George W. Bush and with the Obama administration's point man on Iraq, Vice President Joe Biden.

In Iraq's post-Hussein Constitution, the position of president is largely ceremonial. The real power lies with the prime minister. While the Kurdistan region secured autonomy under the new Constitution, Baghdad's failure to carry out key constitutional provisions fueled alienation among the Kurds. Sunnis became even more alienated, shut out from meaningful power-sharing with the Shiite majority and blocked from establishing their own autonomous region. American diplomats often turned to Mr. Talabani to mediate among these groups, which he did with aplomb.

Mr. Talabani's relationship with the United States wasn't always so good. I met him in April 1988 when a Kurdish neurosurgeon brought him to my office at the Senate Foreign Relations Committee. He was on his first trip to the United States to call attention to Iraq's chemical-weapons attack on the Kurdish city of Halabja.

Few people knew about the Kurds and almost no one had heard of Mr. Talabani. He was shunned on that visit by Reagan administration officials, who were seeking to maintain good relations with Saddam Hussein.

Washington's opinion of Mr. Hussein changed, of course. In February 1991 at the end of the gulf war, President

George H. W. Bush called on the Iraqi people to overthrow the Iraqi dictator. In March, the Shiites and Kurds, expecting United States support, rose up against Baghdad. Shiites gained control of Iraq's south and the Kurds took much of the north. Mr. Talabani, who had been in Washington when the gulf war ended, returned to Kurdistan and invited me to join him.

When I got to Kurdistan, the Iraqi Army was counterattacking and the rebellion was disintegrating. This didn't seem to perturb Mr. Talabani. I caught up with him in the Kurdish-held city of Dohuk, where he was discussing the protection of Christian and Yazidi minorities with local leaders. He argued vehemently against the summary execution of Iraqi officials and Kurdish collaborators captured during the uprising.

And even with artillery pounding the city, Mr. Talabani was not deterred from having a good meal. We adjourned to a nearby house where Kur-

**This fierce Kurdish nationalist was the first democratically elected president of post-Saddam Hussein Iraq.**

istan's entire national cuisine was on the table. Pointing to a large bird, Mr. Talabani asked, "Shall we carve up turkey?" Giving me the leg, he said, "Take the southeast."

It was a joke he repeated at many meals (southeast Turkey is home to that country's Kurds). He was unfazed by the incessant artillery attacks. The next morning, we joined tens of thousands of Kurds fleeing the city for the Turkish and Iranian borders.

The United States military eventually established and supported a safe haven for the Kurds that became the nucleus of today's de facto independent Kurdish state. Mr. Talabani quickly made friends with the American protectors, but the anger he had for Mr. Bush for failing to help stop Mr. Hussein's troops during the uprising did not abate.

Under United States protection, the Kurdistan Region survived but did not thrive. This was partly because of the United Nations sanctions on Iraq, which applied to Kurdistan even

though the region was not under Mr. Hussein's control.

But Mr. Talabani and Massoud Barzani, another giant of the Kurdish cause, were also to blame. They were unable to make power-sharing arrangements work and fought a civil war from 1994 to 1998 that took thousands of Kurdish lives. As large as both men loom in the modern history of Kurdistan, the civil war is a black mark that many Kurds will not forget.

The prospect of remaking Iraq following the 2003 United States invasion brought Mr. Talabani and Mr. Barzani together in the job of writing a constitution that ensured the continuation of a self-governing Kurdistan and of a prominent Kurdish role in Baghdad. I advised both men in the negotiations, often suggesting ways to resist American pressure to give the federal government in Baghdad more authority. Mr. Talabani, who wanted to accommodate the United States when possible, sometimes bridled at my advice, more than once ribbing me by saying that I was "more Kurdish than the Kurds."

Mr. Talabani's jovial style sometimes led foreign diplomats to underestimate his resolve. He had no illusions about the brutality of the Shiite government that replaced Mr. Hussein. He complained about the Shiite death squads that fueled a Sunni-Shiite civil war, sometimes telling me that the Shiite government was not so different from the Hussein regime.

On Sept. 25, Kurdistan held a referendum to leave Iraq. Ninety-three percent of voters chose independence. Baghdad responded by closing Kurdistan's airports and threatening to send troops to the border.

There is no long-term solution that can keep Kurdistan part of Iraq. But the Trump administration could take advantage of the shared grief among Iraqis by sending a high-level delegation to the country — perhaps led by Mr. Bush and Mr. Biden — that could bring the sides together to discuss a peaceful way forward. There could be no more fitting tribute to Jalal Talabani.

**PETER W. GALBRAITH, a former United States ambassador to Croatia, is the author of "The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End."**

# L'indépendance ou la mort

Les Kurdes en ont assez de servir les intérêts des puissances internationales et régionales sans rien recevoir en retour.

— **Kurdistan24** (extraits) Erbil

**L**a décision des Kurdes de convoquer un référendum pour leur indépendance a provoqué frayeur et affolement, donnant lieu à des réactions internationales qui vont du refus net à l'acceptation sous conditions, en passant par la résignation au fait accompli. Comme si ce référendum ne décidait pas seulement de l'avenir des Kurdes,

mais de l'avenir de tout le Moyen-Orient. Et pourquoi pas aussi de l'Union européenne, de l'Amérique et des pays de l'Asie du Sud, voire de l'ONU et du Conseil de sécurité.

C'est que ce référendum révèle l'hypocrisie et les calculs secrets de beaucoup de monde. Par conséquent, il a d'ores et déjà plus servi la cause kurde sur le plan politique et médiatique que des dizaines d'années de combat. Tous ceux qui ont agoni les Kurdes d'insultes et les ont qualifiés de traîtres leur ont en réalité rendu un fier service. Car ils ont montré quelle était la façon de penser et de se comporter dans l'environnement où ont vécu les Kurdes depuis un siècle.

Aujourd'hui, ce qui importe pour les Américains est la guerre contre Daech. Que les Kurdes demeurent des esclaves opprimés n'est pas leur premier souci. Soutenir leur indépendance, c'est prendre le risque de voir Bagdad, Téhéran et Ankara permettre à Daech de reprendre

vie. Ce qui importe à Bagdad, c'est que le Kurdistan reste dans le giron de l'Irak et que l'Irak reste dans le giron de l'Iran. Le régime irakien ne cherche pas à construire un État indépendant pour tous ces citoyens. Pour Ankara, ce qui importe, c'est que le Kurdistan irakien reste la vache à lait dont on peut tirer des milliards de dollars, sans pour autant se transformer en État avec lequel il faudrait traiter d'égal à égal. Et en Syrie, ce qui importe à Bachar El-Assad est de maintenir son régime, même s'il ne devait plus régner de facto que sur une portion congrue du territoire, et d'éviter que lui-même et son entourage ne se retrouvent traduits devant la justice internationale en tant que criminels de guerre. En revanche, ce qui importe aux Kurdes d'Irak, c'est de se libérer de l'état de non-État. La région et le monde grouillent de kurdistanophobie. Il n'y a que deux façons de régler le problème : soit on lance une bombe atomique sur le Kurdistan, soit on reconnaît son État indépendant.

— **Hoshank Awsi**

Publié le 29 septembre

**LE FIGARO** 6 octobre 2017

## Trump engage un bras de fer avec l'Iran

Le président américain envisage de ne pas confirmer au Congrès l'accord sur le nucléaire.

**PHILIPPE GÉLIE** @geliefig  
CORRESPONDANT À WASHINGTON

**ÉTATS-UNIS** Donald Trump veut tester son « art du deal » sur un négociateur plus oriental que lui. Tenu de confirmer tous les trois mois au Congrès que l'Iran respecte sa part de l'accord nucléaire conclu en juillet 2015, le président américain s'apprête à le dénoncer, pour mieux le « réparer ».

L'échéance du 15 octobre approchant, le Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche s'est prononcé en faveur d'une manœuvre censée concilier le rejet maintes fois exprimé par Trump du « pire accord jamais passé », dont il blâme son prédécesseur, et l'intérêt des États-Unis de le maintenir en l'état. Pour ce faire, il s'apprête à le « décertifier » devant les élus, sans pour autant les pousser à réimposer les sanctions qui avaient été levées. Le Congrès dispose de 60 jours pour en décider. Cette période serait mise à profit pour faire pression sur Téhéran et les cosignataires de l'accord (Allemagne, Chine,

France, Royaume-Uni, Russie) afin qu'ils s'engagent à l'améliorer ou à le compléter.

Washington veut remédier à la « clause crépusculaire », qui lève certaines contraintes après 2025, et forcer Téhéran à ouvrir des bases militaires aux inspections de l'agence nucléaire (AIEA). L'Administration Trump insiste aussi pour imposer de nouvelles restrictions à l'Iran sur ses « activités déstabilisatrices » au Moyen-Orient. Sont en particulier visés son programme de missiles balistiques et son expansionnisme régional, via son soutien financier et militaire aux milices chiites en Irak et en Syrie, aux houthistes du Yémen, au Hezbollah libanais et au Hamas palestinien. Le Pentagone a déjà décidé de riposter « plus énergiquement » aux gardiens de la révolution dans le détroit d'Ormuz. La CIA a confié le dossier iranien à Michael D'Andrea, ancien responsable de la traque de Ben Laden et des frappes de drones, laissant augurer d'un accroissement des opérations clandestines.

Le président américain a rallié Paris et Londres à son objectif, mais pas à sa méthode. Lors de leur rencontre à l'ONU,

Emmanuel Macron a souligné le risque de sortir de l'accord sans solution de remplacement. Un diplomate européen prévient que « la menace de bâton américain n'a aucune chance de marcher avec Téhéran si l'on n'ajoute pas des carottes ».

### Menace militaire

La stratégie contorsionniste de Trump est soumise à plusieurs inconnues, notamment la prémisse que l'accord survive à sa dénonciation. Elle parie aussi que Washington ne sera pas exclu du jeu par les autres signataires, du fait de sa menace de rétablir les sanctions. Elle calcule enfin que Téhéran cédera à la pression. Cela suppose un front uni, non seulement des alliés, mais de l'Administration et du Congrès. Or, auditionné au Sénat mercredi, le général Joseph Dunford, chef d'état-major, a affirmé que « l'Iran n'a pas matériellement brisé » ses engagements et le secrétaire à la Défense, James Mattis, s'est prononcé pour « rester dans l'accord ». Au Capitole, plusieurs sénateurs républicains opposés au deal lors de sa signature souhaitent aujourd'hui le préserver.

Dans l'épreuve de force qui s'annonce, la menace militaire est déjà implicite. Tom Cotton, sénateur de l'Arkansas proche de Trump, a déclaré mardi au Council on Foreign Relations : « Il n'y a pas de raison qu'on ne donne pas un peu de temps à la diplomatie. » Avant de préciser : « Il existe de nombreux précédents de frappes calibrées pour atteindre nos objectifs. » ■

# Catalans and Kurds: Different worlds, same dreams of independence

Iraqi Kurdistan and Catalonia are thousands of miles apart - but offering support to each other as they strive for the same destiny

David Meseguer 12 October 2017  
<http://www.middleeasteye.net/>

**B**ARCELONA, Spain - Hundreds of thousands mobbed the streets of Catalonia this week to protest against violence during the region's independence referendum.

According to Barcelona's local police force, which is run by city hall, 700,000 people gathered in the centre of the city for a general strike convened by several unions and political parties.

Tuesday's mass protest came just 48 hours after the Spanish government in Madrid sent 10,000 riot and police officers - from both the national police force and the civil guard - to prevent the region's referendum on independence that it considers illegal.

That action resulted in violence which left more than 840 civilians injured, according to the Catalan authorities. Madrid says that more than 400 of its officers were also hurt.

Barcelona was filled with thousands of flags during the vote: not just Catalan but also from other regions seeking autonomy, including the Basque Country and Scotland.

And then there were the banners carried by the Kurds, who had staged their own similar vote a week earlier - but without the violence seen in Catalonia.

Mohammed Hussein, 37, is a Kurdish journalist who has lived in Catalan's capital, where he is studying for a masters degree in economics, since September.

"What happened in Barcelona during the referendum was very surprising and shocking," he said. "I would have never imagined that such a level of police violence could be used in a European country like Spain simply because of political ideas."

## How do they differ?

The leaders of Iraqi Kurdistan and Catalonia may both want independence - but their fledgling states are very different.

An estimated 2.2 million people - 42 percent of registered electors - voted in Catalonia's 1 October referendum, of whom nearly 90 percent backed independence, the Catalan authorities reported.

That compares to a near 72 percent turnout in Iraqi Kurdistan, where 92 percent of voters supported independence.

Catalonia is one of the richest regions in Spain due to a robust economy built on industry and tourism. It accounts for 19 percent of Spain's GDP and more than a quarter of the country's foreign exports.

Iraqi Kurdistan meanwhile makes up around 20 percent of the population of Iraq: oil is the chief foundation of its economy, although it is also seeking to diversify more into the cement industry and real estate among others.

"Although the political context is very different, Catalonia and Kurdistan are keen to have their own state," said Hussein. "But unfortunately, the leaders in both Madrid and Baghdad do not respect the right to self-determination."

## Baghdad: Making life tough for Kurds

The Iraqi government has called the Kurdish vote, which is not binding, illegal. Along with neighbouring countries including Iran and Turkey, it has imposed sanctions on the Kurdish Regional Government (KRG).

One of the first measures was an embargo, imposed by Baghdad, on international flights to and from Kurdistan.

It leaves Hussein anxious about returning to his hometown of Sulaymaniyah because the international airports there and in Irbil have been shut. "Because I am ethnically Kurd it will be dangerous for me to travel using domestic flights via Baghdad," he said.

Turkey and Iran have likewise closed some border checkpoints and airspace with the Kurdish region, as well as holding military manoeuvres close to their borders. And the Baghdad parliament has asked the federal court to deprive pro-independence Kurdish MPs of their immunity so they can stand trial.

Sa'di Ahmed Pira, a politbureau member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said: "It is irresponsible to start illegal sanctions and create a problem between Kurds and Shias at the Iraqi Parliament."

Many supporters of Catalan independence, engaged in their own



A supporter of Kurdish independence displays a Kurdish flag during one of the Catalan independence rallies in Barcelona (David Meseguer/MEE)

Catalonia		Kurdistan	
			
<b>Population</b>	7.5 million	<b>Population</b>	8.4 million
<b>Area</b>	32,108 km <sup>2</sup>	<b>Area</b>	78,736 km <sup>2</sup>
<b>GDP per capita</b>	\$43,837	<b>GDP per capita</b>	\$7,700
<b>Capital</b>	Barcelona	<b>Capital</b>	Irbil

campaign, have backed the Kurds.

Cèlia Appel, a spokesperson for the SEPC, the main students union in Catalonia, said: "The attitude of Baghdad is another example of repression used by a state as a method to control the people. This has to be pointed out and condemned."

"The Kurdish people must keep fighting and taking the streets because that's how things are done. If you follow the institutional way then nothing is achieved."

## Madrid: Opposing Catalan plans

The speed of events in Catalonia during the past seven days has been just as frenetic as those thousands of miles away in Iraqi Kurdistan.

During last few weeks hundreds of students have occupied main public universities as an expression of protest against the attitude of the Spanish government.

On Tuesday evening, Felipe VI, king of Spain, in a rare TV address to the nation called for unity and said that the situation was "extremely serious". He accused Catalan leaders who organised the referendum of "breaking the democratic principles of the rule of law" and warned about the "fracture of Catalan society".

On the same day, Catalan president Carles Puigdemont told the BBC that "Catalonia will declare independence from Spain in a matter of days."

But on Friday Spain's constitutional court moved to stop the Catalan government making a unilateral declaration of independence by suspending the regional parliament session.

In a show of solidarity with Catalans, Brino Tamo, a 60-year-old businessman from Kobane in Syria's Kurdish region, who's been living in Catalonia for three decades, closed down his five clothes shops in Barcelona in support of the general strike.

"After voting I spent the whole day protecting the polls and helping the referendum organisers," said Brino, who voted for Catalan indepen-

dence.

Eulalia Reguant, a Catalan MP for the separatist left-wing CUP party, said she had received support from Kurdish organisations and political parties. The CUP has strong ties with the Peoples' Democratic Party (HDP) in Turkey.

"The HDP movement assume that Turkey is a repressive state, but they never thought such violence was possible in an EU member state," she said.

Many Kurds picked up on the levels of violence in Catalonia compared to Kurdistan.

Pira said that Kurds backed the Catalans right for self-determination and said the way in which Spanish police tried to maintain stability and security during the vote was uncivilised. "In Kurdistan we didn't have any violent incidents during the referendum, which we celebrated eight days ago," he said.

Hussein added: "The Kurdish referendum was organised and passed without problems because we have the peshmerga forces, which can be

stronger than the Iraqi army somehow. In the case of Catalonia, there isn't a military, only a police force."

#### The prospect of violence

Kurds in Catalonia are hopeful for the future of Iraqi Kurdistan. Tamo told MEE that the region had been acting as a semi-independent state for years. "They have a strong army and control over the borders," he said. "They have also helped the Iraqi government expel IS from many territories. Iraqi Kurdistan will declare independence very soon."

Hussein likewise was positive and hoped that the situation would remain calm in both.

But he cautioned: "The probability of having violence in Catalonia is less compared to Kurdistan, where there is always the possibility of a civil war."



October 15, 2017

# Kurds 'reject' Baghdad's demand to nullify referendum results

Leaders of Iraq's Kurdistan region have renewed their negotiation offer to Baghdad but said they would not cancel the outcome of an independence vote. Kurdish officials also snubbed "military threats" over Kirkuk.

15 Oct 2017 <http://www.dw.com>

**A** meeting between Iraqi President Fuad Masum and his Kurdish counterpart, Masud Barzani, was held in Sulaymaniyah after a deadline set by the Iraqi government for peshmerga fighters to surrender expired on Sunday, Iraqi media reported.

After meeting with Iraqi officials on Sunday, Barzani said his government had rejected Baghdad's demand to cancel the outcome of an independence vote and pledged to defend the autonomous region in case of an attack.

Kurdish leaders, however, renewed their offer to resolve the crisis peacefully with Baghdad, Barzani's aide Hemin Hawrami said on Twitter.

"There will not be any unilateral negotiation with Baghdad by either PUK or KDP. If there be any negotiation with Baghdad it will be a joint delegation representing all Kurdistan parties. KDP/PUK reject any demands to nullify the referendum results. Refuse preconditions," Hawrami said.

#### IRAN'S MEDIATION EFFORTS

According to a Kurdish official, Major General Qassem Soleimani, commander of foreign operations for Iran's elite Revolutionary Guards, also arrived in Iraq's Kurdistan region to defuse tensions between Kurdish authorities and Baghdad following the Kurdish independence referendum.

Iran's Tasnim news agency, without quoting a source, said Sunday that Iran closed its border gates with northern Iraq "considering the development in Iraq's Kurdistan."

Iran's Foreign Ministry later denied reports about the border closure.

"As we announced earlier, we blocked our airspace to the Kurdish region on a request from the central government of Iraq, and as far as I know, nothing new has happened in this area," the Iranian

Students' News Agency (ISNA) quoted Foreign Ministry spokesman Bahram Qassem as saying.

Kurdish fighters have reportedly rejected the Iraqi warning to withdraw from Kirkuk

#### ESCALATING CRISIS

The Kurdish forces were given a deadline of 2 a.m. local time Sunday (2300 GMT Saturday) to surrender their positions and return to their pre-June 2014 positions. Unconfirmed local media reports say the deadline has been extended for another 24 hours.

At the scene, a photographer with Agence France-Presse reported seeing armored vehicles bearing the Iraqi national flag on the banks of a river on the southern outskirts of the city of Kirkuk.

"Our forces are not moving and are now waiting for orders from the general staff," an Iraqi army officer told AFP.

Facing the Iraqi forces on the opposite bank of the river were Kurdish peshmerga fighters.

On Friday, Kurdish authorities said they had sent thousands more troops to Kirkuk to confront Iraqi "threats."

Reuters news agency said Sunday Kurdish peshmerga forces had rejected the Iraqi warning to withdraw from a strategic junction south of Kirkuk.

#### TENSIONS SOAR AFTER 'ILLEGAL' REFERENDUM

Tensions between the two allies in the war against the "Islamic State" (IS) have been escalating since a Kurdish independence referendum last month that Baghdad has called "anti-constitutional."

The Kurds overwhelmingly voted for an independent state in the September 25 referendum.

Abadi has repeatedly denied any plans to attack the Kurds

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi demanded that Kurdish leaders annul the referendum vote and called for a dialogue within the framework of



Abadi has repeatedly denied any plans to attack the Kurds

the constitution.

After the referendum, the Iraqi parliament asked the prime minister to use armed force to retake control of oil-rich Kirkuk, claimed by both Iraqi Kurdistan and the Iraqi central government in Baghdad.

The Kurdish peshmerga prevented the province's oil fields from falling into the hands of IS jihadis in 2014.

The Kurdish regional government included the disputed oil-rich province in the independence referendum, reflecting the Kurds' historical claim to the area. Baghdad had controlled Kirkuk before IS pushed out the Iraqi army three years ago.

Read more: What is the Iraqi Kurdish independence referendum?

#### 'NO PLANS FOR A MILITARY OPERATION'

Abadi has repeatedly denied any plans to attack the Kurds, insisting Thursday that he was "not going... to make war on our Kurdish citizens."

But thousands of heavily armed troops and members of the Popular Mobilization paramilitary force, formed mainly by Iranian-trained Shiite groups, have taken position around Kirkuk.

Kurdish peshmerga fighters also rejected a 2100 GMT deadline from the paramilitary force to withdraw from a strategic junction south of Kirkuk city, Reuters news agency reported, citing a Kurdish security official. The strategic position north of the Maktab Khalid junction controls access to an air base and some of the oil fields located in the region. ◆shs, ap/sms (AFP, Reuters)

# Gazprom, Petrofac sign 3-year Kurdistan deal

ERBIL, October 10, 2017 –  
<http://www.theoilandgasyear.com>

**P**etrofac will provide engineering services to Gazprom Neft at its operations in the Kurdistan Region of Iraq, the Middle East-focused EPC company announced on Monday.

The two companies signed a master services agreement under which Petrofac will provide

engineering services on a call-off basis for three years at the Russian company's Sarqala block (formerly known as Garmian).

Petrofac's works will be directed towards a debottlenecking operation to expand the Sarqala field's central processing facility, the company said in a press release.

"We have been working with this key client in Iraq for more than three years and hope to take

this opportunity to build on our relationship through the demonstration of Petrofac's fit-for-purpose and value-driven engineering solutions in the Kurdistan region," Steve Webber, senior vice-president, Petrofac Engineering & Production Services East, said.

Gazprom Neft Middle East has a 40% operating stake in the Sarqala block, with WesternZagros also holding 40% and the Kurdistan Regional Government holding the remaining 20%.

In late September, a Gazprom executive told the company's news service that it is eyeing entering new Kurdistan blocks as operator, as well as looking to renegotiate the terms of its PSAs due to the drop in oil prices. ■

**Al-Ahram** ... 12-18 October 2017

# Iranian reactions to Kurdistan



Iran will have to act fast if it is to douse the flames left by September's referendum on independence in Iraqi Kurdistan, writes

**CAMELIA ENTEKHABIFARD**

CURRENT ISSUE | ISSUE 1364, (12/18 OCTOBER 2017)

**W**ith US President Donald Trump expected to designate the Iranian Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) as a terrorist organisation, a new Iranian crisis seems to be brewing. Trump is expected to roll out a broader and more hawkish US strategy on Iran next week, which Iran will have to respond to or risk falling into a series of further crises.

Iran has said that the United States will be "joining the terrorists' camp" if it chooses to designate the Revolutionary Guards as a terrorist organisation. "The world should be thankful to the Revolutionary Guards for their fight against terrorists, especially against Daesh" (the Islamic State group), Iranian spokesman Mohamed Baqer Nobakht said in a conference broadcast live on television.

"By taking a stance against the Revolutionary Guards and designating it as a terrorist group, the Americans will be joining the terrorists' camp," he said.

Iranian officials have been so busy trying to save the Iran nuclear deal from the threats made against it by Trump that they have also seemed to have forgotten to stop the referendum on independence in the Iraqi Kurdistan Region that took place at the end of September and mediate between Iraq and the Kurds.

The referendum on Kurdish independence from Iraq has been considered not only a threat to the national security of Iraq, but also to that of Iran, Turkey and Syria, all of which have refused to accept the referendum as legitimate.

Iran and Turkey each have large



**IRGC Commander Mohamed Ali Jafari (left) and Zarif during a coordination meeting for the 40th anniversary of the Islamic Revolution, in Tehran (photo: Reuters)**

Kurdish populations, and the central governments' relations with them have not always been friendly. Separatist Kurdish groups have long clashed with the Iranian and Turkish governments, and the referendum in Iraqi Kurdistan may have encouraged Kurds elsewhere to demand their independence.

Footage from the Iranian Kurdish cities of Marivan and Sanandaj released recently has shown huge crowds of Kurds come out onto the streets to celebrate the positive answer to the Iraqi Kurdistan referendum that took place on 25 September.

While it was too late for the Iranians to halt the referendum, the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, called the referendum "treason" and "a plot orchestrated by Israel."

In a meeting with Turkish President Recep Tayyip Erdogan in Tehran last week, Khamenei called the referendum on independence in Iraqi Kurdistan the result of foreign countries setting out to create a "new Israel" in the region.

Israel is the only regional country that has supported the referendum in Iraqi Kurdistan.

During Erdogan's visit to Tehran, both countries stood firm against the Kurdish decision to seek independence from Iraq, saying that military intervention could be considered to stop it.

Neither the European Union nor the United States has recognised the outcome of the Kurdish referendum, but the harsh position of the Iranians may have shocked the Iraqi Kurds since the latter have wanted to see Iran as a potential ally.

Masoud Barzani, the president of the Iraqi Kurdistan Region, has enjoyed close relations to Iranian ruling circles for a long time. Many Kurdish leaders lived in Iran during the rule of former Iraqi president Saddam Hussein, developing warm relations that were subsequently reinforced after the 2003 US-led invasion of Iraq.

Barzani secured the borders with the Iranian territory of Kurdistan in

order to control separatist Kurdish Iranians who from time to time had led operations against the Iranian Revolutionary Guards.

Khamenei's comments and the joint military exercise with Turkey on the frontier with the Iraqi Kurdistan Region will have angered the Iraqi Kurds despite their need for Iran and Turkey in terms of trade and business.

Finding themselves in such circumstances with trusted allies and at the same time in a trouble relationship with the central government of Iraq in Baghdad, the Kurdish leaders may adopt a new strategy.

Turkey has not closed its borders with Kurdistan, but it has halted flights due to the Iraqi government's cancellation of flight permissions to the region. Turkey's economy depends on cheap gas and oil exports from Iraqi Kurdistan, but for Iran the case is different, and the authorities in Tehran may fear losing a partner and a loyal friend if the confrontation in the region continues.

With the prospect of a new drama in the region and this time a confrontation with the Kurds, Iran will have to act fast before the flames draw others into the conflagration.

While Baghdad has asked Iran and Turkey to halt their business ties with Irbil, the capital of Iraqi Kurdistan, Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif went to Suleimaniah in Kurdistan to attend the funeral of the late president of Iraq, a Kurd, Jalal Talabani.

Zarif's attendance at the funeral was designed to build bridges at a time when many Kurds have been disappointed to see Iran stand alongside Turkey in speaking harshly against them.

His presence at the funeral may be a sign that Iran will not pursue Turkey's policy towards the Iraqi Kurdistan Region. ●

# Iraqi premier denies army, allies plan attack on Kurdish Peshmerga forces

Thu Oct 12, 2017

<http://www.presstv.com>

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi has denied an attack plan against the positions of Kurdish Peshmerga forces amid ongoing tensions between the central government in Baghdad and authorities of the Iraqi Kurdistan Region.

"We are not going to use our army to fight our people or to make war on our Kurdish citizens or others," Abadi said in televised comments broadcast on state-run al-Iraqiya television network on Thursday.

He added, "Our duty is to preserve the unity of our country, to implement the constitution, and to protect citizens and national forces."

The remarks came as an unnamed Kurdish military official said Peshmerga forces had closed the two main roads connecting the Kurdish cities of Erbil and Dohuk with the northern Iraqi city of Mosul, located some 400 kilometers north of the capital Baghdad, for several hours.

"The closure was prompted by fears of a possible attack by Iraqi forces on the disputed areas," held by Kurdish forces outside the Kurdish region, the official added.

Kurdish authorities said late on Wednesday that they feared Iraqi army forces and pro-government fighters from the Popular Mobilization Units, commonly known by their Arabic name, Hashd al-Sha'abi, were gearing up to launch an assault on the semi-autonomous region.

"We're receiving dangerous messages that Hashd al-Sha'abi forces and federal police are preparing a major attack from the southwest of Kirkuk and north of Mosul against Kurdistan," the Kurdistan Regional Government (KRG) Security Council said.

Iraqi security sources said on Thursday that

members of the Counter-Terrorism Service (CTS) and the Interior Ministry's elite rapid response forces had deployed more troops near Peshmerga positions around Rashad village, situated some 65 kilometers southwest of Kirkuk.

The Iraqi Joint Operations Command (JOC) underplayed the fears, expressing confidence that dialogue would resolve the issue.

**"Our mission is clear: we are fighting a single enemy, Daesh," said the spokesman for the JOC, Brigadier General Yahya Rasool, who added, "All that interests Iraqis ... is to liberate our country and beat the terrorist group. We do not forget the role played by the Peshmerga."**

Rasool further noted that Iraqi government forces had previously operated close to Peshmerga lines near the northern city of Tal Afar.

'Kurds must back Iraq's unity before any negotiations'

Meanwhile, an Iraqi government spokesman says Baghdad has a series of conditions that the KRG must meet before any talks on the resolution of the referendum crisis could start.

The referendum on secession of the Iraqi Kurdistan Region was held on September 25 despite strong opposition from the central government in Baghdad, the international community, and Iraq's neighboring countries, especially Turkey and Iran.

"The KRG must first commit to Iraq's unity. The local authorities in the [Kurdistan] region ... must accept the sovereign authority of the federal government on ... oil exports, [as well as] security and border protection, including land and air entry points," the unnamed Iraqi official added.

The senior Iraqi official further said, "These are the basis for any dialogue requested by the local



Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi (Photo by Anadolu news agency)

government of the region."

The remarks came in response to an offer for dialogue made on Wednesday overnight by Kurdish authorities.

Turkey to close border crossings with northern Iraq

Separately, a Turkish government spokesman said on Thursday that his country would gradually close border crossings with Iraq's semi-autonomous Kurdistan region in coordination with the central Iraqi government and neighboring Iran.

Turkish Prime Minister Binali Yildirim is expected to visit Baghdad on Sunday to meet with his Iraqi counterpart.

The Iraqi prime minister has already demanded the annulment of the Kurdish independence referendum results.

During a recent press conference in Paris, Abadi said his government did not seek confrontation with Iraqi Kurds, but reiterated Baghdad's position that the referendum was illegal and that problems should be solved within the framework of Iraq's constitution. ♦

# Iran's Quds commander pays his respects at Jalal Talabani tomb

By Rudaw.net 14/10/2017

SULAIMANI, Kurdistan Region – The Commander of Iran's Quds Force, Major General Qassem Soleimani, paid a visit to the tomb of former Iraqi president and PUK leader Jalal Talabani in Sulaimani on Saturday, laying a wreath, Aras Sheikh Jangi, Talabani's nephew, told Rudaw.

"Soleimani was an old friend of Mam Jalal. He visited his grave and

laid a wreath on it today as he couldn't attend his memorial," Jangi said.

Soleimani wrote a note of condolence at the tomb, saying Mam Jalal was "a fighter who served nearly 60 years to achieve freedom for the Iraqi nation, including the Arabs Kurds, Turkmen, Shiites, Sunnis, Christians, and Yazidis."

"Talabani was a great man. New presidential positions didn't affect his greatness. Rather, it was he who

gave greatness and honor to these positions. He was a person who often saved Iraq from disagree-

ments and problems," he wrote. ■



Major General Qassem Soleimani, Quds commander, paying his respects at the tomb of Mam Jalal Talabani in Sulaimani on Saturday. Photos: PUK Media



# Bagdad accuse les Kurdes de vouloir "déclarer la guerre"



Les forces irakiennes se dirigent vers les positions des peshmergas à Kirkouk, en Irak, le 14 octobre 2017 © AFP

**Bagdad (AFP) 15 Octobre 2017**  
<http://www.lepoint.fr/>

Le gouvernement irakien a changé dimanche de ton en accusant les Kurdes de chercher à déclarer la guerre avec la présence dans la province disputée de Kirkouk de combattants du PKK, considéré comme "terroriste" par Ankara et Washington.

Le Conseil de la sécurité nationale, la plus haute instance de la Défense en Irak présidée par le Premier ministre Haider al-Abadi, a dit dans un communiqué y voir "une déclaration de guerre".

Face à cette "escalade dangereuse", il est "impossible de rester silencieux", et "le gouvernement central et les forces régulières vont accomplir leur devoir de défendre les citoyens (...) et la souveraineté de l'Irak", poursuit le texte.

Le Conseil pointe notamment la présence "de combattants n'appartenant pas aux forces de sécurité régulières à Kirkouk" et cite le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement séparatiste kurde de Turquie.

Des responsables kurdes ont démenti une présence du PKK, mais l'un d'eux a reconnu qu'il y avait des "sympathisants" de cette formation à Kirkouk, des "volontaires" qui combattaient le groupe Etat islamique (EI).

Samedi, lors d'une manifestation contre les forces paramilitaires irakiennes du Hachd al-Chaabi, dominé par les milices chiites soutenues par l'Iran, quelques dizaines de personnes avaient brandi des portraits du leader du PKK, Abdallah Öcalan, incarcéré en Turquie.

La déclaration du conseil de sécurité irakien intervient juste après une réunion des dirigeants kurdes qui se sont dits "totalement prêts au dialogue" avec les autorités centrales mais ont

refusé d'annuler le référendum d'indépendance comme condition à des négociations comme le réclame Bagdad.

## - CHARS, BLINDÉS ET ARTILLERIE -

A l'issue de quatre heures de négociations, avec le président irakien, le Kurde Fouad Massoum, ils n'ont fait dans leur communiqué final aucune mention d'un retrait des milliers de peshmergas qu'Erbil dit avoir mis en état d'alerte dans la province de Kirkouk depuis plusieurs jours.

Dans le même temps, des renforts des troupes irakiennes continuaient d'arriver dimanche dans le sud de la province de Kirkouk, où se trouvent les ressources pétrolières, désormais quadrillé par les chars, les blindés et l'artillerie, selon un photographe de l'AFP.

Un nouveau délai a été accordé aux forces kurdes pour quitter les positions prises il y a trois ans dans le chaos créé par la percée fulgurante de l'EI où Bagdad souhaite désormais réinstaller ses forces.

Il expire dans la nuit, a indiqué un responsable kurde, faisant de nouveau planer la menace de violences. Un possible affrontement entre deux acteurs de la lutte anti-jihadiste inquiète Washington qui a dit vouloir "calmer les choses".

En soirée, un responsable kurde a indiqué, sous le couvert de l'anonymat, qu'une dizaine d'habitations de familles kurdes avaient été incendiées à Toz Khormatou, accusant des unités turkmènes, une importante communauté de la ville à 75 km au sud de Kirkouk, du Hachd. Des affrontements armés entre le Hachd et les peshmergas secouent cette ville depuis vendredi.

Des milliers de policiers, soldats et membres des unités paramilitaires irakiennes sont déployés dans la province pétrolière au nord de Bagdad, trois semaines après la tenue d'un référendum

au Kurdistan qui a exacerbé les tensions.

Ils doivent reprendre des bases militaires prises en 2014 par les combattants du Kurdistan -- région qui bénéficie depuis 1991 d'une autonomie étoffée au fil des ans--, mais également les infrastructures et les champs pétroliers de la province disputée, assurent les autorités.

Jusqu'à présent, les forces irakiennes se sont contentées de reprendre certaines bases désertées peu avant par les peshmergas.

## - CHAMPS PÉTROLIERS -

Leur objectif n'est pas la ville de Kirkouk, indiquent même les autorités à Erbil. Elles veulent reprendre "les champs pétroliers, une base militaire et un aéroport" mitoyens.

En outre, Bagdad, dont le budget est grevé par la chute des cours du pétrole et trois années de mobilisation et de combats contre l'EI, entend reprendre la main sur les 250.000 b/j de pétrole des trois champs de la province de Kirkouk: Khormala, pris par les Kurdes en 2008, Havana et Bay Hassan, pris en 2014.

Le Kurdistan, qui traverse la plus grave crise économique de son histoire, pourrait lourdement pâtir de la perte de ces champs qui assurent 40% de ses exportations pétrolières.

Bagdad, en crise ouverte avec Erbil depuis la tenue le 25 septembre du référendum d'indépendance y compris dans des zones disputées comme Kirkouk, a multiplié les mesures économiques et judiciaires pour faire plier le Kurdistan.

Selon Bagdad et Erbil, l'Iran a en outre fermé sa frontière avec le Kurdistan, ce que Téhéran a démenti. ●

# SOME URGENT QUESTIONS ABOUT TURKEY

Given  
Recep Tayyip  
Erdogan's  
hostility,  
removing  
U.S. nuclear  
weapons from  
Turkey must  
be an option.

Turkey has been a vital ally of the United States since World War II. It fields NATO's second-largest army, after America's, and anchors the alliance's eastern flank. It hosts military bases that are central to American operations in the Middle East, including Incirlik, where some 50 tactical nuclear weapons are stationed, and serves as a bridge between the Muslim world and the West. After Recep Tayyip Erdogan took office in 2003 and began reforms, Turkey seemed on course to becoming a model Muslim democracy.

In recent years, however, the relationship between Turkey and the United States has deteriorated dramatically. Mr. Erdogan has violated basic civil liberties and other democratic norms, is buying a Russian air defense system and is now holding Americans hostage.

Given Mr. Erdogan's anti-American hostility as well as mounting security concerns, the Trump administration should give serious consideration to removing the United States nuclear weapons in Turkey.

## **Wait, Turkey is holding Americans hostage?**

Mr. Erdogan, who heads an Islamic political party, has long used America as a whipping boy to divert attention from his political problems. He reached a new low last year by falsely implicating Washington in a failed coup and using a post-coup roundup of alleged enemies to jail about a dozen Americans, some Turks who work at American diplomatic missions in Turkey, foreign nationals and more than 50,000 other Turks. The recent arrest of a Turkish citizen employed by the American consulate in Istanbul heightened tensions, leading both sides to stop issuing non-immigrant visas this week and to curtail travel between the two countries.

## **Hasn't President Trump endorsed Mr. Erdogan?**

Mr. Trump has a disturbing fondness for authoritarian leaders like Mr. Erdogan, whom he praised as a friend who gets "high marks" for "running a very difficult part of the world." However, along with Vice President Mike Pence and 78 members of Congress,

Mr. Trump has appealed for the release of some of the Americans — with no apparent effect.

## **Why can't the U.S. simply kick Turkey out of NATO?**

NATO has no provision for that, and besides, the United States wants Turkey to stay. Having an influential ally in the Mideast and access to the region is critical. But Mr. Erdogan's anti-Western behavior is sowing deep mistrust about his commitment to an alliance that is supposed to be based as much on the common values of "democracy, individual liberty and the rule of law" as on a common military defense. So NATO experts are debating Turkey's future and the wisdom of keeping the tactical nuclear weapons at Incirlik.

## **Doesn't it help the U.S. to have nuclear weapons in Turkey?**

No. Experts have long worried about the weapons' security. During the coup attempt last summer, the Turkish government locked down the base for 24 hours, and the electricity was cut. Incirlik is near Syria, with its warring extremist forces. Mr. Erdogan's anti-American behavior and his drift toward Russia have heightened anxiety.

The weapons were deployed decades ago as proof of America's commitment to Turkey's security but are symbolic. No one expects them to be used, and no planes at Incirlik can deliver them. The security commitment is better demonstrated in other ways. When the United States withdrew nuclear weapons from Greece, also a NATO ally, in 2001, it sold Greece F-16 fighter jets. If it becomes necessary to defend Turkey, America can use conventional weapons.

## **Can you really just move 50 or more nuclear weapons?**

It'd be smart to move the weapons before Turkish-American relations collapse. A withdrawal would probably best be done quickly and covertly after the American-led coalition captures Raqqa, Syria, from the Islamic State.

## **Would this be a wake-up call to Mr. Erdogan? Or simply end the two nations' alliance?**

NATO is a consensus organization, and Turkey could make mischief by thwarting its decision-making. It could also withdraw from the alliance. But Turkey has prospered as a NATO member. That means it is likely to be the big loser if it forsakes the West for, say, closer ties with Russia. Mr. Erdogan needs to face up to the reality that the problem, like the provocations, are not NATO's but his. He still has time to mend his ways.

# Iraqi-Kurdish Clash in Kirkuk Opens Door to More Iranian Influence

Iraqi Kurdistan's referendum sparked a showdown with Baghdad, leaving Washington fighting the Islamic State and Tehran taking advantage.

By Robbie Gramer, Paul McLeary  
October 16, 2017  
<http://foreignpolicy.com>

The United States is scrambling to defuse tensions between two allies in the fight against the Islamic State that have turned on each other, leaving its Iraq policy in disarray and opening the door for greater Iranian influence in the country.

On Sunday night, U.S.-armed and -trained Iraqi government forces clashed with U.S.-armed and -trained Kurdish forces in the disputed city of Kirkuk. By Monday, Iraqi forces had reclaimed the city, a military base, the airport, and major oil fields nearby while thousands of Kirkuk residents fled north.

U.S. Defense Department officials quickly tried to downplay the severity of the overnight clashes, saying they were simply caused by a “misunderstanding” between the two sides. One military officer told Foreign Policy that reports of fighting have been overblown by “extreme” elements on both sides, and aside from the weekend firefight, “things have been relatively coordinated.” (The Pentagon later tried to characterize the movement as a fight against the Islamic State.)

While the fighting stopped, the war of words continued. The Iraqi government in a statement Monday blamed some Kurds for carrying out a “concerted misinformation campaign” to “cover up their sinister actions” to disrupt Iraqi security forces sent in to take possession of the installations in Kirkuk.

Meanwhile, a senior official in the Kurdistan Regional Government (KRG) tweeted Monday that the government of Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi “will pay a heavy price” for the move.

Top U.S. administration officials think the Islamic State and Iran will be the biggest beneficiaries if the showdown continues. “All sides need to stand down and refrain from any further provocative or escalatory actions. The biggest winners from further tensions would be ISIS and [Iran’s] Islamic Revolutionary Guard Corps — an outcome we should all want to avoid,” a National Security Council spokesperson told FP, using an acronym for the Islamic State.

Iran has used the confrontation to deepen its involvement in Iraqi politics. Iranian-backed militias joined the troops Baghdad sent to Kirkuk, and reports emerged that the head of Iran’s Quds Force, Qassem Suleimani, was entering Kirkuk to hold talks with Iraqi Kurdish



Iraqi forces advance toward the center of Kirkuk during an operation on Oct. 16. (AFP/Getty Images)

officials.

Some experts expect that the Iranian support for Baghdad in the fight over Kirkuk will rebound to Tehran’s benefit. The Institute for the Study of War, a Washington-based think tank, forecast greater Iranian influence within the Iraqi government and greater popular support for Iran-backed candidates for Iraq’s elections, slated for next spring.

The clashes and the heated rhetoric underscore the depth of ill will between Baghdad and Erbil, the seat of the KRG, since Iraqi Kurdistan carried out an independence referendum on Sept. 25 despite a chorus of protests from Baghdad, Washington, and European allies.

The United States, which took a hands-off approach to the brewing crisis in the wake of the referendum, seems inclined to keep aloof from what many see as an internal Iraqi political fight.

The United States is “not taking sides” in the conflict, President Donald Trump said Monday, while the U.S. Embassy in Baghdad echoed the Pentagon’s focus on the counterterrorism fight.

“ISIS remains the true enemy of Iraq, and we urge all parties to remain focused on finishing the liberation of their country from this menace,” the embassy said in a statement released Monday. A State Department spokesperson told FP that U.S. officials are working with all sides to de-escalate tensions.

But that’s a tall order, too. Kurdish leaders seethe about some top U.S. diplomats — especially Brett McGurk, the administration’s point man for the fight against the Islamic State — feeling they are too ready to side with the government in Baghdad. And some Kurds, who were

instrumental in halting the Islamic State’s 2014 offensive and in the fights ever since to reclaim territory, feel Washington is tossing them aside now that the danger is past. Kurdish officials are still waiting for a \$300 million military aid package the Trump administration promised in April but which has yet to arrive.

Some top lawmakers had harsher words for Baghdad, especially given the amount of U.S. military aid that had been earmarked for the campaign against the Islamic State.

“Make no mistake, there will be severe consequences if we continue to see American equipment misused in this way,” Sen. John McCain (R-Ariz.), the chairman of the Senate Armed Services Committee, said in a statement released Monday.

The showdown between Iraq’s central government and the restive northern region represents a diplomatic failure for Washington, said Michael Knights of the Washington Institute for Near East Policy.

After Kurdish officials announced this summer that they would hold the controversial referendum — bucking U.S. policy in support of a unified Iraq — Washington was slow to respond, only attempting an 11th-hour mediation when it was already too late. Now, a key U.S. military partner is at loggerheads with another, all while rival Iran is taking advantage of the disarray to make further inroads into Iraq.

“U.S. policymakers need to focus on these kind of issues before they become a crisis, not during a crisis,” Knights said. “Prevention is better than the cure.” ♦



Iraqi forces entering oil fields in Kirkuk, Iraq, on Monday. Kurdish government leaders and military commanders have vowed to fight any attempt to reclaim control of the area.

# Iraqis move in on Kurd-held city

KIRKUK, IRAQ

U.S. officials call for calm as military operation to reclaim Kirkuk begins

BY DAVID ZUCCHINO

Iraqi state television said early Monday that Iraqi forces had begun an operation to seize the Kurdish-held city of Kirkuk and its surrounding oil fields, despite weeks of urgent efforts by the United States to keep tensions between its allies from boiling over into another war in the Middle East.

In a brief statement released to the state-run network, Iraq's prime minister, Haider al-Abadi, ordered troops to impose security in the area "in cooperation with the people of Kirkuk and the pesh merga," or Kurdish fighters.

State-run TV said the initial assault by Iraqi troops, counterterrorism forces and federal police did not encounter resistance as they sought to reclaim areas seized by Kurdish forces in 2014. But there were unconfirmed reports of clashes with the pesh merga, who maintain defensive lines around Kirkuk and the oil fields.

Military sources also reported exchanges of artillery fire, but those reports could not be confirmed.

The Iraqi military operation would be the first use of military force by the government in Baghdad in response to an independence vote last month by the autonomous Kurdish region in northern Iraq.

Both the Iraqi Army and the pesh merga have been trained and equipped by the United States as part of the American-led coalition battling Islamic State militants in the country. But the other major players in the conflict — the Shiite militias that make up a considerable amount of Iraq's fighting strength — have largely been trained and supported by Iran.

In Washington, the Pentagon urged "all actors" in the region to focus on battling Islamic State militants and to avoid provoking disputes among Iraqis, Reuters reported.

It was unclear whether American troops were in the area Monday morning. A spokesman for the coalition in Baghdad did not immediately respond to a request for comment. There was no immediate response from the American Embassy in Baghdad.

The United States has provided intelligence, special operations forces, weapons, airstrikes and artillery to Iraqi

forces battling Islamic State militants in the area, and have similarly backed Kurdish forces in that fight.

Kurdish government leaders and military commanders had vowed to fight any attempt by Iraqi forces to reclaim control of the Kirkuk area, which was captured by Kurdish forces after Iraqi troops fled an assault by Islamic State militants in 2014.

Hemin Hawrami, a spokesman for the president of the Kurdish region, Masoud Barzani, wrote on Twitter that pesh merga soldiers had destroyed four government Humvees and had twice repelled a government attack in a district south of Kirkuk. Those statements could not be confirmed.

In one Twitter post, Mr. Hawrami accused Mr. Abadi of using military force "to settle political issues."

Mr. Abadi had demanded that Kurdish leaders surrender control of Kirkuk, the oil fields and other disputed areas that fell under Kurdish control three years ago. He repeatedly said in recent days that his government had no plans to attack Kurdish forces defending the Kirkuk area. On Friday, Mr. Abadi posted on Twitter that media reports of an imminent assault were "fake news."

Kurdish leaders have said that Baghdad moved large number of troops to confrontation lines south of Kirkuk after the coalition drove Islamic State militants on Oct. 5 from their last major urban stronghold in Iraq: the city of Hawija, about 40 miles southwest of Kirkuk.

The independence vote, in a referendum held Sept. 25, strained relations not only between Kurdish authorities and Baghdad, but between the Kurds and the United States. The United States government had adamantly opposed the referendum, saying it would undermine the fight against Islamic State mili-

tants, foment ethnic divisions and create instability in Iraq.

Mr. Barzani rejected an American proposal last month to cancel the referendum and enter negotiations with Baghdad facilitated by the United States.

The referendum, which was nonbinding, was opposed by every country in the region except Israel. Kurdish authorities said the measure passed with a nearly 93 percent "yes" vote for independence.

On Sunday night, Mr. Abadi accused Kurdish leaders of bringing fighters from the Kurdistan Workers' Party in Turkey into Kirkuk, calling it "a declaration of war against the rest of Iraq and its federal forces." He provided no evidence. The United States and European Union list the group, which is known as P.K.K. and is active near the Turkish border, as a terrorist organization.

Najmaldin O. Karim, a Kurd who is governor of Kirkuk Province, said in response to Mr. Abadi's statement: "That's absolutely not true. I deny it." Mr. Karim said a few Iraqi Kurds who sympathize with the P.K.K.'s goals had

arrived in Kirkuk over the weekend. But he said that they were not P.K.K. members or fighters, and that they were not armed.

For his part, the president of the Kurdistan Regional Government, Masoud Barzani, offered late on Sunday to nego-

tiate with Baghdad on Kirkuk and other issues, without conditions.

Mr. Abadi has said he will not negotiate unless the Kurds annul the referendum results.

Tensions were already high on Saturday night after news reports said Iraqi forces had issued a 2 a.m. Sunday deadline for Kurdish forces to withdraw from contested areas or face unspecified consequences.

Officials in Kirkuk called the reports false.

In the weeks before, the Iraqi government moved to squeeze the landlocked region, shutting down overseas flights to two international airports. Late Sunday, Iraq's foreign ministry announced that Iran, at Iraq's request, had closed its borders with Iraq near the Kurdish region.

Both sides were clinging to hardened positions.

On Sunday in Dibis, about 30 miles northwest of Kirkuk, Kurdish soldiers filed in and out of a command post near oil fields that emitted black smoke from gas flares. The Kurdish region exports about 550,000 barrels of oil a day, including oil from fields near Kirkuk, earning about \$8 billion annually.

Kamal Karkokly, the Kurdish commander for the Dibis area, said he expected an attack by government forces at any time.

"This is a very dangerous situation," he said, sitting below a detailed military map of the region. "If they try to attack, the result will be bad for them and for us, and for the whole region."

The mayor of Dibis, Abdullah al-Salihy, said that oil fields outside the town were protected by a brigade of pesh merga, but that he still fears an Iraqi military attack. If that happens, he said, he will join the pesh merga. "Everybody here carries their weapons home with them at night," he said.

*Falih Hassan contributed reporting.*

## Les deux grands partis kurdes en guerre ouverte

Après la déroute des peshmergas à Kirkouk, l'UPK et le PDK s'accusent mutuellement de vol, d'autoritarisme et de trahison.

Abdallah IBRAHIM/AFP  
18/10/2017

<https://www.lorientlejour.com>

Les deux grands partis kurdes irakiens sont entrés en guerre ouverte après le succès des forces irakiennes face à leurs combattants à Kirkouk, plusieurs cadres de l'Union patriotique kurde (UPK) accusant le président du Kurdistan irakien de « vol ». Entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, président de la région autonome, et l'UPK, créé par Jalal Talabani, récemment décédé, la rancœur est ancienne. Ils se sont même combattus dans les années 1990. Et le référendum sur l'indépendance tenu le 25 septembre au Kurdistan irakien a remis le feu aux poudres.

Cette consultation a été « imposée par la force », affirme Ala Talabani, députée de l'UPK au Parlement de Bagdad, alors que le président Barzani a refusé de prêter l'oreille à ceux parmi les Kurdes qui

proposaient un report de ce référendum et des négociations sous l'égide de l'ONU, comme aux propositions de médiation du président irakien, le Kurde Fouad Massoum. « Pendant que nous étions occupés à protéger le peuple kurde, Massoud Barzani s'activait à voler le pétrole et à renforcer son influence », accuse Lahour Cheikh Zengi, chef du contre-terrorisme kurde dans la région de Souleimaniyeh, fief de l'UPK. « À partir de maintenant, nous ne sacrifions plus nos fils pour le trône de Massoud Barzani », ajoute-t-il.

Chef du PDK fondé par son père, Massoud Barzani a été élu à la présidence de la région autonome en 2009. Son mandat de quatre ans avait été prolongé de deux ans par le Parlement régional en 2013. Il a, ensuite, continué d'occuper cette fonction, l'activité de cette assemblée étant gelée en raison de disputes politiques. Devant l'opposition résolue de ses adversaires, il a affirmé ne pas vouloir se

représenter à la présidence, mais après le référendum, il a créé la Direction politique du Kurdistan, dont il a pris la gérance. Par le biais de cet organe censé « gérer les conséquences du scrutin et les relations avec Bagdad et les pays voisins », M. Barzani cherche à garder la haute main sur la région autonome, selon ses détracteurs.

### TRAHISON

Les dirigeants de l'UPK ont le sentiment qu'à cause de la maladie de son adversaire Jalal Talabani, victime d'un AVC en 2012 et décédé début octobre, Massoud Barzani a pris seul toutes les décisions.

Face à son refus de remettre en cause le référendum et de rendre à Bagdad les infrastructures que les combattants kurdes avaient prises à l'armée durant l'offensive éclair du groupe État islamique en 2014, notamment dans la région disputée de Kirkouk, qui dépend en théorie de Bagdad, l'UPK a alors négocié en secret avec le Premier ministre irakien Haïder al-Abadi. « Certains

de nos dirigeants ont coopéré au redéploiement des forces gouvernementales à Kirkouk », qui a débuté dans la nuit de dimanche à lundi, a ainsi affirmé un haut responsable de l'UPK à Kirkouk. « Ils ont facilité leur entrée sans heurts », a-t-il ajouté. « M. Abadi avait prévenu, la veille du référendum, qu'il donnerait l'ordre d'entrer dans Kirkouk (...), mais des dirigeants kurdes ont ignoré ces avertissements », a-t-il encore dit. « En outre, le PDK et le ministère des peshmergas (combattants kurdes) ne se sont pas préoccupés des combattants (de l'UPK) basés dans le sud de Kirkouk et ne leur ont pas fourni l'armement nécessaire », a précisé ce responsable.

Selon un haut gradé kurde engagé sur le front sud, des combattants kurdes se sont ainsi retirés de certaines positions après « qu'une dizaine de peshmergas eurent été tués ». « Nous disions depuis des jours que nos équipements ne suffiraient pas, mais nous n'avons pas été écoutés », a dit ce haut gradé.

De son côté, le commandement peshmerga à Erbil a accusé « certains responsables de l'UPK » d'avoir « trahi et aidé au complot ». « Les médias de Massoud Barzani nous accusent », rétorque Ala Talabani, mais « personne ne sait où est l'argent des puits de pétrole que le parti de Barzani contrôle depuis juin 2014 ». ■

# A Kirkouk, Bagdad écrase le rêve kurde



LUIS LEMA / 16 OCTOBRE 2017  
letemps.ch

**En quelques heures, les troupes irakiennes se sont emparées de la grande ville revendiquée par les Kurdes d'Irak. Le rêve d'un Etat indépendant est renvoyé aux calendes grecques**

Le représentant du gouvernement kurde irakien en France, Ali Dolamari, n'a pas de mots assez forts: «La guerre ne fait que commencer. Nous allons nous cacher dans les montagnes et lancer des opérations dont vous n'avez pas idée. Le dialogue n'a plus aucun sens.» Pour les Kurdes d'Irak, c'est peu dire que la défaite est amère. C'est comme si, en quelques heures, tout était à refaire.

Les rumeurs bruissaient depuis quelques jours. Lundi, en moins d'une journée, les forces pro-irakiennes, dont le service de contre-terrorisme de l'armée entraîné par les Etats-Unis ainsi que des milices irakiennes, ont pris sans coup férir le contrôle d'une grande partie de la ville de Kirkouk, dans le nord-est de l'Irak. Le 25 septembre dernier, les Kurdes d'Irak avaient massivement participé à un référendum visant à obtenir l'indépendance, y compris dans les régions «disputées», dont Kirkouk est la plus importante.

La réponse de Bagdad a été cinglante: en quelques heures, ses

forces se rendaient maîtresses d'une importante base militaire (dite K-1) mais aussi des principaux champs pétroliers de la région, puis de l'aéroport, du siège du gouverneur et des principaux axes routiers. Les drapeaux kurdes qui ornaient les bâtiments publics ont été remplacés par les emblèmes irakiens. La messe est dite.

## RÉSISTANCE PRESQUE NULLE

La débânde est d'autant plus sévère pour les autorités kurdes que tout cela s'est passé pratiquement sans aucune résistance. Kirkouk, jusqu'ici, était aux mains du clan kurde des Talabani, le grand rival des Barzani, dont est issu le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani. Les Talabani (qu'une guerre civile a déjà opposés aux Barzani) étaient entrés à reculons dans l'aventure du référendum, voulue par le président. Face au courroux de Bagdad, ils semblent avoir choisi leur camp. «Il va falloir nettoyer les rangs, s'étrangle Ali Dolamari. Pour notre part, nous sommes prêts à nous battre.»

Considérée comme partie intégrante du «Kurdistan historique», Kirkouk est cependant peuplée aussi d'importantes minorités arabes et turkmènes. La ville ne fait pas partie de la région autonome kurde au sein de l'Irak et relève officiellement de l'Etat central. Cependant, elle a été conquise de haute lutte par les pesh-

mergas kurdes (combattants) qui se sont affrontés aux djihadistes de l'organisation Etat islamique au prix de centaines de morts, en 2014.

## FUITE DE MILLIERS DE CIVILS KURDES

Lundi, les civils kurdes fuyaient par milliers l'avancée des forces irakiennes en direction d'Erbil, la capitale de la région kurde. De leur côté, des Irakiens arabes, inquiets devant la perspective d'un Kurdistan irakien indépendant, accueillaient les Irakiens en libérateurs. La population arabe de Kirkouk est d'autant plus importante que des dizaines de milliers d'Irakiens ont fui ces dernières années la progression de l'Etat islamique. Soumis à l'autorité kurde, ils étaient l'objet de toutes les brimades.

Le coup de force du premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, n'aurait de toute évidence pas pu se dérouler sans le consentement tacite des Américains, qui combattent l'Etat islamique aux côtés des forces irakiennes. «Dans toutes les zones «disputées», nous soutenons une reprise en mains pacifique de l'autorité fédérale, en accord avec la Constitution irakienne», faisait-on savoir du côté de Washington. Alors que les Etats-Unis se sont largement appuyés jusqu'ici sur les peshmergas kurdes pour combattre les djihadistes de l'Etat islamique, le désaveu pouvait difficilement être plus cinglant.

**Le Kurdistan est coincé entre trois imposantes civilisations que sont les Turcs, les Iraniens et les Arabes**

«Massoud Barzani voulait rester dans l'histoire comme celui qui offrirait à son peuple un Etat indépendant. Mais il a très mal évalué la situation», juge au téléphone Sardar Aziz, un analyste kurde, conseiller du chef du Parlement kurde irakien, Yousif Sadiq. «Le président savait qu'il était pratiquement impossible de s'opposer à son idée d'organiser un référendum sur cette question. Mais il a choisi une très mauvaise voie. Il aurait dû chercher des appuis aux Nations unies, en référer au Conseil de sécurité. A présent, il se trouve face à un Kurdistan divisé et sans soutiens étrangers. Il faudra sans doute attendre l'arrivée d'une nouvelle génération pour réparer son erreur.»

Aujourd'hui, à la perspective d'un regain de tension entre le clan des Talabani (qui dirigent le parti de l'Union patriotique du Kurdistan, PUK) et celui des Barzani (Parti démocratique du Kurdistan, PDK), s'ajoute la fin de tout soutien étranger. «Le Kurdistan est coincé entre trois imposantes civilisations que sont les Turcs, les Iraniens et les Arabes. En l'absence de Kirkouk, de ses richesses et de son importance historique, un Kurdistan irakien n'a aucune chance de voir le jour. Le pays est amputé du jour au lendemain de 45% de son territoire», insiste Sardar Aziz.

## «LA GUERRE EST DÉCLARÉE»

Un constat qui n'ébranle pas Ali Dolamari, le représentant du gouvernement kurde: «Nous avons été naïfs en jouant les médiateurs en Irak. Mais désormais, c'est terminé. Un Etat fédéral irakien, c'est fini. La guerre est déclarée, non seulement entre Erbil et Bagdad, mais aussi entre les peuples. Maintenant, la guerre est déclarée entre les Kurdes et les Irakiens.» ♦

AFP

## Dix combattants kurdes tués dans les combats nocturnes contre les forces irakiennes

Souleimaniyeh (Irak), 16 oct 2017 (AFP)

**DIX PESHMERGAS** ont été tués et 27 autres blessés lors des combats nocturnes entre les forces kurdes et les unités paramilitaires du Hachd al-Chaabi, dans la province de Kirkouk, a indiqué lundi un responsable kurde.

Sherzad Hassan, directeur-adjoint de la Santé dans la région de Jamjamal, a fourni ce bilan uniquement pour les hôpitaux de sa zone. Selon des responsables kurdes, des dizaines de combattants kurdes (peshmergas) sont portés disparus, et des combattants tués ont pu être transférés vers différents établissements. ●

# Syrie : Raqqa, le fief de Daech, est tombée



Une image montre un étendard d'Abdullah Öcalan au centre de Raqqa

Texte par FRANCE 24 Avec AFP 17/10/2017  
<http://www.france24.com/>

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont achevé mardi la reconquête de Raqqa, l'ancienne capitale autoproclamée du groupe État islamique (EI) en Syrie.

Raqqa libérée. L'ex-capitale de l'organisation jihadiste État islamique (EI) en Syrie est tombée entièrement mardi 17 octobre aux mains de forces soutenues par les États-Unis après plusieurs mois de combats dévastateurs.

La chute de Raqqa, annoncée par un porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), représente un revers de taille pour le groupe ultraradical qui a vu son "califat" presque s'écrouler en Syrie et en Irak voisin à la suite de multiples offensives pour la déloger des régions conquises depuis 2014.

L'armée américaine a confirmé que 90 % de la ville de Raqqa avait été reprise des mains

du groupe EI. De son côté, les FDS ont annoncé que les combats étaient terminés et qu'une opération de sécurisation de la ville était en cours.

"Tout est fini à Raqqa (...). Il y a actuellement des opérations de ratissage pour éliminer les cellules dormantes, si on en trouve, et pour déminer la ville", a-t-il ajouté. Selon lui, les FDS doivent "publier un communiqué officiel pour annoncer la libération de la ville".

Mardi, les FDS ont reconquis un hôpital et un stade municipal dans le centre de Raqqa, les deux derniers réduits dans lesquels étaient retranchés plusieurs dizaines de jihadistes étrangers.

## Raqqa, ville symbole

Raqqa était devenue le symbole des pires atrocités commises par l'organisation jihadiste, qui y aurait planifié les attentats sanglants ayant frappé plusieurs pays, notamment en Europe.



© Bulent Kilic, AFP | Des membres des Forces démocratiques syriennes (FDS) à Raqqa le 17 octobre 2017.

Lundi soir, les FDS ont annoncé avoir "totalement libéré" le tristement célèbre rond-point d'Al-Naïm, où l'EI menait ses exécutions lorsqu'il était encore maître de la ville. "Les jihadistes s'étaient retirés depuis deux semaines de ce rond-point, mais les FDS n'étaient pas parvenues à le contrôler, car il était miné", selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Ces derniers jours, en vertu d'un accord négocié par des responsables locaux et des représentants tribaux, les derniers civils pris au piège ont pu être évacués et les jihadistes syriens ont été autorisés à quitter la ville, selon les FDS.

Quelque 275 jihadistes syriens et leurs familles avaient été évacués. Il n'était pas possible dans l'immédiat de savoir s'ils avaient été autorisés à rejoindre d'autres régions aux mains de l'EI.

## Les revers de l'organisation État islamique

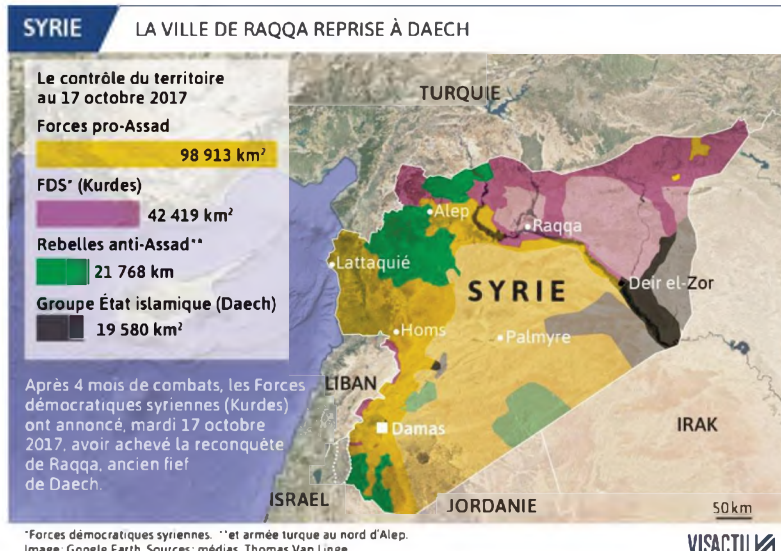
La coalition internationale emmenée par Washington a inlassablement répété que les combattants étrangers ne seraient pas autorisés à quitter Raqqa. "La dernière chose que nous voulons, c'est que les combattants étrangers soient libérés et qu'ils puissent retourner dans leur pays d'origine et causer plus de terreur", assurait dimanche le porte-parole de la coalition, le colonel américain Ryan Dillon.

Depuis des mois, l'organisation ultraradical subit revers après revers en Syrie et en Irak, sous le coup des offensives soutenues par la Russie ou par les États-Unis.

Dans la province de Deir Ezzor (est), voisine de Raqqa, les jihadistes sont aussi confrontés à deux offensives distinctes : d'un côté les forces du régime syrien, soutenues par l'aviation russe, de l'autre les FDS, appuyées par la coalition internationale.

Les forces prorégime ont réussi à reconquérir de vastes territoires entre la capitale provinciale de Deir Ezzor et la ville de Mayadine, sur la rive Est du fleuve de l'Euphrate, a annoncé mardi l'OSDH.

Déclenché en 2011 par la répression gouvernementale de manifestations pacifiques, le conflit en Syrie s'est complexifié avec l'implication de pays étrangers et de groupes jihadistes, sur un territoire de plus en plus morcelé. Il a fait plus de 330 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés. ♦



# Les milices chiites et les pechmergas se disputent aussi le pays yazidi

CHARLES THIEFAINE  @chthiefaine  
SINJAR

À LA CIME d'une crête abrupte du mont Sinjar, le temple yazidi Chil Mèran, - les quarante hommes - domine la plaine grise parsemée de taches vertes. Une brise fraîche se heurte à la pointe de ce lieu sacré qui se dresse vers le soleil depuis des siècles. La vue vertigineuse donne à voir les mujammaa, villages fondés sous Saddam Hussein en 1975 pour regrouper et contrôler les populations rurales de la région tout en les dépossédant de leur terre. Au nord, on voit Borek, Sinoni, Duhula, Gubal, le territoire kurde contrôlé par les pechmergas. Au Sud, Tall Qasap, Tall Banat, Gerzere et le district irakien d'al-Baaj aux mains des milices chiites al-Hachd al-Chaabi, rattachées au gouvernement fédéral irakien.

« Nous contrôlerons l'ensemble de la montagne dans les six mois à venir », lance Khal Ali, commandant du bataillon Lalish, milice yazidie affiliée à l'organisation paramilitaire chiite soutenue par l'Iran. Il poursuit avec une autorité naturelle : « Sinjar, ce n'est pas la Syrie, ce n'est pas le Kurdistan, c'est l'Irak. » La veille, Qaïs al-Khazali, fondateur et commandant d'Assaïb Ahl al-Haq, autre milice chiite déclarait : « Nous sommes prêts à combattre à Kirkouk, à Sinjar et dans toute la plaine de Ninive. »

Pour le moment, les miliciens du bataillon Lalish se tiennent face aux autorités fidèles au Kurdistan. « Nous entretenons de bonnes relations », prétend un pechmerga yazidi posté à quelques dizaines de mètres du check point irakien de Tall Qasap. « Nous sommes tous yazidis. Il n'y aura pas de combats entre nous. Ils quitteraient les Hachd s'ils avaient l'ordre de nous attaquer », ajoute-t-il. Khal Ali, vêtu d'un treillis militaire dans sa maison à Khanassor, au nord de la montagne, raconte qu'il a été le premier Yazidi à rejoindre les milices chiites. Aujourd'hui, il est aux commandes d'une unité de 400 combattants et considère le gouvernement kurde et les Yazidis qui ont voté en faveur de l'indépendance du Kurdistan comme ses adversaires. « J'appartiens au gouvernement central maintenant. Et ce camp revendique un territoire », explique-t-il d'un ton impassible. De son côté, Qassim Shesho, commandant en chef des pechmergas du Sinjar, s'inquiète : « Le référendum a accentué les tensions avec al-Hachd al-Chaabi. Ils ne veulent pas d'un Kurdistan indépendant, c'est évident. Mais pour l'instant, ce ne

sont que des menaces. »

Le 25 septembre dernier, 92 % des Yazidis, au Sinjar et dans les camps de déplacés, ont voté « oui » au référendum pour l'indépendance du Kurdistan. Un score qui reflète peu les craintes qui subsistent dans l'esprit des habitants de la région. « Je ne fais plus confiance, ni aux Kurdes, ni aux Irakiens. Mais à choisir je préfère que Sinjar soit rattaché au gouvernement central. En 2014, j'ai vu les pechmergas fuir et laisser des Yazidis sur le bord de la route », raconte un agriculteur, en montrant le chemin emprunté qui traverse les montagnes devant ses terres.

« Nous sommes tous yazidis. Il n'y aura pas de combats entre nous »

KHAL ALI, COMMANDANT D'UNE MILICE YAZIDIE

Au Sinjar, les événements du 3 août 2014 sont omniprésents. Ce jour où les djihadistes de l'État islamique (EI) ont perpétré une tentative de génocide, tuant entre 1 500 et 3 000 Yazidis et enlevant des milliers de femmes et d'enfants, est gravé sur les murs dans les villages, les carcasses de voitures et les citernes vides. Un sentiment d'abandon réside à l'encontre des pechmergas qui avaient alors quitté les lieux précipitamment laissant, à la merci des djihadistes, la population qui se réfugia en un gigantesque exode dans les montagnes puis dans les camps de déplacés du Kurdistan.

Aujourd'hui quelques familles restent peu à peu. Certaines attendent toujours que les villages du sud, contrôlés par les al-Hachd al-Chaabi, soient déminés. « Nous ne pouvons pas encore rentrer chez nous. Ils (al-Hachd al-Chaabi, NDLR) nous ont dit que notre village, Gerzere, n'était pas encore sécurisé », s'impatiente un ancien peintre en bâtiment au chômage. En attendant l'homme raconte qu'il loge dans une maison dont le propriétaire est resté au Kurdistan.

La reconstruction de la ville est au point mort. Il y a moins d'une dizaine de générateurs, chacun pouvant alimenter en électricité une centaine de familles. « Celui-ci, peut produire 500 ampères en continu », raconte un habitant de Sinjar chargé de récolter l'argent des bénéficiaires, acheter du fuel et s'assurer du bon fonctionnement des machines. « Nous en sommes à 472 et des familles demandent à se brancher quotidiennement. Bagdad et Erbil se renvoient mutuellement la responsabilité et personne n'agit », s'indigne-t-il.

Ni les écoles, ni les dispensaires n'ont été reconstruits dans la ville de Sinjar, libérée en novembre 2015. En attendant, les enfants assistent à deux heures de leçons d'anglais par jour dans des centres d'éducation gérés par des Organisations non gouvernementales (ONG). Les habitants de Sinjar doivent retourner au Kurdistan pour recevoir des soins dans des hôpitaux. Et l'eau manque toujours terriblement. « Le peu d'infrastructure d'adduction d'eau a été endommagé par les récents combats. Le Sinjar a toujours été en marge des plans d'aménagement du territoire. Son statut de territoire disputé a longtemps bloqué les réalisations comme l'interruption du projet d'irrigation du nord de la plaine de l'al-Jazira aux frontières du district », explique Juliette Duclos-Valois, doctorante en anthropologie à l'EHESS, spécialiste du Sinjar.

S'ajoute à ce tableau, la territorialisation des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK). Après avoir ouvert un corridor pour permettre l'échappée de la population en 2014, puis, avoir participé à la libération de Sinjar en 2015, les combattants ont fondé une milice yazidie, les YBS, qu'ils entraînent toujours tout en recrutant d'autres combattants. Celle-ci contrôle le village de Khanassor, un accès direct au Rojava, le Kurdistan syrien, contrôlé par une autre branche du PKK, les YPG. La Turquie a bombardé déjà plusieurs fois le secteur et la proximité entre les check points accentue le risque d'affrontements. Deux combattants d'al-Hachd al-Chaabi sont morts après avoir tenté de franchir un poste de contrôle PKK-YBS, il y a quelques semaines. « Nous ne laisserons personne empiéter sur notre territoire », dit Sarhat, combattant PKK posté devant un mémorial érigé en hommage aux martyrs : une base de l'organisation pilonnée par la Turquie en avril dernier. Une détonation de TNT retentit plus haut dans la montagne. Des talus de pierre blanche trahissent les activités de l'organisation kurde qui creuse de nouveaux tunnels.

Au crépuscule, des enfants jouent au football au bord d'une route endommagée au pied de la montagne et à deux pas des postes de contrôle des différentes forces occupantes. Malgré l'insouciance apparente, tous les chefs militaires de la région s'accordent à penser que Sinjar est avant tout une zone disputée et que le sort de la population n'est pas la priorité. « Un terrain de bataille » selon Qassim Shesho ou un « jeu politique » décrit Khal Ali, dont les Yazidis sont les grands perdants. ■



# Kurdish forces abandon long-held lands to Iraqi army and Shia fighters

Fall of Kirkuk a day before gave impetus to capitulation across northern Iraq, with Baghdad-backed forces facing no resistance



A Peshmerga rests on the side of the Hawler - Kirkuk road after his unit fled Kirkuk, following a military operation by the Iraqi Army and Hashd al-Shaabi units to retake the city of Kirkuk. Photograph: Achilleas Zavallis for the Guardian



Civilians walk past Iraqi and Turkmen flags hanging from the side of the Citadel in the centre of Kirkuk. Photograph: Achilleas Zavallis for the Guardian

**Martin Chulov in Kirkuk 17 October 2017**  
<https://www.theguardian.com>

Kurdish forces have abandoned lands they had controlled since the fall of Saddam Hussein in 2003, allowing Iraqi troops to move into disputed areas that had been central to hopes for an independent Kurdistan with expanded borders.

In a stunning collapse, peshmerga units loyal to the de facto Kurdish president, Massoud Barzani, pulled out of the towns of Bashiqa, Khanaqin and Sinjar less than a day after surrendering the city of Kirkuk to the Iraqi military and allied Shia forces.

The withdrawals on Tuesday shattered ambitions to use a referendum on independence held on 25 September to consolidate a Kurdish hold on towns seized in the three-year war against Islamic State.

Less than three weeks later, the poll has had the opposite effect, stripping away the extra 40% of land – up to 36,000 sq km (14,000 sq miles) – its leaders had claimed and showcasing an intractable divide between the region's two rival power bases.

The rapid fall of Kirkuk gave impetus to the capitulation across northern Iraq, with forces loyal to Baghdad sweeping unopposed into areas that military leaders thought they would have to fight for.

Instead, Iraqi troops found empty streets, shuttered shops and primitive roadblocks, which were quickly cleared, before the relaxed arrivals took up their new positions.

Barzani, who has acted as president for the past two years, made his first statement since the surrender of Kirkuk, claiming the defeat did not mean the end of the independence project that he had championed.

"The loud voices you raised for the independence of Kurdistan that you sent to all nations and world countries will not be wasted now or ever," he said in a statement.

"What happened in Kirkuk city was the result of unilateral decisions of some persons within a certain internal political party of Kurdistan, which

eventually led to the withdrawal of the Peshmerga forces, as was seen."

On the northern entrances to Kirkuk, a day after the rout, senior peshmerga officers appeared stunned by what had taken place. Few agreed to be interviewed as they set up new defences 25 miles away from the city.

Diggers gouged trenches in scorched brown earth, and bulldozers piled dirt into hilltop berms, while others cleared mounds on roads that had been intended to stop Iraqi advances.

Gen Gazi Mala Salih, the director of Iraqi Kurdistan's finance ministry, who acts as a senior officer, described the collapse of the city as a "truly historic betrayal" by allies and Kurds alike.

Sitting with other senior officers near one of the new positions, he said: "If you go back through the French Revolution and American history, self-determination has been a basic right.

"We had strong cards to play – 92.7% is the overwhelming support of people. The US, Britain and western powers are not faithful allies.

"They are lying to themselves and their people and they are betraying their principles. They should feel shame for the rest of their histories for not supporting us.

"I will be honest: I am ashamed to be an Iraqi. The Kurds provided a shield of 1,500 kilometres to protect the world from Isis, and this is what we get for our sacrifice."

In Erbil – the centre of Barzani's power base – the spectre of Iranian involvement in the attack on Kirkuk is a dominant theme.

There are also claims that Bafel Talabani, the son of the late leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) bloc, allied with the Iranian general Qassem Suleimani to withdraw from the city.

Kirkuk's defences collapsed after peshmerga units loyal to a faction of the PUK withdrew, allowing Iraqi forces easy access to the southern half of the city.

Using a historical pejorative to describe Iran, Mala Salih said: "If the Safavid empire [the ruling dynasty in Iran from 1501 to 1722] is going to rise and rule our region, there is no difference between

the turbans in Tehran and Najaf, and those of Isis. If I don't accept Isis, I won't accept them either."

Addressing the intra-Kurdish dispute, which is at its most pronounced since the Kurdish civil war 20 years ago, he said: "If a tree doesn't have a worm in it, it can live for 1,000 years."

In the Kurdish districts of Kirkuk in the north of the city, all shops remained closed on Tuesday and streets were largely empty, except for drivers who had queued with their cars in long lines outside fuel stations.

Panic-buying has suddenly become common, with locals believing the Iraqi seizure of Kirkuk will lead to a reduced oil supply to Erbil in particular.

Waiting in a fuel queue, Peshtivan Aziz, 31, said: "It was the Kurds who were divided who let the city fall. It should come back to its people now. This is a total assault on the rightful rulers of the city and it has been taken away from them by force."

Analysis Anti-Isis coalition risks descending into war before caliphate crushed

Hardline response from Iraq and Iran to Kurdish referendum could lead to conflict with potential to destroy unity of Iraqi state

Further south, towards Arab and Turkmen areas of the divided city, some shops were open, and residents mingled easily. Locals walked past Iraqi flags that had been hoisted over Kirkuk's citadel, alongside a Turkmen banner and posters eulogising the late Jalal Talabani, a Kurd who was president of Iraq from 2005 to 2014.

In Sinjar, meanwhile, where the entire Yazidi community were forced into exile in August 2014, the few locals who had returned were wary of the return of Iraqi forces.

Yazidi units from the Popular Mobilisation Forces were first into the town, at the foot of Mount Sinjar, and were later joined by Shia forces.

"They have been fine, so far," said Manal Nadhim, one of few local women to have returned, "but it's more trauma for us. We just want our old life back." ●

# Kurdish forces pull out of Sinjar, hand control over to Iranian militias

By Carlo Muñoz - Tuesday, October 17, 2017  
washingtontimes.com

Kurdish peshmerga units have withdrawn from the heavily contested area of Sinjar in northern Iraq on Tuesday, handing control over the enclave to Iranian-backed paramilitaries tied to Iraq's security forces.

The Kurdish fighters reportedly left the majority Yazidi enclave of Sinjar in northern Iraq's Nineveh province in droves, rather than take on fighters from the Popular Mobilization Units or PMUs — the official designation of the majority Shia militias fighting on behalf of Baghdad.

Peshmerga militiamen "left immediately, they didn't want to fight," Masloum Shingali, commander of the local Yazidi militia in Sinjar, told The Associated Press Tuesday. The loss of

Sinjar comes a day after Kurdish forces handed control of the oil-rich city of Kirkuk back to Iraqi control via the PMUs.

Despite being accused of extrajudicial killings in previous anti-ISIS offensives in Fallujah and Anbar province, Baghdad federalized the PMUs ahead of the campaign to liberate Mosul, Islamic State's Iraqi capital, last October. The Iranian militias also played a key role in the Iraqi offensive in Kirkuk.

The recapture of Sinjar and Kirkuk come weeks after a controversial referendum vote which could set the stage for an independent Iraqi Kurdistan.

Both areas had fallen under the control of the Kurdish Regional Government or KRG after peshmerga forces liberated those territories from Islamic State control in 2014. Iraqi Kurds in both areas overwhelmingly voted in favor of the



independence referendum in September.

KRG President Masoud Barzani said both city would remain under peshmerga protection indefinitely. After the referendum vote, officials in Irbil planned to fold both territories into Iraqi Kurdistan, a move that would expand the border of the semi-autonomous region beyond the lines set within the Iraqi constitution.

Sinjar was the sight of the earliest U.S.-led air operations against ISIS, since the U.S. mission against the terror group began in earnest in 2014. U.S. drones and warplanes launched dozens of airstrikes against ISIS positions, clearing the way for peshmerga forces in the region to escort the besieged Yazidis stranded on Sinjar's mountain ranges to safety. ♦

REUTERS

# Netanyahu lobbies world powers to stem Iraqi Kurd setbacks

October 20, 2017 /Dan Williams / JERUSALEM (Reuters)

**ISRAELI Prime Minister Benjamin Netanyahu is lobbying world powers to prevent further setbacks to Iraqi Kurds as they lose ground to Baghdad's army, Israeli officials say.**

Israel has been the only major power to endorse statehood for the Kurds, partly, say analysts, because it sees the ethnic group - whose population is split among Iraq, Turkey, Syria and Iran - as a buffer against shared adversaries.

Iraqi armed forces retook the oil-rich Kirkuk region this week, following a Sept. 25 referendum on Kurdish independence that was rejected by Baghdad, delivering a blow to the Kurds' statehood quest.

Israeli officials said Netanyahu raised the Iraqi Kurds' plight in phone calls with German Chancellor Angela Merkel last week and with Russian President Vladimir Putin on Wednesday.

It has also come up in his contacts with France and the Israeli national security adviser, Meir Ben-Shabbat, has been discussing the matter with Trump administration officials in Washington this week, the officials said.

A Netanyahu government official, who declined to be named, given the sensitivity of Israel-Kurdish ties, suggested Israel had security interests in Kurdistan, given its proximity to Israel's enemies in Tehran and Damascus.

"This (territory) is a foothold. It's a strategic place," the official said without providing further detail. He said Israel wanted to see Iraqi Kurds provided with the means to protect themselves, adding:

"It would be best if someone gave them weaponry, and whatever else, which we cannot give, obviously."

Israel has maintained discreet military, intelligence and business ties

with Kurds since the 1960s, in the absence of open ties between their autonomous region in northern Iraq and Israel.

Netanyahu's recent lobbying has focused on Kurdish ambitions in Iraq, where the central Baghdad government has grown closer to Israel's foe Iran.

"The issue at present is ... to prevent an attack on the Kurds, extermination of the Kurds and any harm to them, their autonomy and region, something that Turkey and Iran and internal Shi'ite and other powers in Iraq and part of the Iraqi government want," Netanyahu's intelligence minister, Israel Katz, told Tel Aviv radio station 102 FM on Friday.

It was not clear to what extent Netanyahu's outreach may have been solicited by the Kurdish Regional Government (KRG) in northern Iraq, which shies away from public engagement with Israel, worried about further alienating Arab neighbours.

The United Nations has voiced concern at reports that civilians, mainly Kurds, were being driven out of parts of northern Iraq retaken by Iraqi forces and their houses and businesses looted and destroyed.

"The prime minister is certainly engaging the United States, Russia, Germany and France to stop the Kurds from being harmed," Katz said. Another Israeli official, speaking to Reuters on condition of anonymity, framed Netanyahu's efforts as a moral imperative.

"They (Kurds) are a deeply pro-Western people who deserve support," he said. ●





October 18, 2017

# Kurds continue to flee Kirkuk as violence mounts at hands of Hashd al-Shaabi

By Rudaw.net 18/10/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** – Kurdish residents continue to flee Kirkuk, fearing abuse at the hands of the Shiite Hashd al-Shaabi forces, including looting of houses, according to Kurdish officials. Large numbers have headed towards Sulaimani after Hashd forces blocked the route to Erbil.

"Everyone fled. Everyone is scared, saying that the situation is bad. In brief, they are assaulting the Kurds. That is it. Every Kurd fled on foot or by lorries," said a Kirkuk woman who had fled.

"My husband is Asayesh. He is missing. We don't know where he is," she added.

A Kurdish person from inside Kirkuk told Rudaw that Shiite militants have stormed Kurdish neighborhoods such as Rahimawa, Kurdistan, Panja Ali, and some other areas, going door-to-door to inspect houses and separating women from men, thus causing violence and confrontations.

The head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Kirkuk confirmed the reports, but added that some people who fled when the Iraqi

forces first approached the city have now returned.

"Some Hashd al-Shaabi gangsters have stormed Kurdish houses," Aso Mamand, head of the PUK's office in Kirkuk, told reporters from Sulaimani. "But generally, the situation is calm and people have returned."

Interim Kirkuk Governor Rakan al-Jabouri as well as Iraqi army officials and the Kirkuk police chief urged people in a press conference on Wednesday to stay in their homes saying there were no threats to their lives.

Those who have fled disputed his words.

"People wouldn't leave their homes if the situation in Kirkuk was good. Some of my children are in Kirkuk. My thoughts are with them," said an elderly woman who had fled Kirkuk.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said security in the city is under the control of local police supported by the Counter-Terror Service and has ordered all other armed groups to stay out of the city, in a statement Wednesday afternoon.

The security forces are manda-



ted to protect the security and property of all citizens, Abadi said.

An estimated 61,200 people were displaced in the Kirkuk area since the Iraqi forces began their incursion in to Kurdish-controlled areas, the UN stated Tuesday night, noting that many were quickly returning home.

Authorities have confirmed that the majority of displaced families from Kirkuk are already returning to their homes in Kirkuk city," said Lise Grande, the UN's humanitarian coordinator for Iraq. "Most of the families who are still displaced are staying with families and host communities."

She urged all parties to protect civilians.

When Shiite militias and the Iraqi army entered Kirkuk and Peshmerga pulled out, tens of thousands of Kurds abandoned their homes fearing violence at the hands of the Shiites.

Kirkuk city, the capital of the diverse province, has been home to Kurds, Turkmen, Arabs, and other

groups. It came under Peshmerga control in 2014 after the rise of ISIS. Shiite Hashd al-Shaabi and the Iraqi army took over the city on Monday.

Iraqi forces, including the US-trained Counter Terrorism Service and the Hashd, began an attack on Peshmerga-controlled areas south and west of Kirkuk on Sunday at midnight. Monday afternoon, Iraqi forces entered the city of Kirkuk and Prime Minister Haider al-Abadi ordered Iraqi forces to take down the Kurdistan flag in the disputed areas and hoist only the Iraqi banner.

On Tuesday, Iraqi forces continued their advances, taking control of Khanaqin in Diyala province, Shingal and Bashiqa in Nineveh.

The attack by the Iraqi forces ordered by Abadi follows weeks of punitive measures taken by Baghdad against Kurdistan in response to the September 25 independence referendum that saw 92.7 percent of people voting to leave Iraq, despite Iraqi opposition. ■



Small demonstration near to U.S. consulate in Erbil. Kurds here tell me they "don't understand silence of the West."



# Iraqi forces seize more territory in advance against Kurds

BAGHDAD/KIRKUK, October 17, 2017 (Reuters)

**THE BAGHDAD** government recaptured territory across the breadth of northern Iraq from Kurds on Tuesday, widening a sudden and dramatic campaign that has shifted the balance of power in the country almost overnight.

In the second day of a lightning government campaign to take back towns and countryside from forces of the Kurdish autonomous region, Kurdish



troops known as Peshmerga pulled out of the long disputed Khanaqin area near the Iranian border.

Government troops took control of the last two oil fields in the vicinity of Kirkuk, a city of 1 million people that the Peshmerga abandoned on Monday in the face of the government advance. A Yazidi group allied to

Baghdad also took control of the town of Sinjar.

The government advances have redrawn the map of northern Iraq, rolling back gains by the Kurds who infuriated Baghdad last month by holding a referendum on independence.

The Kurds govern three mountainous northern provinces of Iraq in an autonomous region, and have also held a wide crescent of additional territory in northern Iraq, much of which they captured after helping drive out Islamic State fighters.

Prime Minister Haidar Abadi ordered his troops on Monday to raise their flag over all Kurdish-held territory outside the autonomous region itself. They achieved a swift victory in Kirkuk, reaching the centre of the city in less than a day.

The fighting in one of Iraq's main oil-producing areas, has helped return a risk premium to oil prices. After months of range-bound trading, benchmark Brent crude is now above \$58 a barrel, up almost a third from its mid-year levels.

#### DILEMMA FOR WASHINGTON

The advances create a dilemma for Washington, which is close allies of both Baghdad and the Kurds, and has armed and trained both sides as part of its successful campaign to drive Islamic State fighters out of Iraq.

"We don't like the fact that they're clashing. We're not taking sides," President Donald Trump told reporters at the White House on Monday. "We've had for many years a very good relationship with the Kurds as you know and we've also been on the side of Iraq."

So far most of the advances appear to have come unopposed, with Kurds withdrawing before government forces move in. There have been reports of just one major clash, in the early hours of Monday on the outskirts of Kirkuk, which Washington described as a misunderstanding.

In Kirkuk, one of Iraq's most diverse cities, members of the Turkmen ethnic group who have opposed Kurdish rule had celebrated on Monday, driving through the streets in convoys and firing weapons in the air. Some Kurdish civilians fled.

For the Kurds, the loss of territory, particularly Kirkuk which Kurdish folklore views as the heart of their homeland, is a severe blow just three weeks after they voted to declare their decades-old objective of an independent

state.

The setbacks have led to sharp accusations among the two main Kurdish political parties, which each control separate units of Peshmerga fighters.

Officials in the KDP of Kurdish regional government leader Masoud Barzani accused the PUK of his longtime rival Jalal Talabani of "treason" for abandoning Kirkuk. The widow of Talabani, who served as ceremonial Iraqi president in Baghdad from 2003-2014 and died two weeks ago, denied blame. Talabani said her party tried, but failed, to make the Iraqi government renounce the "plan to attack" Kirkuk through contacts with U.S. and Iraqi government representatives.

Rudaw TV, one of the main Kurdish stations, said Barzani would soon make a statement calling on the Kurdish factions to avoid "civil war".

The advances by government forces provide a major political boost for Abadi, the Iraqi prime minister, who had faced threats from Iran-backed Shi'ite armed groups to take matters into their own hands if he did not act swiftly to take on the Kurds.

Oil officials in Baghdad said all the oil fields near Kirkuk were working normally on Tuesday after the last of them came under government control. Kirkuk is the base of Iraq's Northern Oil Company, one of the two giant state oil firms that provide nearly all government revenue.

Iraqi forces raised their flag over the provincial government headquarters in Kirkuk on Monday afternoon after sweeping into the city from the south and west.

In Sinjar, home to the small Yazidi religious minority that faced genocide in 2014 when the area was captured by Islamic State fighters, a Yazidi group called Lalesh took control of the town after Kurdish Peshmerga withdrew.

"There was no violence. The Lalesh group moved after the Peshmerga pulled out," said a resident reached by telephone.

The decision by the Kurds to hold an independence referendum angered neighbours Turkey and Iran. Washington, which has been friendly to the Kurds for decades, had also called on them to cancel the vote, fearing that it could trigger another war that might break up Iraq and drag in its neighbours. ●

# Iraqi forces use U.S. Humvees, tanks in latest offensive against peshmerga

By Carlo Muñoz - October 20, 2017  
<https://www.washingtontimes.com>

Iraqi forces and Iranian paramilitary units, armed with American-made armored vehicles and tanks, launched a large-scale assault Friday on a Kurdish peshmerga outpost north of the recently recaptured city of Kirkuk.

Iraqi forces launched the attack on the northern Iraqi town of Altun Kupri, 30 miles north of Kirkuk, early Friday morning, a statement by the Kurdish peshmerga General Command said. Peshmerga fighters repelled waves of assaulting forces "using American weapons which were given to the Iraqi army" during the attack.

"More than 10 Humvees and one M1 Abrams tank have been destroyed," peshmerga commanders claimed in the statement. The attack was the latest effort by Baghdad to reclaim all territory in Kirkuk governorate that surrounding the oil-rich Iraqi, which had been under Kurdish control since 2014.

Friday's attack comes less than a week after Baghdad ordered an initial assault on the city of Kirkuk itself, which Kurdish Regional Government President Masoud Barzani said



both cities would remain under peshmerga protection indefinitely.

"Iranian artillery experts," supposedly tied to Tehran's Iranian Revolutionary Guard Corps or IRGC, also participated in the Altun Kupri offensive, peshmerga commanders say. IRGC elements have been responsible for training and advising the Shia militias in Iraq known as Popular Mobilization Forces or PMFs. IRGC commander Maj Gen. Qassem Soleimani was reportedly on the ground, assisting militia commanders during the assault on Kirkuk earlier this week.

Despite ongoing internal strife between Baghdad and Irbil, which had been Washington's



staunchest allies in the anti-Islamic State coalition, the Pentagon is adamant the coalition remains a cohesive force in the region.

"I think we support a unified Iraq. That's been our position. We'll continue to support that," Joint Staff Director Lt. Gen. Kenneth McKenzie told reporters Thursday at the Pentagon, adding "there's still avenues ahead of us" that can lead to a peaceful resolution in Iraqi Kurdistan. ◆



17 Octobre 2017

# Chute de Kirkouk: le rêve brisé des Kurdes

**Moins d'un mois après le référendum d'indépendance, les forces irakiennes ont repris lundi «la Jérusalem des Kurdes» sans rencontrer d'opposition armée.**

Par  
**LUC MATHIEU**

Le drapeau kurde qui flottait sur le siège du gouvernorat de Kirkouk a disparu, seul reste celui de l'Irak. Il n'y a pas eu de combats. Les bâtiments vétustes d'ordinaire lourdement gardés avaient été désertés. Les forces antiterroristes envoyées par Bagdad s'en sont emparé sans résistance. Kirkouk, considéré par les nationalistes kurdes comme leur Jérusalem, a donc changé de mains, au moins provisoirement. Ils contrôlaient la région depuis 2014 et la débânde des soldats irakiens face aux jihadistes de l'Etat islamique qui déferlaient alors dans le nord de l'Irak. Le gouvernement de Bagdad, rendu furieux par le référendum d'indépendance du Kurdistan irakien du 25 septembre, est en passe de la reprendre.

Des milliers d'habitants n'ont pas attendu l'irruption des forces irakiennes. Dès lundi matin, ils ont fui. Leurs voitures s'alignaient en immenses files d'attente au barrage entre Kirkouk et Erbil, capitale régionale. D'autres partaient vers Souleymanieh, à l'est. L'offensive pour reprendre la région, riche en pétrole, a débuté dans la nuit de dimanche à lundi. Elle est menée par des soldats, des policiers et des unités antiterroristes irakiennes, soutenus par des

miliciens chiites. Ils se sont rapidement emparés de plusieurs routes, d'une base militaire, dite K1, d'un aéroport militaire et de plusieurs champs pétroliers. «Il n'y a eu que très peu de combats, et seulement quelques morts de chaque côté. Les peshmergas se sont retirés», explique par téléphone à Libération Burhan Mezher al-Assi, un élu arabe du conseil provincial. Les soldats irakiens ont ensuite pu pénétrer dans la ville.

**Champs pétroliers.** De menaces en ultimatums, les tensions entre Bagdad et le gouvernement kurde n'ont cessé de croître depuis le référendum d'indépendance du 25 septembre. Le «oui» a été massif, à plus de 92%.

Mais il a déclenché la fureur du gouvernement central, qui a accusé le président de la région, Massoud Barzani, de vouloir casser l'unité du pays. Au cœur de ces tensions figure Kirkouk. La région est dite «disputée», revendiquée à la fois par Bagdad et Erbil. Les Kurdes sont majoritaires. Mais elle compte aussi d'importantes communautés arabes et turkmènes. Depuis 2014, les Kurdes avaient hissé leur drapeau sur les bâtiments administratifs. Ils avaient également la charge des six champs pétroliers, qui fournissent plus de 60% des 550 000 barils exportés chaque jour par le Kurdistan. Lundi, le pompage dans les deux principaux champs a été stoppé. Le gouvernement kurde tire l'essentiel de ses revenus de la vente du brut, exporté via la Turquie.

Le 25 septembre, l'indépendance a été votée largement à Kirkouk. Mais les commu-



Des militaires irakiens à proximité des champs de pétrole de Kirkouk, lundi. Le pompage de deux d'entre eux a été stoppé.

nautés turkmènes et arabes étaient opposées à la tenue du vote. «Nous ne participons pas. Si nous le faisons, cela reviendrait à légitimer le référendum, c'est hors de question», expliquait alors Raad Agha, un élu turkmène. Les responsables kurdes se disaient, eux, inquiets d'éventuelles tentatives de déstabilisation par les milices chiites. Contrôlées par l'Iran, elles sont présentes autour de la ville. Début septembre, plusieurs centaines de miliciens avaient même paradé dans le centre de Kirkouk, avant de se retirer.



**«Trahison».** Particulièrement instable, la situation a basculé dimanche. Le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, a lancé un nouvel ultimatum pour que les Kurdes quittent les bases militaires et les champs de pétrole. Les dirigeants kurdes se sont réunis avec le président irakien, le Kurde Fouad Massoum. Après quatre heures de discussion, ils n'ont pas ordonné le retrait de leurs combattants mais se sont dits «totalement prêts au dialogue». Une option que refuse depuis plusieurs semaines

Al-Abadi qui pose comme préalable à toute négociation l'annulation du référendum. Le Premier ministre irakien a décidé de lancer l'offensive. Il n'a pas eu besoin d'envoyer beaucoup de renforts, plusieurs milliers d'hommes étaient déjà déployés au sud de la ville: avec les peshmergas, ils viennent de reprendre Hawija, l'une des dernières zones contrôlées par l'Etat islamique en Irak.

La perte de Kirkouk ravivra encore un peu plus les tensions entre Kurdes. Deux principaux partis s'opposent: le Parti du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dont l'un des bastions est Kirkouk. Le second était divisé quant à la tenue du référendum le 25 septembre. Certains de ses membres considéraient qu'il fallait le retarder et poursuivre les négociations avec Bagdad. Ils craignaient aussi que Massoud Barzani, connu pour son fonctionnement clanique, n'en profite pour accroître encore son emprise sur le Kurdistan irakien. Lundi, l'un des conseillers de Barzani, Hemin Hawrami, a accusé de «trahison» l'UPK et ses peshmergas qui n'avaient pas combattu à Kirkouk. Il a aussi dénoncé «l'agression du gouvernement irakien» et affirmé «qu'il paiera le prix fort». ◆

# L'Irak reprend Kirkouk aux Kurdes

L'armée irakienne a progressé rapidement dans la ville pétrolière occupée depuis trois ans par les pechmergas.



Dans la banlieue sud de Kirkouk, des soldats irakiens, aidés d'une pelleteuse, démolissent lundi une affiche montrant le président kurde, Massoud Barzani.

AHMAD AL-RUBAYE/AFP

THIERRY OBERLÉ @ThierryOberle

**MOYEN-ORIENT** Un an jour pour jour après le déclenchement de la bataille pour la libération de Mossoul et de Ninive, les deux alliés de la guerre contre l'État islamique s'entre-déclinent. La fragile alliance, sorte de mariage entre la carpe et le lapin encadré par les puissances occidentales, a volé en éclats peu après la perte par Daech de Hawija, la dernière poche de résistance des djihadistes dans la région. Les hostilités entre les forces irakiennes et les pechmergas kurdes ont débuté lundi au lendemain de la fin de l'ultimatum lancé par Bagdad, après la tenue le 25 septembre du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien.

Les troupes irakiennes sont entrées en mouvement avant le lever du jour pour reprendre d'importants gisements de pétrole et une base militaire occupés par les Kurdes. Elles ont poursuivi leur rapide progression à l'intérieur de la ville sans rencontrer de résistance, en dépit des appels à la mobilisation générale lancés par les autorités kurdes. Le litige portait sur la ville de Kirkouk et ses environs, un territoire riche en hydrocarbures revendiqué par deux camps dont les forces sont en partie équipées et formées par la coalition internationale conduite par les États-Unis.

## Une cité considérée comme leur Jérusalem

Les pechmergas avaient pris le contrôle de ces zones en 2014 à la faveur de la débandade de l'armée irakienne devant la percée foudroyante de Daech. Ils avaient humilié les soldats irakiens en les forçant à retirer leur uniforme et en confisquant leurs armes sous les sarcasmes. L'assistance occidentale avait permis, aux uns comme aux autres de redevenir opérationnels. Voici trois ans, l'armée irakienne était en pleine déconfiture tandis que les pechmergas mal armés et mal entraînés avaient reculé devant les djihadistes durant l'offensive contre les minorités yazidiennes et chrétiennes. Ils devaient être prêts aujourd'hui à en découdre, mais la guerre pour Kirkouk, une cité considérée par les nationalistes kurdes comme leur Jérusalem n'a pas vraiment eu lieu.

La fameuse Golden Division, l'unité d'élite des services de contre-terrorisme (CTS) a repris sans combats la base militaire K1, la plus importante de la province. Les CTS ont ensuite pris le contrôle de l'entrée sud de la ville sur la route qui relie Kirkouk à Bagdad. Simultanément, l'aéroport militaire, le siège de la North Oil Company (NOC), l'établissement public en charge de l'exploitation des puits de pétrole, ainsi qu'un champ pétrolier ont changé de propriétaire. Puis, c'était au tour du parlement de

Kirkouk, déserté par le gouverneur et les députés, de recouvrer le drapeau irakien.

À l'exception d'échanges de tirs d'artillerie, les affrontements sont restés localisés avec plus d'une dizaine de morts kurdes dans les premiers accrochages nocturnes. Des vidéos ont montré des convois de pechmergas abandonnant leurs positions tandis que les habitants non kurdes des zones multicommunautaires où vivent des Turkmènes et des Arabes leur crachaient dessus et leur jetaient des pierres.

## Peu de combats

L'absence de combativité des pechmergas s'expliquerait par les divisions entre Kurdes. Kirkouk est une riche cité où l'UPK, le mouvement politico-militaire de l'ex-président irakien

Jalal Talabani, décédé voici quelques jours, prédomine. Favorable au dialogue avec Bagdad et ouvert aux influences iraniennes, l'UPK avait émis des réserves sur l'organisation en septembre du référendum d'indépendance du Kurdistan par le président kurde Massoud Barzani. Il avait fini par le soutenir du bout des lèvres. Ses combattants, qui ont leurs propres unités de pechmergas, ont reflué devant l'avancée des forces irakiennes. Du côté des troupes affiliées au PDK, le parti de Massoud Barzani, l'enthousiasme guerrier ne semblait pas non plus de mise. Cette retenue a en tout cas permis d'éviter un bain de sang. Dans les quartiers kurdes de Kirkouk, l'heure était à l'exode en famille. Des milliers d'habitants ont fui entassés dans des voitures vers le Kurdistan irakien.

À Bagdad, le premier ministre irakien Haïdar al-Abadi, qui avait multiplié les mises en garde, a justifié l'intervention en rappelant que le référendum kurde était « contraire à la Constitution », et avait créé un « risque de partition » de l'Irak. La crainte de la communauté internationale est de le voir poursuivre sa marche militaire dans les autres territoires disputés entre l'Irak et le Kurdistan. La coalition internationale a exhorté le pouvoir central irakien et les autorités kurdes « à éviter une escalade ». ■

# Kirkouk: les Etats-Unis "ne prennent pas parti", dit Trump

AFP 16/10/2017

<https://www.lorientlejour.com>

Le président américain Donald Trump a affirmé lundi que les Etats-Unis ne prenaient pas parti dans la crise qui oppose les Kurdes au gouvernement de Bagdad pour le contrôle de la province irakienne de Kirkouk.

"Nous ne prenons pas parti, mais nous n'aimons pas le fait qu'ils s'affrontent", a dit le président américain lors d'une conférence de presse improvisée dans les jardins de la Maison Blanche.

"Nous avons depuis de nombreuses années de très bonnes relations avec les Kurdes, comme vous le savez, et nous sommes aussi du côté de l'Irak même si nous n'aurions jamais dû y aller", a ajouté M. Trump qui s'était prononcé pendant la campagne de 2016 contre la présence de militaires américains en Irak.

De son côté, un porte-parole du Pentagone a assuré au cours d'un point de presse que la reprise de contrôle de Kirkouk par les forces irakiennes s'était faite "par des mouvements coordonnés, non des attaques".

"Les militaires et les conseillers de la coalition ne soutiennent ni le gouvernement irakien ni le gouvernement de la région du Kurdistan près de Kirkouk", a souligné le colonel Rob Manning. "Nous continuons de soutenir un Irak unifié".

Tout en qualifiant de "malheureuse" la décision d'organiser un référendum, le colonel Manning a noté que le dialogue reste la meilleure option pour désamorcer la tension et régler les problèmes anciens, conformément à la constitution irakienne.

Il a refusé de dire combien de

soldats américains étaient déployés dans la zone mais il a confirmé qu'il y en avait des deux côtés, "dans la région de Kirkouk".

Tout a été fait pour assurer leur sécurité, a-t-il assuré.

Les forces irakiennes ont pris lundi le contrôle du siège du gouvernorat de la province de Kirkouk sans avoir à affronter les combattants kurdes. Ils y ont également repris, sans quasiment combattre, un champ pétrolier et investi une base et un aéroport militaires.

La riche province de Kirkouk (nord-est), qui ne fait pas partie de la région autonome du Kurdistan irakien, est au coeur d'un contentieux entre Bagdad et Erbil que le récent référendum sur l'indépendance kurde a encore exacerbé. ■

Le Monde 21 OCTOBRE 2017

## En Irak, les Kurdes multiplient les revers

Le PDK et l'UPK se renvoient la responsabilité de la perte de Kirkouk

ERBIL (IRAK) - correspondance

Moins d'un mois après avoir voté pour son indépendance, la région autonome du Kurdistan irakien voit s'éloigner chaque jour davantage le rêve d'un Etat souverain qu'agitaient alors ses dirigeants. En moins de quarante-huit heures, l'essentiel de la zone d'influence bâtie par les Kurdes dans le nord de l'Irak depuis 2003 et la chute de Saddam Hussein a été soustraite à leur autorité par l'Etat fédéral.

Après la reprise en main par les forces irakiennes de la ville pétrolière de Kirkouk et du district de Touz Khormatou le 16 octobre, la souveraineté de l'Etat central a été rétablie sans heurts dans la région yézidie de Sinjar et dans la ville de Rabia, à la frontière avec la Syrie. Le barrage de Mossoul a également été repris, de même que le nord des plaines de Ninive, des localités du sud d'Erbil et la ville de Khanaqin, à la frontière iranienne. Ce recul prive le Kurdistan des champs pétroliers de Kirkouk, dont il exportait la production, et ruine de fait les espoirs d'indépendance.

Dans les territoires mixtes, le changement rapide d'autorité a placé en position de force des groupes locaux issus de la communauté turkmène chiite. Théa-

tre d'affrontements chroniques entre peshmergas locaux et combattants turkmènes, Touz Khormatou, repassée sous contrôle fédéral, s'est vidée de sa population kurde. Jeudi, la Mission d'assistance des Nations unies en Irak a exprimé son inquiétude sur les violences et les déplacements forcés ayant affecté des civils kurdes à Touz Khormatou et à Kirkouk.

Le référendum du 25 septembre, organisé à l'initiative de Massoud Barzani, président kurde et chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), était envisagé comme la garantie des acquis de la région autonome. Il a, au contraire, précipité un bras de fer dont Bagdad est sorti renforcé face à un Kurdistan plus faible et divisé que jamais.

### « Forces d'occupation »

Après avoir exalté le sentiment national de la population autour du scrutin du 25 septembre, les factions kurdes se sont embourbées dans leurs rivalités. Le PDK de Massoud Barzani s'oppose, depuis lundi, à une frange de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dominée par la famille Talabani, plus conciliante vis-à-vis de Bagdad. Les deux camps qui contrôlent des forces et territoires distincts se rejettent la responsabilité de la crise.

Faisant référence à la faction de

l'UPK affilié aux Talabani dans une déclaration écrite diffusée mardi, M. Barzani a ainsi imputé à « certaines personnes d'un certain parti politique du Kurdistan » la perte de Kirkouk, souvent surnommée la « Jérusalem kurde ». L'UPK, qui a retiré lundi ses troupes des fronts censés défendre la ville, avait ouvert la voie aux forces du gouvernement de Bagdad. Jeudi, des médias proches du PDK promettaient l'imminence d'une reprise



de Kirkouk par les peshmergas, pourtant démentie sur le terrain : en fait, le retrait des milices chiites de la ville avait été décidé la veille par le premier ministre irakien, Haider Al-Abadi, dans un geste destiné à montrer son indépendance vis-à-vis de l'Iran voisin, qui parraine ces milices.

Sur une ligne radicalement opposée à celle du président Barzani,

certaines responsables de l'UPK, acquies à l'idée d'une cogestion de Kirkouk avec Bagdad, assurent dorénavant que le prochain gouverneur de la province pétrolière sera issu de leurs rangs. Ils affirment que leurs forces de sécurité seront bientôt redéployées, aux côtés de celles du gouvernement fédéral, dans les anciennes zones disputées entre le Kurdistan et Bagdad.

A rebours de la position dominante au sein de son parti, le vice-président du Kurdistan, Kosrat Rassoul, un allié de Massoud Barzani bien qu'issu de l'UPK, a affirmé que « l'armée irakienne et la police fédérale étaient des forces d'occupation ». Cette déclaration lui a valu de faire l'objet d'un mandat d'arrêt pour « propos provocateurs envers l'armée irakienne » par un tribunal de Bagdad, selon une source judiciaire citée par l'AFP.

Malgré le clivage qui se creuse entre les deux grandes factions kurdes d'Irak, le conseil des ministres du gouvernement régional du Kurdistan a accueilli favorablement jeudi l'appel au dialogue « dans le cadre de la Constitution » lancé par le premier ministre irakien deux jours plus tôt. Lors de la même conférence de presse, M. Al-Abadi avait évoqué le référendum sur l'indépendance kurde du 25 septembre comme « relevant du passé ». ■

ALLAN KAVAL

# L'Irak arrache Kirkouk aux Kurdes

## Trois semaines après le référendum, Bagdad reprend le contrôle de territoires revendiqués par le Kurdistan

### REPORTAGE

KIRKOUK (IRAK) - envoyé spécial

**A**ux abords de Kirkouk, une statue monumentale représentant un combattant kurde victorieux porte vers les nuées un regard que le sculpteur a voulu serain et protecteur. De l'étendard que le peshmerga de ciment tient à la main gauche, il ne resté plus qu'un mât couleur rouille. Le drapeau kurde qui y flottait a disparu. Seul est resté accroché un mince ruban de tissu noir qui ondule dans une brise chargée de détonations guerrières. Sous les yeux inertes de la statue placée à l'entrée nord de la ville, Kirkouk, dont les nationalistes kurdes avaient fait leur « Jérusalem », est tombée, lundi 16 octobre.

«Faites demi-tour, faites demi-tour!», hurle un des hommes en civil armés de fusils-mitrailleurs rustiques aux chauffeurs des rares véhicules qui s'engagent sur la route du centre-ville : «Les blindés irakiens arrivent, ils sont sur le pont!» Une rafale de mitrailleuse lourde retentit quelque part, dans la direction qu'il indique. Les volontaires kurdes tentent de riposter en tirant à l'aveugle avant de se replier dans le fracas des armes adverses, corps courbés par la défaite et la peur.

L'après-midi commence à peine et l'ennemi, encore invisible, a déjà gagné. Les hommes restés avec leur fusil personnel dans l'illusion de défendre Kirkouk sont impuissants. Quant aux forces régulières kurdes, elles sont déjà loin. «Kirkouk est passée sous le contrôle de l'armée irakienne et des milices chiïtes. Nous nous sommes repliés ce matin, c'est terminé!», a prévenu par téléphone une heure auparavant un gradé des forces de sécurité kurdes qui tenaient encore la ville la veille.

Au creux de la nuit, les lignes de défense ont été désertées dans le secteur tenu par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dans le sud-est de la ville. Le secteur du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dans le sud-ouest, a suivi dans la journée. En quelques heu-



res, les forces irakiennes qui avaient été déployées aux abords de la ville dans les jours précédents ont pu s'emparer de toutes les infrastructures stratégiques dont Bagdad réclamait le retour dans son giron après le référendum en faveur de l'indépendance qui s'est tenu dans la région kurde, Kirkouk comprise, le 25 septembre.

Les forces fédérales appuyées par les milices chiïtes sous influence iranienne ont notamment pu investir dans la matinée

la base K1, l'aérodrome militaire, puis prendre le contrôle des champs de pétrole, privant la région kurde d'une de ses principales sources de revenus.

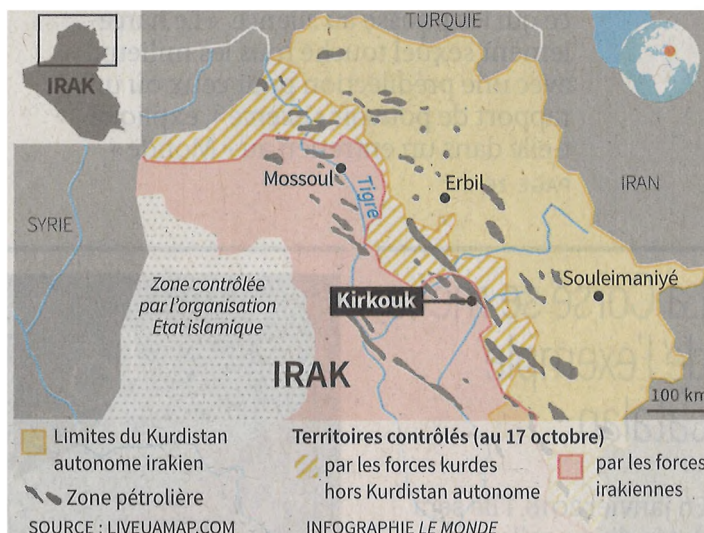
Le règne des factions kurdes sur Kirkouk a pris fin. L'UPK et, dans une moindre mesure, le PDK, dominaient la ville depuis la chute de Saddam Hussein, en 2003. Elles en ont pris le contrôle exclusif en 2014 à la suite de la prise de Mossoul par l'organisation Etat islamique (EI) et de l'effondrement des forces irakiennes dans le nord

du pays.

### Deux dynasties rivales

Kirkouk, sa population mixte mais majoritairement kurde, et ses ressources en hydrocarbures, sont disputées entre les nationalistes kurdes et Bagdad depuis les origines de l'Irak. La perte de la ville est un revers historique pour les factions au pouvoir au Kurdistan dont les divisions éclatent désormais au grand jour. Le conflit entre les Kurdes et Bagdad se meut peu à peu en confrontation entre partis kurdes. Le PDK, dont le chef et président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a été à l'initiative du référendum sur l'indépendance, accuse par la voix de ses représentants une frange de l'UPK, dominée par la famille Talabani, d'avoir pactisé avec les agents d'influence de l'Iran pour livrer Kirkouk à l'armée et aux milices chiïtes irakiennes afin d'en chasser le PDK de la famille Barzani auquel revenait le contrôle des hydrocarbures.

Disputée entre Bagdad et le Kurdistan, Kirkouk l'était également entre ces deux dynasties politiques et militaires qui disposent de leurs propres forces armées et de leurs fiefs. S'accusant mutuellement de défaillance, l'UPK et le PDK ravivent à présent les rivalités





anciennes à l'origine du conflit qui les a opposés dans les années 1990.

L'unité de façade affichée par les deux factions au cours de la campagne du référendum a volé en éclats, facilitant la reconquête par les autorités fédérales des territoires disputés entre Bagdad et Erbil. Dans la nuit de lundi à mardi, la ville de Sinjar, dans le nord du pays, est à son tour tombée sous le contrôle d'une milice yézidie affiliée aux milices chiïtes irakiennes après le retrait des forces kurdes.

Allié de Bagdad comme d'Erbil dans la lutte contre l'EI, Washington n'est pas intervenu, défendant l'unité de l'Irak. «*Nous ne prenons pas parti, mais nous n'aimons pas le fait qu'ils s'affrontent*», a réagi le président américain, Donald Trump. «*Inquiets*» des risques d'escalade, les Etats-Unis et l'Union européenne ont réitéré les appels au dialogue.

Sur la route qui mène de Kirkouk à Erbil, à travers un morne paysage de collines jaunies et de villages gris, la débâcle est patente. Sur des dizaines de kilomètres, une succession de milliers de véhicules militaires et civils quitte la ville au pas. Des familles kurdes qui ont rassemblé quelques effets avant de quitter précipitamment leur foyer

## « Les partis kurdes ont trahi le peuple ! », enrage un civil armé, venu de loin pour défendre Kirkouk

fuijnt devant l'avancée des forces irakiennes. C'est l'exode.

### « C'est le chaos »

Des blindés de fabrication américaine, des pick-up traînant des grappes de combattants aux uniformes dépareillés et aux mines défectives se frayent un chemin parmi les voitures des civils. L'ambiance est lourde et les armes omniprésentes, chez les civils comme chez les militaires.

Ça et là, des éclats de voix, des gestes menaçants, mais partout, la honte des combattants côtoie l'orgueil brisé de ceux qu'ils devaient protéger et qui fuijnt désormais en masse. «*Les partis kurdes ont trahi le peuple !*», enrage un civil armé, venu de loin pour défendre Kirkouk: «*Ils font leurs combines politiques pour leurs intérêts et voilà le résultat !*»

«*Les Kurdes ont quitté Kirkouk pour Erbil ou Souleimaniyé*», déplore un père de famille de 62 ans qui espère rejoindre Erbil, où des parents l'hébergeront: «*Mes fils sont peshmergas, je suis employé du gouvernement kurde. Si je me fais arrêter par les milices chiïtes, le pire peut arriver. Notre maison est perdue, il y aura des pillages, mais au moins, on est en vie !*»

Au bord de la route encombrée, des dizaines de véhicules militaires stationnent. Les antiquités soviétiques que recèle l'arsenal hétéroclite des forces kurdes en déroute voisinent avec des blindés neufs, legs du soutien apporté par la coalition internationale dans la lutte des peshmergas contre l'EI. «*On attend les ordres pour se redéployer*», affirme un officier, installé avec ses hommes à l'ombre d'un arbre.

«*La nuit dernière, nous avons reçu l'ordre de nous retirer. On a rassemblé nos familles et on est parti, c'est fini Kirkouk*», raconte un jeune peshmerga appartenant à une unité de l'UPK. Il a aussi abandonné son uniforme. Joint par téléphone, un combattant appartenant à une force d'élite du PDK, toujours déployée sur une ligne de front, affirme avoir été

abandonné par ses commandants: «*On ne sait même pas où sont nos chefs, loin à l'arrière en tout cas. Les Irakiens avancent, c'est le chaos. On va partir.*»

Après plusieurs heures de route, arrivés à l'orée d'Erbil, les véhicules des exilés doivent passer devant le siège de l'UPK, un bâtiment blanc au luxe tapageur et aux dimensions gigantesques, éclairé dans le soir qui tombe par des lumières vertes. «*Salauds! Vous nous avez vendus!*», hurle alors un déplacé à bord de sa voiture à l'intention des gardes de l'UPK déployés à l'entrée de l'édifice. Répondant à l'insulte, les hommes en armes s'approchent, vindicatifs.

Le déplacé brandit aussitôt une kalachnikov et menace de faire feu. Des détonations retentissent et la panique s'abat sur la route encombrée de centaines de véhicules. Des gardes répondent par de nouveaux tirs, d'autres tentent d'extirper l'homme de l'habitacle de son véhicule pour le passer à tabac. Profitant d'une brèche dans l'embouteillage, il finira par sauver sa peau d'un coup d'accélérateur opportun. ■

ALLAN KAVAL



17 Octobre 2017

# Vu du Kurdistan. Kirkouk : l'ami américain nous abandonne !

Courrier international - Paris  
Hamdam Mostafavi le 17/10/2017  
www.courrierinternational.com

**Alors que l'armée irakienne a Adélogé les Kurdes de Kirkouk, ville disputée entre le gouvernement régional kurde et l'autorité de Bagdad, Washington fait profil bas pour plaire à l'Irak et à la Turquie, déplore la presse d'Erbil.**

«Les Kurdes ont largement exprimé sur les réseaux sociaux leur déception face à l'abandon des Américains, alors que les forces irakiennes, appuyées par les milices chiïtes Hashd Al-Chaabi, sont entrées dans la ville de Kirkouk», relate Kurdistan 24, site basé à Erbil, dans la région autonome du Kurdistan irakien. Dans la nuit du 16 au 17 octobre, les forces irakiennes ont repris aux Kurdes Kirkouk, ville riche en ressources pétrolières et disputée par les Kurdes, les Turkmènes et les Arabes.

Les Kurdes contrôlaient Kirkouk et sa région depuis la défection de l'armée irakienne face à Daech en 2014. Sans combattre, ils ont laissé

l'armée irakienne reprendre le contrôle de la ville. Cette opération «intervient alors que le gouvernement irakien n'a cessé de menacer l'administration régionale kurde après le référendum sur l'indépendance du 25 septembre dernier sur l'indépendance», estime le site kurde. Le référendum, qui s'est soldé par une large victoire du oui, est dénoncé par Bagdad.

Sur le site du quotidien kurde Rudaw, c'est aussi les États-Unis qui sont montrés du doigt :

**Voilà trop longtemps que la politique américaine se contente de réagir aux événements et est incapable de se concentrer sur l'ensemble du tableau. Les Américains ont une vision bornée concernant la campagne contre Daech qui les empêche manifestement de voir le conflit plus large qui se déroule entre l'Irak et ses affidés chiïtes, la Turquie et ses alliés islamistes, Israël et certains États arabes soutenus par Washington.**

Pour le journal kurde, «Washington doit réexaminer sérieusement une politique qui se poursuit



Un soldat irakien remplace le drapeau kurde par le drapeau irakien, à Kirkouk le 16 octobre 2017 PHOTO REUTERS

essen-  
tiellement par la force d'inertie. Maintenant que Daech est largement détruit, qu'est-ce que Washington pense pouvoir obtenir de plus en s'alignant si étroitement sur le Premier ministre irakien Haider Al-Abadi? Le Département d'État croit-il vraiment pouvoir arracher Bagdad à l'orbite de l'Irak? ◆

# The Fall of Kirkuk: Made in Iran

**Tehran's strategizing pays off again, as several of its clients strike a deal that undermines Kurdish hopes of independence.**

Jonathan Spyer October 18, 2017  
<https://www.the-american-interest.com>

Iraqi forces took Kirkuk city from the Kurds this week with hardly a shot fired. Twenty-two Kurdish fighters were killed in the sporadic and disorganized resistance, while seven Iraqi soldiers also lost their lives. It is a remarkable setback for the Kurds, who just a few weeks ago held an independence referendum. The loss of Kirkuk especially, given the city's vast oil resources, lessens the likelihood that an independent state will emerge from the Kurdish Regional Government area in northern Iraq.

Now the Iraqi forces are rolling into other areas conquered by the Kurdish Regional Government in the course of the war against ISIS, including Sinjar city, close to the border with Syria. Meanwhile, an exodus of Kurdish civilians is streaming in the direction of Erbil and Suleymaniya cities. Kurdish forces are withdrawing from the areas of Makhmur and Khanaqin as well. Yezidi civilians, who bore the brunt of the ISIS assault in the summer of 2014, are again uncertain of their fates as they wait for the arrival of Iraqi forces.

The capture of Kirkuk recalls other swift and decisive assertions of control that the Middle East has witnessed in recent years. Perhaps the closest parallel might be the Hezbollah takeover of west Beirut in May-June 2008. Then, too, a pro-Western element (the March 14 movement) sought to assert its sovereignty and independent decision-making capabilities. It had many friends in the West who overestimated its strength and capacity to resist pressure. And in the Lebanese case as well, a sudden, forceful move by an Iranian client swiftly (and, it seems, permanently) reset the balance of power, demonstrating to the pro-Western element that it was subordinate and that further resistance would be fruitless.

There is, of course, a further reason to note the similarity between Kirkuk in October 2017 and Beirut in 2008. Namely that in both cases, the faction that drove its point home through the judicious use of political maneuvering and the sudden application of force was a client of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps. In Lebanon, the client was Hezbollah, the prototype of the IRGC-sponsored political-military organizations that Iran is now using to exert its influence across a huge swathe of the Middle East. In Iraq, the equivalent force is the



The capture of Kirkuk by Iranian-backed Iraqi forces has dramatically changed the balance of power in Iraq.



Ktaeb Hizballah commander Abu Mahdi al-Muhandis (right) with Iranian Quds Force commander Qassem Suleimani (center) and Imam Ali Brigade leader Shebl al Zaydi (left).

PMU (Popular Mobilization Units) or Hashd al-Shaabi. These fighters spearheaded the entry into Kirkuk, working in close coordination with the Iraqi army's 9th Armored Division, the Emergency Response Unit of the Federal Police, and the U.S.-trained counterterrorism service.

The Shi'a militias of the PMU were raised in June 2014, following a fatwa from renowned Iraqi Shi'a cleric Ayatollah Ali al-Sistani. At that time, ISIS was heading for Baghdad, hence the need for the rapid mobilization of auxiliary fighters. The PMU's forces now consist of about 120,000 fighters in total. And while dozens of militias are associated with it, a handful of larger formations form its central pillars. The three most important groups are all pro-Iranian and directly connected to the Revolutionary Guards. These are Ktaeb Hizballah, headed by Abu Mahdi al-Muhandis; Asaib Ahl al-Haq, headed by Qais al-Khazali; and the Badr Organization, commanded by Hadi al-Ameri. All three of these leaders are closely linked to Quds Force Commander General Qassem Suleimani. They are, as one region-based diplomat put it, "Iran's proconsuls" in Iraq.

Al-Ameri, al-Muhandis, and Suleimani himself were all present in Kirkuk on October 15 and 16, laying the groundwork for the takeover of the city. Badr and Ahl al-Haq fighters also played a prominent role in the incursion into the city. However, they were not the only Iran-linked element in Kirkuk. The Kurdish retreat appears



Bafel Talabani, son of former PUK leader and Iraqi President Jalal Talabani, is said to have cut a deal with Iranian-backed Shi'a militias.

to have been the product of a deal between the Iraqi central government and the Kurdish party that dominates in Kirkuk, the Patriotic Union of Kurdistan. According to eyewitness reports, the PUK's peshmerga forces abandoned their positions, rendering a coherent defense of the city impossible.

The PUK-Iran relationship dates back 25 years, to the days when both were engaged against the Saddam Hussein regime in Baghdad. Due to this alliance, the PUK only reluctantly supported the Kurdish independence referendum of September 25. Indeed, the fractured nature of Kurdish politics, the absence of a single, united military force, and the differing international alliances and orientations of the two main parties in the KRG—namely the Kurdish Democratic Party of President Masoud Barzani and the PUK—have long constituted a central vulnerability of the Kurdish system in northern Iraq. We appear to have witnessed a masterful exploitation of this vulnerability, a sudden and decisive turning of the screw.

Details have emerged in the Kurdish media of a supposed agreement reached between Bafel Talabani, eldest son of former PUK leader and Iraqi President Jalal Talabani, and Hadi al-Ameri of the PMU. (Some sources claim that it

was al-Muhandis, not al-Ameri, who represented the PMU.) The deal would establish a new authority in the Halabja-Sulaymaniyah-Kirkuk area, to be jointly administered by the Iraqi government and the "Kurds" (or rather, the PUK) for an undefined period. The federal government would manage the oil wells of Kirkuk and other strategic locations in the city, while also overseeing the public-sector payroll.

The establishment of such a client or puppet authority would put paid to any hopes for Kurdish self-determination in the near future. The deal was intended to split Iraqi Kurdish politics in two, and make impossible any further moves toward secession. The latter cause is vehemently opposed by Iran, which wants to control Iraq from Baghdad and maintain its unfettered access to the Levant and the Mediterranean Sea.

This deal was only feasible because of smart investments that Iran made in the politics of both Iraqi Shi'a Arabs and Iraqi Kurds during previous decades, plus the judicious mixing of political and military force, an art in which the Iranians excel. Indeed, Iran's influence in Iraq, both political and military, goes beyond the PMU and the PUK. The Federal Police, another

of the forces involved in the march on Kirkuk, is controlled by the Interior Ministry. The Interior Minister, meanwhile, is one Qasim al-Araji—a representative of the Badr Organization, Hadi-Al Ameri's group, which sits in the government of Prime Minister Haider al-Abadi. And of course, Abadi's own party, Dawa, is a Shi'a Islamist outfit with strong ties to Iran.

So the long-developed, mostly unseen influence that Iran exerts on both Iraqi and Kurdish political and military life is powerful indeed. All we are seeing this week is its abrupt activation.

As Andrew Bernard noted in a TAI article earlier this week, President Trump's response on the clashes was to assert that the United States was "not taking sides, but we don't like the fact that they're clashing." This is in effect to accede to the Iranian ascendancy in Iran, given the discrepancy in power between the sides and the deep Iranian and IRGC involvement with Baghdad. Such a stance does not, to put it mildly, tally with the President's condemnation in his speech this past week of Iran's "continuing aggression in the Middle East." It remains to be seen if anything of real consequence in policy

terms will emerge from the President's stated views. For the moment, at least, the gap between word and deed seems glaring.

Meanwhile, the advance of the Shi'a militias and their Iraqi allies is continuing. The demoralized KRK has abandoned positions further west. In Sinjar, Khanaqin, Makhmur, Gwer and other sites on the Ninawah Plain, the Iraqis are pushing forward. The intention appears to be to take back the entirety of the Plain, where the peshmerga of the ruling KDP, not the PUK, were dominant. Yet they too have so far retreated without resistance. It is not clear at present how far the PMU and the Iraqis intend to go, or at what point the peshmerga will make a stand.

It is a black day for the Kurds, from every point of view. The fall of Kirkuk confirms the extent to which Iraq today is an Iranian-controlled satrapy. And it vividly demonstrates the currently unrivaled efficacy of the Iranian methods of revolutionary and political warfare, as practiced by IRGC throughout the Arab world. ♦

*Jonathan Spyer is the director of the Rubin Center for Research in International Affairs at IDC, Herzliya, and a fellow at the Middle East Forum.*



20 October 2017

# Baghdad takes last Kirkuk sector, Rosneft backs Irbil



<http://www.dw.com/> 20 oct 2017

Kirkuk's last Kurdish sector has fallen to forces of Iraq's government as Baghdad seeks to reassert authority. To the north, inside core Kurdistan, a Russian firm has taken control of a key oil export pipeline.

Iraq's military said its forces on Friday retook Altun Kupri, the last sector of Kirkuk, an Iraqi oil hub, which Kurdish peshmerga fighters seized in 2014 to prevent its capture in an Islamic State (IS) sweep.

Iraqi and Kurdish media said peshmerga forces briefly exchanged gunfire with advancing Iraqi forces on Friday before quitting, completing an otherwise largely unopposed drive that saw Kirkuk city captured last Monday.

Altun Kupri lies 50 kilometers (30 miles) south of Irbil and outside semi-autonomous Kurdistan whose recent independence vote infuriated Baghdad.

A spokesman for Iraqi forces said they included

© AFP | Iraqi forces pass an oil production plant as they advance towards the city of Kirkuk on October 16, 2017 in their campaign to retake the disputed oil province from the Kurds

US-trained commando units, Iranian-backed Shiite Popular Mobilization units and Iraqi federal police.

For Kurds, the loss of Kirkuk has prompted widespread recriminations over regional president Massud Barzani and militia rivalries.

### Kurdish pipeline share goes to Rosneft

In what appeared to be Russian backing for Kurds in Irbil, Reuters said Russia's biggest oil concern, Rosneft, had agreed to take a majority stake in Kurdistan's main pipeline which funnels oil exports to Turkey's port of Ceyhan.

The contract was signed in Verona, Italy, late Thursday by Kurdish resources minister Ashti Hawrami and Rosneft boss Igor Sechin, an ally of Russian President Vladimir Putin.

"The calculation here is that the presence of

Rosneft and the Kremlin will boost the sense of security," said one industry source close to Irbil.

### Oil deal angers Baghdad

Iraq's Oil Minister Jabbar al-Luaybi reacted angrily to the deal, saying Baghdad alone was entitled to develop oil and gas strategy and "sign agreements with foreign countries and companies."

Sechin replied that Iraq and Kurdistan needed to solve their disputes.

"I am not a politician; my job is to produce oil," Sechin told Russian news agencies.

Rosneft said it would own 60 percent of the pipeline, with its current operator, the KAR Group, retaining 40 percent, in a "promising" oil extraction region.

The Russian investment in the project was expected to total \$1.8 billion (1.5 billion euros). Rosneft had also agreed to invest a further \$400 million in exploration for crude oil in five blocks.

### Kurdish oil exports disrupted

Baghdad's capture of Kirkuk, Iraq's second oil hub, disrupted Kurdish exports, which are currently running at only a third of capacity.

Reuters said that had left Kurdistan with debts owed to Rosneft and other oil traders as well as Turkey to be paid for via future oil sales.

Baghdad, meanwhile, had asked major oil concern BP to return to Kirkuk to help revive production to deprive Irbil of revenues. ●

ipj/ng (AFP, dpa, AP, Reuters)

# Ankara backs Iraqi offensive against KRG in Kirkuk for security, stability

YUNUS PAKSOY

ANKARA October 16, 2017

<https://www.dailysabah.com/>

In an offensive against the Kurdish Regional Government for control of the disputed province of Kirkuk, Iraqi forces took over strategic points in Kirkuk province from the KRG yesterday, including industrial zones, gas facilities and oil refineries, as well as an airport, while Ankara has backed Baghdad's move offering collaboration against PKK activities in the country.

The Iraqi military took over strategic spots in Kirkuk yesterday as part of an operation as the Turkish government expressed backing for the offensive. Having started an assault on the oil-rich Iraqi city of Kirkuk late Sunday, the Iraqi military announced that troops seized territory, bridges, industrial zones, gas facilities and refineries as well as an airport from the Kurdistan Regional Government (KRG). "We have only acted to fulfill our constitutional duty to extend federal authority and impose security and protect the national wealth in this city," Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said in a written statement.

In light of the developments unfolding in the area, Foreign Ministry sources told Daily Sabah yesterday that Ankara "is closely monitoring" the situation in Kirkuk. Later in the day, the ministry issued a written statement, saying: "Turkey will take the side of the Iraqi government to take steps to ensure lasting peace and stability in the country." As the Iraqi military, together with Hashd al-Shaabi militias, moved in on Kirkuk, the unity of Iraqi Kurdish forces fell following the withdrawal of some peshmerga fighters from the city along with

heavy equipment and armored vehicles. Halgurd Hikmat, spokesman for the KRG Peshmerga Ministry, stressed that "there was no order by the Peshmerga Ministry for any unit or force to withdraw." Hikmat vowed reprisal, stressing that those fleeing the city will be brought to account.

The withdrawal of peshmerga forces from Kirkuk, leaving the city vulnerable to Iraqi forces, led to dramatic scenes as armed and unarmed civilians blocked roads to prevent them from escaping. While fleeing peshmerga fighters were arrested, some civilians spoke of treason and called them traitors.

Furthermore, thousands of Iraqi Kurds were seen leaving the city en masse, which could happen in other KRG cities such as Sulaymaniyah and Irbil. Pointing to longstanding strife between KRG President Masoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Can Acun, a Middle East expert for the Ankara-based Foundation for Social, Economic and Political Research (SETA) think tank, said the PUK had recently held talks with Baghdad, striking a secret deal.

"Some figures from the Talabani family held talks with the central government. It is contended that Iran has a role in it as well. It seems like the PUK reached a deal with Baghdad," Acun said. He called Barzani's attempt to impose the independence referendum on the PUK "a gamble he played and lost."

On the other hand, seizing the opportunity amid the intra-peshmerga conflict and the Iraqi assault, the PKK imposed influence in Kirkuk, as its armored vehicles on the streets and heavily armed terrorists called for resistance, likening the city to Kobani. Moreover, clashes



Iraqi forces drive toward KRG peshmerga positions on Oct. 15, on the southern outskirts of Kirkuk.

were reported between the PKK and the Iraqi military in rural Kirkuk.

The Foreign Ministry statement asserted that the Turkish government is open to "any kind of collaboration with the Iraqi central government" to put an end to PKK activity in Iraq. "We will hold those responsible who help the PKK terrorist organization find shelter in the region," it added.

The rift between Baghdad and Irbil peaked on Sept. 25 when the latter held an independence referendum, including a separate vote on the future of the contested Kirkuk region. Three weeks after the vote, parts of Kirkuk have been taken away from the KRG and Baghdad has exerted control over the oil-rich city.

Bilgay Duman, an Iraq expert at the Center for Middle Eastern Strategic Studies (ORSAM), said the Iraqi central government exercised its constitutional right to sovereignty and the KRG received a staggering blow. "Baghdad exerted its sovereignty by seizing these areas

whereas Iraqi Kurds lost very significant centers," he said.

The KRG controls six fields in the Kirkuk region providing some 340,000 of the 550,000 barrels of oil per day exported by the regional administration. Duman underscored that possessing the oil refineries would play a key role in the run-up to the independence of Iraqi Kurds. "Kirkuk was important for the KRG not for its strategic location, but for its role in establishing an independent state," he said. "It will deepen the ongoing crisis."

Three of the fields – Khormala, Bay Hassan and Havana – produce some 250,000 barrels of oil per day for export and are directly controlled by the KRG. The other three – Baba Gargar, Jambur and Khabbaz – are managed by the publicly owned North Oil Company (NOC) and produce some 90,000 barrels per day for export, with revenues going to the KRG. ♦



October 18, 2017

## Yezidi members of Hashd forces say won't fight Peshmerga

By Rudaw.net 16/10/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** – Yezidi members of the Shiite Hashd al-Shaabi have said they will not fight against the Peshmerga should the Hashd attack Kurdish forces in the Shingal area.

"No one has spoken to us about

war. But if war breaks out between the Peshmerga and Hashd al-Shaabi forces, we will not fight this war because most of those in the Peshmerga lines or with the PKK forces are our relatives," said Khudeda Juke, commander in Hashd's Mali Yezidis Force.

The Hashd al-Shaabi has for-

med two brigades for the Yezidis and according to unofficial figures nearly 4,000 Yezidis have joined the Hashd. They are currently tasked with protecting 12 Yezidi communities and villages south of Shingal.

The Hashd al-Shaabi, with the Iraqi army, attacked Peshmerga forces in Kirkuk on Monday, Juke

said there is no talk of a similar confrontation in Shingal.

"The number of the forces is the same," he said, though noted, "They brought some heavy weapons to the vicinity of Kocho village a week ago."

"No one speaks of the war between the Peshmerga and Hashd al-Shaabi forces on our front," he qualified. "The focus here is mostly on the Syrian border because there are ISIS militants still present on the border. In addition, there are tens of ISIS sleeper cells still remaining in Bahaj who from time to time cause

chaos.”

Many Yezidis feel caught between Erbil and Baghdad.

“As Yezidi Kurds, we are neither with Iraq nor Kurdistan,” said Juke. “We too want our rights. We want our rights to be protected. We congratulate the people of Kurdistan

for holding the referendum, which is their legitimate right.”

There are nearly 15,000 Peshmerga fighters on standby in Shingal area. Many of them are Yezidis. In addition, the PKK formed a Yezidi force, the YBS, for the defence of Shingal.

The Peshmerga are on alert following threats from the Hashd al-Shaabi.

“All our forces on the fronts are on standby,” Qasim Shasho, commander of the Shingal Peshmerga, told Rudaw.

He said they also do not want to

fight Kurdish members of other forces, “But we will defend Shingal until our last breath and will not allow anyone to enter here by force.” ■

FINANCIAL TIMES October 22, 2017

# Kurdish leader's gamble on independence backfires

The referendum has become another chapter in region's bleak history

By Erika Solomon in Erbil  
October 22, 2017  
<https://www.ft.com/>

He was born in a shortlived independent Kurdish state, and he hoped to die in one.

But the dream of statehood that has vexed generations of Iraqi Kurdish leaders — and the hubris of believing he could be the one to finally achieve it — led Masoud Barzani to gamble with the most successful period of self-determination his people have enjoyed.

Last month's independence referendum, rejected by Iraq and the international community, but championed by Mr Barzani, president of the autonomous Kurdistan Regional Government (KRG), has become another chapter of a bleak Kurdish history, repeatedly doomed by a mix of misplaced expectations of their allies, as well as greed and betrayal within their own ranks.

Weeks after Kurds joyously took to polling stations, waving their tricoloured flag and voting overwhelmingly “Yes” to break away from Iraq, they were shocked to see Iraqi forces advance while Kurdish peshmerga forces quickly withdrew from disputed territories, claimed by the KRG and Baghdad. It began with the Iraqi takeover of the oil-rich Kirkuk, facilitated by a secret deal reached with Baghdad by Mr Barzani's rivals in the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) party, and partly brokered by Iran. Within days, Iraqi Kurdish leadership was divided, and most of the territory it has controlled since Isis swept through northern Iraq in 2014 — as well as oilfields that provided half of its revenues — was gone.

“This political elite have squandered the opportunity at a time when we had the international community on our side, when we had an unparalleled economy, unparalleled auton-

my,” said Barham Salih, a former KRG prime minister who spoke regularly with Mr Barzani during the referendum bid.

He argues that corrupt officials encouraged Mr Barzani's beating of the nationalist drum to detract from burgeoning discontent over wealth disparity since oil prices plummeted.

“This referendum was definitively identified with the will of one man — but it was also about the network of corruption and of small people who stole so much money and abused power, and who have been trying to cover their tracks,” he said.

It has led many to wonder, how could Mr Barzani get it so wrong?

Diplomats say he had a stubborn streak they struggled in vain to counter. Critics saw a cynical ploy to hold on to power. But many who know Mr Barzani argue it was desperation to make history.

“He wants a legacy. He wants an independent Kurdistan. He wants to do what his father couldn't do,” says Emma Sky, who served as a political

adviser in Iraq during the US occupation. “I expect he thought the Kurds were invaluable to the coalition against Isis, and perhaps their reward would be independence.”

Mr Barzani, who dresses in simple brown sirwal pants and jacket, and a red kerchief on his head, was born in 1946 in the Kurdish Republic of Mahabad, now part of Iran. His father, the nationalist hero Mustafa Barzani, was the republic's military commander during its one-year existence, and Masoud was born there.

“I want to die in the shadow of that flag of an independent Kurdistan,” the KRG president told Foreign Policy in a recent interview.

But like the PUK, Mr Barzani and his ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) were not without their own treacherous streak: during a Kurdish civil war, he invited Iraqi dictator Saddam Hussein's forces to Erbil in 1996 to defeat the PUK.

The PUK's leader Jalal Talabani died last month. But his relatives, based in the marginalised city of Sulimaniya, struck this week's deal

with Baghdad, and may soon invert today's KRG dynamics, where wealth flowed mostly toward Erbil.

Some Kurdish officials blame lobbyists, many of them Americans, who they believe may have assured Mr Barzani that western support was inevitable. But Mr Barzani's biggest overstep was including Iraq's disputed territories in the poll — particularly Kirkuk. Ms Sky believes: “That was his big miscalculation.”

Washington, which regards both Baghdad and the KRG as important regional allies, shares blame, too, for its repeated pattern of clinging to Iraqi leaders, no matter the conditions, analysts say. The US backed Nouri al-Maliki, the former Iraqi prime minister, in 2010 despite his party coming second at elections that year. His crackdown on Iraqi Sunnis helped create the conditions for Isis to rise.

During the war on Isis, it was Mr Barzani the Americans clung to — he is now two years over his presidential term limit.

Now, it is Iraqi prime minister Haider al-Abadi they are standing by, refusing to intervene even as Iraqi forces clashed with Kurdish peshmerga on Friday. Two officials said Washington refused to speak with Mr Barzani this week.

Mr Barzani has disappeared from public view as the crisis has unfolded, releasing only a written statement calling for national unity. A KRG official said he still goes to his office every day.

“Independence, we are tabling that for a while. But I don't think it's over yet,” he said.

Mahmoud al-Hafid, grandson of another nationalist hero, Mahmoud al-Barzinji, says the next part of the story is clear. He shows a picture of his grandfather at the Kirkuk train station, 95 years earlier, heading to Baghdad to negotiate with King Faisal over Kurdish rights.

“For 95 years to now, we're going over these same problems,” he says. “It looks like we will ride that same train again.” ♦



Masoud Barzani, the president of Iraqi Kurdistan, says: 'I want to die in the shadow of that flag of an independent Kurdistan' © AFP

# Bagdad s'empare des territoires revendiqués par les Kurdes

THIERRY OBERLÉ ET CHARLES THIEFAINE  
(PRÈS DE KIRKOUK)  
@Thierry Oberlé @chthiefaine

LE PARI était à hauts risques: Massoud Barzani l'a perdu. L'onde de choc provoquée en Irak par la tenue le 25 septembre du référendum sur l'indépendance du Kurdistan a balayé les espoirs du président kurde. En deux jours, le gouvernement irakien a repris le contrôle de la plupart des territoires disputés entre Bagdad et Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Le territoire kurde s'est réduit comme peau de chagrin. Les gains territoriaux obtenus en combattant pendant trois ans les djihadistes de l'État islamique sont effacés. La région autonome du Kurdistan irakien retrouve peu ou prou ses anciennes frontières de 2014. Après Kirkouk et ses réserves en hydrocarbures, la région yazidie de Sinjar persécutée par Daech au nord-ouest, la ville de Khanaqin proche de la frontière iranienne au sud, Bachiqā et ses clochers, dans la province de Ninive, Makhmour enfin sont tombés. Presque partout, les pechmergas, les combattants kurdes, se sont retirés sans combattre.

La défaite est cuisante. L'attitude des pechmergas sur le bord de la route entre Erbil et Kirkouk en témoigne. Les bras ballants et le visage blême, les soldats font les cent pas à une vingtaine de kilomètres de la ville qu'ils viennent de fuir en à peine quelques heures. Des civils en armes sont venus leur prêter main-forte, en vain. Les autorités irakiennes ont remis la main sur le gouvernorat et les principaux champs pétroliers, anéantissant les rêves d'autonomie économique du Kurdistan.

« Nous étions dans la ville il y a une demi-heure, mais là, je ne sais pas quoi faire », tonne un pechmerga en tenue traditionnelle kurde, kalachnikov dans le dos et revolver à la ceinture. Il poursuit d'une voix hésitante et désespérée: « Barzani ne nous a rien dit, il n'y a pas de plan. » Comme lui, des centaines d'hommes tentent de digérer le revers et de trouver un responsable à cette débâcle. « L'Iran a envahi Kirkouk », lance l'un d'entre eux, en faisant allusion aux milices chiites al-Hachd al-Chaabi, soutenues par l'Iran et qui ont participé à l'offensive au côté de l'armée irakienne, des forces spéciales et de la police fédérale. Un autre pointe, sans ambages, la responsabilité de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), parti d'opposition au président Massoud Barzani: « les pechmergas de l'UPK sont des traîtres. Ils ont déserté les bases avant que l'armée irakienne n'intervienne », blâme-t-il. Enfin, d'autres soldats, appuyés contre une voiture militaire à l'arrêt, dé-



noncent l'« abandon de la communauté internationale ». Plus loin, un soldat accroupi sur un talus de terre au milieu de vastes collines désertiques ajoute: « Les États-Unis ont fourni des armes aux forces irakiennes pour combattre Daech. Maintenant ils les utilisent contre nous et personne ne nous vient en aide. Nous sommes seuls. »

« Les Hachd al-Chaabi (milice chiite, NDLR) sont pires que Daech. Ils violent les femmes et battent les enfants »

UN CIVIL KURDE FUYANT KIRKOUK

Une file interminable de voitures, camions et véhicules militaires s'étend d'un horizon à l'autre. Les familles kurdes fuient les quelques combats sporadiques, emportant avec eux le strict minimum. « J'ai pris mes papiers, mon argent et j'ai quitté Kirkouk au plus vite avec ma famille », raconte Rachid au volant de son 4x4 blanc et au côté de sa femme et de ses deux filles. « Je crains pour l'avenir de ma famille. Tous les pechmergas ont fui et je ne fais pas confiance aux Hachd al-Chaabi », fustige-t-il, les yeux embués de tristesse après avoir quitté sa ville natale où il exerçait son métier de vétérinaire. « Toute ma famille est dans notre deuxième maison à Erbil. Ils y resteront tant que les milices chiites contrôleront Kirkouk », raconte Hadeer Mohamad, jeune cameraman kurde.

Fer de lance du gouvernement, les militaires sont vus d'un mauvais œil par les familles en fuite. Les exactions commises

à l'encontre des Arabes sunnites durant la campagne militaire contre Daech effraient les populations kurdes, majoritairement sunnites également. « Les Hachd al-Chaabi sont pires que Daech. Ils violent les femmes et battent les enfants », s'épouvante le vétérinaire.

Dans les embouteillages, un chauffeur de taxi d'Erbil s'adresse aux soldats entassés à l'arrière d'une voiture blindée: « retournez vous battre », crie-t-il. Un pechmerga répond d'un ton échauffé: « Je t'en prie, vas-y, on te donne nos armes. »

À Sinjar, les pechmergas se sont débâchés. Et cette fois, ce sont les combattants du PDK, le parti du président Barzani, qui sont partis les premiers. La ville est désormais sous le contrôle des Hachd al-Chaabi. Ces milices composées de chiites sont sous double allégeance. Elles obéissent au commandement irakien mais sont sous influence des Iraniens, qui les forment, les entraînent et les arment. Dans le nord de l'Irak, elles se sont dotées d'unités composées de recrues issues des minorités. À Sinjar, ce sont donc des yazidis du bataillon Lalich qui patrouillent dans une cité en ruines et déserte. Des centaines de milliers d'habitants de la province dévastée par Daech en 2014 sont installés dans des conditions de grande précarité depuis trois ans, dans des camps de déplacés au Kurdistan irakien. Marginaux parmi les marginaux, ils sont les laissés-pour-compte d'une région convoitée pour des raisons géostratégiques.

Le mont Sinjar domine un paysage qui s'ouvre vers la Syrie, la Turquie et l'Irak. Le retrait des pechmergas de ce secteur ne signifie pas pour autant le retour à la stabilité. Les combattants kurdes du PKK turc qui avaient sauvé les yazidis des grif-

des de l'Etat islamique en août 2014 campent sur leurs positions. Ils ont eux aussi fondé leur milice yazidie. Le PKK dispose ainsi d'une arrière-cour adossée au Rojava, le Kurdistan syrien, un vaste territoire qu'il contrôle via sa branche locale, les YPG. Bagdad estime que le PKK n'a pas sa place en Irak. Quant à la Turquie, elle veut en découdre pour se préserver des infiltrations de commandos kurdes dans le sud-est du pays, où les séparatistes sont sévèrement réprimés.

À Erbil, le reflux des pechmegas frac-

ture la société kurde. Les deux principaux partis politico-militaires, le PDK du président Barzani et l'UPK, se renvoient la responsabilité de la déroute. L'UPK reproche à Massoud Barzani d'avoir imposé la consultation sur l'indépendance, qui a mis le feu aux poudres, sans avoir écouté les Kurdes favorables à un report du référendum et à une médiation sous l'égide de l'ONU. «*Pendant que nous étions occupés à protéger le peuple kurde, Massoud Barzani s'activait à voler le pétrole et à renforcer son influence*», accuse Lahour

Cheikh Zengi, chef du contre-terrorisme kurde dans la région de Souleimaniya, fief de l'UPK.

Face au refus présidentiel de remettre en cause le référendum, des membres de l'UPK auraient négocié en secret avec le premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, le redéploiement des forces gouvernementales à Kirkouk. Une démarche qualifiée de «*trahison*» par l'entourage de Massoud Barzani. ■

LE FIGARO 18 octobre 2017

# La chute de Raqqa, « capitale » syrienne de l'EI

Le fief des djihadistes depuis 2014 est tombé aux mains des combattants arabo-kurdes, qui veulent pousser leur avantage.



Mardi, des combattants des forces arabo-kurdes (FDS) manifestent leur joie dans Raqqa libérée. ERIK DE CASTRO/REUTERS

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

**MOYEN-ORIENT** Longtemps désigné comme «*le centre de la terreur*» de l'organisation Etat islamique (EI), Raqqa est tombée mardi, après quatre mois et demi de combats entre les djihadistes, qui contrôlaient la ville depuis 2014, et des forces arabo-kurdes (FDS), soutenues par les États-Unis.

Si les opérations militaires ont quasiment pris fin, des opérations de ratissage pour éliminer des cellules dormantes continuent cependant. Un porte-parole américain a précisé que les FDS ne contrôlaient encore que 90 % de Raqqa.

Exclus d'un accord pour être évacués plus à l'est vers d'autres poches djihadistes, quelque 200 à 300 combattants étrangers étaient restés, ces derniers jours, dans l'ancienne «*capitale*» de l'EI en Syrie. Ils s'étaient repliés à l'hôpital et dans le stade municipal, doté de prisons souterraines par le régime de Damas, qui avait dû céder la ville à des rebelles modérés en 2013, avant que ceux-ci ne doivent en faire autant au début 2014 face à Daech. Que sont devenus les derniers djihadistes étrangers dans Raqqa ? Tués, pour la plupart. Encore tapés dans la ville ou ayant réussi à prendre la fuite, pour d'autres. Des Français figuraient dans ce dernier carré de djihadistes. C'est de Raqqa qu'avaient été commandités certains des attentats commis en France depuis deux ans par des djihadistes. Paris ne souhaitait pas que ses ressortissants puissent sortir vivants ou libres de cette bataille de Raqqa. L'Élysée faisait de la chute du bastion

djihadiste un enjeu de sécurité nationale.

Les combats ont fait au total 3 250 morts, dont 1 130 civils, selon l'Organisation syrienne des droits de l'homme. L'aviation américaine a été accusée par des ONG et l'ONU d'avoir provoqué la mort de nombreux civils au cours de ses bombardements. La crise humanitaire est «*plus grave que jamais*», s'alarme Save the Children, qui rappelle que 270 000 personnes, dans des camps bondés, ont besoin d'aide.

L'avancée des FDS a été ralentie par la présence de civils exhibés comme boucliers humains par Daech, ainsi que par les nombreuses mines et les tunnels construits par les djihadistes en trois ans d'occupation de la ville. Ce fut trois ans de cauchemar pour ses habitants. Daech y commit les pires atrocités : viols, rapt mais aussi exécutions massives sur le tristement célèbre rond-point al-Naïm.

C'est une nouvelle défaite pour Daech, après celles de Mossoul, ex-siège d'un califat aujourd'hui en lambeaux, de Tall Afar et de Hawija en Irak, ainsi plus récemment que celle d'al-Mayadin en Syrie. Ce nouveau revers devrait hâter la métamorphose d'un groupe terroriste administrant des territoires en un mouvement insurrectionnel, condamné à revenir à la clandestinité, mais dont la capacité de nuisance est loin d'être annihilée. Signe des difficultés rencontrées par Daech : le silence de ses médias, depuis plusieurs semaines. Comme si les derniers cadres de sa propagande avaient eux aussi une priorité : survivre.

## Les tribus courtisées

Des djihadistes syriens ont fui Raqqa

**3 250**  
morts

dont 1 130 civils, tel est le bilan des combats pour la libération de Raqqa

plus à l'est sur l'Euphrate vers les villes de Deir ez-Zor et d'al-Boukamal, les deux dernières poches contrôlées par Daech en Syrie. Mais à Deir ez-Zor, les forces syriennes, appuyées par l'aviation russe, et au sol, le Hezbollah chiite libanais, avancent dans la ville. Au grand dam des combattants arabo-kurdes, qui après leur victoire à Raqqa, vont chercher à prendre leur part dans la bataille qui se joue pour libérer Deir ez-Zor. La course contre la montre entre forces proaméricaines et prorusses va donc s'accélérer. Comme s'est accélérée la conquête, ces dernières heures, de l'autre côté de la frontière, en Irak cette fois, de Sinjar, par une milice yazidie soutenue par les milices chiites irakiennes et l'Irak, qui ont délogé les Kurdes du secteur. Or l'objectif des supplétifs de Bagdad, comme des prorusses en Syrie, est de parvenir, avant les FDS proaméricains, à al-Boukamal pour sécuriser la frontière. Les forces syriennes et leurs alliés paraissent les mieux placés dans ce combat pour tenir les poches cédées par Daech, de part et d'autre de la frontière.

Dans cette guerre d'influence, chaque camp courtise les tribus, puissantes dans ces régions désertiques. Sous l'impulsion

de leurs conseillers américains, les Kurdes ont intégré des combattants arabes pour donner à leur groupe une coloration locale mieux à même de les faire accepter par la majorité arabe de Raqqa,

une fois Daech expulsé. Mais Damas n'a pas été en reste : depuis des mois, ses services de renseignements cherchent à convaincre des leaders tribaux que c'est le régime qui reprend peu à peu des ter-

ritoires perdus. Et que c'est donc vers lui que les responsables tribaux, connus pour leur versatilité, doivent de nouveau se tourner. ■



18 Octobre 2017

# Le dernier mois de Raqqa, capitale brisée du «califat»



Des combattants des Forces démocratiques syriennes, à Raqqa, mardi. PHOTO ERIK DE CASTRO. REUTERS

Dévastée, la ville dans laquelle avait été proclamé l'Etat islamique en 2014 est tombée, mardi, aux mains des Forces démocratiques syriennes. Après des années de tyrannie et d'intenses bombardements, les morts se comptent par milliers.

Par  
**HALA KODMANI**

Il aura fallu presque un an pour déloger l'Etat islamique de Raqqa, la «capitale» des jihadistes en Syrie, son centre de commandement «des opérations extérieures», «la ville modèle» de son califat auto-proclamé. Plus de 30 000 hommes, environ 25 000 Kurdes et 5 000 Arabes, ont été mobilisés dans les Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par la coalition internationale. Débutée le 6 novembre 2016, l'offensive «Colère de l'Euphrate» vise d'abord à encercler la ville de 250 000 habitants, sous la coupe de l'EI depuis 2014. En mai 2017, la reconquête de la ville elle-même débute. L'avancée dans les quartiers sud est très rapide. Fin juin, les FDS ont capturé «environ 25 % des quartiers résidentiels» de Raqqa, où 100 000 civils sont encore pris au piège. Les combats se durcissent à l'approche des quartiers centraux. En septembre, c'est le début de la «bataille finale». Les jihadistes commencent à faiblir. Dans des vidéos quotidiennes, l'EI assure que les «assaillants» sont «noyés».

## 10 septembre Fuite

Affrontements violents dans les secteurs centraux. Les FDS annoncent 30 morts parmi les jihadistes. Le lendemain, des dizaines de civils parviennent à sortir des quartiers assiégés dans l'ouest de Raqqa. Aux menaces de l'EI, certains répondent : «Mourir sous les raids de la coalition ou par vos balles... On est morts en tout cas.» Les jihadistes syriens qui laissent passer des civils sont arrêtés peu après par un chef de l'organisation. Il ne reste que 20 000 habitants dans les quartiers encore sous contrôle des hommes en noir.

## 12 septembre Crucifixion

Prise totale du quartier de Thakaneh. L'EI avait installé les familles de ses jihadistes étrangers dans les vastes appartements de ce quartier bourgeois. Les boulangeries sont remises en marche après des mois d'arrêt dans les quartiers de Machlab. «C'est la fête», commente une habitante sur Facebook. Le lendemain, au centième jour de «Colère de l'Euphrate», alors que les FDS réalisent une percée vers le centre de Raqqa, les jihadistes paniquent. Les combats s'intensifient avec la prise de bâtiments

**RÉCIT**

donnant sur le jardin Al-Rachid, proche du rond-point Al-Naïm. Sur la place tristement célèbre comme théâtre des exécutions, un jihadiste, accusé d'espionnage au profit de la coalition, est égorgé puis crucifié.

## 15 septembre Raids

L'offensive s'accélère avec l'ouverture d'un nouveau front au nord, où sont concentrés les derniers combattants de l'EI, environ 500 hommes. Ils étaient cinq fois plus avant le siège. Beaucoup sont morts ou ont suivi des cadres, partis se réfugier près de la frontière syro-irakienne. Les combats s'intensifient autour des places centrales, appuyés par plus de 70 raids de la coalition. Deux jours plus tard, les soldats du «califat» tirent sur les civils qui tentent de fuir vers les zones contrôlées par les FDS dans le quartier de Rumellah. Un père de famille meurt d'une crise cardiaque en voyant les jihadistes tirer sur sa femme et ses enfants. Alors que certains soldats de l'EI volent les papiers d'identité de civils pour tenter de fuir, des raids de la coalition détruisent la grande mosquée Omar Abdel-aziz.

## 20 septembre Optimisme

La bataille «touche à sa fin», veulent croire les FDS, **Suite page**



**Suite de la page** qui annoncent avoir pris 90% de Raqqa. Des «*signes d'écroulement*» des forces de l'EI se feraient jour. Un vent d'optimisme qui survient après la prise de plusieurs positions stratégiques dont celle de la base militaire, la division 17, qui surplombe la ville. A bout de munitions et de nourriture et sous le feu de l'aviation, les jihadistes ne peuvent plus résister. Menés par leur chef marocain, une trentaine d'entre eux se rendent en fin de matinée. Ils auraient été transportés vers une base militaire américaine dans la région de Kobané, près de la frontière turque.

## 24 septembre Attaque surprise

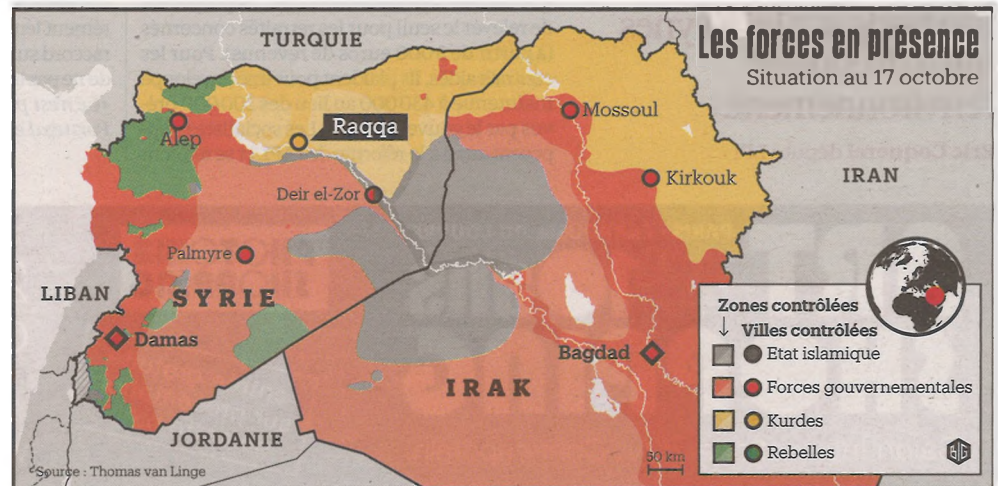
Des batailles féroces se poursuivent autour de la division 17 et du quartier de Rumeilah – une voiture piégée explose près du quartier Ferdos, au cœur de la ville. Un raid de l'aviation de la coalition sur un immeuble de Haret al-Badou, au nord-est de Raqqa, fait au moins 30 morts. «*A mesure que l'étau se resserre, la réaction de Daech devient plus féroce*», explique Jihan Sheikh Ahmad, la porte-parole des FDS. Un «*conseiller*» des forces spéciales françaises est tué par un tir d'obus. Deux jours plus tard, une attaque surprise de Daech se produit à l'est de Raqqa, dans une zone pourtant contrôlée depuis début juin. Deux groupes de jihadistes revêtent l'uniforme des FDS et s'introduisent à Machlab via des tunnels. Amaq, l'agence de propagande de l'EI, affirme que les jihadistes ont tué trois membres des forces spéciales américaines et blessé deux Français. Et tué une centaine de combattants des FDS.

## 28 septembre Résistance

Un enregistrement audio d'Abou Bakr al-Baghdadi, le calife autoproclamé (donné plusieurs fois pour mort), est diffusé pour la première fois depuis des semaines. Il encourage ses troupes à Raqqa, à Deir el-Zor et à Syrte (Libye), et promet que «*l'Amérique va s'effondrer*». Il appelle les sunnites d'Irak et de Syrie à la résistance. Ses hommes tentent une contre-attaque, avec l'objectif de se replier vers Deir el-Zor. Mais les FDS reprennent rapidement le contrôle de la zone. Une réunion sur l'avenir de la gouvernance de Raqqa se tient à Rome avec un conseil civil constitué par les FDS. Mais sans représentants reconnus par l'opposition syrienne.

## 2 octobre Hôpital

Au moins 18 civils dont 4 enfants



sont tués dans un raid aérien de la coalition. Les victimes puisaient de l'eau près du stade municipal, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Il ne resterait plus que 200 à 500 combattants, concentrés dans les quartiers du stade national et d'Al-Badou. Environ 50 raids de l'aviation sont recensés quotidiennement. Trois jours plus tard, les combats approchent de leur «*dernière semaine*» promettent les FDS. Les derniers jihadistes sont retranchés dans l'hôpital principal de Raqqa, un stade de football et les quartiers résidentiels alentour, y compris la place Al-Naim. L'hôpital a été transformé en une base militaire «*lourdement fortifiée*», selon le porte-parole de la coalition internationale, l'Américain Ryan Dillon. L'ONU l'assure : 8000 civils seraient encore pris au piège à Raqqa.

## 11 octobre Négociations

Des discussions sont entamées pour évacuer les civils pris au piège, avant que ne soit lancé l'assaut final. «*Le conseil civil de Raqqa mène des discussions pour déterminer le meilleur moyen de permettre aux civils pris au piège de Daech de quitter la ville*», indique la coalition. Et d'ajouter : certains civils «*sont utilisés comme des boucliers humains par les terroristes*». Les négociations portent sur une évacuation des jihadistes et de leurs familles vers Abou Kamal et l'est de la province de Deir el-Zor. Entre 400 et 600 combattants de l'EI se trouvent encore à Raqqa, estime les FDS. Entre 800 et 900 autres seraient blessés. La coalition rejette une proposition de médiation. «*Les combattants étrangers les plus durs vont sans doute se battre jusqu'au bout*, affirme Ryan Dillon, *alors que quatre ou cinq "locaux" se rendent par semaine, y compris des émirs.*» Une rencontre aurait eu lieu entre un chef saoudien de Daech,

des officiers américains et des FDS. Un habitant confie avoir vu des bus aux abords nord de Raqqa se préparant à entrer dans la ville.

## 14 octobre Autobus

L'accord d'évacuation est confirmé. Une vingtaine d'autobus sont mobilisés pour transporter les civils et les combattants syriens hors de Raqqa. Il ne reste que 3 500 habitants. Le lendemain, des photos de prisonniers sont diffusées. Ils sont emmenés par les FDS à Tabqa pour être interrogés. Les civils sont, eux, dirigés vers les camps de réfugiés de Ain Issa, à 50 kilomètres au nord de Raqqa, où ils seront également interrogés. Dans le même temps, une quinzaine de familles de différentes nationalités se livrent aux FDS. «*La dernière chose que nous voulons, c'est que les combattants étrangers soient libérés afin qu'ils puissent retourner dans leur pays d'origine et causer plus de terreur*», assurait Ryan Dillon.

## 16 octobre «Contrôle total»

Les ultimes affrontements contre quelque 200 jihadistes étrangers retranchés sont décrits comme «*les plus durs*» par la porte-parole des FDS. «*Les derniers combats vont mettre fin à la présence de Daech. Cela signifie qu'ils ont le choix entre se rendre ou mourir.*» Vingt-quatre heures plus tard, «*tout est fini à Raqqa*, annoncent les FDS. *Les opérations militaires ont pris fin. La ville est sous contrôle total.*» La bataille et les bombardements ont fait au moins 3250 morts, dont 1130 civils, en quatre mois, selon un bilan de l'OSDH. «*Félicitations à Raqqa ! Même s'il ne reste plus grand-monde ni grand-chose à féliciter. Mais au moins les bombardements cessent.*», écrit sur Facebook un jeune originaire de la ville, réfugié en Europe. ◆

# Kurdish VP accuses certain PUK leaders of fall of Kirkuk, calls them 'apostates'

By Rudaw.net 18/10/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** - The vice president of Kurdistan and deputy leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in a strongly worded statement denounced those among the PUK who ordered the withdrawal of the Peshmerga forces in Kirkuk, which eventually led to the city's control by Iraqi forces and the Iranian-backed Hashd al-Shaabi forces.

"What is happening is another Anfal against Kurds," said Kosrat Rasul Ali. "What really deepens the wound is some apostates abandoned the PUK's doctrine without returning to our party's leadership and became the invaders' assistant to obtain some personal, temporary gains. With this disgusting act, they are slipping themselves into the black pages of the history of our nation, humiliated."

Other senior members of the PUK have dismissed claims in Kurdish media of an ordered withdrawal.

Ali, a veteran Peshmerga commander who brought thousands of troops to Kirkuk, called on the Kurdistan Region's political parties to put order back into Kurdish houses and learn a lesson from the events.

"Unity is the only way to empower our struggle," Ali said.

Ali added that the Kurdistan Region expected the "international community, our friends and allies in the world and the region to honor our nation and listen to us to build a bright future for our future generations."

"But unfortunately, they instead all collectively stood against us once again proving the fact that the Kurdish nation has no friends but the mountains," Ali said.

The Kurdish vice president added "leaving our nation in limbo to the onslaught and attacks of the Shiite Hashd al-Shaabi militia and Iraqi army units in the past days' events in Kirkuk and Kurdistan areas, massacring Kurdish people in Tuz Khurmatu and other areas, expelling, burning down and looting their houses and properties has no other meaning but the beginning of launching another Anfal against Kurds on their ancestral lands."

The head of the PUK in Kirkuk, Aso Mamand, told reporters in Sulaimani on Wednesday that "some Hashd al-Shaabi gangsters have stormed Kurdish houses," but described the situation as generally "calm."

When ISIS threatened to overrun all of northern Iraq in 2014, Kurdish Peshmerga fought against ISIS extremists who were better armed, which prompted the United States to provide air cover. Washington's hardline rhetoric towards Iran has contradicted with the Kirkuk by Hashd, who Baghdad admits are advised by Qassem Soleimani, the leader of Iran's Quds Force.

Ali recalled that "the Kurdistan nation stood against the most barbaric terrorist group for three years and put a stop to their disgusting plots on behalf of the world's peaceful humanity."

"Although the damages, in terms of losing national achievements are very heavy and the PUK naive [members] are to blame for all the calamities which took place in Kirkuk and Tuz Khurmatu, including the loss of lives and material damages," said Ali, adding the Kurdistan nation is familiar with such failures and that standing up again "is not hard work."

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said in an address on



Iraqi forces advance towards the center of Kirkuk during an operation against Kurdish Peshmerga forces on October 16, 2017. Iraqi forces seized the Kirkuk governor's office, key military sites and an oil field as they swept across the disputed province following soaring tensions over the independence referendum. Photo: AFP/Ahmad al-Rubaye

Tuesday night that the only casualties occurred in Tuz Khurmatu.

General Commander of the Peshmerga Forces and President of the Kurdistan Region Masoud Barzani also criticized a number of PUK leaders for pulling out Peshmerga forces in several positions to let the advancing Iraqi troops enter the city of Kirkuk in a Tuesday statement. Barzani is the leader of the rival Kurdistan Democratic Party (KDP).

It was reported by Kurdish media outlets, including Rudaw, that three leading figures of the late Jalal Talabani family including Bafel Talabani, Lahur Talabany, and Aras Sheikh Jangi had ordered Peshmerga forces of the PUK at several key positions to withdraw and let the Shiite forces and Iraqi army take them over.

But, Hero Ibrahim Ahmed, a senior leader of the PUK and the mother of Bafel Talabani, dismissed claims in a statement following the incidents in Kirkuk saying her family members who wield immense power within the PUK, did not order Peshmerga forces to withdraw from several key areas in south Kirkuk in the face of the Shiite Hashd al-Shaabi.

Bafel Talabani in a televised address on October 12 called on the Kurdish and Iraqi government to jointly, as a temporary measure, administer the disputed areas. He said that the Kurdish and Iraqi forces are "on the specter of war. A war we do not need, a war we do not want."

Barzani said in his statement on Tuesday that "what happened in Kirkuk city was the result of unilateral decisions of some people within a certain internal political party of Kurdistan, which eventually led to

the withdrawal of the Peshmerga forces, as was seen."

He also advocated "for the protection of the unity and resilience of the Kurdistan nation and the political parties."

Iraqi forces, which include the US-trained Counter Terrorism Service and the Iranian-backed Hashd came into Peshmerga-controlled areas south and west of Kirkuk on Sunday at midnight. Monday afternoon, Iraqi forces entered the city of Kirkuk and Prime Minister Haider al-Abadi ordered Iraqi forces to take down the Kurdistan flag in the disputed areas and hoist only the Iraqi banner.

On Tuesday, Iraqi forces continued their advances, taking control of Khanaqin in Diyala province, Shingal and Bashiqa in Mosul.

In a statement on Tuesday night, the Peshmerga Ministry said the borders between the Peshmerga and Iraqi forces will be as they were the day before the Mosul operation began last year.

The actions by the Iraqi forces ordered by Abadi follows weeks of punitive measures taken by Baghdad against Kurdistan in response to the September 25 independence referendum that saw 92.7 percent of people voting to leave Iraq, despite Iraqi opposition.

Kirkuk is a disputed city claimed by both Erbil and Baghdad. Article 140 of the Iraqi constitution called for a referendum to be held in the disputed areas by 2017; however, it was never implemented. ■



Iraqi security forces enter the city of Kirkuk, sending Kurdish forces fleeing. (AAP)

# Rising tensions escalate into combat between Iraqi and Kurdish forces, allies in the fight against Islamic State

By Nabih Bulos / Oct 20, 2017 / ALTUN KUPRI, Iraq  
<http://beta.latimes.com>

The cars slowed as they approached a berm on the northern outskirts of this small town. A Kurdish peshmerga fighter at the checkpoint, instead of waving them through, began pointing urgently to the left — just as the whistle-boom of a mortar shell, a close one, sounded nearby.

Soon there was more trouble: Humvees and armored vehicles careened in and quickly set up defensive positions behind the berm. Several civilian cars were right behind, their terrified drivers gunning their engines to escape the crescendo of explosions they had just left behind.

The bangs now came from all sides, intensifying into a drum roll as the peshmerga's heavy machine guns opened fire at advancing Iraqi forces, accompanied by the bass thumps of the Howitzer artillery at the rear. The high-pitched whines of bullets whizzed past, one smacking into a vegetable stall, another piercing the trunk of a car.

The clashes Friday between Kurdish forces and Iraqi troops — until now allies in the fight to dislodge Islamic State from Iraq — marked the heaviest round of violence since Baghdad launched an offensive earlier this week to claw back disputed areas also claimed by the semiautonomous Kurdish region in northern Iraq.

Elite Iraqi special forces, federal police and Iranian-backed paramilitary units known as Hashd al Shaabi engaged Kurdish troops, advancing from Kirkuk to Altun Kupri district, 25 miles northwest and almost halfway to Irbil, the capital of the Kurdistan regional government.

Throughout Friday's conflict, a drone piloted by the U.S.-led coalition patrolled the skies above, but did not attack any of the belligerents.

"America and Kurds are friends. Why aren't they bombing Hashd and Iran?" asked one peshmerga fighter, whose angry protest was momentarily interrupted by the whistle of an incoming mortar.

The outcome appeared to be a standoff: The Iraqi army announced that its forces had "imposed security" in the district; a statement released by the general command of the peshmerga said the Iraqi attack had been "defeated."

The taking of Altun Kupri, a Turkmen-dominated town on the Zab River that separates Kirkuk from Irbil, is the latest in a series of crushing setbacks for the Kurdish government, which in the last week has lost some 40% of the territory it hoped to include in a future Kurdish state, as well as half of its projected oil reserves.

It is also a troubling development for the U.S.-led coalition, which has lavished both the peshmerga and Iraqi forces with weapons and logistical and air support in the fight against Islamic State. Some of those weapons and vehicles were seen on the front line during Friday's skirmish.

Kamal Karkouki, commander of the peshmerga in western Kirkuk, said in an interview, "Iraq attacked the area here with American weapons, and we have to answer them."

"They will try to occupy this whole area and move forward," he said.

Spokesman Col. Ryan Dillon said the coalition was "aware of the incident" and that it was continuing "to engage our counterparts in the Iraqi army and the peshmerga to ease tensions ... there is also work on the embassy level as well."

The U.S., which opposed a nonbinding referendum last month on Kurdish independence, has insisted it will not take sides. But Dillon said that both peshmerga and Iraqi army leaders, while diverted over the independence debate, were "not as responsive or committed to the fight against ISIS ... and this has always been our concern leading up to the referendum, and it has certainly played out in that way and more so right now."

Islamic State is also known as ISIS.

"Just because ISIS doesn't hold territory doesn't mean they're not planning attacks or planning nefarious activity all over Iraq, and this is something we have to keep an eye on," said Dillon. "We're already seeing the emphasis and the attention on ISIS slipping away."

Casualty numbers were not immediately disclosed, but witnesses said at least eight peshmerga had been treated for wounds.

Karkouki later said that his fighters had destroyed five Iraqi Humvees and two tanks, while a reporter in the area saw two peshmerga vehicles bur-



Kurdish peshmerga fighters near Altun Kupri, Iraq. (Nabih Bulos / For the Los Angeles Times)



Firing of cannon shot can be seen as Iraqi forces advance to take control of Altun Kupri, south of Arbil in Iraq as they clash with the Kurdish military (AAP)

ning after apparently taking direct hits from mortar fire, as well as the charred skeletons of three pickup trucks.

The clashes come after a relatively bloodless offensive forced peshmerga units in the past week to hand over oilfields, power plants, airports as well as important border districts to Iraqi forces, almost without a shot being fired. Baghdad is seeking to reimpose its control over areas the peshmerga had seized after Islamic State's stunning 2014 takeover of northern Iraq.

But Friday's fighting also signified a further souring of already-tense relations between the Kurds and the Iraq government more than three weeks after the overwhelming Kurdish vote in favor of secession.

Kurdish news outlets have been full of reports of Kurdish neighborhoods facing harassment by Iranian-backed Shiite militias allied with the central government (the reports were dismissed as "fake news" by Iraqi Prime Minister Haider Abadi).

The U.S. State Department said it was "concerned" by the clashes and appealed for all parties "to cease all violence and provocative movements, and to coordinate their activities to restore calm."

The department statement said the Iraqi government's reassertion of authority over disputed areas in the north "in no way changes their status — they remain disputed until their status is resolved in accordance with the Iraqi constitution."

Meanwhile, in his Friday address, Grand Ayatollah Ali Sistani, Iraq's top Shiite cleric, called on Baghdad to do more to reassure and protect Kurdish citizens. ●



Par SANDRINE ALEXIE  
Sandrine Alexie, romancière.  
Écrit en français, vit au  
Kurdistan.  
18 octobre 2017

# La chute de Kirkouk : guerres et trahisons

<https://larosededjam.wordpress.com/>

Le scénario de la trahison est confirmé, bien qu'il reste pas mal de zones d'ombre.

Pêle-mêle, dans l'ordre à peu près chronologique :

– Après un sommet à Dukan (zone UPK, où Jalal Talabani avait une résidence), où le gouvernement kurde et toutes ses factions s'accordent pour ne pas annuler le référendum, ce que demande Abadi (au passage, c'est idiot, car le référendum ne débouchait pas sur une déclaration d'indépendance immédiate et qu'il le veuille ou non, une fois les résultats proclamés, tout le monde s'en souviendra)...

– ... vient ensuite une réunion à Suleimanieh (capitale UPK) entre Hero Talabani, Lahur, Pavel, et quelques autres et Qasem Soleimani, le bras armé de l'Iran dans toute la région, de Bagdad jusqu'à Alep. Nul ne sait alors ce qui s'y est dit sauf les futurs traîtres (pas la peine de prendre des gants, il y a un nom pour ça).

– Environ 24 heures après l'expiration de l'ultimatum lancé par Abadi pour annuler ce référendum, des unités de l'armée irakienne et des milices chiites (Hashd al Shaabi), avec des éléments persanophones dans le lot, plus Qasem Soleimani en « conseiller stratégique » font mouvement vers les positions autour de Kirkouk tenues par les Peshmergas UPK et les puits de pétrole.

Là, il semble que les Peshmergas ont commencé de riposter. Pour ensuite recevoir un ordre de retrait sans tir. En gros, un abandon furtif de positions. Mais pas tous les Peshmergas, seulement ceux sous le commandement des officiers obéissant aux Talabani. D'autres UPK, sous les ordres de Kosrat Rasul (UPK rival des Talabani) ne sont pas au courant et se retrouvent seuls, face à l'ennemi qui avance, alors que plein de positions sont vides de toute défense. Kosrat Rasul a l'intention de se ruer pour défendre la ville avec 3000 hommes. Ensuite, on n'entend plus parler de lui et rien n'est clair : d'abord les rumeurs font état d'une blessure, puis d'une crise cardiaque, et finalement la dernière rumeur et la plus persistante est que mis au courant du plan de retrait des Talabani par le commandant PUK Sheikh Jang, il a refusé d'obtempérer sans ordre de Massoud Barzani (logique, le président kurde commande les armées) et aurait été arrêté. Ou bien il réchappe de justesse à un assassinat. On dit aussi que le gouverneur de Kirkouk, Nadjim ad Din Kareem, que l'on voit très vite dans les rues de la ville, haranguer les habitants en arme afin de résister, échappe lui aussi de peu à un assassinat ou à un kidnapping de la part de la faction Talabani menée par Lahur et est sauvé par les Asayish d'Erbil, accourus en renfort.

Quoi qu'il en soit, en quelques heures, la défense kurde est complètement inopérante, vu le nombre de check-points laissés vides par les Peshmergas, ce qui désorganise toute stratégie possible (j'imagine qu'il était difficile de savoir quelle position tenait encore ou avait été abandonnée).

Pour finir, comprenant que la partie est perdue, les Kurdes de Kirkouk, qui avaient tenté de bloquer les routes pour empêcher la fuite des Peshmergas ou au moins récupérer les armes, comprennent que c'est fini et c'est l'exode qui commence, tout le monde voulant mettre à l'abri sa famille, alors que les Hashd commencent à piller les biens des Kurdes de Tuz Khurmatu (une ville proche), à tuer des civils, et à décapiter des Peshmergas capturés.

Qui part ? Ceux qui ont à craindre les chiïtes, c'est-à-dire les Kurdes, évidemment, mais peut-être aussi des Arabes sunnites, des chrétiens, difficile de savoir. Les Arabes chiïtes et les Turkmènes hostiles aux Kurdes font la fête. Kirkouk est irakienne, comme sous Saddam.

On voit Lahur Talabani parader avec les forces irakiennes, comme ça, plus de doute.

Les Talabani ont-ils vraiment voulu livrer toute la ville ou se sont-ils fait avoir ? C'est aussi une hypothèse qui court, à savoir qu'ils étaient partants pour donner les puits de pétrole, mais pas la ville, qu'ils auraient voulu sans doute reprendre à son gouverneur élu, sous leur propre contrôle. Mais oh, surprise, ça ne s'est pas tout à fait passé comme ça.

Mais ça ne s'arrête pas là : tout au long de la journée d'hier, on apprend

le retrait, sans coup férir, non seulement des Peshmergas (UPK) de Makhmour, Khanaqin (au sud du Kurdistan), mais aussi des régions tenues par les Peshmergas de Barzani, comme Sindjar (yézidie), Bashiqa (chrétienne), reprises à Daesh.

Comme il est peu pensable que le PDK se soit rallié aux Talabani, on commence à parler d'un accord arraché de force à Barzani. Ce qui est confirmé le soir même par Massoud dans une déclaration publiée sur son site : Le Kurdistan retourne à ses frontières d'avant 2014, dit-il, ce qui n'est pas exact car les Peshmergas étaient à Kirkouk bien avant, à la demande des Américains, du fait que les Irakiens n'arrivaient pas à sécuriser la ville).

Donc Duhok, Erbil, Suleimanieh. C'est tout ce que l'on apprend de son discours, à la fois très vague et très succinct. Et qui laisse tout le monde sur sa faim.

Pourquoi avoir cédé si vite ? peut-être parce que une fois Kirkouk prise, la route pour Erbil était ouverte, ou peut-être parce que si Suleimanieh faisait sécession, du Kurdistan, il ne restait plus grand chose, ou pour une toute autre raison. Pour le moment le secret est total sur le déroulé des pourparlers et l'état d'esprit dans lequel le Gouvernement kurde (composé de PDK et d'UPK) les a subis.

Autre explication possible, les Peshmergas UPK qui n'avaient pas suivi les Talabani, se sont peu à peu ralliés à eux, ou ont flanché, à Makhmur, Khanaqin, et toutes les zones tenues par un parti en plein éclatement. Du coup, ne restait plus que les régions tenues par le PDK, qui s'est retiré en dernier, peut-être parce que l'accord était conclu ou pour renforcer la défense d'Erbil ou Duhok.

Comme Massoud Barzani n'a fait aucune apparition publique depuis les événements, pas plus que le gouverneur de Kirkouk, ou Kosrat Rasoul, c'est à se demander s'il n'est pas en état de choc devant l'ampleur de la trahison (ce n'est pas pourtant pas une première dans la famille Talabani) et l'abandon américain (ce qui n'est pas non plus une première et McGurk est appelé le nouveau Kissinger). Il y a, chez les Barzani, une propension héréditaire à se faire duper et à tout perdre en quelques jours, comme chez les Talabani à collaborer avec l'Irak contre leur propre peuple. L'hérédité féodale...

Dans le même temps, les rumeurs autour d'un accord passé entre Pavel Talabani et l'Irak font état d'une toute autre reconfiguration du Kurdistan : le retour aux frontières d'avant 2002, quand le Kurdistan s'était divisé en deux administrations (PDK et UPK), mais cette fois, Suleimanieh engloberait Kirkouk (et reprendrait Halabja, qui depuis avait eu son propre gouvernorat), dans une administration « conjointe » (comprendre sous tutelle irakienne et iranienne). Cela ne devrait pas forcément plaire à Halabja, très remonté contre la gouvernance UPK et qui pour cela avait demandé à devenir sa propre province... Par contre, ils sont plutôt sympathisants de l'Irak (qui les a accueillis et soignés après le gazage de la ville).

Qu'y a-t-il de vrai là dedans, sont-ce des promesses faites à Pavel et que l'Irak va vite oubliées ? Mystère. D'après Barzani, pourtant, le retour aux frontières de 2003 a été négociée avec l'Irak et la Coalition. Qui va l'emporter ?

Pour le moment, il n'y a plus la guerre. Quoique Nouri Maliki, celui qui avait laissé tomber Mossoul aux mains de Daesh en 2014 a assuré hier, à la TV, que dans 48 h, les chars irakiens seront dans Erbil et le drapeau irakien remplacera le kurde, comme c'est le cas à Kirkouk.

Vu la lamentable faiblesse des USA dans cette affaire, on peut effectivement se demander si une invasion totale du Kurdistan par l'Irak, voire par l'Iran, avec la bénédiction de la Turquie déclencherait autre chose que l'expression d'une « profonde inquiétude » de la part de Brett McGurk, l'envoyé US pour la Coalition.

La frontière avec l'Iran est toujours fermée, aux particuliers comme à tout transport de fret, ce qui alimente les rumeurs d'une attaque irakienne contre ce qu'il reste du Kurdistan, même si le ministre des Peshmergas a confirmé hier le retour du Kurdistan 2003 comme fruit d'un accord. Et que Haydar al Abadi a triomphalement annoncé l'annulation du référendum honni, ce qui semble tout régler. Mais comme Abadi avait dit aussi que jamais il n'attaquerait militairement « ses citoyens kurdes », on peut se

méfier.

Maintenant, en admettant que l'accord auquel fait allusion Barzani (sans aucun détail), est véritable, que peut-on attendre ?

– d'abord une profonde rancœur et amertume entre Kurdes : l'inimitié entre Kurdes PDK et UPK, historique depuis 1966 et 1994, se complique cette fois d'une blessure interne à l'UPK entre les Kurdes de Kirkouk et ses alentours, trahis, et ceux de l'UPK qui soutiennent les Talabani. Suleïmanieh, ville si prompte à manifester son mécontentement contre les autorités et à se mettre en grève, ne semble pas bouger. Ses habitants sont-ils indifférents, complices, ou se réjouissent-ils simplement de ce qu'ils voient comme la défaite des Barzani ? Schadenfreude...

– Les habitants des régions réoccupées par l'Irak : les Kurdes de Makhmour, Khanaqin, Tuz Khormatu, s'ils restent sur place, vont être soumis aux exactions des chiites arabes ; les chrétiens de Ninive, Bashiqa, etc., sont divisés : il y a ceux plutôt favorables aux Kurdes et ceux qui étaient pro Baath sous Saddam et restent pro Irakiens ; les yézidis de Sindjar n'ont jamais pardonné au PDK de les avoir abandonnés à Daesh en aout 14, et souhaitaient une région autonome. Le commandant yézidi des Peshmergas a remis le contrôle de Sindjar au commandant yézidis Hashd (et autres milices yézidies pro irakiennes). De toute façon, on peut être sûr qu'un Shasho (Haydar ou Qasim ou un autre de la famille) récupérera les clefs de la maison.

Pour le moment, les yézidis sur place sont moins nombreux que ceux restés dans les camps de Duhok. Vont-ils revenir ? La reconstruction de Sindjar est assez aléatoire si elle dépend du budget irakien...

Les chrétiens revenus dans les régions que va reprendre l'Irak, vont-ils

rester ou se réfugier à nouveau au Kurdistan ? Ceux qui sont encore réfugiés à Erbil vont-ils revenir ? Chez eux, comme chez les yézidis, la méfiance et la peur de leurs voisins musulmans est profonde. Derrière tout musulman, ils voient un fanatique qui n'attend qu'une occasion pour les trahir.

Est-ce que l'Irak offrira une sécurité aux minorités qu'il est incapable d'offrir à Bagdad aux chrétiens et aux Mandéens ? Un renouveau du conflit entre sunnites et chiites arabes est aussi prévisible (les sunnites arabes en venaient à soutenir le référendum kurde en espérant faire de même plus tard) et dans ces cas-là, les chrétiens, shabaks, yézidis seront toujours au milieu des tirs.

– Le sentiment kurde d'avoir été utilisé comme simple chair à canon par la Coalition et ne compter pour rien une fois Daesh vaincu est général et en Syrie, les YPG pourraient s'en inquiéter. Si Poutine décidait de jouer la carte kurde, il n'aurait qu'à claquer des doigts. La popularité américaine (et européenne dans une moindre mesure) au Kurdistan doit à présent être autour de -99.9 %...

Bien la peine que l'Occident fête la chute de Raqqa en s'extasiant sur les filles kurdes en armes... Maintenant qu'il n'a plus besoin d'eux, pourquoi volerait-il à leur secours si Bachar décide de les éliminer ou si les conflits des Kurdes avec les milices arabes reprennent, comme avant Daesh ? Ils seront largués comme leurs frères « irakiens malgré eux ». ♦



October 30, 2017

## Kurdistan will be independent and Kirkuk will be restored: Najmaldin Karim

Nadia Riva Nadia Riva | October 30-2017

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan 24)** - Despite the shock of seeing its allies siding with its enemies, the Kurdistan Region will achieve statehood sooner than a lot of people think, according to a Kurdish official.

In an interview with CNN, dismissed Governor of Kirkuk Najmaldin Karim said that the dream of Kurdish independence was still alive among the people of Kurdistan.

"I still believe very strongly that Kurdistan one day will become independent," he stated, adding that it would "probably be sooner than a lot of people think."

Karim, speaking from Erbil, was asked about the timing of the referendum and the current stepping down of President of the Kurdistan Region, Masoud Barzani.

"All political parties supported independence," he highlighted, noting that hundreds of thousands of people attended rallies. "We always knew there were risks."

Karim said the Kurdish leadership, notably President Barzani, knew that it would be "no picnic" to ask for independence.

"Separating from a country that has oppressed us, subjugated us for the past hundred years," was never going to be easy,



Ousted Governor of Kirkuk, Najmaldin Karim.

Karim said.

The ousted Kurdish Governor of the embattled province of Kirkuk stressed that the President was not stepping down due to the aftermath of the Sep. 25 independence vote.

"Masoud Barzani carried the banner for the referendum, which was held peacefully," he emphasized. "His term is simply ending, and he promised he would not remain as president past his term. This is a normal thing."

Karim, however, stressed that it was the reactions of regional and international partners that was abnormal.

"Unfortunately, the reactions of the Iraqi

Government and neighboring countries were brutal."

"One thing we did not expect was for our friends, the people we fought with and defended, not just our country but also their country against [the Islamic State (IS)], against terrorists, to stand by and give tacit approval to the oppressors and support them," Karim declared.

Karim claimed the Kurdistan Region's western allies were supportive of independence but that the timing was inappropriate. "We asked them why they would not say so publicly, and we would accept that. But to say it was not a good time was not good enough"

In retaliation to the vote, the Iraqi Federal Government launched an assault led by Iranian-backed Shia militias in the disputed area of Kirkuk and others, and Baghdad dismissed the Governor for supporting the referendum.

"We temporarily lost some areas of Kurdistan which are considered occupied rather than disputed because they came by force. We asked for dialogue, they refused to come forward."

"We will get Kirkuk back," Karim concluded. ●

# Irak : l'offensive de l'armée enterre les rêves d'indépendance des Kurdes

Les troupes irakiennes se sont emparées des deux plus grands champs pétroliers de la région de Kirkouk. Une perte lourde de conséquences pour les Kurdes.

G.S (avec AFP) le 17 octobre 2017  
https://tempsreel.nouvelobs.com

Les espoirs d'indépendance du Kurdistan irakien sont en train de partir en fumée. Les troupes irakiennes ont repris, ce mardi 17 octobre, les deux principaux champs pétroliers de la ville de Kirkouk après le retrait, sans combattre, des forces kurdes.

Depuis le début de l'opération il y a deux jours, les convois de blindés avancent pour réimposer l'autorité du pouvoir central dans la province disputée de Kirkouk (nord-est), où les combattants kurdes s'étaient installés en 2014 dans la foulée de la percée fulgurante des djihadistes face à des forces irakiennes en pleine débandade.

Dans la matinée, les membres des forces irakiennes ont descendu les drapeaux kurdes hissés sur les bâtiments et postes de contrôle des champs pétroliers de Bay Hassan et de Havana, pour les remplacer par des drapeaux irakiens.

Pour le colonel Ahmed Modhi, de la police fédérale, la prise par les forces irakiennes de ces champs est un juste retour des choses :

""C'est une richesse nationale, elle appartient à l'Irak, au même titre que les richesses naturelles de l'ensemble des régions du pays.""

Les deux champs, où le pompage est à l'ar-

rêt depuis lundi, produisaient environ 250.000 barils par jour, tous exportés par la région autonome du Kurdistan, contre l'avis du pouvoir central à Bagdad. Ce dernier entend d'ailleurs reprendre à la région autonome, en pleine crise financière, un revenu que la Constitution garantit aux autorités centrales.

Le Kurdistan, qui traverse la plus grave crise économique de son histoire, pourrait lourdement pâtir de la perte de ces champs qui assurent 40% de ses exportations pétrolières.

Alors que la crise s'intensifie, les marchés surveillent avec inquiétude la situation qui menace de réduire l'offre mondiale de pétrole et de faire grimper les prix. Les investisseurs craignent en effet que les exportations du Kurdistan irakien soient affectées par le conflit. Première conséquence : le prix du baril de pétrole coté à New York montait ce mardi à l'ouverture à 52,04 dollars (en hausse de 17 cents).

## "C'EST LA FIN DU RÊVE D'INDÉPENDANCE"

"Avec la perte de ces champs, le portefeuille kurde est divisé par deux", explique à l'AFP le géographe français Cyril Roussel. Mais au-delà de la question économique, "c'est la fin de l'autonomie économique du Kurdistan et du rêve d'indépendance".

"Ce n'est qu'après avoir annexé en juillet 2014 les deux gisements de Kirkouk que le président kurde Massoud Barzani a commencé à parler d'indépendance, avant il ne parlait que d'autonomie", rappelle ce spécialiste du Kurdistan irakien.

Les troupes irakiennes tiennent désormais trois des six champs de la province disputée de Kirkouk, le siège de la compagnie nationale (North Oil Company) ainsi que de nombreuses infrastructures pétrolières et gazières.

Cette avancée marque un tournant dans l'opération lancée par le pouvoir à Bagdad, qui avait déjà enregistré lundi plusieurs victoires à forte portée symbolique, trois semaines exactement après le référendum d'in-

dépendance, dont le grand architecte, Massoud Barzani, est désormais sous le feu des critiques jusque dans son camp.

## APRÈS KIRKOUK, SINJAR ET DIYALA

A plusieurs centaines de kilomètres de Kirkouk, près de la frontière syrienne, les forces irakiennes ont repris la ville de Sinjar (nord-ouest), fief de la minorité yazidie persécutée par les djihadistes du groupe Etat islamique (EI). Là aussi, les peshmergas se sont retirés "sans violence".

Dans la province de Diyala, à l'est de Bagdad, les troupes gouvernementales "sont entrées dans Jalaoula et ont hissé le drapeau irakien sur la municipalité", a indiqué le responsable de la sécurité locale, Sadeq al-Husseini. "Les peshmergas se sont retirés de toutes leurs positions dans quatre secteurs, dont Jalaoula et Khanaqine, et sont retournés aux positions qu'ils tenaient avant 2014."

En faisant hisser le drapeau irakien et descendre le drapeau kurde devant le gouvernorat de Kirkouk, Bagdad a marqué avec force son retour aux commandes face aux Kurdes.

En juin 2014, les combattants kurdes (peshmergas) avaient pris, sous les quolibets, les uniformes et les armes des soldats irakiens de la 12e division sur la base "K1" au nord-ouest de la ville de Kirkouk. Lundi, leurs blindés sont revenus pour effacer l'humiliation.

Fortes de ces succès, extrêmement rapides et quasiment sans aucune violence, les forces gouvernementales avancent désormais pour réimposer leur autorité dans d'autres zones disputées.

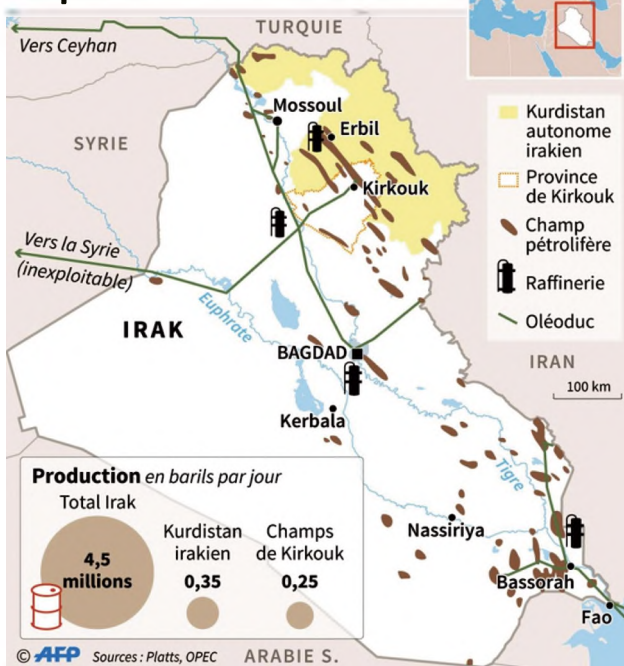
## LES KURDES DIVISÉS

Le retour des peshmergas à leur position d'avant le 9 juin 2014, c'est-à-dire un jour avant la chute de Mossoul, la deuxième ville d'Irak aux mains de l'EI, est l'objectif martelé par le gouvernement à Bagdad.

Après avoir accordé trois jours supplémentaires aux combattants kurdes pour se retirer, le Premier ministre Haider al-Abadi a donné l'ordre de "rétablir la sécurité et l'autorité fédérale", de faire "appliquer la Constitution" et "hissé le drapeau irakien sur l'ensemble des bâtiments officiels du pays".

L'avancée de ses forces sans violence a été facilitée par le fait qu'une grande partie des peshmergas de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), se sont retirés de leur plein gré, aux termes d'un accord avec Bagdad. Leurs rivaux, les partisans de Massoud Barzani et de son mouvement, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ont aussitôt dénoncé une trahison.●

## Le pétrole au Kurdistan irakien



# Irak: comment les Kurdes ont perdu Kirkouk



Les forces de sécurité irakienne ont repris Kirkouk sans rencontrer de résistance majeure. Reuters/Str



Les "territoires disputés" entre l'Irak et le Kurdistan autonome. © Institut kurde de Paris

Par Catherine Gouëset, le 17/10/2017  
<https://www.lexpress.fr/>

## Comment expliquer la reprise Csi rapide de la ville de Kirkouk par l'armée irakienne aux forces armées kurdes?

Il n'aura pas fallu longtemps, après la chute de Daech, pour que les alliés d'hier se déchirent en Irak. Trois semaines après le référendum unilatéral sur l'indépendance des autorités kurdes d'Erbil, Bagdad a repris en quelques heures le contrôle de la ville de Kirkouk et de ses champs pétroliers.

Le gouvernement irakien de Haider al-Abadi a mis à exécution ses menaces: reprendre aux Kurdes l'une des plus grandes villes d'Irak, dont les environs regorgent de pétrole. Bagdad a envoyé ses chars après avoir intimé aux peshmergas, les combattants kurdes, de se cantonner aux positions qu'ils détenaient avant la percée de Daech en 2014. Pourquoi cette ville fait-elle l'objet d'une telle crispation, et pourquoi est-elle tombée si vite?

### Une bataille démographique et politique

Kirkouk, 1,6 million d'habitants, c'est "notre Jérusalem", disait le défunt président irakien Djalal Talabani, qui y a passé sa jeunesse, en allusion au caractère multiethnique -Kurdes, Arabes, Turcomans- et multiconfessionnel de cette ville qui abritait des sunnites, des chiites et des chrétiens chaldéens, yézidis...

La majorité de la population a longtemps été kurde, mais la démographie de Kirkouk a été bouleversée à plusieurs reprises: avec l'arrivée de travailleurs arabes à la faveur de la découverte des gisements pétroliers (40% des réserves du pays) dans les années trente d'abord. Puis, afin de contrecarrer le particularisme kurde, le régime baasiste organise l'installation de population arabe dans les années

1960 et 1970.

A la chute de Saddam Hussein en 2003, les Kurdes jouissent d'une relative autonomie au Kurdistan irakien, sous le parapluie américain. Ils mettent alors en oeuvre une "kurdification" de cette ville située dans les "territoires disputés" (carte ci-dessous) entre Erbil et Bagdad. "Quelque 800 000 Kurdes s'y installent", explique Arthur Quesnay, chercheur à l'Université Paris I.

Enfin la prise de contrôle d'une large partie de l'Irak par le groupe Etat islamique, en 2014, chasse des centaines de milliers d'habitants arabes des zones voisines vers Kirkouk. Environ 300 000 d'entre eux s'établissent dans la ville et 80 à 100 000 sont installés dans des camps à l'extérieur.

De quoi rendre encore plus inextricable le sort de Kirkouk dont le statut a été laissé en suspens en 2005 lors de la rédaction d'une nouvelle constitution, sous tutelle américaine, tant elle apparaissait complexe. Il était prévu que les habitants choisissent leur destin par un référendum sans cesse reporté: rester sous l'autorité de Bagdad, rejoindre le gouvernement autonome du Kurdistan, ou opter pour une semi-autonomie.

Lorsqu'au printemps 2014 l'armée irakienne est mise en déroute par l'EI, les forces kurdes en profitent pour prendre le contrôle militaire et policier de la ville. Y seraient-ils encore si Massoud Barzani n'avait provoqué le pouvoir central avec son référendum?

Pas sûr. L'offensive lancée dimanche par l'armée irakienne était prévisible, juge Arthur Quesnay. "Bagdad avait annoncé son intention de reprendre le contrôle de Kirkouk une fois que les principales villes tenues par l'EI

seraient tombées."

### Les Kurdes minés par les divisions

La faible résistance des peshmergas s'explique quant à elle par les divisions dans le camp Kurde, anciennes et plus récentes. De longue date, deux groupes rivaux se partagent le Kurdistan irakien: le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, président de la région autonome, et l'Union patriotique du Kurdistan de Djalal Talabani (UPK), ex-président irakien, décédé il y a deux semaines, dont Kirkouk est le fief.

La volonté de Barzani d'organiser un référendum sur l'indépendance du Kurdistan, le 25 septembre, a contribué à diviser l'UPK: une partie de ses membres soutenaient le scrutin, l'autre préférant maintenir le dialogue avec Bagdad.

"Barzani a profité de la menace djihadiste pour se maintenir au pouvoir, malgré un mandat depuis longtemps expiré, commente Arthur Quesnay. En manque de légitimité politique, il s'est servi du nationalisme kurde pour faire du référendum sur l'indépendance un plébiscite en sa faveur. Conscient de cette manœuvre, Talabani et son entourage s'y opposaient". Le référendum a quand même eu lieu, mais "organisé sans aucun observateur extérieur, il est dénué de toute crédibilité", assure l'expert.

C'est dans ce contexte que "l'UPK a décidé de retirer ses peshmergas de Kirkouk, facilitant la tâche de l'armée irakienne", ajoute le chercheur qui souligne par ailleurs la nette supériorité militaire de l'armée irakienne,

restructurée pour combattre l'EI.

### Le rôle des Etats-Unis et de l'Iran

Quel rôle ont joué les forces extérieures dans ces affrontements? Les Etats-Unis, qui ont armé aussi bien les peshmergas que l'armée irakienne dans la lutte anti-djihadiste, "ont sans doute fermé les yeux, avance Arthur Quesnay, leur préoccupation première est la lutte contre l'EI." La coalition internationale anti-djihadistes s'est contentée d'exhorter Bagdad et les Kurdes à "éviter une escalade.

"Barzani a-t-il cru avoir l'oreille de Trump après la visite de son gendre Jared Kushner l'été dernier, s'interroge un spécialiste de la région. Sauf que ce sont Rex Tillerson et James Mattis, les secrétaires d'Etat et à la Défense qui gèrent le dossier irakien".

Puissant allié du gouvernement de Haider al-Abadi, Téhéran a pour sa part pesé de tout son poids en faveur de l'intervention. L'Iran qui, comme la Turquie, compte une minorité kurde, a clairement manifesté son hostilité au séparatisme. Et "le chef des Gardiens de la révolution Qassem Soleimani, était à la

manoeuvre pour convaincre l'UPK de lever la garde", poursuit le connaisseur de l'Irak.

L'assaut sur la ville a provoqué l'exode de milliers d'habitants kurdes en direction du Kurdistan autonome. Le retour de Kirkouk dans le giron de Bagdad semble s'être produit sans grave effusion de sang. Une manière pour le gouvernement de Haider al-Abadi, de laver l'humiliation de 2014, et de dégonfler au passage le mythe de l'invincibilité des peshmergas cher à certains lobbyistes. ●

L'Orient  
LE JOUR

21 OCTOBRE 2017

# Entre Kurdes et Irakiens, « une bataille de mortiers et d'artillerie »

## REPORTAGE

**Les forces fédérales ont annoncé avoir repris hier aux Kurdes la dernière zone qu'ils contrôlaient dans la province de Kirkouk. Mais les combattants peshmergas, retranchés aux limites de la frontière officielle de leur région autonome, contre-attaquent à l'arme lourde. Au milieu de ces affrontements aux relents de guerre civile, la population civile paye le prix du sang.**



*Des combattants kurdes peshmergas pilonnent à l'artillerie les positions des forces irakiennes dans la ville de Altun Kupri, au nord de l'Irak. Photo W.F.*

Wilson FACHE, à Altun Kupri  
| OLJ 21/10/2017  
www.lorientlejour.com

Le commandant kurde peshmerga, vêtu d'un habit traditionnel brunâtre, pointe du doigt la route qui file jusqu'à la bourgade d'Altun Kupri, désormais aux mains des forces fédérales. « Ils sont de l'autre côté de la rivière et ils nous bombardent depuis leur côté de la ligne de front. Et nous nous défendons », assène Nuri Hama Ali. « Nous n'avons pas peur d'eux, car ils ne pourront jamais être plus agressifs que le régime de Saddam Hussein. Je suis peshmerga depuis 37 ans, mes cheveux sont devenus gris pendant mon service. Si Dieu le veut, nous les briserons, mais nous ne reculerons pas »

À côté de lui, des véhicules blindés, des pick-up surmontés de mitrailleuses automatiques ou de simples voitures chargées de combattants kurdes foncent à tout

allure vers la ligne de front. Arrivé à l'entrée occidentale de la ville, le convoi se gare à côté de magasins abandonnés. Ils sont aussitôt accueillis par une rafale de tirs en provenance des lignes ennemies. Les véhicules repartent alors en trombe en soulevant un nuage de poussière. En voyant le convoi déguerpir, le commandant Nuri Hama Ali et ses hommes sautent dans leurs voitures et évacuent la position à toute vitesse. Peu importe : il n'est pas question ici de faire la guerre au corps à corps.

« C'est une bataille de mortiers et d'artillerie », explique Anwar Haji Osman, ancien vice-ministre des peshmergas, en visite sur le front. Comme un signe d'acquiescement, le fracas d'un obus envoyé par les Kurdes disperse une nuée d'oiseaux. Postées de part et d'autre de la rivière qui délimite la province de Kirkouk, forces irakiennes et kurdes s'arrosent à l'arme lourde, le tonnerre des déflagrations uniquement interrompu par le cri des ambulances.

### DERNIÈRE POSITION

Près d'un mois après la tenue du référendum d'indépendance kurde, le gouvernement central, qui avait

interdit le scrutin, continue d'avancer pour reprendre aux peshmergas les territoires qu'ils ont grignotés depuis 2003. En l'espace de quelques jours, la région autonome a ainsi perdu 90 % des zones qu'elle contrôlait hors de ses limites administratives.

Si, jusque-là, le « redéploiement » (selon Bagdad) ou « la déclaration de guerre » (selon les Kurdes) des forces fédérales dans ces zones avait pu se faire sans bain de sang – les peshmergas reculant souvent sans combattre –, cette fois, les combattants kurdes semblent bien décidés à venger la perte d'Altun Kupri. Une bourgade située à équidistance entre Kirkouk, reprise en début de semaine, et Erbil, la capitale du Kurdistan d'Irak. Selon des sources des deux côtes de la ligne de front, la journée de combats aura déjà fait plusieurs dizaines de blessés et quelques tués.

« Je ne comprends pas pourquoi ils nous combattent. On n'est pas là pour tuer des méchants, simplement pour réinstaurer l'autorité du gouvernement central dans ces territoires », explique un officier du contre-terrorisme irakien posté

dans Altun Kupri. « Je pense qu'ils ont peur qu'on aille jusqu'à Erbil, mais c'est la dernière position que nous sommes chargés de reprendre dans la province de Kirkouk », assure le soldat d'élite.

### « COMME AU TEMPS DE SADDAM »

En 2003, au moment de l'invasion américaine, Altun Kupri avait été confiée aux forces de police kurdes, en majorité affiliées au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du président Massoud Barzani. Dans la ville cosmopolite, majoritairement habitée par des Turkmènes, l'arrivée des forces fédérales a donc été accueillie avec satisfaction par les habitants qui ne se sentaient pas représentés par les forces kurdes. « C'est une libération », assure même Atila, un Turkmène (ou Turc d'Irak), communauté arrivée dans le pays à l'époque de l'Empire ottoman. Mais la joie sera de courte durée. Selon ce résident, les bombardements kurdes sur la ville ont blessé et tué une dizaine de civils, tous évacués vers l'hôpital de Kirkouk.

Mais si une ligne de front sépare désormais soldats kurdes et irakiens, au sein même d'Altun Kupri, la crise récente a creusé un abîme entre voisins. Pour Karim Yassin Ali, un résident kurde de 50 ans, l'avancée des forces fédérales s'apparente à une invasion. « Il aurait fallu un accord pour que l'armée irakienne arrive en paix, et non pas avec la guerre. C'est comme au temps de Saddam Hussein », se désespère ce père de quatre enfants, qui doit désormais faire le deuil de son cousin, tué dans les combats. ■



# Bernard-Henri Lévy « Elevons la voix en faveur des Kurdes »

Le philosophe exhorte la communauté internationale à intimer à l'Irak, l'Iran et la Turquie l'ordre de retirer leurs troupes armées des limites du Kurdistan

Par BERNARD-HENRI LÉVY

**« LES KURDES ONT ÉTÉ, DEUX ANS DURANT, PRESQUE SEULS, SUR 1 000 KM DE FRONT, NOTRE REMPART FACE À LA BARBARIE »**

**L**undi matin, 16 octobre, ce que l'on redoutait s'est produit : des unités paramilitaires, appuyées par des éléments de l'armée irakienne, ont attaqué dans la zone de Kirkouk. L'armée prétendument « fédérale » de Bagdad a mis ses menaces à exécution et, au risque de ruiner pour toujours les chances d'une coexistence avec les Kurdes, a répondu au référendum pacifique du 25 septembre par une stupéfiante et vengeresse action de force.

Hier, c'était Saddam Hussein opérant par le gaz et les déportations. Aujourd'hui, ce sont eux, ses successeurs chiites à la solde de Téhéran, qui font donner les chars, les *howitzers* et les katiouchas contre les champs pétrolifères et, donc, le poumon du Kurdistan. Et, aujourd'hui comme hier, le scandale se redouble de ce que les pays « amis » du peuple kurde, tous ceux qui se sont, deux ans durant, reposés sur lui pour tenir Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique] en respect puis le mettre en échec, tous ceux qui ne juraient que par les peshmergas, leurs héros et leurs morts, ne répondent, à l'heure où j'écris ces lignes, que par un assourdissant silence et semblent abandonner à leur sort ces femmes et hommes qui se sont battus aussi pour eux.

## PRISON À CIEL OUVERT

Que l'on ait été favorable ou non à ce référendum dont le président Barzani a toujours dit qu'il n'était,

pour lui, que le prélude démocratique à une négociation avec Bagdad, l'on ne peut accepter que le prix en soit ce coup de force qui vient s'ajouter au blocus des airs et des frontières, aux mesures de rétorsion économiques et politiques et à la transformation du territoire kurde, depuis deux semaines, en une prison à ciel ouvert.

Que l'on soit pour ou contre l'indépendance du Kurdistan, que l'on soit pour une souveraineté totale ou limitée, que l'on ait en tête une séparation franche d'avec l'Irak ou l'une de ces architectures confédérales dont je sais qu'elles avaient la faveur de nombre de responsables à Erbil et Souleïmaniyé, une chose passe l'entendement : c'est que l'on réponde à l'offre de dialogue par l'invasion, et qu'un pays entier puisse, sans autre forme de procès, être ainsi pris à la gorge.

Au point où nous en sommes, et même si les combats devaient, dans les prochaines heures, marquer le pas, il faut une mise en garde solen-

nelle de la communauté internationale intimant à l'Irak (mais aussi à ses maîtres iraniens et à son allié de circonstance Erdogan) : « Stop à l'agression ! Retrait immédiat des milices et des forces régulières qui les encadrent sur les lignes d'avant le 15 octobre. »

A l'heure où l'on parle d'une avancée visant à encercler, puis asphyxier, la deuxième ville du Kurdistan, accompagnée par la 9<sup>e</sup> division blindée irakienne, la police fédérale et des unités du contre-terrorisme, il faut que les pays occidentaux, et en premier lieu les Etats-Unis et la France, élèvent très vite, et très haut, la voix pour exiger un cessez-le-feu et dénoncer ce Dantzig proche-oriental.

Et, si les forces irakiennes et les milices Asaïb Ahl Al-Haq n'obtempéraient pas, si les peshmergas, contrairement aux règles de retenue qu'ils se sont imposées jusqu'ici, devaient contre-attaquer, il faudrait que les forces internationales présentes sur le terrain au titre de la lutte anti-Daech s'interposent de toute urgence.

Les Kurdes ont été, deux ans durant, presque seuls, sur 1000 kilomètres de front, notre rempart face à la barbarie. A l'heure – été 2014 – où l'armée irakienne se débandait face aux troupes du « califat », ce sont eux qui ont tenu bon et repris le terrain abandonné.

Et s'ils sont aujourd'hui à Kirkouk, c'est d'abord, bien entendu, parce qu'ils y ont toujours été en majorité jusqu'à l'arabisation forcée de Saddam Hussein – mais c'est aussi parce que c'est à eux, et à eux seuls, que l'on doit que la ville ne soit pas devenue, avec Mossoul et Rakka, un autre fief des islamistes. Les secourir aujourd'hui est affaire, autrement dit, non seulement d'honneur, mais de justice.

Il y a, d'un côté, une sinistre bande des quatre (Iran, Turquie, Syrie, Irak) dont la haine de la démocratie et des droits de l'homme est le ciment ; et il y a, de l'autre, un grand petit peuple qui n'aspire qu'à la liberté, la sienne mais aussi la nôtre, sans aucune vue fractionnelle sur les empires voisins. En vertu de quel aveuglement, ou de quels bas calculs, pourrions-nous balancer entre les deux ?

## UN QUARTERON DE DICTATURES

Il y a, d'un côté, un quarteron de dictatures avec lesquelles nous sommes engagés dans un rapport de force qui ne peut, en aucun cas, tolérer que

l'on baisse la garde et cède sur les principes. Et il y a, en face, un peuple à la nuque raide, résistant depuis un siècle à toutes les sujétions et dont le crime est, aujourd'hui, d'exprimer le vœu de vivre dans une société fidèle aux principes que nous tenons pour nôtres. Qui, à Washington, Paris ou Londres, peut sérieusement hésiter ? Qui s'opposerait à une résolution du Conseil de sécurité saisi, dans l'urgence, de cette nouvelle guerre lancée par Bagdad tandis que le cadavre de Daech bouge encore ? N'abandonnons pas le Kurdistan, qui est le seul vrai pôle de stabilité dans la région. Ne laissons pas prendre en otage sa population et, au passage, le million et demi de réfugiés chrétiens, yézidis, arabes qui y ont trouvé asile.

Vite, une main fraternelle tendue à ce peuple exemplaire qui, après un siècle de souffrance, croyait enfin voir le bout du tunnel. Quand je dis fraternelle, je pense en particulier à la France, qui fut historiquement si proche du Kurdistan combattant et dont l'image demeure ancrée dans le cœur des Kurdes de toutes obédiences. ■

**B**ernard-Henri Lévy est écrivain, philosophe et membre du conseil de surveillance du « Monde »

REUTERS

## La Turquie ferme son espace aérien aux Kurdes irakiens

16 octobre 2017 / Ankara / Reuters

**LA TURQUIE a décidé lundi de fermer son espace aérien au gouvernement régional kurde irakien et souhaité que Bagdad reprenne le contrôle du poste-frontière de Habour, entre la Turquie et le Kurdistan irakien.**

Le gouvernement d'Ankara a pris ces mesures sur recommandation du Conseil national de sécurité (MGK). Ankara menaçait auparavant de fermer

le poste de Habour en réaction à l'organisation par le Kurdistan d'un référendum d'autodétermination le 25 septembre dernier, marqué par une écrasante victoire du "oui" à l'indépendance.

Dans un communiqué, le MGK dit avoir évalué "les mesures prises à la suite du référendum illégitime qui viole la Constitution irakienne".

La Turquie a déjà renforcé les contrôles au poste de Habour et suspendu ses vols vers le Kurdistan depuis le référendum. Elle a également organisé des exercices militaires conjoints avec l'Irak à la frontière.

Elle n'a en revanche pas mis à exécution ses menaces d'un blocus total du trafic de marchandises ou de pétrole en provenance ou à destination de la région autonome.

Les forces irakiennes ont repris le contrôle lundi de plusieurs secteurs au sud de Kirkouk et se sont emparés du siège du gouvernement local dans le centre de la ville, sans rencontrer d'opposition de la part des combattants kurdes.

Le MGK a également préconisé la prolongation de trois mois de l'état d'urgence en vigueur en Turquie depuis le coup d'Etat manqué de juillet 2016, ce que le gouvernement a approuvé. ●

JFORUM.fr

19 octobre 2017

## L'Iran fait avorter les velléités d'indépendance kurde

By Marc - Oct 19, 2017 www.jforum.fr

**B**agdad proclame à qui veut l'entendre que les unités irakiennes dirigent l'opération lancée tôt lundi matin contre les Kurdes à Kirkouk. Selon les sources militaires : ce sont les milices chiites dirigées par les Gardiens de la Révolution iranienne qui sont à la tête des mouvements de troupe.

Une guerre irano-irakienne contre la République semi-autonome kurde vient d'être déclenchée, dans la nuit de dimanche à lundi 16 octobre, autour de la ville pétrolière de Kirkouk au nord de l'Irak. Elle a commencé par des attaques sur plusieurs fronts au sud de Kirkouk, puis contre la base aérienne militaire K1, l'aéroport de la ville et les puits de pétrole au sud de la ville. Un communiqué officiel de Bagdad met en avant les noms des Forces de Sécurité Irakiennes (ISF), des services anti-terroristes (CTS), de sa police fédérale et, enfin, des Unités de Mobilisation Populaires (UMP) comme menant la danse, en trois colonnes contre les Peshmergas kurdes qui défendent la ville.

Cependant, les sources de Debkafile dans les renseignements militaires soulignent que ce sont bien les milices chiites pro-iraniennes qui sont le fer de lance de cette opération, et qu'elles combattent sous le commandement direct du chef suprême des Gardiens de la Révolution, le Général Qassem Soleimani, que beaucoup de sources confirment comme se trouvant sur place et en personne. Les forces d'attaque sont composées de la Brigade turkmène de l'Organisation Badr chiite, de la 16ème Brigade chiite des UMP et des 41ème, 42ème and 43èmes brigades des Forces Asa'i'b Ahl al-Haq, appartenant aux UMP.

Les officiers des Gardiens de la Révolution Iranienne ont été mis à la tête de chacune des unités chiites prenant part à l'opération de Kirkouk contre les Kurdes.

La composition de ces forces est hautement significative pour deux raisons :

1 Les unités d'élite irakiennes sont constituées d'éléments combattants kurdes substantiels, auxquelles l'Irak ne fait pas confiance car susceptibles de se retourner à un moment donné contre leurs camarades chiites irakiens.

2 La participation de la Brigade turkmène est destinée à entraîner la population turkmène de Kirkouk (25% de la population de la ville, soit 250.000 personnes environ) dans un soulèvement contre les Kurdes et dans le camp des envahisseurs irano-irakiens.

Dans les premières heures de l'opération, le Premier Ministre Haydar Al-Abadi s'est abstenu d'envoyer ses forces aériennes dans la mêlée, espérant ainsi empêcher l'opération de Kirkouk contre les Kurdes de déborder en une vaste guerre civile incontrôlable, équivalent à celle encore en cours en Syrie.

Il craint aussi que les Etats-Unis, qui se disent opposés à cette offensive, n'interrompent les activités aériennes irakiennes. Les avions de combat américain ont été aperçus au-dessus du théâtre des opérations lundi, en train de surveiller les événements.

**P**ar conséquent l'effort de guerre irakien se limite à présent, à des colonnes de tanks Abrams américains, des Humvees et T.72 russes, de l'artillerie lourde, des tirs de mortiers et des mitrailleuses lourdes.

Nos sources militaires rapportent que 15.000 combattants kurdes sont



**L'Iran et l'Irak partent en guerre contre les Kurdes, pour Kirkouk. Les Gardiens de la Révolution sont en première ligne pour défier Trump, qui ne sourcille même pas.**

déployés pour défendre Kirkouk. Le noyau dur est constitué de combattants Peshmergas, mais des miliciens kurdes affluent à tout moment de l'extérieur.

Au cours de la nuit, les sources irakiennes prétendent que des milliers de séparatistes kurdes du PKK seraient sortis de leurs maquis dans les montagnes de Qandil au nord de l'Irak pour venir soutenir les défenseurs de Kirkouk. Les premières unités YPG kurdes syriennes auraient également interrompu leur engagement contre Daesh dans l'Est de la Syrie et on en aurait repéré en train de franchir la frontière syro-irakienne, prêtes à attaquer les contingents irano-irakiens par leurs lignes arrières.

Il est n'est pas évident de savoir si des hommes de troupes américaines étaient encore présents dans Kirkouk lundi matin. Un porte-parole de la coalition dirigée par les Etats-Unis à Bagdad n'a pas immédiatement répondu à une demande de réponse. Cette non-réponse peut difficilement cacher l'échec du Président Donald Trump et de son Secrétaire à la Défense, James Mattis à empêcher que les hostilités n'éclatent entre ces deux alliés des Etats-Unis, provoquées par Téhéran et son planificateur Qassem Soleimani.

Un petit poste de commandement avancé américain est stationné dans Kirkouk. Alors que les officiers américains continuaient de tenter une médiation en vue d'un « accord de compromis », le général des Gardiens de la Révolution iranienne, Soleimani était occupé à orchestrer le front de guerre de Kirkouk. Et il a réalisé l'objectif de Téhéran, le déclenchement d'une guerre entre l'armée irakienne et les Peshmergas, tous deux équipés et entraînés par les Etats-Unis, pour, dit Washington- qui a une guerre de retard-, « se battre contre l'Etat Islamique » ♦

# Kurds in Iraq: Back to square one?

The sudden shift in the balance of power between Iraq and its Kurdistan Region has been stunning, even by Middle East standards.



Cengiz Çandar  
October 20, 2017  
www.al-monitor.com

Although Kurdistan Regional Government (KRG) President Massoud Barzani may have thought the fall of Kirkuk to Iraqi government forces meant going back to the pre-2014 lines — when the Iraqi army collapsed and evacuated Kirkuk, and Kurds imposed their control on some of the "disputed territories" — this is not true.

In fact, before the Kurdish independence referendum on Sept. 25, I had voiced concern to Voice of America that Kurds may face a disastrous situation reminiscent of that fateful year, 1975.

In 1975, the uprising led by Kurdish national icon Molla Mustafa Barzani (Massoud's father) collapsed when Iran, then ruled by Shah Mohammad Reza Pahlavi, withdrew support from the Kurds as part of the Algiers Accord with Iraqi strongman Saddam Hussein. As a result, thousands of Kurdish fighters and their families fled to Iran. The elder Barzani was then hospitalized in Washington, where he died in sorrow.

Soon, the vanguard of the "Kurdish Revolution," the Kurdistan Democratic Party (KDP), split, and the breakaway leftist faction led by the late Jalal Talabani founded the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). The Kurdish political movement fell into disarray and could recover only years later, mainly thanks to a long and extremely bloody war between Iran and Iraq, which lasted from 1980 to 1988.

The year 1975 was on my mind this week as the Iraqi army, federal police and Shiite-led Popular Mobilization Units (PMU), commanded by Hadi al-Amiri and Abu Mahdi al-Muhandis but effectively under Iranian control through its Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), took over Kirkuk and almost all the other disputed territories between the central government in Baghdad and the KRG.

I asked Omar Sheikhmous, who founded the PUK along with Talabani, Nawshirwan Mustafa (late leader of Gorran) and current Iraqi President Fuad Masum, whether one could draw parallels between what the Kurds experienced in 1975 and the loss of Kirkuk. After all, Kirkuk has always been the apple of the eye of Kurdish aspirations for self-rule and, ultimately, independence. Talabani used to emphasize its importance by his well-known motto, "Kirkuk is the Jerusalem of the Kurds," though Kirkuk did not offer spiritual value. Kurds were mainly interested in the wealth that lied underneath it — the oil — without which the Kurdish dream for independence could not be economically viable.

Sheikhmous responded, "There will be a period with demoralized Kurds, chaos and quite a long contemplation. It may take at least a year or two."

In a long conversation I had with Nawshirwan in 2003, he had told me about the 1975 uprising. He said, "Everything was about Kirkuk. Saddam even proposed dividing Kirkuk in two, where the central government in Baghdad would administer the western part and the Kurdish autonomous administration with Erbil as its center [would administer] the eastern part." He added, "Molla Mustafa refused. He wanted all of Kirkuk." When I asked Nawshirwan where the oil fields were, he flashed a smile: "On the western part!" That year, I heard the younger Barzani state how he cannot withdraw his claim from Kirkuk, reminding me that it is his father's legacy and a "main principle that Kurds cannot forgo."

Back to 2017: The blame game over Kirkuk started on Oct. 16, while the PMU was still in Kirkuk and facing no resistance from the Kurdish peshmerga. From Kirkuk to Tuz Khormato, roughly 46 miles south, some 50,000 fighters PUK peshmerga stood, but they did not fight. They simply facilitated the PMU's advance. The KDP was quick to accuse a PUK faction that included Talabani's wife Hero Ibrahim Ahmad, his son Bafel Talabani and his nephews Lahur and Araz Talabani of "treason," alleging that they sold out Kirkuk to Iranian Maj. Gen. Qasem Soleimani and Baghdad.

In turn, Lahur Sheikh Jangi Talabani, who is in charge of the PUK's counterterrorism units, accused Barzani for his ill-conceived independence referendum and alleged that the KRG president, through the referendum, planned to wrest control of Kirkuk from the PUK, just as when he had invited Saddam's army into Erbil on July 31, 1996, which the PUK controlled at the time.

Lahur's remarks suggested that a certain faction of the PUK negotiated, bargained and acquiesced to Tehran and Baghdad's demands and "peacefully" turned over Kirkuk to the PMU and the Iraqi army. Both the KRG vice president and Kirkuk's PUK-affiliated governor sided with Barzani and took refuge in Erbil.

But it is also interesting to note why the KDP peshmerga, which controlled the Avana and Bai Hassan oil fields in western Kirkuk since 2014, withdrew without firing a shot. These two oil fields provide almost half of the KRG's oil production at 295,000 barrels per day. Their loss puts the last nail in the coffin of the Kurdish dream for independence. The KDP peshmerga also evacuated the disputed territories in the northwest, like Sinjar and Bashiqa in the mainly Christian-inhabited areas northeast of Mosul.

With the Kurdish leadership accusing each other with treason, the Kurdish aspirations have inevitably taken a U-turn. Especially after 2014, it was widely believed that Kurds' destiny would be reshaped in a way quite different than it had been after World War I, when many thought (rather inaccurately) that the Sykes-Picot Agreement divided Kurds and denied them statehood.

While KDP circles and even some segments of the PUK blame "a certain faction of the PUK," the KRG president is not immune to criticism. In a piece titled "What the KRG's Loss of Kirkuk Means for Iraq," Assyrian writer Max Joseph claims the referendum was Barzani's fatal misstep and that it brought all the consequences the Kurds are facing now. Joseph wrote, "The KRG gambled and lost, and that was very much the Barzani family's call. Greed is a horrible thing, and it remains their cardinal sin."

Ben Van Heuvelen, the editor-in-chief of the Iraq Oil Report, summarizes the current situation as follows: "It's a paradigm shift in Iraq akin to what happened in 2014 when [the Islamic State] came in. The territorial boundaries between the Kurdistan region and the federal government have been redrawn and the control of northern Iraqi oil resources has shifted. ... That's devastating for the Kurdistan region's economy. ... It undermines [the KRG's] ability to function as an economically independent state."

For me, recent events bury the dream of an independent Iraqi Kurdistan for at least a generation. Geopolitically, Iran now has the upper hand in Iraq in a way it never had before. Tehran added Kirkuk (with a big chunk of the PUK on its side, thereby dividing the Kurds) to Baghdad and its Shiite-dominated regime.

Turkey, through Barzani's KRG, has been the dominant regional actor in northern Iraq. Now, although Ankara is happy to see the Kurdish grip over Kirkuk gone, it has to reconcile itself to be second fiddle to Iran in Iraq.

Iraqi Kurds are the main losers in the regional equation. From the brink of a long-cherished goal of independence, they now find themselves close to division, similar to 2003 and perhaps like before 1991. The worst outcome would be a repeat of the Kurdish civil war of 1994-1997.

If such an outcome is averted — and it should be — an unstable Kurdistan that diffuses instability to every corner of the Middle East is the best possibility for the foreseeable future. ♦

*Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History. Currently, he is a Distinguished Visiting Scholar at the Stockholm University Institute of Turkish Studies (SUITS). On Twitter: @cengizcandar*

# Kirkuk dispute puts U.S. and Iran on the same side

BAGHDAD

BY DAVID ZUCCHINO  
AND ERIC SCHMITT

When the Iraqi military battled Kurdish forces this week to reclaim the contested city of Kirkuk, the spectacle of one American-backed ally fighting another with American-supplied weapons was not the only incongruous sight.

Another was the United States turning its back on a crucial ally in the fight against the Islamic State group, the Kurds, as Washington's goals aligned with those of a regional nemesis, Iran.

While the military action in Kirkuk on Monday and Tuesday was carried out under the banner of the Iraqi military, the ground forces included Iranian-backed Shiite militias.

American officials, including President Trump, insisted that the United States was not taking sides in the dispute, but some analysts say that the United States approved the Iraqi plan to enter Kurdish-held areas and that Iran helped broker the agreement with a Kurdish faction to withdraw its fighters from Kirkuk, allowing the Iraqi forces to take over largely unopposed.

"Abadi would not have attacked without informing the U.S.," said David L. Phillips, a former State Department adviser who worked on Iraq for 30 years, referring to the Iraqi prime minister, Haider al-Abadi. "At a minimum, the U.S. knew that the attack was coming."

Maria Fantappie, senior analyst for Iraq at the International Crisis Group, said, "The United States gave a green light, and that was essential."

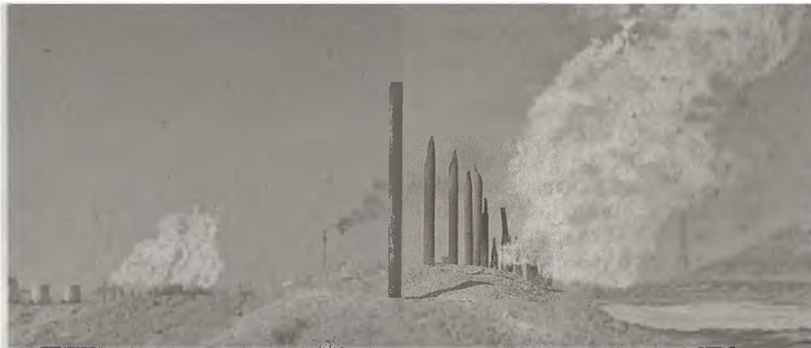
Iran's goal, she said, was to insert Shiite militias into contested areas, and to divide the Kurds while solidifying Iranian influence over the Iraqi government.

Intentionally or not, the United States seems to have abetted that goal as it pursued its own aim of restoring Iraqi government authority to the disputed Kirkuk region. The United States, officials said, also declined to defend the Kurds to show its displeasure with them for rejecting an American request to cancel a referendum on independence from Iraq.

Supporters of the Kurdish Regional Government, the Kurdish enclave in northern Iraq, said they expected better from the United States after 1,700 Kurdish fighters died helping the Americans fight the Islamic State.

"I don't want to use the word betrayal," Vahal Ali, the communications director for the region's president, said Wednesday, "but we definitely feel the United States has been negligent."

He said the Kurds were "disappointed



An oil field in Kirkuk, Iraq. The region had provided the bulk of revenues for the Kurdish Regional Government until Iraqi forces took control of the area this week.

at how the United States looked at this."

"Now they are giving Iraq to Iran as a present," he added. "That's as diplomatic as I can be."

Joshua A. Geltzer, the former senior director for counterterrorism at the National Security Council, noted the irony of helping Iran just as Mr. Trump was threatening to withdraw from the Iran nuclear agreement and assailing the country for sponsoring terrorism.

"It seems like we just got out of the way as Baghdad rolled the Kurds, and that doesn't feel right," he said. "Plus, it makes little sense for an administration interested in getting tougher on Iran."

The turn of events stems from the referendum the Kurds held three weeks ago, in which they voted overwhelmingly for independence from Iraq. Although the vote did not lead to a declaration of independence, it was opposed by nearly every power in the region.

Iran, which wields considerable influence in Baghdad, feared any move toward independence by the Kurds in Iraq would inflame separatist sentiments among its own Kurdish minority. The United States opposed the vote over, among other reasons, concern that it would rupture the coalition of Iraqi and Kurdish forces battling the Islamic State in Iraq. The Kurdish Regional Government's determination to go ahead with the referendum, chasing the dream of an independent Kurdish homeland, has backfired spectacularly.

In just two days this week, Iraqi troops took Kirkuk and most other contested areas that Kurdish forces have held since 2014, including oil fields that have provided the bulk of revenues for the Kurdish region.

The assault crushed Kurdish dreams of independence and raised serious questions about the political judgment and future of the Kurdish leader, Masoud Barzani.

In retrospect, the depth of Mr. Barzani's miscalculations is clear if still surprising. He badly overestimated his bar-

gaining position with Iraq and underestimated the animosity his referendum engendered among his neighbors and allies, including the United States. After the referendum, American officials told Mr. Barzani that he had forfeited the good will of the United States.

For the last three years, the Kurdish militia known as the pesh merga was a crucial ally for the United States and Baghdad in the battle against the Islamic State, often proving more effective than the Iraqi Army.

But less than two weeks after the Sept. 25 referendum, Iraqi forces drove Islamic State militants out of Hawija, their last major urban stronghold in Iraq and the last battle in which the pesh merga played a role. The fight has shifted to the western desert of Anbar Province, far from pesh merga positions in northern Iraq.

"Barzani had very little leverage before and he has absolutely no leverage now," said Denise Natali, a Middle East specialist at the National Defense University in Washington.

As Iraqi forces massed on the Kurdish border and Kurdish officials warned of an impending invasion, Mr. Abadi, the Iraqi prime minister, insisted that Iraq did not plan to assault Kirkuk and dismissed reports to the contrary as "fake news." American officials did not dispute his assertions.

Asked Wednesday whether the United States had approved Baghdad's military plans, Heather Nauert, a State Department spokeswoman, said, "We have long called for a unified, democratic Iraq."

Jennifer Cafarella, senior intelligence planner at the Institute for the Study of War in Washington, said that an agreement organized by a prominent Iranian military commander, Maj. Gen. Qassim Suleimani was "the most likely scenario in an event this strategically significant for Iran."

"It does also seem likely that he was instrumental in forcing the Kurds to step down," she added. •



October 21, 2017

# Abandoning our Kurdish allies is a win for our Iranian enemies



Michael Pregent  
October 21, 2017  
<http://www.foxnews.com>

The U.S. military must figure out how to keep Iraq from breaking apart while also preventing neighboring Iran from turning Iraq into a proxy state; Jennifer Griffin reports on 'Special Report.'

It makes no sense for a nation to treat its enemies kindly and its allies harshly. Any nation that tries this foolish approach will see its enemies grow stronger and more dangerous, and will lose its allies when it abandons them.

Yet for eight years, the Obama administration followed this upside-down policy, and received contempt and bad behavior in return from nations around the world. And now, unfortunately, the Trump administration is following this policy with Iran, by "not taking sides" to prevent the Iraqi government from using military force against our Kurdish allies.

Following a Sept. 25 vote by the Kurds in Kirkuk calling for independence from Iraq, Iraqi troops and Iranian-backed militias moved north into the Kurdish province to take control from the Kurdistan Regional Government. Iraqi troops and Shia militias seized the last district in Kirkuk on Friday from Kurdish fighters, known as the Peshmerga, after a three-hour battle.

The Kurds had controlled Kirkuk since 2014, when Iraqi troops fled the forces of the Islamic State terrorist group, also known as ISIS. While remaining part of Iraq, the Kurdish province operated with a high degree of autonomy.

The Iraqi Kurdish independence referendum sparked fears that Kurds in neighboring areas of Iran, Turkey and Syria would want to seek independence as well and unite to form a new nation – an idea opposed by all the those countries and Iraq.

The Iraqi Kurds have been loyal U.S. allies in our fight against Al Qaeda and ISIS, and have fought bravely and effectively. American troops have fought and died with our Kurdish allies defending Iraq and we have spent blood and treasure trying to build reliable partners in Iraq's Security Forces.

But the Iraqi forces are also supported by Iran, including that nation's Islamic Revolutionary Guard Corps, which was designated as a terrorist organization by the U.S. Treasury Department earlier this month.

And Iran is clearly an enemy of the United States, Israel and many of our Arab allies. It is a state sponsor of terrorism and an oppressor of its own people, with particularly harsh restrictions on women, homosexuals and Christians. President Trump has sharply criticized the nation's conduct and has threatened to withdraw from the agreement designed to keep Iran from developing nuclear weapons.

It's in America's interest to have good and peace-



Qassem Soleimani (center) with Shiite militia leaders in Iraq. Photo: bna.ir

ful relations with and between the Kurds and the Iraqis, despite Iran's support of Iraq. But we shouldn't abandon our Kurdish allies to achieve this goal.

The man most responsible for the failure of the U.S. to give adequate support to the Kurds is Brett McGurk, President Trump's special envoy for the Global Coalition to Counter ISIS. He held the same position in the Obama administration and has been allowed to keep his job.

President Obama replaced one of our most respected military leaders – Marine Corps Gen. John Allen – with lawyer McGurk. While serving as envoy to Iraq, McGurk has presided over the Iranian takeover of what's left of Iraq.

Shamefully, the State and Defense Departments followed McGurk's strategy and gave tacit approval for the Iraqi government and its Iranian allies to move against our dedicated Kurdish friends.

McGurk told U.S. officials and Iraq, Turkey and Iran that he could convince the Kurds not to hold their independence referendum. He told U.S. and Kurdish officials that he could stop Baghdad from using military force against the Kurds. He failed on both accounts.

As President Trump has noted, Iran received \$1.7 billion from the Obama administration for signing the nuclear agreement with the U.S. and other nations

"Just imagine the sight of those huge piles of money being hauled off by the Iranians waiting at the airport for the cash," President Trump said. McGurk was one of the U.S. officials who handed over that money to the Iranians.

One of the leaders of Iranian forces backing Iraq against its Kurdish citizens is Qassem Soleimani, who commands the Revolutionary Guards Quds Force. He is a terrorist who has been killing Americans for years in Iraq and is still doing it through the Taliban in Afghanistan. Half a world away from the NFL, Soleimani also disrespects our flag, having his forces walk on it in parades.

Last month, the Kurds believed that being a proven ally of the United States against former Iraqi dictator Saddam Hussein, Al Qaeda and ISIS would result in America recognizing their referendum for independence from the Iraqi

state.

But the hard-line that McGurk took against our Kurdish allies – warning them harshly against their peaceful independence referendum – had the effect of convincing the Iranian-backed militias and the political leadership in Baghdad that they had a green light to enter Kirkuk. In the words of former Ambassador to Iraq Ryan Crocker, this criticism "may have emboldened Baghdad to take a harsher posture than it otherwise would."

For the last decade, I've briefed Army Generals H.R. McMaster (now President Trump's national security adviser), David Petraeus (who became CIA director) and Army Chief of Staff Ray Odierno on the strong influence of Iran's Revolutionary Guards on Iraq's security forces.

But for years, McGurk has been downplaying this influence.

On Oct. 1, a highly lethal roadside bomb called an explosively formed penetrator (EFP) reappeared in Iraq after six years. It killed Army Spec. Alexander Missildine and wounded another U.S. soldier. Its reappearance was a warning from Iran: the Islamic Republic is prepared to begin killing Americans again. The EFP is the signature weapon of two Revolutionary Guard-led militias in Iraq.

Scandalously, these militias receive paychecks and equipment from both the U.S.-backed Iraqi Ministry of Interior and the Revolutionary Guards Quds Force. It's Brett McGurk's responsibility to provide that information to the president and Congress, because it's a violation of the Leahy Law. That law was enacted to keep U.S. funds and equipment from security forces involved in human rights violations. Qassem Soleimani is smiling.

If President Trump wants to push back against Iran he should do so in the Kurdish areas of Iraq. This is where he can stop Iran from creating its highly coveted land bridge through Iraq and from eventually controlling northern Iraq as well. Stopping Iran here would save lives, save alliances and give credibility to America's commitment to our allies. We can do that by working with our only authentic allies in the region, the Kurds.

Our Kurdish allies need strong American support and our Iranian enemies need to know we are serious about them and serious about supporting our friends. ●

*Michael Pregent was an embedded adviser to the Peshmerga in Mosul and an intelligence and policy adviser to Generals Petraeus and Odierno on Iranian activities in Iraq. He served 20 years as an intelligence officer in the Army and seven years with the Defense Intelligence Agency as an Iraq expert. He is currently an adjunct fellow at the Hudson Institute.*

# Irak: les kurdes perdent les zones disputées, élections reportées

AFP, le 19 octobre 2017  
<http://tempsreel.nouvelobs.com>

**L'armée irakienne a repris en 48 heures quasiment toutes les zones dont les combattants kurdes s'étaient emparés progressivement depuis 2003, notamment dans la province pétrolière de Kirkouk.**

Face à ce cuisant revers et à la profonde crise politique qui s'ensuit, le comité d'organisation des élections présidentielle et législatives a reporté ces scrutins prévus initialement le 1er novembre dans le Kurdistan.

Plus de trois semaines après le "oui" massif à leur référendum d'indépendance controversé, ce retrait aux allures de défaite a encore exacerbé les tensions entre les deux grands partis traditionnels de la région autonome kurde. Une réunion du Parlement local devant discuter des élections présidentielle et législatives du 1er novembre a été reportée sine die.

"L'autorité du pouvoir central doit être rétablie partout en Irak", avait déclaré mardi soir le Premier ministre, Haider al-Abadi.

Chef de la police de Kirkouk, le général Khattab Omar a souligné que les forces irakiennes allaient patrouiller "dans les quartiers kurdes" afin de rassurer la population.

## - 'Pas une opération militaire' -

"Il ne s'agit pas d'une opération militaire mais d'un redéploiement des forces dans toutes les régions afin d'y appliquer la loi (...)", a assuré mercredi à l'AFP le général Yehya Rassoul, porte-parole du Commandement conjoint des opérations (JOC).

Face aux tensions, le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé mercredi toutes les parties à "s'abstenir de toute menace et d'un recours à la force, et de s'engager dans un dialogue constructif sur un chemin de désescalade".

Le Conseil, qui s'était prononcé en septembre contre le référendum d'indépendance du Kurdistan, réaffirme mercredi dans sa déclaration son attachement à l'unité de l'Irak, en soulignant l'importance de concentrer tous les efforts sur les combats visant à vaincre le groupe jihadiste Etat islamique.

Les forces armées irakiennes ont affirmé avoir atteint leurs objectifs dans la région de Kirkouk, à l'issue d'une opération de 48 heures lancée dans les zones en dehors du Kurdistan autonome mais prises par les peshmergas (com-



*Un Irakien brandit le drapeau turkmène à Kirkouk pour célébrer le 18 octobre 2017 le retour des forces fédérales dans la ville. Les Kurdes y représentent deux tiers de la population, les Turkmènes 25% et les Arabes 10%. AHMAD AL-RUBAYE / AFP*

battants kurdes) en 2014, lors du chaos né de l'offensive éclair des jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Les Kurdes ont "quasiment perdu" tous les territoires "qu'ils avaient progressivement gagnés depuis 2003", souligne le géographe français Cyril Roussel.

"Il ne leur reste plus que quelque 5 à 6.000 km2 dans la province de Ninive et 520 km2 à Altun Kupri, sur la route Kirkouk-Erbil. C'est quasiment un retour aux limites des trois provinces qui forment la région autonome", a ajouté cet expert du Kurdistan irakien.

"C'est un nouveau Anfal pour le Kurdistan", a déclaré dans un communiqué le vice-président de la région kurde, Kosrat Rassoul, faisant allusion à la violente campagne lancée en 1987-88 par Saddam Hussein contre les Kurdes, dont près de 180.000 avaient été tués et plus de 3.000 villages détruits.

Depuis l'invasion américaine de 2003, les peshmergas s'étaient emparés progressivement de 23.000 des 37.000 km2 revendiqués par le Kurdistan autonome hors de ses limites administratives.

Cette large bande de plus de 1.000 km partant de la frontière syrienne jusqu'à celle avec l'Irak passe par les provinces de Kirkouk, Ninive, Diyala, Salaheddine et la province kurde d'Erbil.

## - Perte des champs pétroliers -

Le coup le plus dur pour les Kurdes a été la perte des champs pétroliers de Kirkouk, qui ruine leur espoir d'un Etat indépendant détaché de l'Irak.

Jusqu'ici, près des trois quarts de la production pétrolière de Kirkouk étaient exportés par le Kurdistan, contre l'avis de Bagdad.

Preuve que le pouvoir central veut pousser rapidement son avantage, le ministre irakien du pétrole, Jabbar al-Louaibi, a demandé mercredi à la compagnie British Petroleum (BP) "de prendre au plus vite les mesures nécessaires pour développer les infrastructures pétrolières de Kirkouk".

Selon la compagnie publique irakienne, la North Oil Company (NOC), des techniciens sont par ailleurs déjà revenus sur deux champs du nord-ouest de Kirkouk afin de relancer la production.

"Avec la perte des champs (pétroliers), le portefeuille kurde est divisé par deux", a souli-



*Des soldats irakiens jettent le drapeau kurde qui était hissé sur un des bâtiments des champs pétroliers de la province de Kirkouk, le 17 octobre 2017 ((c) Afp)*

gné le géographe Cyril Roussel, d'après qui "c'est la fin de l'autonomie économique" et "du rêve d'indépendance" du Kurdistan.

"L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a sabordé le bateau pour couler le capitaine" Massoud Barzani, président de la région autonome et dirigeant du grand parti rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a-t-il ajouté.

Les deux grandes formations kurdes sont entrées en guerre ouverte après le succès des troupes irakiennes face aux peshmergas.

## - Divisions profondes -

L'actuel président du Parlement kurde, Youssef Mohammad, qui appartient au parti d'opposition Goran, a appelé "à la démission de Massoud Barzani et de l'élite politique" de la région autonome du Kurdistan.

"Le meilleur service que peut rendre Massoud Barzani à son peuple, c'est d'endosser la responsabilité de cette situation et de présenter sa démission", a-t-il dit dans une déclaration.

"Pendant que nous étions occupés à protéger le peuple kurde, Massoud Barzani s'activait à voler le pétrole et à renforcer son influence", a accusé Lahour Cheikh Zengi, chef du contre-terrorisme kurde dans la région de Souleimaniyeh, fief de l'UPK.

De son côté, M. Barzani a accusé l'UPK d'avoir "ouvert la voie à cette attaque qui a entraîné le retrait des peshmergas". ■





Paris Match - jeudi 19 octobre 2017

# DAECH LA DEBACLE

## RAQQA EST TOMBÉ, L'ETAT ISLAMIQUE EST CHASSÉ DE SYRIE ET D'IRAK, L'HEURE DES COMPTES A SONNÉ

Les derniers bastions s'inclinent. Après Mossoul en juillet, Raqqa, la place forte de l'organisation en Syrie, chute à son tour. Le 15 octobre, les forces de la coalition déclaraient contrôler 90 % de la ville et lancer l'assaut final. La bataille pour la reconquête avait débuté en juin 2017. C'est à cette date qu'Abou Sakr Al-Ambari, cadre de l'EI et procureur à Raqqa, a fui pour la Turquie. Paris Match l'a rencontré à Istanbul. Il évoque sa fierté d'avoir fait appliquer la charia au nom de Daech. Mais il raconte aussi, de l'intérieur, la métamorphose d'un califat en plein effondrement. Il ne reste à Daech que 8 % d'un territoire qui avait attiré, depuis 2014, près de 30 000 djihadistes étrangers.



Des soldats de l'EI capturés par les peshmergas après la reprise des bases militaires et des puits de pétrole à Kirkouk, dans le nord de l'Irak, le 9 octobre.

PHOTO AKO RASHEED

## APRÈS LA DÉFAITE, LES COMBATTANTS DE DIEU FONT TRISTE MINE

Des hommes de Daech dans un camp des Forces démocratiques syriennes à Raqqa, le 15 octobre.



Ils ont choisi de déposer les armes plutôt que de mourir en martyrs. Pour évacuer les 3 000 derniers civils de Raqqa, les forces alliées ont négocié un accord avec 275 soldats syriens de Daech. Un autre sort est réservé aux combattants étrangers. Le colonel Ryan Dillon, porte-parole de la

coalition, déclare : « La dernière chose que nous voulons, c'est qu'ils puissent retourner dans leur pays d'origine. » Certains, parmi les djihadistes passés par Raqqa, ont une importance particulière pour les Occidentaux. C'est le cas de Fabien Clain ou d'Abdelilah Himich, un ancien légion-

naire originaire de l'Hérault devenu un « responsable des opérations extérieures » de Daech. Il serait impliqué dans l'organisation des attentats de Paris en 2015 et de Bruxelles en 2016.



L'arrivée des prisonniers sur la base, le 15 octobre. Ils encourrent la peine de mort.



L'interrogatoire de djihadistes présumés par l'armée syrienne à Raqqa, le 7 octobre.

# Bagdad profite des divisions kurdes pour prendre Kirkouk

Les forces irakiennes se sont emparées le 16 octobre de la ville stratégique, jusqu'ici tenue par les Kurdes. Un camouflet pour le président Massoud Barzani.

—L'Orient-Le Jour Beyrouth

**I**l ne manquait qu'une étincelle pour que la situation s'embrace. Et cette étincelle s'est produite dans la nuit de lundi à mardi [du 16 au 17 octobre], lorsque les forces irakiennes et les milices chiïtes (Hachd Al-Chaabi) ont avancé en direction de la ville disputée de Kirkouk, riche en pétrole et tenue depuis juin 2014 par les Kurdes à la faveur de leur lutte contre l'État islamique (EI). Si les dissensions entre Bagdad et Erbil se sont particulièrement aggravées depuis la tenue du référendum kurde le 25 septembre dernier – qui a abouti à une très large victoire du oui –, les hostilités ont pris une tout autre ampleur durant ces dernières vingt-quatre heures : désormais, le drapeau irakien flotte à nouveau au-dessus du siège du gouvernorat de la province de Kirkouk.

**Barzani n'a pu que constater l'isolement des Kurdes irakiens sur la scène internationale.**

Bagdad sort, pour l'instant, largement renforcé par cet épisode. Les forces irakiennes se sont emparées en moins de vingt-quatre

heures de ce siège, presque sans combattre. Si des échanges de tirs ont eu lieu à Touz Khourmatou, au sud de Kirkouk, les peshmergas affiliés à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) se sont retirés de leur propre chef de leurs positions au sud de la ville. Et si certains leaders au sein de l'UPK ont nié avoir ordonné le retrait de leurs troupes, une partie du mouvement entretient de bonnes relations avec les Iraniens – qui parrainent les milices chiïtes – et avec Bagdad, alors que le référendum a été organisé par les rivaux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du président Massoud Barzani. La rivalité – alimentée par les Iraniens – entre le PDK et l'UPK, et les divisions au sein de l'UPK semblent avoir été des éléments décisifs dans la conquête éclair de Bagdad.

L'offensive des forces loyalistes a poussé des milliers d'habitants à prendre la fuite en direction d'Erbil ou de Sulaymaniya, les deux grandes villes aux mains des Kurdes. Le Premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, a justifié l'opération par le fait que le référendum kurde a créé un "risque de partition" de l'Irak et qu'il est de son "devoir constitutionnel" "d'imposer la sécurité et l'autorité fédérale" à Kirkouk.

Le retrait des peshmergas de cette zone

stratégique est un camouflet pour le président Barzani, qui n'a pu que constater l'isolement des Kurdes irakiens sur la scène internationale. Si les deux protagonistes sont armés, financés, et même entraînés par les Américains, Washington a décidé de ne pas prendre parti dans le conflit. Et les puissances régionales ne sont pas en reste. L'Arabie saoudite a appelé M. Abadi pour l'assurer de son soutien, tandis que la Turquie, qui entretient pourtant de bonnes relations avec Erbil, a fermé son espace aérien aux vols partant de la capitale kurde ou s'y rendant.

Téhéran est en première ligne dans cette offensive, à tel point que les peshmergas du PDK considèrent que c'est la République islamique qui tire les ficelles. La présence hier de Qassem Soleimani, le très puissant commandant de la force Al-Qods [unité d'élite des gardiens de la révolution, en Iran], dans la province de Kirkouk, n'a fait que donner un peu plus de crédit à cette thèse.

Si les Iraniens ont contribué à allumer la mèche, les divisions interirakiennes suffissent en elles-mêmes à faire éclater de nouveaux conflits post-État islamique, alors même que l'EI n'est pas encore complètement éliminé en Irak. La coopération entre les différentes composantes – armée, milices chiïtes, peshmergas, tribus sunnites – au sein d'une vaste coalition visant à défaire l'EI pouvait difficilement survivre face aux intérêts divergents, sinon contraires, de ces différents protagonistes. Autrement dit, si Kirkouk est la première (non-)bataille de l'après-EI en Irak, il serait bien optimiste de considérer que cela peut également être la dernière. —

Publié le 17 octobre

Par Marc PERELMAN

20 oct 2017

<http://www.france24.com>

## Bafel Talabani : le référendum au Kurdistan était une "erreur colossale"

Dans une interview exclusive accordée à France 24, Bafel Talabani a qualifié le référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien "d'erreur colossale". Selon le fils de l'ancien président irakien et dirigeant kurde Jalal Talabani, les autorités kurdes auraient dû accepter la proposition américaine de reporter cette consultation de deux ans, ce qui aurait permis d'éviter aux Kurdes de perdre, au profit des forces irakiennes, les zones qu'ils contrôlaient depuis 2014.

Bafel Talabani est revenu sur les événements du 18 octobre, quand les forces gouvernementales irakiennes ont repris le contrôle de la ville de Kirkouk, aux mains des peshmerga depuis 2014.

Le fils de l'ancien président irakien et dirigeant kurde Jalal Talabani a rejeté les accusations "sans fondement" parues dans certains médias kurdes, qui l'accusent d'être responsable de cette défaite, en ayant passé un accord avec Bagdad et Téhéran. Ainsi a-t-il soutenu qu'il avait demandé le retrait de ses soldats en raison



de trop nombreuses pertes dans les rangs des peshmerga.

Revenant sur le référendum d'auto-détermination organisé le 25 septembre, Bafel Talabani l'a qualifié "d'erreur colossale". "La question devait être posée mais ce n'était pas une fin en soi", explique-t-il. Le leader kurde a rappelé que le Premier ministre irakien, Haïder al-Abadi, avait à plusieurs reprises "tendu la main" aux dirigeants kurdes et qu'il aurait été préférable de

repousser le référendum de deux ans afin de laisser "au peuple kurde le temps de se préparer à l'indépendance."

Bafel Talabani a conclu l'entretien en appelant au dialogue avec le gouvernement irakien et la communauté internationale. "Le peuple kurde dans son ensemble doit pouvoir négocier avec Bagdad. Il faut désamorcer cette situation problématique de division qui se propage dans tout le Kurdistan." ♦





# Another Perspective Iraqi Kurdistan's Crisis: A Failure of Strategy

AYMENN JAWAD AL-TAMIMI

October 22, 2017,

<https://spectator.org>

## The U.S. finds itself in an untenable position on this one.

As the war against the Islamic State as an entity controlling territory comes to a close in Iraq, control over territories disputed between the Iraqi central government and the Iraqi Kurdistan regional government (KRG) has come to the forefront. Forces officially affiliated with the Baghdad government, as well as militias aligned with it on this issue, have taken control of several key disputed sites, including Kirkuk city and Sinjar, which were previously held by Kurdish forces. While it initially seemed that the aim of the operations was just to assert the boundaries that existed prior to the Islamic State surge of 2014, there are indications the rollback may go as far as the 2003 boundaries. What is the root of this crisis? And what, if anything, should be the U.S. role?

Inevitably, much commentary has taken on a moralistic tone, lamenting a supposed U.S. abandonment of the Kurds to the Iraqis and their clients, or getting into arguments about whether places like Kirkuk are actually Kurdish. The issue at hand, though, is not so much right or wrong over who should control which area as strategic failure.

The root of this crisis lies in the miscalculation by Masoud Barzani and his Kurdistan Democratic Party (KDP), who rule in the KRG capital of Erbil, to insist on going ahead with the unilateral independence referendum last month. It was clear from the outset why the referendum in the present circumstances was problematic. Holding the referendum unilaterally in disputed territories, for example, was sure to provoke a wide spectrum of local Iraqi opposition transcending many sectarian boundaries, including not only Sunni and Shi'a Arabs but also many members of Iraqi minorities such as the Turkmen and Yezidis (the latter not necessarily identifying as ethnically Kurdish, despite speaking the Kurdish language).

This Iraqi domestic opposition to the referendum has been the strongest and main incentive for Iraq's prime minister Hayder al-Abadi to take action, given his desire for political legitimacy for next year's parliamentary elections and the risk of being undermined by actors who are far closer to Iran, such as the previous prime minister Nouri al-



Maliki, who became much more closely aligned with Iran from 2010 onwards. The perceived need for Abadi to outmaneuver more pro-Iranian hardliners in Iraq is likely the main explanation for the U.S. position, which did not actively oppose the reassertion of federal government control over places like Kirkuk, even as Iran is also exploiting the situation in a bid to dampen as far as possible the prospect of a Kurdish state, fearing a ripple effect among its own Kurdish populations.

Besides strong local Iraqi opposition, there was by no means a unanimous consensus among the KRG's various factions to hold the referendum, with the main reservations existing within the area's other main political faction historically (the Patriotic Union of Kurdistan [PUK], which is tied to the Talabani family and controlled Kirkuk city) and the opposition Gorran movement. There were suspicions, for instance, that the referendum was merely being used by Barzani, whose original legal mandate as KRG president had expired in 2015, to gain legitimacy to consolidate his power. Iran has exploited internal Kurdish divisions in the current crisis through ties to the PUK in particular.

In the long-run, there have been serious questions as to how viable an independent Kurdistan can actually be given the KRG's trajectory in recent years. For now, unable to survive on its own financially, the KRG has generally remained reliant on Baghdad for funding in order to pay salaries of government workers and personnel. The calculation by Barzani has been that the region can come to sustain itself through essentially being Turkey's economic vassal, relying on independently exporting oil to Turkey and using that country to gain access to the sea and wider markets. This outlook, of course, was the biggest incentive for KRG control of Kirkuk and its environs, given the oil resources there.

Yet even with the KRG's full control and development of these resources, it could never be as lucrative as Iraq's vast oil fields in the south, and global oil prices have been falling anyway as worldwide production has increased. In addition, despite the economic ties Ankara developed with the KRG, it was always clear Turkey opposed the idea of an independent Kurdish state, preferring to keep the KRG as a client region economically dependent on it while remaining officially a part of Iraq. After all, like Iran, Turkey fears a ripple effect among its own Kurdish population.

In short, facing opposition from its neighbors, financially weak and internally divided, Barzani had very little leverage on his side, and it was obvious that a unilateral independence referendum at the present time would not have been able to change that. Contrary to what Dexter Filkins of the *New Yorker* writes, to the more sober observer it did not even seem to be the case that the dream of an independent Kurdish state was "tantalizingly within reach."

The various problems facing the KRG did not stop foreign supporters and lobbyists of the KDP from insisting the referendum was some kind of "historic opportunity" or painting inaccurate pictures of how the KRG's economy was faring. These advocates only helped to reinforce this bad decision-making by telling the KDP what it wanted to hear. Indeed, they have done their clients a considerable disservice and failed in their role as advocates. Good advocates not only support their clients' fundamental cause (in this case, an ultimately independent Kurdistan) but also advise their clients on sound strategy. It would have been far better to encourage dramatic internal political and economic reform within the KRG to give the entity a better hand for eventually negotiating over disputed territories with Baghdad, so that an actually viable independent Kurdistan could emerge from an amicable divorce with Iraq.

Unfortunately, though, much damage has already been done. Having lost many of the disputed territories, economically isolated by its neighbors and internally divided even further now, the KRG's overall position is even weaker than before.

Looking forward, what should the U.S. response be? Those who lament the supposed abandoning of the Kurds suggest the U.S. should have actively taken the KRG's side on the issue of disputed territories and supported the unilateral independence referendum. But what would such policies have actually entailed or accomplished? Airstrikes against Iraqi government forces? On the strategic level, KDP advocates often argue that a U.S.-supported independent Iraqi Kurdistan would be an effective counter-balance against Iran. There is little evidence to back up this argument. Given the area's geographical position, this Kurdish state's role in wider regional politics would be marginal, having little impact on issues like the rivalry between Iran and Saudi Arabia and the theaters where it plays out. Nor would this Kurdish state act as an obstacle to Iran's reach towards the Mediterranean, or have leverage over the government in Baghdad.

Even with full U.S. support in these circumstances, the prospects of realizing a viable independent Kurdistan are still dubious. An independent Kurdistan would require buy-in from at least one of its neighbors in order to be economically viable. It is difficult to see how that buy-in could be gained through U.S. support. One might argue that Turkey would be the most viable candidate for U.S. outreach to encourage this buy-in, but why should Turkey listen to the U.S.? After all, the past few years have seen general U.S. disregard for Turkish concerns about military support for the Kurdish YPG in Syria against the Islamic State: the YPG, linked to the Kurdistan Workers Party, is regarded by Turkey as a terrorist organization. That is not to say the U.S. support for the YPG has necessarily been wrong, as there were no other viable ground forces in Syria to support as the Islamic State surged in 2014. Yet it must be understood that that support has had consequences for

U.S.-Turkish relations, and those consequences would be relevant were the U.S. to support a unilateral pro-independence policy for Iraqi Kurdistan.

The only logical U.S. policy is to pursue a midway course between the KRG and Baghdad. There is an important U.S. interest in preventing Iraq's government from becoming totally aligned with Iran at the expense of any U.S. influence. It is impossible to remove Iranian influence in its entirety from Iraq or prevent Iraq from having friendly economic ties with Iran, but an Iraq in which Iran faces some limitation and competition with American influence is far more preferable to one totally dominated by Iran, which would be the outcome of simply throwing in the American lot with the KDP and the

path it has pursued.

There is also a U.S. interest in continuing to maintain ties with the KRG. Right now, therefore, the goal must be to act as a mediator between the two sides, encouraging an immediate return to negotiations over the disputed territories with a focus on taking into account the concerns of local populations in these areas, rather than giving unconditional tacit or explicit support to one side. While those words might sound like a trope and Barzani in particular is in a terrible position for negotiations, there is no viable alternative.

The initial U.S. calculation with regards to the Iraqi government's retaking of Kirkuk city was

understandable, but there is a risk of things going too far in the moves on disputed territories. Accordingly, the U.S. should use its leverage with Abadi, who has already done enough to bolster his legitimacy, to urge for military manpower and efforts to be redirected towards retaking the remaining border areas with Syria from the Islamic State and securing those areas to undermine the Islamic State's future insurgency prospects. More broadly, the security/internal stability angle is probably the best one to play up for the encouragement of a return to negotiations over disputed territories.●

## NATIONAL REVIEW

October 21, 2017

# Has American Policy Created a Monster in Iraq?

## We can't ignore Iran's provocations and Baghdad's attacks on our Kurdish allies forever.

By Seth J. Frantzman

October 21, 2017

<http://www.nationalreview.com>

On October 20, Iraqi Security Forces battled Kurdish Peshmerga near the town of Altun Kupri. The Iraqi forces cradled U.S.-made M-16s and rode on black-coated American Humvees. The Peshmerga, defending a berm near the town, were also shown on video using U.S.-made Humvees, painted olive green. If there is a symbol of U.S. policy gone awry it is that these two partners in the coalition that has so successfully fought ISIS are now turning their guns on each other. Most troubling is the presence of Iranian-backed Shia militias called Popular Mobilization Units (PMUs) among the Iraqi fighters. Since the fall of 2016, PMUs have been officially part of the Iraqi Security Forces.

The recent developments in the complex, simmering conflict between the central government in Baghdad and the Kurdistan Regional Government in Erbil have pitted an array of forces against one another and provide a worrying picture of the future to come in a post-ISIS Iraq. ISIS hasn't even been fully defeated yet and the underlying divisions in Iraq have already re-emerged.

At the center of the current conflict is the multi-ethnic city of Kirkuk, which is surrounded by prodigious oil fields. In the summer of 2014, Iraqi forces abandoned Kirkuk as they fled from ISIS. Kurdish Peshmerga, with air support and special forces provided by a U.S.-led coalition, stemmed the tide of ISIS and pushed the extremists back from the



fullscreen Iraqi Security Forces troops on the outskirts of Kirkuk, Iraq, October 17, 2017. (Reuters photo: Alaa Al-Marjani)

city. Since then, the U.S. has been training both Kurdish Peshmerga and the Iraqi Security Forces. By March 2017, the State Department estimated that 18,000 Kurds and 70,000 Iraqi soldiers had been trained and equipped.

On October 16, after giving the Peshmerga an ultimatum to withdraw, the Iraqi army rolled into Kirkuk, a city that lies at the heart of the Kurdish dispute with Baghdad. Kurdish officials claimed that more than 100,000 Kurds fled the city. According to sources in the Kurdish region, the return of the Iraqi army to Kirkuk was midwifed by Iran's Quds Force commander Qasem Soleimani and leaders of the Shia militias Hadi al-Amiri and Abu Mahdi al-Muhandis. Photos and video from the days leading up to the operation suggested that these men, who are all linked to the Islamic Revolutionary Guard Corps of Iran, gave the Kurds an ultimatum: Agree to abandon the area around

the city and accept the suzerainty of Baghdad or face overwhelming force. Politicians within the Patriotic Union of Kurdistan, one of three largest political parties in the autonomous Kurdish parliament, agreed to most of those demands because of their historic relations with Iran and support for compromise with Baghdad. The rival Kurdistan Democratic Party, based in Erbil, objected.

The Iraqi forces and Shia militias conquered Kirkuk relatively easily, spearheading the attack with U.S.-made M1A1 tanks and Humvees. Some of these tanks have been acquired by Iraq through U.S. Foreign Military Financing, according to a March 2017 fact sheet prepared by the State Department.

Although the State Department expressed concern about the violence in Kirkuk and called on "all parties to coordinate military activities and res-

tore calm," the opposite has happened. Iraqi forces continue to press their gains and Kurdish protesters in places such as Khanaqin have been assaulted. On October 19, Senator Ted Cruz called on the Iraqi government to "halt all efforts that contribute to regional escalation against the Kurdish people." He noted that "we must not permit our support or our military equipment to be used by Iranian-backed militias."

U.S. policymakers are watching the unfolding events without a strategy to contain the slow-moving disaster that is happening in northern Iraq. The Kurdish regional government has been successful and stable. It offered shelter to millions of displaced people who fled ISIS and has been a loyal regional partner of the U.S. for decades. But American policy has tended to side with Baghdad in disputes, because Baghdad is a key ally against ISIS. This has resulted in a devil's bargain over the last three years, as Iranian-backed militias swept into Iraq to fill the vacuum left by ISIS. When ISIS was an existential threat, it was an understandable trade-off, similar to working with the Soviet Union and Stalin to defeat Hitler. Now that ISIS is almost defeated, it makes much less sense.

The Trump administration must ask itself if it's in America's interest to partner with Baghdad against the Kurdish region. Already, the Kurdish cause has been greatly weakened by Iran and by sanctions Baghdad imposed after the recent Kurdish independence referendum. Many Kurds feel isolated and betrayed. Tough questions must be asked about where Iranian-backed Shia militias in Iraq have obtained U.S. equipment and whether the U.S. wants to continue to advise and assist an Iraqi army that openly flies Shia flags, alienating the Sunni population of the country and eroding its unity.■

— Seth J. Frantzman is a researcher, a Jerusalem-based journalist, and an op-ed editor of the Jerusalem Post.

# De l'Iran à la Turquie, tous contre les Kurdes à Kirkouk

David Gardner

Financial Times - Londres 19/10/2017  
www.courrierinternational.com

Dessin de Balaban, Luxembourg.

Un mois après le référendum, les Kurdes irakiens ont dû reculer : leur président a proposé le 25 octobre un gel des résultats. Cette proposition a été rejetée par Bagdad, qui exige l'annulation du scrutin. Pour The Financial Times, en incluant la région disputée de Kirkouk à la consultation, les Kurdes ont dressé contre eux tous les États à leurs frontières.

Le rêve des Kurdes de se doter d'un État indépendant dans le nord de l'Irak semblait sur le point de se concrétiser, surtout depuis la victoire écrasante du oui au référendum organisé sur la question le 25 septembre.

Trois semaines plus tard, les Kurdes ont été brutalement ramenés à la réalité. En effet, le 16 octobre, les forces irakiennes soutenues par l'Iran ont repris Kirkouk. Riche en pétrole, la région, disputée entre Kurdes et Arabes [et Turkmènes], pourrait devenir la nouvelle ligne de front d'une guerre de plus, parmi tant d'autres qui déchirent le Moyen-Orient.

Les événements de Kirkouk s'inscrivent également dans la logique du bras de fer géopolitique entre l'Iran et les États-Unis, le président Donald Trump ayant refusé la semaine dernière de certifier que Téhéran respectait bien l'accord nucléaire conclu avec les grandes puissances en 2015.

Quand Massoud Barzani, le président du gouvernement régional autonome du Kurdistan dans le Nord de l'Irak, a décidé d'orchestrer un plébiscite sur la sécession, sa volonté d'inclure dans le vote Kirkouk et d'autres zones contestées hors des frontières reconnues de sa région a clairement été perçue comme une source de discordes.

## LA PEUR DU SÉPARATISME

D'ailleurs, le gouvernement irakien à Bagdad n'a pas été le seul à émettre des avertissements menaçants contre le référendum sur l'indépendance. Tous les voisins de la région autonome qui abritent des minorités kurdes ont fait de même.

En dépit de leurs multiples contentieux, la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, où vivent les quelque 30 millions de Kurdes du Moyen-Orient, sont parvenus à s'unir face au risque de voir les ambitions de Barzani attiser le séparatisme kurde qui fait déjà rage sur leurs territoires.

L'avenir de l'Irak et de la Syrie en tant qu'États unifiés est d'ores et déjà en doute. En Irak, la mise en place d'une fédération, au lendemain de l'invasion par les forces sous commandement américain en 2003, prévoyait en théorie un partage des pouvoirs entre la majorité chiite, les Arabes sunnites et les minorités kurdes, mais le projet n'a pas vraiment survécu au carnage ethnique et sectaire déclenché par l'occupation.

À lire aussi Vu du Kurdistan. Kirkouk : l'ami



américain nous abandonne !

Au bout de six ans de guerre civile, la Syrie est, elle, morcelée, ce qui a permis au parti de l'union démocratique kurde (PYD) et à sa redoutable milice de prendre le contrôle d'un vaste territoire à la frontière avec la Turquie.

Ankara, qui soutenait jusque-là les rebelles islamistes contre le régime d'Assad appuyé par les Iraniens, s'efforce maintenant d'empêcher le PYD de consolider ses positions en Syrie et de faire sa jonction avec le PKK [groupe armé kurde].

L'Iran, de son côté, voit dans le référendum un complot des États-Unis, qui chercheraient à se servir des Kurdes sunnites comme d'une cinquième colonne contre le régime fondamentaliste chiite de Téhéran.

## LA JÉRUSALEM KURDE

Kirkouk est à elle seule un problème. Son avenir devait être fixé par un référendum en 2007, mais il n'a jamais eu lieu. Les forces peshmergas du Kurdistan irakien l'ont investie en 2014, quand l'armée irakienne s'est dissoute face à l'offensive de l'État islamique.

Les Kurdes vénèrent Kirkouk, qu'ils voient comme une sorte de Jérusalem, le cœur de la patrie à laquelle ils aspirent tant. Selon eux, le nettoyage ethnique ordonné par Saddam Hussein à Kirkouk a fait basculer la démographie en faveur des Arabes et des Turkmènes.

La ville et sa province restent par ailleurs un atout précieux, car elles représentent au moins la moitié des exportations pétrolières et gazières du Kurdistan irakien. Mais actuellement, Kirkouk est un prétexte qui unit Bagdad, Ankara et – surtout – Téhéran, qui est le principal moteur des tractations pour des raisons qui dépassent les

litiges territoriaux irakiens.

Au cœur de l'offensive irakienne contre le Kurdistan irakien se trouvent les Unités de mobilisation populaire [Al-Hashd Al-Shaabi], coalition irakienne à majorité chiite qui est indirectement sous la houlette des Corps des Gardiens de la révolution islamique et du commandant iranien Qassem Soleimani.

## DES RIVALITÉS EXPLOITÉES PAR TÉHÉRAN

Le général Soleimani a récemment passé du temps non seulement à Bagdad (à majorité chiite), mais aussi à Souleimaniye, bastion de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) alliée à Téhéran – rivale historique du président Massoud Barzani et dirigée par Jalal Talabani (décédé le 3 octobre) et sa famille. L'UPK semble sur le point de se scinder ; il est certain que les peshmergas fidèles à ce parti se sont retirés pour laisser les Irakiens frapper Kirkouk.

L'Iran a aussi attiré la Turquie, alliée de l'Otan, dans ses griffes anti-Kurdes. Recep Tayyip Erdogan et son chef d'état-major se sont déplacés à Téhéran en octobre, se joignant ainsi au gouvernement d'Iran pour accuser Massoud Barzani, allié d'Erdogan jusqu'ici, d'être un traître.

L'Iran et la Turquie – qui traversent leur pire dispute avec les États-Unis depuis des décennies – sont quasiment sur la même longueur d'onde. Kirkouk et le Kurdistan sont des problèmes incendiaires. L'Iran les gère en préservant ses intérêts, mais son objectif est surtout que les États-Unis – malgré les fulminations de Trump – aient l'air d'un spectateur passif. ♦

AFP

# Irak: au Kurdistan, l'euphorie du référendum cède la place à la déprime

Kirkouk (Irak), 18 octobre 2017 (AFP)

**"CEUX qui nous ont fait rêver d'un Etat kurde, nous ont abandonnés": chez les Kurdes d'Irak, l'euphorie du référendum d'indépendance organisé il y a trois semaines par leur région autonome a laissé place à la déprime après la reprise de Kirkouk par Bagdad.**

Les autorités centrales ont repris, sans quasiment combattre, à celles du Kurdistan les gisements pétroliers de Kirkouk et autres positions dont les forces kurdes s'étaient emparées en 2014 dans des secteurs ne formant pas partie de leur région autonome.

Omar Mahmoud, un habitant de la ville de Kirkouk âgé de 41 ans, en veut tout particulièrement aux dirigeants kurdes: ses voisins, abandonnés sans protection dans le quartier kurde de Rhimaoua, ont dû "fuir parce qu'ils avaient trop peur".

Les dirigeants kurdes qui ont appelé les peshmergas (combattants kurdes) à se retirer face aux troupes gouvernementales "devront être jugés et pas seulement écartés du pouvoir", martèle-t-il.

Les importantes ressources pétrolières de la province étaient les seules garantes de la viabilité d'un éventuel Etat kurde.

Il n'y a pas qu'à Kirkouk que les Kurdes sont "sous le choc".

A Erbil, capitale du Kurdistan autonome, le coup est encore plus rude car il y a seulement trois semaines la ville était joyeuse.

**- 'BÉNÉDICTION DE L'IRAN ET DE LA TURQUIE' -**

Les drapeaux, les banderoles en faveur du référendum sont toujours là, mais le cœur n'y est pas. Beaucoup de gens n'ont pas été au travail, et les rues, les marchés, les magasins d'habitude animés, sont vides.

Pour Sirwan Najem, 31 ans, qui tient une papeterie à Erbil, la reprise cette de Kirkouk par les forces gouvernementales irakiennes en quelques heures était "inattendue".

Mais, dit-il à l'AFP, sans lâcher des yeux son téléviseur branché sur les informations, "chaque fois, dans l'histoire des Kurdes, les pays voisins ont empêché la réalisation de nos ambitions d'indépendance".

Après l'écrasante victoire du "oui" à la consultation du 25 septembre, Kamrane Ahmed, fonctionnaire de 47 ans à Erbil, imaginait que les Kurdes auraient bientôt un Etat.

Mais lundi à Kirkouk, "il y a eu un coup d'Etat irakien avec la bénédiction et le soutien de l'Iran et de la Turquie".

Aujourd'hui, il ne voit plus vers qui se tourner, si ce n'est "la communauté internationale qui doit maintenant aider le peuple kurde, reconnaître le référendum et travailler au retrait de l'armée" irakienne à Kirkouk.

C'est ce référendum organisé par le président du Kurdistan autonome Massoud Barzani qui a mis le feu aux poudres, estime de son côté Chaker al-Kaki, un résident kurde de la ville multicommunautaire de Khanaqine.

Pour lui, le Kurdistan a fait "une erreur en organisant le référendum sans réfléchir aux conséquences".

**- 'INSULTE FAITE AUX KURDES' -**



Un soldat des forces irakiennes retire le drapeau kurde, le 16 octobre 2017 à Kirkouk © AHMAD AL-RUBAYE / AFP

A Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan et fief de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) rival de Massoud Barzani, l'ambiance est aussi morne.

La ville est traumatisée par l'arrivée lundi de dizaines de milliers de Kurdes ayant fui terrorisés Kirkouk dès l'entrée des troupes irakiennes.

Sazan Taoufiq, ingénieure agricole de 30 ans, avoue être "en pleine déprime" après cette "insulte faite à tous les Kurdes". Elle, en veut aux Américains. "Il y a quelques jours encore, ils étaient les alliés des Kurdes parce qu'ils avaient besoin d'eux face au groupe Etat islamique (EI), mais aujourd'hui, ils nous tournent le dos", lâche-t-elle.

Vendeur sur un marché de Souleimaniyeh, Hassan Mohammed, 52 ans, dit n'avoir "jamais été aussi désespéré".

"L'Histoire des Kurdes en Irak est pleine de revers, Kirkouk en est un nouveau, énorme", a-t-il dit à l'AFP.

Pour Karoukh Omar, professeur dans un lycée, les responsables sont à chercher à l'intérieur même de la région autonome. "Cela fait des années que de nombreuses voix accusent les dirigeants kurdes d'accaparer le pouvoir politique et économique au profit personnel de familles au pouvoir".

"Ils ont été prévenus mais voilà où cela nous a mené, à la catastrophe", poursuit ce Kurde de 29 ans. "La direction kurde, telle qu'elle est composée aujourd'hui, ne peut rien apporter du tout au peuple kurde ou à sa cause".

Pour Mahmoud Othmane, ancien membre fondateur du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, le projet d'indépendance, "est retardé pour le moment, car la situation ne s'y prête vraiment pas".

Tout ce qu'il souhaite aujourd'hui, c'est que "tout continue de façon pacifique"●.

AFP

## Bagdad critique vivement l'accord entre le Kurdistan et Rosneft

Bagdad, 19 octobre 2017 (AFP)

**LE GOUVERNEMENT irakien s'en est pris vivement jeudi, sans le nommer, à l'accord signé la veille par le géant semi-public russe du pétrole Rosneft avec les autorités du Kurdistan irakien.**

Dans un communiqué, le ministère irakien du Pétrole souligne que "ce département et le gouvernement fédéral irakien sont les deux seules parties avec lesquelles il faut traiter pour conclure des accords concernant le développement et les investissements dans le secteur de l'énergie".

Pour sa part le ministre irakien du Pétrole, Jabbar al-Louaibi, a qualifié d'"ingérence flagrante dans les affaires intérieures irakiennes (...)" les déclarations irresponsables (...) de la part de sociétés étrangères sur leur intention de conclure des accords pétroliers avec des parties en Irak sans que le gouvernement fédéral ne soit au courant".

Pour le ministre, "le gouvernement fédéral et le ministère du Pétrole sont seuls

responsables d'élaborer les stratégies concernant les ressources pétrolières et gazières du pays et les seuls habilités à conclure des accords avec des pays ou des compagnies étrangères".

Réagissant à cette vive mise au point irakienne, le directeur général de Rosneft Igor Setchine a affirmé: "S'il y a des problèmes entre le gouvernement irakien et le Kurdistan, c'est à eux de les résoudre".

"Je ne suis pas un homme politique, mon problème c'est de produire du pétrole", a-t-il ajouté.

Rosneft a annoncé mercredi un accord avec les autorités du Kurdistan irakien, auxquelles il compte payer jusqu'à 400 millions de dollars pour exploiter ses vastes ressources en hydrocarbures, disputées avec le pouvoir central de Bagdad.

La société n'a pas précisé la localisation de ces projets, qui représentent selon elle des réserves estimées à 670 millions de barils de pétrole.

L'exploration est prévue pour commencer en 2018 et la production en 2021, a précisé Rosneft, qui a récemment annoncé négocier avec les autorités du Kurdistan pour y construire un réseau de gazoducs.

Les autorités irakiennes --dont les forces ont pris le contrôle cette semaine de la province pétrolière disputée de Kirkouk-- et la région autonome du Kurdistan sont en crise ouverte depuis le référendum du 25 septembre sur l'indépendance kurde. ●

# Etat islamique : la libération de Rakka précipite l'agonie du « califat »

RÉCIT

BEYROUTH - correspondant

ERBIL (KURDISTAN IRAKIEN) - correspondance

Les drapeaux noirs ont été décrochés. Ce sont des étendards jaunes et verts, aux couleurs des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, qui flottent désormais aux carrefours de Rakka. Ou ce qu'il en reste : un champ de ruines, une ville anéantie après quatre ans d'occupation de l'organisation Etat islamique (EI). Mardi 17 octobre, la coalition arabo-kurde qui menait l'assaut contre l'ancienne « capitale » syrienne du « califat » de l'EI a annoncé avoir « chassé définitivement » les djihadistes de la ville.

Il aura fallu cinq mois de combats, plusieurs milliers de frappes aériennes de la coalition internationale qui soutient les forces arabo-kurdes, et des corps-à-corps meurtriers dans les rues et les habitations pour venir à bout de l'EI. La bataille, l'une des plus violentes qu'a connue la Syrie en guerre, a fait 3 000 morts, dont plus d'un millier de civils.

## La prise du pouvoir

C'est au mois de mai 2013 que les hommes au drapeau noir font leur première apparition à Rakka. Ils se revendiquent de « l'Etat islamique en Irak et au Levant » (EIL), surnommé Daech par les Syriens, qui fait alors tache d'huile dans les territoires « libérés »



Combattants des Forces démocratiques syriennes, à Rakka, le 17 octobre.

du nord de la Syrie.

Il s'agit d'une excoissance de l'Etat islamique en Irak, un groupe djihadiste fondé en 2007, durant le djihad anti-américain et dirigé par l'Irakien Abou Bakr Al-Baghdadi. Les nouveaux venus se distinguent d'emblée par leur cruauté et leur sectarisme : le 14 mai, trois habitants alaouites sont exécutés sur la place de l'Horloge, l'un des lieux emblématiques de la ville, pour de vagues accusations d'espionnage.

Le rond-point avait hébergé plusieurs manifestations dans les premiers mois de la révolte anti-Assad. Province agricole, frappée de plein fouet par la sécheresse de la fin des

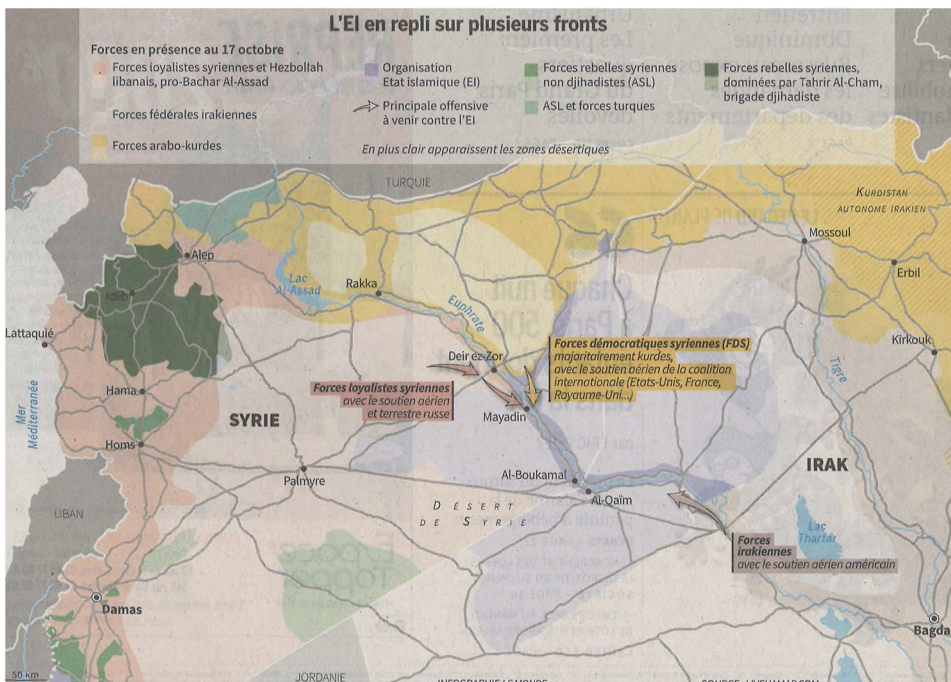
années 2000 et les réformes libérales de Bachar Al-Assad, la région de Rakka semblait destinée à basculer très vite dans le camp des insurgés.

Mais la violence de la répression et les nombreux relais du régime parmi les tribus, très puissantes dans cette région, freinent la mobilisation. Les rassemblements de protestation n'attirent pas des foules comme à Homs, Hama ou dans la banlieue de Damas. La ville paraît sous contrôle, au point qu'en novembre 2011, le président Assad vient y célébrer l'Aïd Al-Adha, lors de l'un de ses très rares déplacements en province depuis le début de la révolte.

Comme à Alep, c'est de l'extérieur de la ville que la révolution arrive. Début mars 2013, une coalition de milices rebelles s'engouffre dans Rakka, et après quelques heures de combats, en déloge les forces gouvernementales. Le sentiment de tranquillité des autorités locales s'est retourné contre elles. Le gouverneur et le chef local du parti Baas, qui n'ont pas eu le temps de s'enfuir, sont faits prisonniers.

Les vainqueurs ont un profil islamiste marqué. Quelques brigades estampillées Armée syrienne libre (ASL), la branche dite modérée de l'insurrection, ont participé à l'attaque. Mais le gros des assaillants provient du groupe Ahrar Al-Cham et du Front Al-Nosra, deux formations fondamentalistes. La seconde se présente même comme la branche syrienne d'Al-Qaïda, ce qui fait d'elle une rivale de l'EIL, mouvement dissident de l'organisation d'Oussama Ben Laden.

Bien qu'arrivé deux mois après la prise de la ville, l'EIL s'impose rapidement comme la force dominante. Ses hommes s'emparent symboliquement du luxueux palais du gouverneur, où ils établissent leur quartier géné-





Des membres des Forces démocratiques syriennes (FDS) et des Unités de protection du peuple (YPG) dans les ruines de Rakka, mardi 17 octobre.  
ERIK DE CASTRO/REUTERS

ral. Ils font main basse sur les administrations et les services publics. Les révolutionnaires civils, comme ceux du mouvement Haqquna (« Notre droit »), qui espéraient prendre les manettes de la ville, sont mis sur la touche, arrêtés ou supprimés. Des journalistes étrangers sont kidnappés, le père jésuite Paolo Dall'Oglio, venu effectuer une médiation, enlevé. Deux églises sont profanées, les croix de leur clocher arrachées et remplacées par des drapeaux noirs frappés de la chahada, la profession de foi musulmane.

Au mois d'août, décision éloquente : le groupe djihadiste se retire du siège de la base de la 17<sup>e</sup> division, l'un des derniers bastions du régime Assad dans la province de Rakka. Plutôt que de combattre l'armée régulière, l'EIL préfère cimenter son assise locale et développer son propre appareil administratif. Une stratégie d'ancrage territorial en rupture avec le fonctionnement hors sol de la nébuleuse Al-Qaïda.

Fascinés ou tétanisés par cette ambition hégémonique et la brutalité sans nom qui l'accompagne, des combattants rivaux font allégeance à l'EIL. D'autres décident de se rebeller contre ce tyran en devenir. En janvier 2014, les positions de l'EIL dans tout le nord de la Syrie sont attaquées. L'offensive réussit à Idlib et Alep, mais échoue à Rakka. Les derniers éléments de l'ASL, d'Ahrar Al-Cham et du Front Al-Nosra encore présents en ville sont écrasés ou prennent la fuite.

« Daech » est désormais le maître absolu de la cité des bords de l'Euphrate. Qui devient, six mois plus tard, la capitale de « l'Etat islamique » (EI) en Syrie après que les djihadistes se sont emparés de Mossoul, en Irak, et qu'Abou Bakr Al-Baghdadi a proclamé la restauration du califat en juin 2014.

Une mafia obscurantiste et totalitaire se met en place. Avec ses juges, ses policiers, ses indics, tous obnubilés par la mise en coupe réglée de la ville. Des caméras sont installées dans les sites stratégiques. La nouvelle étiquette djihadiste impose le port du niqab (voile intégral) aux femmes, et celui de la barbe, de la djellaba et du charwal (pantalon

bouffant) aux hommes. Le tabac, la musique et l'usage d'Internet à domicile sont prohibés.

Les contrevenants sont fouettés en place publique. La moindre personne soupçonnée d'espionnage, à tort ou à raison, est décapitée ou crucifiée. Des homosexuels sont jetés du haut d'un immeuble. Les cadavres sont exhibés sur la place de l'Horloge et le carrefour Al-Naim (« paradis » en arabe), rebaptisé « carrefour de l'enfer » par les habitants. Développer des services publics dignes d'un Etat n'intéresse pas l'EI. Beaucoup de quartiers sont privés d'eau et d'électricité. Les écoles ne fonctionnent quasiment pas. Al-Baghdadi et ses nervis ne règnent que par et pour la terreur. Grâce à une habile propagande, des milliers d'aspirants djihadistes affluent du monde entier, transitant par la Turquie voisine.

### La fabrique de la terreur

Le 19 août 2014, Rakka devient le centre de l'attention planétaire. Dans une vidéo téléchargée sur Internet, tournée sur une petite colline pelée du sud de la ville, le Britannique Mohammed Emwazi, dit « Jihadi John », bourreau et géolier de l'EI, défie les gouvernements occidentaux un couteau à la main. A ses pieds, agenouillé et vêtu d'une combinaison orange à la manière des prisonniers du camp de détention américain de Guantanamo : James Foley, un journaliste américain. Que Mohammed Emwazi assassine. Une vingtaine d'étrangers, occidentaux (dont quatre Français) et asiatiques, ont été détenus à un moment ou un autre à Rakka.

Après l'assassinat de Foley, que les forces spéciales américaines avaient échoué à faire libérer lors d'une opération dans les environs de la ville, en juillet 2014. Steven Sotloff, journaliste américain lui aussi, David Haines, Alan Henning puis Peter Kassig, deux travailleurs humanitaires britanniques et un américain, et enfin le journaliste japonais Kenji Goto seront égorgés par le bourreau de l'EI. Mohammed Emwazi sera tué en novembre 2015 par une frappe américaine.

D'autres étrangers, des milliers, séjournent

## UNE MAFIA OBSCURANTISTE ET TOTALITAIRE SE MET EN PLACE. AL-BAGHDADI ET SES NERVIS NE RÈGNENT QUE PAR ET POUR LA TERREUR

dans la ville, cette fois de leur plein gré : des volontaires djihadistes. Certains y passent un week-end ou une semaine, d'autres s'installent à demeure. On y voit des Français ouvrir des restaurants. Les Caucasiens ont, eux, la nostalgie des supérettes de leur terre natale. Ils inaugurent leur propre magasin Univermag, une enseigne d'épicerie russe, en plus d'une école pour leurs enfants.

Les couples et les familles occupent les appartements et les maisons laissés vides par la petite bourgeoisie et la classe moyenne syriennes qui ont fui la ville ; les femmes célibataires sont « placées » dans des *madhafas*, des pensions féminines, en attendant qu'on leur trouve un mari ; les jeunes dans des guesthouses et des camps d'entraînement, premières cibles des frappes de la coalition internationale, qui se met en place dès septembre 2014.

Sous la houlette du Syrien Abou Mohammed Al-Adnani, le porte-parole de l'EI, les *emniyin* (les hommes des services de sécurité de l'EI), outre leur fonction de contrôle intérieur, mettent en place une véritable fabrique de la terreur en préparant et planifiant des attentats à l'extérieur du « califat ». Des attentats sont menés en Turquie et en Tunisie, en Belgique et en France. Parmi les djihadistes francophones qui résident à Rakka, figurent les cerveaux et parfois les acteurs de certaines de ces attaques.

A commencer par le djihadiste belge Ab-

delhamid Abaaoud, le coordinateur des attentats de Paris du 13 novembre 2015, tué à Saint-Denis cinq jours plus tard. L'homme a mis en place une filière empruntant la « route des migrants » après l'avoir lui-même « testée ». Dix membres de la cellule à l'origine des attaques de Paris et de Bruxelles, en mars 2016, ont ainsi transité de Syrie vers l'Europe, en se fondant dans le flux de réfugiés. A Rakka, il chapeaute un camp d'entraînement où passent bon nombre de djihadistes, qui seront mis en cause dans des tentatives d'attaques en Europe.

Tué en novembre 2016, Boubakar al-Hakim, issu de la filière des Buttes-Chaumont, une des premières filières djihadistes françaises et dont l'ombre plane sur plusieurs attentats commis en France et en Tunisie, aimait fréquenter un petit restaurant situé en face du tribunal de Rakka. Un établissement tenu par Nicolas Moreau, condamné en janvier à dix ans de prison par le tribunal correctionnel de Paris. Lequel confiera aux enquêteurs y avoir servi ou croisé Abaaoud ou encore Samy Ammour, l'un des kamikazes du Bataclan.

L'on croise aussi, dans cette nébuleuse, Ahmad Alkhalid, alias Yassine Noure, alias Mohammed Nawar Mohammed, l'artificier en chef des attentats de Paris et Bruxelles. Il est le seul à avoir regagné la Syrie à l'hiver 2015. A Rakka, il testait ses explosifs du côté de la gare, contre les rails et les éclisses ferroviaires. La liste n'est pas exhaustive : Rakka revient dans des milliers de pages de rapports d'enquêtes et de dossiers judiciaires en Europe. En octobre 2017, la présence d'Abdelillah Himich, dit Abou Souleiman Al-Faransi, un ancien légionnaire que les Américains désignaient en 2016 comme le planificateur des attaques en Europe, était signalée en ville.

Traquée par les services de renseignement et les forces aériennes occidentales, la légion des « étrangers de l'EI » va surtout être décimée, comme le reste de l'organisation en Syrie, par un ennemi mortel et revancharde : les Kurdes de Syrie, en particulier les forces du Parti de l'union démocratique (PYD).

## La libération

En janvier 2015, les forces kurdes ont repoussé, au prix de combats héroïques et avec l'aide des avions de la coalition internationale, l'assaut féroce et prolongé des djihadistes sur leur enclave de Kobané, adossée à la frontière turque. Dès lors, les forces kurdes du PYD vont devenir l'allié exclusif de la coalition dans la guerre contre l'EI au nord de la Syrie. Elles enchaînent les victoires contre les djihadistes le

long de la frontière turque et progressent vers le sud. A mesure que leur territoire s'agrandit, leur coopération avec la coalition menée par Washington se renforce et dès février 2016, il est décidé que les forces kurdes mèneront l'offensive de Rakka avec leurs alliés arabes au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) et l'aide discrète de forces spéciales, américaines, britanniques et françaises.

Si la majorité des troupes kurdes, les FDS rassemblent des miliciens issus de la rébellion anti-Assad, des milices locales tribales ainsi que d'autres combattants arabes syriens, entraînés dans la précipitation dans les mois précédant l'offensive. Malgré son apparement hétérogénéité, l'alliance est structurée par un noyau dur kurde – tant politique que militaire – qui assure une chaîne de commandement centralisée tout en sauvant les apparences. La libération de Rakka ne doit pas être perçue comme une conquête kurde, du fait de l'identité arabe de la ville. De fait, l'encadrement politique kurde en Syrie a noué des relations solides avec des notables et des dignitaires tribaux locaux qui relaient son autorité dans les zones arabes passées sous son contrôle. C'est ce modèle, déjà expérimenté à Manbij, reprise par les FDS à l'été 2016, que le leadership kurde entend appliquer à la capitale syrienne du « califat ».

Les tractations politiques progressent de pair avec les préparatifs militaires. Les cadres politiques kurdes se sont attachés à la loyauté de personnalités locales pour mettre sur pied un embryon de Conseil local appelé à gouverner Rakka après sa libération. Le retour de l'ancien conseil de Rakka, hérité de la révolution syrienne, est exclu. Exilé à Saniurfa, dans le sud de la Turquie, il est considéré par l'encadrement kurde comme un pion d'Ankara. Bien qu'enraciné dans le conflit syrien, le PYD est en effet issu du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation militaire et politique qui mène une

**LA PROGRESSION  
EST LENTE. LA VILLE  
EST TRUFFÉE DE  
PIÈGES EXPLOSIFS  
ET DE TUNNELS  
QUI PERMETTENT  
AUX COMBATTANTS  
DE L'EI DE MENER  
DES ATTAQUES  
SURPRISES  
ET DE SE REPLIER**

## Les forces gouvernementales syriennes avancent au sud-est de la ville

Au sud-est de Rakka, sur la rive opposée de l'Euphrate, les forces gouvernementales syriennes ont annoncé, par l'agence SANA, avoir progressé dans la région de Deir ez-Zor, mardi 17 octobre, libérant trois villages. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les forces pro-Damas se sont rendues maîtresses de tout le territoire entre Deir ez-Zor et la ville d'Al-Mayadin, dans une région proche de la frontière irakienne, qui constitue le dernier repli de l'EI en Syrie. Les loyalistes ont bénéficié d'un important appui aérien russe. Selon l'OSDH, Damas contrôle plus de 90% de la ville de Deir ez-Zor, où une offensive est en cours pour reprendre les quartiers encore aux mains des djihadistes.

guérilla contre l'Etat turc depuis 1984 et a pris le contrôle des enclaves kurdes de Syrie au début de la guerre civile. La prédominance du PYD au sein des FDS et leur rôle programmé dans la bataille de Rakka suscite la colère de la Turquie, mais les militaires américains ignorent les plans de bataille alternatifs proposés par Ankara.

En novembre 2016, une longue campagne militaire visant à isoler Rakka commence. Elle est baptisée « Colère de l'Euphrate ». Les FDS parviennent aux abords de la ville au printemps suivant. Début juin, les combattants kurdes et leurs alliés arabes entrent dans les faubourgs de Rakka. Armés et équipés en véhicules blindés par la coalition, ils bénéficient d'une couverture aérienne constante. Ils sont même appuyés au sol par une unité d'artillerie des marines américains ainsi que par des éléments des forces spéciales britanniques et françaises. Dans les rues de la Rakka, les djihadistes, encerclés à partir du mois de juillet, évitent le combat frontal et retardent la progression de leurs adversaires en déployant les tactiques de guérilla urbaine qu'ils ont éprouvées en Syrie et en Irak au cours de trois années de guerre.

La progression est lente. La ville est truffée de pièges explosifs et de tunnels qui permettent aux combattants de l'EI de mener des attaques surprises et de se replier. Les FDS font face à des tireurs de précision déployés dans des zones habitées et des voitures piégées lancées par les djihadistes. C'est grâce à d'intenses frappes aériennes et à des tirs d'artillerie nourris que, quartier par quartier, ils avancent vers le centre-ville, au prix de destructions et de pertes humaines massives. Pour tuer quelques djihadistes postés sur des toits, des immeubles entiers sont abattus, leurs habitants ensevelis sous les décombres. La ville se transforme en vaste champ de ruines. L'Observatoire syrien des droits de l'homme estime à 1130 le nombre de civils tués en quatre mois de bataille, et selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, les déplacés originaires de Rakka sont au nombre de 270 000.

Ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu fuir font face aux rigueurs d'un siège étouffant. Ils manquent d'eau, de nourriture, de médicaments et les communications avec l'extérieur sont coupées. Début octobre, au milieu d'une ville dévastée, les derniers carrés des combattants de l'EI tiennent encore une poignée de positions. Les djihadistes, dont des combattants étrangers, sont retranchés dans l'hôpital et le stade, encerclés par les FDS qui acceptent de négocier la reddition d'une partie d'entre eux. Ceux-ci sont évacués avec des centaines de civils, le 15 octobre. La reprise totale est annoncée quarante-huit heures plus tard. Libérée mais détruite et vidée de ses habitants, Rakka se trouve désormais au milieu du nouveau rapport de force créé par la chute de l'EI en Syrie et en Irak. L'Etat syrien, qui revendique toujours le contrôle de l'ensemble de son territoire, n'est pas loin. L'éphémère capitale syrienne du califat de l'Etat islamique n'en a pas fini avec la guerre. ■

**BENJAMIN BARTHE  
ET ALLAN KAVAL AVEC  
MADJID ZEBROUKY (À PARIS)**

# As ISIS fades in Syria, a question of control

BEIRUT, LEBANON

## Who will take over cities and territories once held by the militant group?

BY ANNE BARNARD  
AND HWAIDA SAAD

American-backed forces have barely begun to clear the land mines from Raqqa, Syria, after pushing the Islamic State group from the city, the de facto capital of its self-declared caliphate.

But the militants' defeat there is already setting the stage for a new round of conflict and instability in Syria's long civil war.

Fleeing jihadists are already regrouping in remote areas, rearming with the help of desert smugglers. Tensions are brewing over who will ultimately control Raqqa, where American-backed Kurdish and Arab forces declared victory on Tuesday.

And as the Islamic State threat wanes, the Syrian government is expected to return its military attention to the Syrian rebels, intensifying the kind of bombardment that has led to mass civilian casualties, with no sign of a political solution in sight.

To defeat the Islamic State, myriad international and Syrian combatants — many of them sworn enemies — banded together or put their conflicts on the back burner. Now, even as they close in on the Islamic State's last territories near the Iraqi border, their tensions are rising to the surface.

Raqqa was taken by an American-backed militia made up of Syrian Kurds and Arabs. Soon after, celebrating Kurdish fighters raised flags adorned with the face of Abdullah Ocalan, a Kurdish militant leader. Many of Raqqa's Arab residents, who consider Mr. Ocalan a terrorist, were appalled. Some are calling the Kurds new occupiers.

Others downplayed the prospect of tensions between Arabs and Kurds. The militia says it will soon hand formal control of Raqqa to a civilian city council made up of representative local residents. "We are all on the same ship," said Hassan Mohammad Ali, a Raqqa resident involved in rebuilding the local government. Both Arabs and Kurds want "a democratic, pluralistic Syria," he said, and would not try to impose their will on each other.

But the Syrian government has no in-



American-backed forces have largely driven the Islamic State from Raqqa, Syria, above. But fleeing jihadists are regrouping in remote areas, rearming with the help of smugglers.

attention of letting that arrangement stand.

The government of President Bashar al-Assad now controls most of the country, having taken back much of the territory once held by rebel groups who took up arms after the government cracked down on protests in 2011.

Backed by Russia and Iran, Mr. Assad has vowed to recapture all of Syria, including Raqqa and the areas beyond it where the Kurds have established a semiautonomous zone.

It remains unclear how far the United States would go to stop him.

Pentagon officials say that, for now, the American military will continue to defend areas like Raqqa. In June, the military shot down two Syrian drones that American officials said were threatening American-backed troops.

That posture has not changed, the officials said, and experts on Syria say they expect it to continue for the next few months.

What happens after that — and how willing the United States is to become engaged in a war against the Assad government and its international backers — is an open question.

"The issue of self-defense will certainly continue as long as the fight against ISIS continues," said Andrew J. Tabler, a Syria expert with the Washington Institute for Near East Policy. "But what goes on after that with the political process, I don't know."

The militant group still controls close to 4,000 square miles of territory on either side of the Iraq-Syria border, har-

boring an estimated 6,000 to 10,000 fighters. As its fighters are pushed out of their strongholds, many are going underground, vowing to continue their battle as hit-and-run insurgents. There are growing pockets of them in the eastern desert areas of at least three Syrian provinces, including many hiding in areas under government control, according to fighters and residents of the areas.

But thousands of Islamic State fighters have been allowed to simply hand in their weapons and go free under an odd loophole that has become a trademark of this conflict. Just before the final assault on a militant-controlled town or village, it is not unusual to see lines of buses pulling up, loading hundreds of fighters and their families, and driving them off the battlefield, sometimes to other Islamic State-controlled territory.

Both the Syrian government forces and the American-backed militias have afforded this privilege mainly to Syrian militants, some of whom say they were forced to join the Islamic State, but also to foreigners who came to Syria to wage jihad.

While the practice has truncated battles, saving lives on both sides, it has also had a balloon effect, squeezing fighters out of Raqqa, for instance, and inflating their numbers in Deir al-Zour, a province along the Iraqi border that is now the site of the biggest battle against the Islamic State. In Raqqa, at least four people, Raqqa residents or aid workers, said they had seen fighters boarding the buses. Two aid workers said at least 15



buses had departed for Deir al-Zour.

Others move on to government-held areas, like the southern province of Sweida. Fleeing Syrian Islamic State fighters are turning themselves in to the government there daily, says Nour al-Shami, a former Sweida resident who lives in exile in Turkey.

But then, he said, many of the fighters slip away to the caves of province's eastern badlands and buy weapons from smugglers, who have in some cases bought them from government forces.

Fugitive Islamic State fighters are also gathering near the Palmyra ruins,

in the north, that were retaken twice from the Islamic State by pro-government forces.

One fighter, reached by text message, said he now belongs to a group called Soldiers of the Caliphate that hopes to recruit foreign fighters from the Islamic State and rival Qaeda-linked groups.

The fighter, who gave only a first name, Yehya, said he was with scores of others, mainly foreigners who preferred to fight to the death in Syria rather than risk arrest by heading home to Central Asia, Europe and other places.

"What choice do they have?" he said.

Mr. Assad has made virtually no concessions even to his unarmed, political opponents, whose street protests calling for more rights and an end to corruption started the unrest in 2011. That leaves, as the Syria analyst Peter Harling put it recently, "minimal prospects of reform, reconciliation or reconstruction, let alone closure."

*Nada Homsy contributed reporting from Beirut, and Helene Cooper from Washington.*

REUTERS

## Abadi defends role of Iranian-backed paramilitaries at meeting with Tillerson

BAGHDAD (Reuters) - October 23, 2017 - Maher Chmaytelli

**IRAQI PRIME Minister Haider al-Abadi defended the role of an Iranian-backed paramilitary force at a meeting with U.S. Secretary of State Rex Tillerson on Monday in Baghdad.**

Tillerson arrived on Monday hours after the Iraqi government rejected his call to send home the Popular Mobilisation, an Iran-backed force that helped defeat Islamic State and capture the Kurdish-held city of Kirkuk.

In his opening remarks at the meeting with Tillerson, Abadi said Popular Mobilisation "is part of the Iraqi institutions," rejecting accusations that it is acting as an Iranian proxy.

"Popular Mobilisation fighters should be encouraged because they will be the hope of country and the region," he added.

Iraq is one of the few countries allied closely to both the United States and Iran, and Tillerson's effort to drive a wedge between Baghdad and Tehran appeared to have backfired, drawing a sharp statement from the prime minister's office.

Tillerson visited Iraq a day after a rare joint meeting with Abadi and Saudi Arabia's King Salman in the Saudi capital, Riyadh.

After that meeting, he called on Iraq to halt the work of the Tehran-backed paramilitary units, which have operated alongside government troops in battles against Islamic State and, since last week, in a lightning advance that seized the oil city of Kirkuk from Kurdish security forces.

At his meeting with Abadi in Baghdad, Tillerson urged the Iraqi government and Masoud Barzani's Kurdistan Regional Government in Erbil to resolve their conflict on Kurdish self-determination and disputed territories through dialogue.

"We are concerned and a bit sad," Tillerson said. "We have friends in Baghdad and friends in Erbil, and we encourage all parties to enter into discussion ... and all differences can be addressed."

Iraqi forces are deploying tanks and artillery just south of a Kurdish-operated oil pipeline that crosses into Turkey, a Kurdish security official said, the latest in a series of Iranian-backed operations against the Kurds.

"Iranian militias that are in Iraq, now that the fight against Daesh and ISIS is coming to a close, those militias need to go home," Tillerson said on Sunday in Saudi Arabia.

Abadi's office responded sharply.

"No party has the right to interfere in Iraqi matters," a statement from his office read. It did not cite the prime minister himself but a "source" close to him. It referred to the mainly Shi'ite Popular Mobilisation as "patriots".

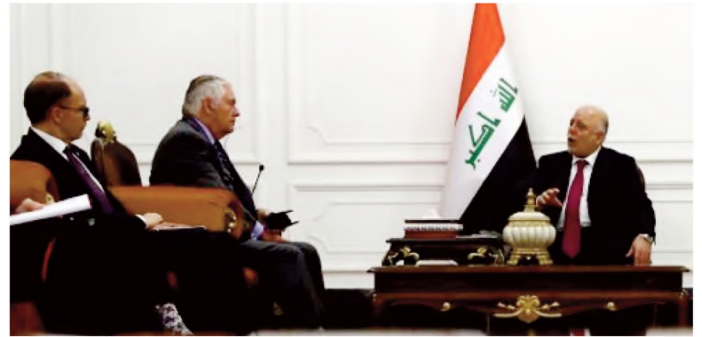
One of the closest groups to Iran within Popular Mobilisation, Asaib Ahl al-Haq, reacted to Tillerson's comment by saying it would be Americans who will be forced to leave Iraq.

"Your forces should get ready to get out of our country once the excuse of Daesh's presence is over," said Asaib's leader, Sheikh Qais al-Khazali, according to the group's TV channel, al-Aahd.

### SAME SIDE

The international battle against Islamic State fighters in northern Iraq since 2014 saw the United States and Iran effectively fighting on the same side, with both supporting the Iraqi government against the militants.

Washington has 5,000 troops in Iraq and provided air support, training and weapons to Iraqi government forces. At the same time, Iran armed, trained and



U.S. Secretary of State Rex Tillerson (2-L) listens as Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi (C) speaks during their meeting in Baghdad, Iraq October 23, 2017. REUTERS/Alex Brandon/Pool

advised Shi'ite paramilitaries that often fought alongside the army.

The latest twist in the Iraq conflict, pitting the central government against the Kurds, is trickier for U.S. policymakers. Washington still supports the central government but has also been allied to the Kurds for decades.

Iran is the pre-eminent Shi'ite power in the Middle East. Shi'ites, including Abadi, are the majority in Iraq, but it also has large Sunni Arab and Kurdish communities. In the campaign for the Kurdish referendum, Iran backed the government against the Kurds.

Major-General Qassem Soleimani, commander of foreign operations for Iran's elite Revolutionary Guards, repeatedly warned Kurdish leaders to withdraw from the oil city of Kirkuk or face an onslaught by Iraqi forces and Iranian-backed fighters, Kurdish officials briefed on the meetings said.

### IRAN DISMISSES TILLERSON REMARKS

Iranian Foreign Minister Mohammad Javad Zarif dismissed Tillerson's remarks. The paramilitaries could not go home because "they are at home" already, he was quoted as saying by the state news agency IRNA.

Abadi has asserted his authority with the defeat of Islamic State in Mosul and the Iraqi army's sweep through Kirkuk and other areas that were held by the Kurds.

The buildup at the Kurdish oil export pipeline is taking place northwest of Mosul, an official from the Kurdistan Regional Government's security council said.

The loss of Kirkuk dealt a major blow to the Kurds, who had been steadily building an autonomous region in northern Iraq since a U.S.-led invasion toppled Saddam Hussein, who oppressed them for decades.

"We are concerned about continued military build-up of Iraqi forces and Iranian-backed Popular Mobilisation Forces towards the Kurdistan Region," said the Kurdistan Region Security Council in a statement.

Elections for the Iraqi Kurdistan region's presidency and parliament set for Nov. 1 will be delayed because political parties failed to present candidates, the head of the electoral commission, Hendrean Mohammed, told Reuters.

Parties have been unable to focus on the elections in the turmoil that followed the referendum, a Kurdish lawmaker said on condition of anonymity. ●

# Quel est l'avenir des Kurdes d'Irak et de Syrie après Daech?



**Jordi Tejel**  
Professeur à l'institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel et spécialiste des Kurdes

## Les Kurdes de Syrie sont plus forts que dans le passé

Les Kurdes de Syrie peuvent désormais prétendre négocier avec Damas mais la question demeure quant aux objectifs du PYD (*le Parti de l'union démocratique, parti kurde syrien né en 2003 et dont la branche armée a lutté contre Daech en Syrie avec le soutien des États-Unis, NDLR*). Il y a une ambiguïté. Tout récemment, un médiateur russe, responsable du Moyen-Orient et de l'Afrique, se serait réuni avec les autorités du Rojava (*territoire sous contrôle des Kurdes de Syrie situé dans le nord du pays, NDLR*) pour discuter de la question du fédéralisme dans le cadre de la Syrie. Dans le même temps, d'autres négociations avec le ministère de l'intérieur syrien ont eu lieu sur le même thème. S'agit-il d'un fédéralisme avec plusieurs régions fédérales, ou bien le Rojava serait-il la seule entité fédérale dans le reste de la Syrie? Ces questions sont sur la table.

Mais il est difficile de savoir à quoi aspire le PYD. Son projet, qui se concrétise depuis le début de la révolution syrienne, en 2011, a connu beaucoup de changements au gré des évolutions sur le terrain. Daech a créé une dynamique qui n'existait pas au départ. Le PYD continue d'évoquer le Rojava, un nom kurde, tout en incluant des zones peuplées par des Arabes dans son projet, comme celle de Rakka. Il appelle cela le « *confédéralisme démocratique* ». En fait, le projet est plus partisan qu'ethnique, il peut exclure des Arabes comme des Kurdes qui ne seraient pas d'accord avec l'idéologie du PYD. Celle-ci, d'inspiration plus ou moins anarchiste, prévoit une gestion à plusieurs niveaux. Les préoccupations doivent partir

de la base, c'est-à-dire du quartier, puis passer à la ville, puis à la région...

En théorie, ce programme n'est pas acceptable par Damas, qui défend l'autorité du parti Baas (au pouvoir en Syrie depuis 1970). Mais dans les faits, malgré leurs différences de principes, le résultat peut être le même, à savoir un encadrement de la société, des organisations de femmes, des enseignants... Le PYD nourrit ce projet d'une présence totale dans la société.

**Pour eux, c'est peut-être le moment d'avoir un poids politique, mais un poids économique, c'est plus discutabile.**

Les Kurdes de Syrie sont plus forts que dans le passé, mais les États-Unis peuvent les lâcher à n'importe quel moment. Ce soutien extérieur est toujours très volatil. C'est pour cela qu'ils font preuve de réalisme en recherchant une solution avec Damas, quitte à avoir des liens ambigus avec le régime. Pour eux, c'est peut-être le moment d'avoir un poids politique, mais un poids économique, c'est plus discutabile. Les principaux puits de pétrole syriens se situent autour de Deir Ez-Zor, dans le territoire revendiqué par le Rojava. Mais la question de la redistribution des bénéfices du pétrole ferait-elle partie de discussions sur le fédéralisme? Il est difficile de penser que Damas l'accepterait.

Recueilli par Marianne Meunier



**Cyril Roussel**  
Chercheur au CNRS, géographe spécialiste du Moyen-Orient

## Le Kurdistan d'Irak n'a plus les moyens de son autonomie

Les Kurdes d'Irak conserveront une autonomie administrative dans le cadre de la Constitution de 2005, comme le souhaite Bagdad. Mais ils n'auront plus vraiment d'autonomie économique et politique. La reprise des territoires par Bagdad les fait revenir vingt ans en arrière, et c'est pour eux une tragédie. Sans aller jusqu'à parler d'indépendance, ils ont presque perdu tout espoir de renforcement de leur autonomie.

Il va y avoir une phase de négociations avec Bagdad, au cours desquelles les Kurdes n'auront pas la possibilité de dire « non », car ils sont en position de vaincus. Ce sera le diktat de Bagdad, qui pourrait par exemple exiger de reprendre le contrôle des frontières, qui ne sont plus gérées depuis quinze ans par l'État fédéral, censé les contrôler selon la Constitution. Bagdad pourrait aussi demander l'intégration des peshmergas (*les troupes kurdes, NDLR*) dans les forces armées fédérales.

Sur le plan économique, les Kurdes ne peuvent désormais plus subvenir aux besoins de leur population, qui a beaucoup augmenté ces dernières années avec les déplacés et les réfugiés. En perdant la région de Kirkouk, ils perdent en effet à peu près 40 % de leur portefeuille pétrolier, soit quelque 250 000 barils de pétrole par jour, sur une production totale de 550 000 barils par jour. Aussi, les investissements dans la région vont devenir délicats. Quelle sera la capacité des Kurdes à faire venir des entreprises étrangères? Depuis 2014, ils avaient mis en place une réelle indépendance, le Kurdistan d'Irak était un État dans l'État. Il n'existera plus car

il n'a plus les moyens de son autonomie. À l'intérieur, le fossé est tellement grand, notamment entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, *du président de la région autonome Massoud Barzani, NDLR*) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, *de Jalal Talabani, décédé le 3 octobre dernier, NDLR*) que, dans un premier temps, il n'y aura pas de consensus autour du Parlement.

**Sur le plan économique, les Kurdes ne peuvent désormais plus subvenir aux besoins de leur population, qui a beaucoup augmenté ces dernières années.**

La région va être fracturée, entre un pôle économique commerçant avec la Turquie autour d'Erbil (*région contrôlée par le PDK, NDLR*) et un autre autour de Souleymanié (*ville située à 200 km au sud-est d'Erbil, près de la frontière irakienne, fief de l'UPK, NDLR*) sous tutelle de l'Iran. Les réseaux et le clientélisme peuvent continuer à fonctionner, on peut imaginer deux petits sultanats kurdes pendant un temps.

Il faut aussi prendre en compte la rancœur des Kurdes contre leurs dirigeants, qui se nourrit du traumatisme qu'ils viennent de vivre. Elle va s'exprimer dans les mois à venir et certainement entraîner des reconfigurations politiques.

Recueilli par Marianne Meunier

**KURDISTAN**

**Le "J'accuse"  
de BHL**

**Le Journal  
du Dimanche**

DIMANCHE 22 OCTOBRE 2017 N° 3693

**Document**

# Qui a trahi le peuple kurde ?

PAR BERNARD-HENRI LÉVY

**C**elui qui vient de se passer au Kurdistan irakien est d'une tristesse infinie.

Voilà un peuple qui se bat, depuis des décennies, contre toutes les sortes de tyrannies qu'a générées, dans cette partie du monde, le terrible XX<sup>e</sup> siècle.

Voilà un grand petit peuple qui incarne, dans l'Orient compliqué, cette exception qu'est un islam des Lumières, ouvert à l'universel, accueillant aux minorités, adepte de la laïcité et du principe de citoyenneté.

Voilà des hommes, des femmes, qui, quand surgit l'État islamique et que le monde, stupéfié, assiste au raz-de-marée, sont les seuls à tenir bon et, sur mille kilomètres d'un front où j'ai eu le privilège de les voir combattre et de les filmer, font rempart de leurs corps pour éviter à la planète une épidémie d'attentats plus nombreux et plus meurtriers encore.

Et ce sont toujours eux – cela aussi, nous l'avons filmé – qui, quand vient l'heure, deux ans plus tard, de donner le coup de grâce au Califat, montent vers les lignes de Daech; ramènent dans leurs villages les premiers chrétiens à rentrer dans la plaine de Ninive; et ouvrent à l'armée irakienne les portes de Mossoul.

Or voici que leur chef historique, le président Massoud Barzani, juge que le calvaire a trop duré et que les peshmergas ont pris plus que leur part à la victoire sur la barbarie.

Il estime que l'heure est venue de vivre, de souffler, de voir la lueur au bout du tunnel et prend donc l'initiative d'un référendum d'autodétermination annoncé pour le 25 septembre.

Lequel référendum – il prend bien soin de le préciser – aura valeur consultative, ouvrira un dialogue avec l'Irak dont le Kurdistan est, pour l'heure, une entité fédérée et ne sera, en aucun cas, suivi d'une déclaration d'indépendance.

Que croit-on, alors, qui se passe ?

Les nations « amies » du Kurdistan commencent par se récrier, sur un ton de paternalisme aux relents néocoloniaux, que ce n'est pas bien; pas le moment; qu'il faut attendre, encore et toujours attendre, tantôt

**IRAK** Le 25 septembre, le Kurdistan autonome a organisé un référendum d'indépendance, s'attirant une violente réplique des forces de Bagdad qui ont repris la quasi-totalité des territoires grignotés par les peshmergas depuis quinze ans

**RÉQUISITOIRE** Le philosophe dénonce la capitulation des démocraties occidentales qui ont une nouvelle fois abandonné les Kurdes, ce « peuple en trop »

la fin des combats contre Daech, tantôt les élections générales prévues pour 2018 en Irak, tantôt la saint-glinglin; et que les peshmergas, s'ils étaient bons à se faire trouer la peau pour servir de bouclier au reste du monde, ne le sont pas à se prononcer sur le destin de leurs enfants.

**DE LA CAROTTE AU BÂTON**

Voyant que les chefs kurdes s'obstinent dans leur projet et que, de Chingal à Souleymanieh, on plébiscite ce grand moment de vérité démocratique que va être le scrutin, le secrétaire d'État américain Rex Tillerson adresse à Barzani une lettre que j'ai eue entre les mains et qui oppose à un rêve ancestral un deal à la mode Trump, indigne d'un noble peuple, et qui troque contre avantages sonnants et trébuchants le report sine die du vote.

Les Kurdes passant outre et refusant l'aumône, les chancelleries haussent le ton et déploient l'entière batterie de la mauvaise foi – à commencer par l'argument des Catalans auxquels on va donner le « mauvais exemple »: comme si Bagdad était Madrid! Comme si on pouvait assimiler un vrai peuple voulant s'émanciper d'un

faux pays qui l'opprime depuis un siècle à une Catalogne partie constitutive de ce vrai État, pleinement démocratique, qu'est, jusqu'à nouvel ordre, l'Espagne!

Le référendum finissant par se tenir dans des conditions de transparence exemplaire puis s'avérant, de surcroît, un succès massif et sans appel, la communauté des démocraties, à l'exception d'Israël, condamne le mauvais coup porté à l'« unité », la « souveraineté » et la « stabilité » irakiennes: comme si l'Irak même n'était pas l'instabilité faite État! Comme si le pays de Saddam Hussein, puis de la guerre des Bush, passé sous la coupe de Téhéran, n'était pas déjà le théâtre d'une guerre civile ininterrompue entre, en particulier, chiites et sunnites!

Les Kurdes pavoisant alors jusque dans les rues de Kirkouk où l'on a majoritairement voté oui, on passe de la carotte au bâton et à la menace à peine voilée: « *Erdogan est mécontent; Bachar est inquiet; l'Iran montre les dents; n'ont-ils pas, tous, des minorités kurdes tentées par l'irréductibilisme? Décideraient-ils de vous punir que nous ne pourrions rien pour vous!* »; et, de fait, je suis à Erbil,

la capitale, le 26 septembre au soir, quand tombe la nouvelle du blocus terrestre aérien, par Bagdad, si les résultats du référendum ne sont pas, sous trois jours, « annulés » – et je suis témoin, cette nuit-là, des appels désespérés du Premier ministre Nechirvan Barzani aux capitales occidentales qui sont aux abonnés absents.

En sorte que, quand le chef du gouvernement irakien, Haider al-Abadi, qui a reçu le message cinq sur cinq et ne se le fait pas dire deux fois, envoie vers Kirkouk et le Sinjar, trois semaines plus tard, ses « milices populaires » chiites encadrées par des pasdarans venus d'Iran et appuyées sur la neuvième division blindée irakienne et des unités du

**Le soir de la chute de Kirkouk, un officier iranien hurlait, le doigt sur une carte, devant des gradés kurdes atterrés: « Si vous refusez de vous rendre, je vous attaquerai ici, et ici! »**

➤ contre-terrorisme entraînés par les Américains, on laisse faire ; on laisse passer ; Washington, dont les satellites repèrent le moindre mouvement sur le terrain, donne inévitablement son feu vert au départ des chars Abrams et des Humvee ; et pas une voix ne s'élève quand cette armada surpuissante se rue sur les peshmergas dont nul n'ignore qu'ils ont, eux, pendant la guerre anti-Daech, reçu leur matériel au compté-gouttes et se retrouvent, désormais, privés d'armements lourds et d'antichar.

### MOMENT DE GRANDE INFAMIE

On a dit, et c'est vrai, que la percée des milices a été grandement facilitée par la discorde dans les rangs kurdes et par la trahison de plusieurs responsables de l'UPK, le parti de Jalal Talabani, rival historique de Barzani et décédé au lendemain du référendum : on a su très vite, en effet, que les redditions furent dûment négociées entre le fils aîné de Talabani, Bafel, et un proche du général Qassem Suleimani, le proconsul iranien dont il est établi qu'il était sur zone pendant les préparatifs de l'opération et au-delà.

On a aussi dit que, même fidèles à Barzani, les commandants de secteur se sont retirés sans combattre – et cela, en revanche, n'est pas exact. Dans certains cas, oui, bien sûr, ils prirent la décision, vu l'écrasante disproportion des forces, de ne pas conduire leurs hommes à la boucherie. Mais ce que les médias ont peu dit c'est qu'à Taza par exemple, au sud-est de Kirkouk, les peshmergas résistèrent jusqu'à épuisement des munitions ; ou que, plus au sud, à Touz Khor-matou, ils ont tenu vingt-quatre heures avant d'être pris à revers et de se voir décimés avec un nombre indéterminé de civils ; ou encore que, ce vendredi, 20 octobre, à l'heure où j'écris et alors que les miliciens chiites sont parvenus à 50 kilomètres d'Erbil, les peshmergas se battent à un contre dix et l'emportent.

Mais la vérité vraie est qu'il y a là une séquence qui restera gravée dans les mémoires, par-delà ses péripéties militaires, comme un moment de grande infamie.

Pour les Kurdes, qui avaient cru à la gratitude des démocraties, la pilule est amère : « *Nous pensions que le monde avait changé* », m'a dit, au soir du déclenchement de cette guerre, le général Sirwan Barzani que j'avais quitté, deux mois plus tôt, au palais de l'Élysée où nous montrions au président Macron mon film sur la bataille de Mossoul ; « *Nous pensions*, a-t-il poursuivi avec, dans la voix, une émotion que je ne lui avais jamais connue, *que les États-Unis et l'Europe étaient avec nous autant que nous avons été avec eux face à Daech ; eh bien nous nous sommes trompés ; tout ça, c'était du faux, de la fumée pour les opinions ; nous voilà revenus aux temps où nous n'avions d'amis que les montagnes du Kurdistan ; le général de Gaulle, dont vous me parlez souvent, avait raison – les peuples n'ont pas d'amis.* »

Pour la nouvelle bande des quatre com-



Des partisans de Massoud Barzani venus écouter son discours, le 22 septembre, quelques jours avant le référendum dans le stade Hariri d'Erbil (Irak). LORENZO MELONI / MAGNUM PHOTOS

posée des alliés de circonstance que sont Erdogan, al-Assad, Abadi, Khamenei et dont le seul ciment est la haine de la liberté et du droit, pour, notamment, l'Iran dont les miliciens ont paradé dans les rues de Kirkouk, occupé le gouvernorat, pillé et brûlé les maisons notoirement kurdes, c'est une bénédiction ! On sait, à maints indices, que Téhéran attendait son heure pour mettre au pas ces Kurdes à la nuque raide dont les velléités d'indépendance étaient un obstacle à la continuité du fameux croissant chiite qui va du Liban du Hezbollah à Bahreïn en passant par l'Iran, l'Irak et la Syrie. Des observateurs dignes de foi attestent que, le soir de la chute de Kirkouk, autour de 20 heures, lors d'une réunion au siège du PUK, non loin de la base aérienne K1 où stationnent des conseillers américains, un officier iranien surnommé Eqbalpour hurlait, le doigt sur une carte, devant des gradés kurdes atterrés : « *Si vous refusez de vous rendre, je vous attaquerai ici, et ici, et ici.* » Et je suis en mesure d'apporter, moi-même, deux témoignages qui vont dans le même sens. Le 11 octobre, dans la nuit, à Paris, un SOS téléphonique du président Barzani dont je répercutai aussitôt les termes et qui décrivait les mouvements de troupes en cours, la présence en leur sein de gardiens de la révolution venus de Téhéran et la tuerie qui s'ensuivrait si ne leur était pas intimé l'ordre de stopper immédiatement. Et puis, un an plus tôt, à la veille de la bataille de Mossoul, le général peshmerga Ismaïl Hajjar s'interrogeait devant moi sur l'étrange insistance de ses homologues irakiens à reporter au lendemain de la chute de Mossoul la prise de la poche d'Hawija, province de Kirkouk, et se demandant s'il n'y avait pas là une manœuvre pour masquer, le moment venu, les forces nécessaires au plus près des faubourgs de Kirkouk. Eh

bien c'était cela. Rien ne fut moins secret, ni moins improvisé, que cette offensive sur le poumon du Kurdistan. Et les Occidentaux ont fait à l'Iran, et à la bande des quatre, l'inestimable cadeau de fermer les yeux.

### L'ABSURDE « UNITÉ » DE L'IRAK

Pour les démocraties, il y a là une erreur politique majeure doublée d'une faute morale sans précédent depuis longtemps. Sans doute y a-t-il lieu de traiter à part le cas de la France qui, fidèle à son tropisme pro-kurde, a tenté, à partir du 23 septembre, une médiation que Barzani a acceptée mais qu'Abadi a rejetée. Mais, pour le reste, c'est un désastre. Et, pour les États-Unis, c'est un pas de plus dans la disqualification d'une administration devenue incapable du geste politique le plus élémentaire qui consiste, comme on sait, à distinguer l'ami de l'ennemi... Je suis, le jour du vote, revenu sur quelques-uns des fronts où fut tourné *Peshmerga*. J'y ai retrouvé des femmes et hommes joyeux, ayant échangé leur kalachnikov contre un bulletin de vote et, le doigt levé, taché d'encre pour témoigner qu'ils avaient voté, conscients de vivre un moment historique. Tous n'avaient aux lèvres qu'une question : « *Are the US going to sell us for free? (Nos frères en démocratie vont-ils nous vendre à l'Irak et l'Iran ? Nous livrer sur un plateau d'argent ? Comment Trump peut-il désigner les ayatollahs comme ses ennemis et ne pas comprendre que seul un Kurdistan indépendant et stable peut bloquer leurs visées impériales ?)* » Les combattants-électeurs de Sultan Abdullah et Gwer avaient raison. Ils avaient parfaitement compris que, si la Maison-Blanche persistait



➤ dans son soutien aveugle à Abadi et à la fable d'une unité irakienne qu'il faudrait sauver coûte que coûte, fût-ce en sacrifiant ses fidèles alliés kurdes, ce serait l'analogie, en pire, de la fameuse ligne rouge tracée par Obama en Syrie mais dont la transgression, fin août 2013, par des bombardements au gaz sarin, ne fut suivie d'aucun effet.

Pour la Russie, en revanche, cette stupéfiante démission de l'Occident dans la région du monde où les grandes civilisations sont nées, où elles sont peut-être en train de mourir et où se décide, pour une part, notre avenir commun, est pain bénit ! Je m'étonne, de ce point de vue, qu'ait été si peu reprise l'information, tombée ce 18 octobre, selon laquelle Rosneft, la compagnie pétrolière russe la plus étroitement liée au Kremlin, a choisi ce moment pour annoncer un accord-cadre avec le gouvernement kurde en négociation depuis des mois. Aurions-nous voulu laisser Poutine étendre son influence au-delà de son protectorat syrien, aurions-nous cherché à jeter dans ses bras les Kurdes

**Aurions-nous voulu aider Poutine, massacreur des Tchétchènes et dépeceur de l'Ukraine, à apparaître comme un chevalier blanc qu'on ne s'y serait pas pris autrement**

humiliés, écrasés de souffrance et de colère et prêts, comme souvent les peuples trahis, à saisir la première main secourable venue, aurions-nous voulu aider le massacreur des Tchétchènes et dépeceur de l'Ukraine à apparaître, demain, dans cette partie du monde, comme un chevalier blanc qu'on ne s'y serait pas pris autrement ! On verra bien... Mais avoir saboté la médiation Macron pour accepter, in fine, celle de Poutine serait, pour la diplomatie perse et ses satrapes irakiens, une sinistre performance et, pour le Kremlin, une

victoire inespérée.

Et puis quant à la communauté internationale dans son ensemble, quant à l'Organisation des Nations unies dont l'ambassadeur français Delattre assure, depuis quelques jours, la présidence tournante du conseil de sécurité, quelle pitié ! La France a pris l'initiative, dans la nuit du 18 au 19, d'une « déclaration », certes prudente, mais qui avait au moins le mérite d'évoquer les légitimes aspirations du peuple kurde. Son texte a été vidé de sa substance par les Britanniques prêts à ramasser les miettes des marchés pétroliers irakiens que les Américains n'ont pas trustés ainsi que par les Chinois qui, m'a dit un diplomate présent, « jouent, on ne sait trop pourquoi, la carte du statu quo ». C'est devenu, du coup, l'un de ces textes insipides et indécents dont les Nations unies ont le secret. Tout y est centré, une fois de plus, sur la sacro-sainte et absurde « unité »

de l'Irak. Rien n'y est dit, ni de la chasse au Kurde dans les rues de Kirkouk, ni de l'insolente présence des Iraniens dans les combats. Et c'est une nouvelle étape dans la longue histoire des forfaitures qui commence avec l'assentiment au génocide des Arméniens, passé par la non-intervention en Espagne ou en Tchécoslovaquie, culmine avec la Shoah, se perpétue avec l'abandon de Sarajevo, des Tutsis, des Darfouris, j'en passe – et vient de se doter, pour ce nouveau peuple en trop que sont les Kurdes, d'un paradigme tragiquement inédit.

#### APRÈS MUNICH, KIRKOUK

Il y avait le format Munich : « *Ce qui arrive à la Tchécoslovaquie est désolant ; nous ne l'avons pas vu venir et le déplorons ; mais un mal plus grand s'y ajouterait si nous nous mêlions de vous défendre.* »

Il y eut la formule Dantzig, l'année suivante, en 1939 : « *Terrible pour les Polonais ; évidemment inacceptable ; mais voyez le tableau d'ensemble dont votre corridor n'est qu'une petite touche, un détail ; vous ne pensez tout de même pas que nous allons mourir pour un détail ?* »

Il y a encore eu le modèle Dayton, cette ville de l'Ohio où, à la fin de la guerre de Bosnie, alors que le président bosniaque Izetbegovic a failli vaincre les miliciens serbes qui massacrent les siens depuis quatre ans, l'Amérique le boucle avec ses ennemis et lui intime l'ordre de s'entendre avec eux : « *Tout le monde doit signer ! Il n'y a plus ni bourreaux ni victimes, ni Serbes ni Bosniaques ! On crée une prison des peuples où ni le diable ni le bon Dieu ne reconnaîtront plus les leurs.* »

Eh bien voici venu le modèle Kirkouk qui élève l'esprit de capitulation à un degré

de raffinement inégalé : n'a-t-on pas, en condamnant d'emblée le fait même de ce

référendum, embrassé, par principe, le point de vue des agresseurs ? Revenir inlassablement sur l'unité et la souveraineté d'un Irak dont chacun savait qu'il a toujours été une fiction et qu'il est, aujourd'hui, un État fantôme à la solde de l'Iran ne transformait-il pas le Blitzkrieg irako-iranien en une opération de maintien de l'ordre et de police relevant des prérogatives d'un État ? Et cette façon de s'adresser aux Kurdes sur un ton d'amitié impuissante et navrée (« *Le ciel va vous tomber sur la tête ; mais vous l'aurez voulu ; donc, d'une certaine manière, mérité ; et, comme vous ne nous aurez pas écoutés, nous ne pourrions rien pour vous...* ») ne valait-elle pas message adressé, en mode prophétie autoréalisatrice, aux Iraniens eux-mêmes et à leur client (« *Ce que vous avez à faire, faites-le vite ; nous en serons, naturellement, chagrins ; mais nous l'avons avalisé et vous avez, pour ainsi dire, notre absolution* ») ?

Munich avant Munich...

Dantzig anticipé...

Le fameux « *Bien entendu, nous ne ferons rien* » prononcé, quarante ans plus tard, à propos de la Pologne, par un ministre de François Mitterrand : sauf qu'on l'énonce, ici, non pas après mais avant et que la capitulation a précédé l'agression et l'a, qu'on le veuille ou non, précipitée...

La nuit tombe sur le Kurdistan. Et elle risque d'être longue. Pour les Kurdes, bien entendu. Mais aussi, par-delà les Kurdes, pour d'autres peuples martyrs, affamés de liberté, qui avaient les yeux fixés sur leur printemps et assistent, comme nous tous, à leur écrasement.

Quant à ceux qui, comme moi, tiennent pour une cause sacrée la cause des peuples en trop, ils essuient un revers cinglant – mais, comme l'a dit un grand Français dans ses mémoires de guerre, « *l'avenir dure longtemps* ». ●



# How America sided with Iran over Iraq's Kurds



By Michael Weiss / October 24, 2017  
<https://amp.cnn.com>

**Top Kurdish official: "We never thought America would accept Iranian proxies using American weapons against their allies"**

**Michael Weiss argues the US response to Iraq's recapture of Kirkuk was deceitful and has alienated an important Kurdish ally in the war against ISIS**

*Editor's Note: (Michael Weiss is a national security analyst for CNN and author of "ISIS: Inside the Army of Terror.")*

**(CNN)** Two weeks ago, one of Iraq's top security officials asked a trusted Kurdish intermediary to deliver a message to Massoud Barzani, president of the Kurdistan Regional Government, the semiautonomous fief in northern Iraq which has been something of an American protectorate since 1991.

"Tell Massoud that war is coming if he doesn't back off," Hadi al-Ameri said, according to someone privy to the conversation. "Do not provoke us by counting on the Americans."

Ameri was referring to the oil-rich city of Kirkuk, which the Kurdistan Regional Government, or KRG, has controlled militarily for three years and politically for even longer. Iraqi forces had left

the city in 2014 as their war with ISIS raged, but now that the terrorist group was on the run, Iraq had every intention of recapturing it.

On October 16 some 9,000 Iraqi government forces, including Shia militias under the command of Ameri, invaded and took Kirkuk in a matter of hours. With rare exception, Kurdish peshmerga, a professionalized guerrilla army, whose name translates as "those who face death," retreated northward in a snaking, convoy of Humvees, tanks and armored vehicles. Tens of thousands of Kurdish civilians also fled to Erbil, the capital of the KRG, where officials were plunged into a state of late-night chaos and confusion.

Long considered the Kurds' Jerusalem, Kirkuk had fallen without much of a fight. And what violence did occur was between two US allies, with American taxpayer-financed weaponry. American-made Abrams tanks operated by Iraqi forces fired on American-armed Kurdish peshmerga, who returned fire, destroying at least five American-made Humvees.

This is because in spite of its meek professions of neutrality, Washington did take a side in this conflict: that of Iraq's central government. But it did more than that by attempting to minimize the role its regional adversary, Iran, apparently played in the reconquest of Kirkuk. The commander of the Quds Force, the foreign expeditionary arm of Iran's Revolutionary Guards Corps, was reportedly instrumental in the Kirkuk operation.

Nothing better illustrates the incoherence of America's stance in the Middle East than the fact that it turned out to be on the same side as Major General Qasem Soleimani, who occupies a status within US intelligence circles somewhere between Professor Moriarty and Darth Vader. He and his proxies are believed by US officials to have caused hundreds of American fatalities and injuries on the battlefields of Iraq.

Yet it's hard to overstate what the Iranian opera-

tive has just pulled off. Not only did Soleimani out-marshall and humiliate Washington by brokering a cleverer and more cynical deal, which undercut its own vain attempts at conflict resolution, but he was then rewarded with US legitimization of his scheme. (Iran officially denied any involvement in the recapture of Kirkuk.)

All this occurred less than 72 hours after President Trump heralded a get-tough-on-Iran policy, which included the designation of Soleimani's parent body, the Revolutionary Guards Corps, as a terrorist organization. In his strategy statement, Trump said: "The Revolutionary Guard is the Iranian Supreme Leader's corrupt personal terror force and militia," and he promised, "We will work with our allies to counter the regime's destabilizing activity and support for terrorist proxies in the region."

Except the US just did the opposite in Kirkuk and alienated its longest and most stalwart counter-terrorism ally in Iraq, who, as the Kurds like to remind us, have never burned American flags much less attacked American soldiers.

"We had so much trust in America," a top Kurdish officer told me last week. "We never thought America would accept Iranian proxies using American weapons against their allies." One of his colleagues put it even more plangently than that: "It might be better if we just join Iran's axis."

Such are the paradoxes and unintended consequences of how America wages its never-ending war on terror — by alienating its friends and empowering its enemies — in the name of national security.

## AMERICA'S SINGULAR FOCUS ON ISIS

In the three years since ISIS stormed the Iraqi city of Mosul in June 2014, the United States has had monomaniacal tactical focus on smashing Sunni extremist head-loppers at the expense of underwriting its long-term strategic interests.

In a rush to dismantle the so-called caliphate, Washington has assembled and empowered a host of sectarian actors with antagonistic agendas who have been forced into a tenuous polygamous marriage of convenience. But now that ISIS is on its back foot — it just lost its de facto capital of Raqqa in the same week as the Kirkuk drama, in large part because of the spadework of another Kurdish-led proxy army — that marriage is disintegrating.

"For America, it's all about counterterrorism and ISIS," said Emma Sky, the British former governorate coordinator of Kirkuk during the US-led occupation of Iraq. "Across the region, ISIS isn't people's number-one enemy. They're more at odds with each other. The US still doesn't understand this."

For the Kurds, the power struggles are as much internal as they are external. The Kirkuk crisis would almost certainly not have happened without two precipitating events which fell within quick succession of each other.

The first was a referendum for independence held on September 25. A symbolic, non-binding plebiscite, and the second since the US toppled Saddam in 2003, it nonetheless drew opposition from every regional and Western government (save Israel's), which argued that the referendum violated the sovereignty and geographical integrity of Iraq -- concepts that hold mythical



Iraqi Kurds protest the US amid Kirkuk dispute

sway in foreign ministries more than they reflect brute reality in a deeply balkanized Iraq.

Conceived by Massoud Barzani and sold as a prelude to the world's largest stateless people, long reliant on the caprices and mercies of the great powers, attaining their century-long dream of establishing a homeland, the referendum was a domestic political victory in its breadth even if an international defeat. Ninety-three percent of Kurds voted in favor of independence, in defiance of just about everybody, not least of all Baghdad and Washington.

The second precipitating event was the death of Jalal Talabani, the first non-Arab president of Iraq and the eminence grise of the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, one of two shot-calling parties in Iraqi Kurdistan. Headquartered in the governorate of Sulaimaniya, the PUK had also commanded the peshmerga in Kirkuk and so the near-bloodless loss of the city on Monday can only have happened because of a pre-arranged agreement between that party and Baghdad.

Absent from the backroom dealmaking was the other, stronger shot-caller, the Kurdistan Democratic Party, or KDP, based in Erbil. This party is headed by Barzani and his family, who control the KRG's foreign policy and their own peshmerga paramilitary.

#### KURDS' 'GAME OF THRONES'

For decades, the PUK and KDP — which is to say the House of Talabani and the House of Barzani — have vied for dominance in northern Iraq, often aligning with their mortal enemy Saddam Hussein to get the better of the other in internecine disputes which have devolved into civil war. In recent years, the PUK has developed a close working relationship with Qasem Soleimani.

The plan was apparently set in motion around the time of Talabani's memorial ceremony in Baghdad on October 8. The dead leader's eldest son Bafel met with Iraq's Prime Minister Haider al-Abadi, according to a senior KDP official I spoke to, who speculated that Bafel "saw the obvious, an opening in the Kurdish political parties to exploit in his family's interests." Days later, Soleimani paid a call on Bafel to reaffirm Abadi's seriousness, according to Reuters, citing a PUK official.

Bafel was almost certainly acting under the instructions of Jalal's widow, Hero Talabani, who along with her sister Shahnaz, represent what remains of the Talabani brain trust.

"Jalal was the tactician, the strategist, everything," Nibras Kazimi, an Iraqi scholar and former advisor to the US Department of Defense, told me. "Hero and her sister were the enforcers. They handled money, they handled keeping people in line." But now their patriarch is dead, and their futures uncertain.

Challengers exist within the PUK to assume Jalal's throne, chief among them KRG's Vice President Kostrat Rasoul Ali and, the governor of Kirkuk, up until Monday, Najmaldin Karim, who are seen as Hero's top rivals within the party. Perhaps not coincidentally, both not only opposed Baghdad's reclamation of Kirkuk but were also driven from the city the instant it happened — in Ali's case, after peshmerga fighters loyal to him put up some resistance to Iraqi forces.

"If I go back, my life is in danger," Karim told

Bloomberg. "Even the night when all this happened, I had to maneuver carefully to go to safety."

In this telling, Hero has cast herself as a kind of Cersei Lannister of Kurdistan after her husband's demise, seeking to secure her political relevance and enormous fortune — the Talabanis are thought to be worth millions — by cutting a deal with Iran's master operative to undermine Barzani and scatter her enemies within the PUK. Not bad for someone unused to strategizing.

Bafel Talabani rejects the claim that the PUK and Iran orchestrated their own deal. "Unfortunately we reacted too slowly," he told Reuters. "And we find ourselves where we are today." (Attempts to reach Saddi Pira, the head of the PUK's foreign relations, for comment on this story were unsuccessful.)

One US national security official believes that machinations by Hero Talabani are the real story of the Kirkuk debacle. "Look at the crowd Barzani managed to draw in Sulaimaniya on the eve of the referendum," that official told me. "It was something like 25,000 people. Hero could never draw such numbers on her own. You think that didn't factor into calculations about what to do about Kirkuk?" Rather than submit to Barzani's dominance in the absence of her force-of-nature husband, she's underwritten her longevity by siding with Abadi and Soleimani.

Working in her favor is the fact that Iraq's prime minister is up for re-election in 2018. A Shia ally of Washington and Tehran, Abadi is looking to capitalize on his government's military victory against ISIS and brand himself the standard-bearer of Iraqi nationalism. The prime minister is facing fierce competition next year. Among his likely opponents are former prime minister Nuri al-Maliki, another Shia from Abadi's own political party, whose sectarian thuggishness against Sunni Iraqis helped invite ISIS back into the country; and Hadi al-Ameri, the Iraqi security chief who delivered the message to Barzani and is not just considered as close to Iran by US intelligence, but an active agent of Iran. (Ameri fought on Iran's side in the Iran-Iraq War under the aegis of the IRGC.)

To stand a chance at being given another term next year, Abadi had to regain Kirkuk — no premier can allow it to fall outside the hands of the central government. And he needed Tehran's help, from which he only stands to benefit in a forthcoming context with Iranian surrogate contenders for the leadership. "Iran wanted to expand its influence and remove the last obstacle to control all of Iraq," a KDP official told me. "The whole operation was planned and executed by Qassem Soleimani."

#### A BUSY SUNDAY

KDP officials blame the Talabanis for reneging on a late-hour agreement, brokered on the eve of the Kirkuk recapture, about how to proceed with negotiations over the fate of the city with Baghdad. At a meeting held in Dukan, Sulaimaniya, on October 15, Massoud Barzani, his son and intelligence chief Masrou, his nephew and KRG prime minister Nechirvan sat down with their PUK counterparts, including Hero and Bafel.

According to one of the attendees of the meeting, who spoke on the condition of anonymity, Bafel told the KDP that he had consulted Abadi as well as Americans and British diplomats about



Iraqi armed forces including Iranian backed Shiite Hashd al-Shaabi advance toward the center of Kirkuk during an operation on October 16.

reintroducing Iraqi forces into Kirkuk. However, Bafel apparently denied reaching any formal agreement with Abadi; he was merely tabling a proposal for further dialogue with the central government and both powerhouse Kurdish parties.

#### KIRKUK FELL WITHIN 24 HOURS.

According to the *The New Yorker*, Soleimani met that same day with PUK officials in Sulaimaniya, not long after the bipartisan confab in Dukan had wrapped up. "It's not clear what was included in the deal," journalist Dexter Filkins wrote, "but the speculation is that [Soleimani] offered a mix of threats and inducements, including money and access to oil-smuggling routes."

Whether or not the US actively tried to forestall such side action is beside the point because the Kurds now view it as an accomplice to the seizure of its Jerusalem, a psychic scar already being likened to Saddam's "Arabization" policies of the mid-1970s when forced population transfers changed the demography of Kirkuk from a city with a Kurdish majority into one with a plurality of Kurds, Arabs and Turkmen.

#### AMERICA'S MISFIRE

Reproach is the soap of the soul in the Middle East, where American allies have a habit of speaking melodramatically when slighted or jilted, only to then return to the fold when they once again realize that aligning with even an unreliable superpower is better than not doing so. (The Kurds are first among equals in this regard.) But American credibility has taken a lashing in the last week. And even an overly emotional KDP can point, convincingly, to a trifecta of falsehoods coming from Washington.

First, the Pentagon denied any untoward military buildup south of Kirkuk by Iraqi government forces in preparation for the city's takeover. On October 12, Major General Robert White, the commanding general of US ground troops in Iraq, told reporters that Iraqi forces, including Shia militias, were in positions to the south of Kirkuk but only in order to protect the city of Hawija, which had just been freed of ISIS, from a jihadist resurgence. "And they haven't moved since they occupied," White said.

Nonsense, said a senior Kurdish intelligence officer. "We were feeding solid intelligence to coalition members, including the US, about Iraqi deployments. Detailed information on locations, numbers, groups and types of weapons in the field — including American weapons — days in advance of the operation."

I asked the US Army Public Affairs office if General White still stood by his assessment that Iraqi deployments were only in Hawija on an

anti-ISIS mission. A spokesperson for the office didn't respond in time for publication.

I was shown an email sent by a Kurdish intelligence officer to various US lawmakers on October 12. "We are facing an unprecedented military threat by Iraq and its Shiite militias," the email read, "[a]nd possibly an imminent attack. "Thousands have been deployed near Kurdish front lines. These areas have zero ISIS presence. They are armed with heavy weapons, some American in fact, including tanks, armored vehicles, mortars and artillery."

The office of one US senator who received the email confirmed its authenticity but stressed that information delivered by foreign intelligence service takes time to vet and corroborate.

Next, Central Command called the exchange of artillery and gunfire between some PUK commanders who resisted orders to evacuate and Iraqi forces a "misunderstanding" and professed not to take a "side" between Baghdad and Erbil, a position President Trump, who once famously mistook the Quds Force as a Kurdish entity, reiterated on Tuesday on the White House lawn.

Finally, the Pentagon denied that any Shia militias were in Kirkuk. This, in spite of the demonstrable fact that Hadi al-Ameri and Abu Mahdi al-

Muhandes, whom the US Treasury Department sanctioned in 2009 and described as an "advisor" to Soleimani, were present for the lowering of the Kurdistan flag at the city's provincial council building, and the raising of the Iraqi one. (Al-Muhandes was convicted in absentia in Kuwait and sentenced to death for planning lethal terrorist attacks against the US and French embassies there in 1983.)

The head of one notorious Shia militia, the League of the Righteous, which in 2007 killed five US servicemen in the Iraqi city of Karbala, even publicly thanked the PUK for its cooperation in the Kirkuk handover. "We salute and appreciate the courageous position of the peshmerga fighters who refused to fight their brothers in the Iraqi forces," he tweeted.

The US has also, bizarrely, downplayed Soleimani's role in the Kirkuk affair. One State Department official told reporters last Thursday, "I'm not aware of any Iranian involvement in that, per se" — an assessment the Kurds find risible at best and iniquitous at worst.

The US dismissal of Iranian aggression against Iraqi Kurds also carries troubling implications in Syria.

A race-to-Berlin scenario is unfolding between

US backed Kurdish-led paramilitaries and Bashar al-Assad's army in the campaign against ISIS in the eastern Syrian province of Deir Ezzor.

According to Lieutenant Colonel Rick Francona, the former military attache at the US embassy in Damascus and a CNN contributor, Washington's wishy-washiness on the Kirkuk question has sent a stark message to its other Kurdish allies in the Syrian Democratic Forces, as the US-backed forces are called: "We may not be there to protect you, either."

"Once ISIS has lost all or most of its territory in Syria as it has in Iraq, the Syrian regime will attempt to reassert its control over the areas now held by the SDF," Francona told me. "The Iraqis have set a precedent for that."

And if Assad and his Soleimani-built militias try to reclaim territory gained by the Syrian Kurds, will the U.S. defend or abandon its friends in that fight?

"There is no doubt that Barzani overreached with his ill-timed referendum and his belief in America's unqualified support for him," said Sir John Jenkins, the former British ambassador to Iraq. "But it should never have got to this point. It may not be about Iran for Abadi. But sure as hell it's about Iran for Iran. They must be loving it."◆

## REUTERS Russia's Rosneft to take control of Iraqi Kurdish pipeline amid crisis

October 20, 2017 / LONDON/MOSCOW (Reuters) - Dmitry Zhdannikov, Vladimir Soldatkin

**RUSSIA'S biggest oil company, Rosneft (ROSN.MM), has agreed to take control of Iraqi Kurdistan's main oil pipeline, boosting its investment in the autonomous region to \$3.5 billion despite Baghdad's military action sparked by a Kurdish vote for independence.**

The move appears to be part of a strategy by President Vladimir Putin to boost Moscow's Middle Eastern political and economic influence, which was weakened by the collapse of the Soviet Union.

Rosneft's investment comes amid a crisis in Kurdistan's relations with the central government in Baghdad since the region held an independence referendum last month, which angered neighbors Iran and Turkey.

The United States called the referendum a provocation but Moscow has effectively supported the vote, saying it understood Kurdish aspirations for independence.

Rosneft said it would own 60 percent of the pipeline, with current operator KAR Group retaining 40 percent. Sources familiar with the deal said Rosneft's investment in the project was expected to total about \$1.8 billion.

That comes on top of \$1.2 billion that the Russian firm, which has struggled to raise Western loans due to U.S. sanctions, lent Kurdistan earlier this year to help fill holes in its budget. Rosneft also agreed to invest another \$400 million in five exploration blocks.

"I plead with you not to forget Kurdistan," the region's resources minister Ashti Hawrami told an industry conference in Verona, Italy, on Thursday, hours before signing the pipeline deal with Rosneft boss Igor Sechin, one of Putin's top allies.

Sechin called on Baghdad and Erbil to settle their differences.

But with Rosneft effectively becoming a controlling stakeholder in Kurdish oil infrastructure, the move should help shield Erbil from pressure from Baghdad and its neighbors.

"The calculation here is that the presence of Rosneft and the Kremlin will



boost the sense of security," one industry source close to Erbil said. "Having fought and defeated Islamic State, Erbil felt abandoned and threatened by Iran."

The most prominent Iranian figure in Iraq, Major General Qassem Soleimani, the commander of foreign operations for Iran's elite Revolutionary Guards, is believed to have helped coordinate Iraq's military operation in Kurdistan in recent days.

### EXPORTS DISRUPTED

Kurdish oil exports face the worst disruption in months and are running at only a third of capacity, threatening

repayments to Rosneft and other major creditors, including top trading houses such as Glencore (GLEN.L) and Vitol.

Kurdistan has borrowed around \$4 billion from Rosneft, traders and Turkey, guaranteed by future oil sales.

As exports have dropped to around 200,000 barrels per day (bpd) this week from usual volumes of 600,000 bpd, traders have become jittery about the billions of dollars at stake.

"We are monitoring the situation as there could be payment delays," Glencore Chief Executive Ivan Glasenberg said on Thursday.

Exports were disrupted after the Iraqi military took over the oil-rich Kirkuk area from Kurdish Peshmerga forces this week, resulting in production disruptions from local fields.

Baghdad has also threatened to re-route a big chunk of oil flows towards an old oil pipeline, which has been out of operation for several years since Kurdistan built its own infrastructure to the Turkish Mediterranean port of Ceyhan.

Industry experts have said the plan was unrealistic as the pipeline was old and rusty and needed major investments.

Baghdad also asked oil major BP (BP.L) to return to Kirkuk and help it revive production there, signaling it was determined to deprive Erbil of a big chunk of revenues. It also cut off air and banking ties to Erbil with the help of Turkey and Iran.

Rosneft will be investing in expanding Erbil's independent pipeline, which Baghdad has targeted, hoping to boost its capacity by a third to 950,000 bpd. That is the equivalent of about 1 percent of global supply. ●





# More than 168, 000 people displaced from Kirkuk and other areas

WED, 25 OCT 2017 20:10 | KRG Cabinet

**Erbil, Kurdistan Region, Iraq (cabinet.gov.krd)** - The attacks by Iraqi forces, particularly the Popular Mobilization Units, PMU, on Kirkuk, Tuz Khurmatu, Khanaqeen, Zumar, Rabi'a and other areas of Kurdistan on 16 October 2017, led to a humanitarian crisis, where tens of thousands of inhabitants of those areas fled for their lives and sought refuge in Erbil, Suleimaniya and Dohuk Governorates.

In a statement, Hoshang Muhammad, Director General of the Joint Crisis Coordination Centre (JCC) at the KRG's Ministry of Interior, said that 168,372 civilians have so far been displaced.

Of this number, 84,000 people fled to Erbil, 78,372 to Suleimaniya and 6000 people from Zumar and Rabi'a fled to Dohuk.

Mr. Muhammad said most of these displaced people have been hosted or helped by their relatives in the Kurdistan Region cities and towns. Others took refuge at IDP camps, public spaces and unfinished buildings, and suffer from dire circumstances.

These newly arrived IDPs urgently need food, blankets, clothes, fuel, medicine, medical care and places to live.



The JCC, in cooperation and coordination with its local and international partners, continues to help these IDPs as much as possible.

Mr. Muhammad said that due to the continued Iraqi military and PMU attacks around Kurdistan, it's expected that more people, possibly tens of thousands, will be forced to leave their areas and seek refuge in the KRG controlled areas. ♦



October 22, 2017

# Hezbollah claims Kirkuk a victory over US, Israel

By Rudaw.net 22/10/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** - A senior member of Lebanon's Hezbollah has hailed Iraqi and Iranian-backed forces taking Kirkuk as a victory over Israel and the United States.

"Our victory in Kirkuk is a victory over the US and Israel and an answer to Trump's threats to Iran," said Sheikh Nabil Qaouk, deputy head of Hezbollah's executive council, speaking during a religious ceremony in Lebanon.

He said the region has entered a new phase at the expense of Saudi, American, and Israeli interests.

Qaouk is the top Hezbollah

official in southern Lebanon.

Iranian-backed paramilitary units, the Shiite Hashd al-Shaabi, joined Iraqi forces to take control over the disputed territories in Kirkuk, Diyala, and Nineveh provinces last week, re-exerting federal control over disputed areas that had been under Kurdish control.

Iran's Quds commander Qassem Soleimani is an advisor to the Hashd forces and was reportedly on the ground in Kirkuk.

US Secretary of State Rex Tillerson is currently on a Middle Eastern trip, reportedly partially with the goal of shoring up support for US President Donald Trump's administration's efforts to isolate

Iran. He met with Saudi's King Salman and Iraq's Prime Minister Haider al-Abadi in Riyadh on Sunday and hailed strengthening ties between the two.

Rebuilding the relationship between Saudi Arabia and Iraq is vital for "the stability of the region," Tillerson said during the inaugural meeting of the Saudi-Iraqi Coordination Council on Sunday.

Earlier, he had addressed the presence of Iranian forces in Iraq, telling Iranian "militias" to "go home."

While Iraq is forging new ties with its western neighbour Saudi Arabia, it is also strengthening existing ones with its eastern neighbour, Iran.

Iraqi President Fuad Masum on Sunday met with a senior advisor to Iran's Vice President Eshaq Jahangiri, emphasizing "historical relations" and "protecting oil prices."

Masum highlighted the "depth of the historical ties between Tehran and Baghdad, pointing out Iraq's interest in developing these ties in all fields in a way that serves the interests of the two neighbouring peoples."



He stressed that coordination over oil issues was of particular importance and "clarified the importance of coordination between the two countries in the field of protecting oil prices in world markets for the benefit of the oil exporting countries, in indication to the need to support the OPEC," according to a statement from his office on Sunday.

The Iranian advisor, Said Ohdi, said Tehran was "keen" to develop relations with Iraq across all fields, "and continue to help the Iraqi people in its war against terrorism," according to a statement from Masum's office.

He said that Tehran is ready to participate in reconstruction of the war-torn country, according to Iran's state-run IRNA news agency.

"Iran has good experience in agriculture and industry fields and we are keen to use these experiences," the advisor noted. ■



A member of the Hashd al-Shaabi stands guard in Tuz Khurmatu on Monday, October 16. Photo: AP

# A Deir ez-Zor, le face-à-face entre Kurdes et prorégime

Le contrôle des puits pétroliers est en toile de fond de la reconquête du dernier bastion syrien de l'EI

BEYROUTH - correspondant

Après la reprise de Rakka à l'organisation Etat islamique (EI), les regards se tournent vers la province de Deir ez-Zor, dans le sud-est de la Syrie. Cette région désertique traversée par l'Euphrate, en lisière de l'Irak, est encore contrôlée, pour moitié environ, par les djihadistes. Les troupes pro-gouvernementales et les milices kurdes qui ont entrepris depuis un mois et demi sa reconquête, chacune de leur côté, s'y livrent un face-à-face ambigu, fait de concurrence et de coordination discrète, sous la tutelle de leurs parrains respectifs, la Russie et l'Iran, d'une part, et les Etats-Unis, de l'autre.

La chute des possessions de l'EI dans cette région marquerait l'écrasement définitif du « califat » en Syrie : les djihadistes ne détiennent plus, dans le reste du pays, que quelques poches éparées, sur le plateau du Golan et dans les provinces de Homs et de Hama.

La libération de Rakka a donné lieu à une grande cérémonie, vendredi 20 octobre, dans le stade municipal de la ville, où les djihadistes avaient livré leur ultime combat. Une célébration au goût amer, puisque, selon l'ONU, 80 % de la ville, bombardée sans répit par l'aviation américaine, est désormais inhabitable. « Nous dédions cette victoire historique à l'ensemble de l'humanité », a proclamé, sur un ton lyrique, Talal

**« Les Kurdes n'ont probablement pas d'autre option que d'aboutir à une forme d'accord avec Damas »**

ARON LUND  
spécialiste de la Syrie

Sello, le porte-parole des Forces démocratiques syriennes (FDS), la coalition à dominante kurde, qui a conduit l'offensive au sol.

La veille, les Unités de protection du peuple, les paramilitaires kurdes qui forment la colonne vertébrale de cette alliance, avaient célébré la défaite de l'EI à leur manière. En dressant en plein centre-ville un immense portrait d'Abdullah Ocalan, le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement kurdo-turc en guerre contre Ankara, dans lequel ils se reconnaissent. Galvanisés par leur victoire, les FDS ont aussi annoncé qu'une partie des combattants mobilisés à Rakka avaient déjà rejoint le front de Deir ez-Zor.

Ces renforts pourraient aviver la course de vitesse implicite entre combattants prorégime et Kurdes dans cette région. Les premiers, qui progressent sur la rive ouest de l'Euphrate en vertu d'un accord de répartition des zones d'opérations négocié conclu entre Moscou et Washington, sont partis à l'attaque les premiers. Après avoir atteint les faubourgs de Deir ez-Zor le 6 septembre et avoir bûisé du même coup l'encerclement des quartiers loyalistes par l'EI, l'armée syrienne et ses supplétifs chiites étrangers (en particulier des gardiens de la révolution iraniens) ont conquis à la mi-octobre la ville de Mayadin, plus en aval du fleuve.

Les FDS, qui ont lancé leur offensive trois jours après celle de leurs rivaux, ont avancé sur la rive est.



Des militaires syriens à Deir ez-Zor, le 21 septembre. LOUAI BESHARA/AFP

Leurs troupes ont gagné des territoires dans la vallée du Khabour, un affluent de l'Euphrate, et se sont emparées de plusieurs sites énergétiques stratégiques : le gisement gazier de Conoco, le plus important de Syrie, et les puits pétroliers d'Al-Jufra, au sud de Deir ez-Zor. Malgré les efforts de déconfliction menés par les Etats-Unis et la Russie, des échanges de tir ont éclaté entre les deux camps à plusieurs reprises. La tension a culminé fin septembre, après la mort d'un général russe dans un tir de mortier de l'EI, le Kremlin accusant les Etats-Unis de collusion avec les djihadistes.

Kurdes et loyalistes ont désormais dans leur collimateur le champ pétrolier d'Al-Omar, d'où sortait avant 2011 près de la moitié de la production d'or noir du pays. Des sources relayées par Al-Masdar, un site d'informations prorégime, affirmaient cependant vendredi que des soldats syriens venaient d'atteindre ce gisement-clé, situé en face de Mayadin. Jeudi 19 octobre, le même organe affirmait que des troupes russes avaient pris le contrôle du complexe gazier de Conoco, dans le cadre d'un accord avec les FDS visant à replacer les sites énergétiques syriens sous la tutelle de Damas. Si ces informations se confirmaient, cela obligerait à relativiser l'ampleur de la compétition en cours dans l'est du pays.

## « Coopération ou troc »

« Les Kurdes et le régime sont ennemis et parfois ils ne le sont pas, dit Aron Lund, analyste au think tank The Century Foundation et spécialiste de la Syrie. Je ne serais pas surpris qu'il s'agisse de coopération ou d'un troc. C'est dans l'intérêt à long terme des Kurdes. Ils savent que la Turquie les déteste, que Barzani [l'homme fort du Kurdistan irakien] se méfie d'eux et que les Etats-Unis n'ont pas envie de s'éterniser dans la région. Pour faire fonctionner le Rojava [les territoires du nord de la Syrie pour lesquels ils réclament une autonomie], ils n'ont probablement pas d'autre option que d'aboutir à une forme d'accord avec Damas. »

Dans cet esprit, il est peu probable que les FDS disputent aux forces progouvernementales la reprise d'Abou Kamal, la ville frontalière avec l'Irak, au sud de Mayadin. D'autant que l'armée irakienne, alliée de Damas, a lancé une offensive de l'autre côté de la frontière, dans la province d'Anbar, avec pour objectif de reprendre à l'EI la ville d'Al-Qaïm, jumelle d'Abou Kamal. Dans la bataille pour le contrôle de la province de Deir ez-Zor, les troupes progouvernementales sont donc en position de force. Ce qui ne veut pas dire que la reconquête du bas de la vallée de l'Euphrate sera aisée.

Début octobre, l'EI avait mené une contre-offensive surprise, qui



a permis à ses hommes de reprendre des territoires entre Deir ez-Zor et de Palmyre, ainsi que la ville de Qaryatain, entre Damas et Homs. Les loyalistes ont regagné

depuis une partie du territoire perdu. Mais cette attaque inattendue démontre qu'en dépit de l'effondrement de leur proto-Etat les djihadistes conservent une capa-

cité offensive importante, sous un mode de guérilla. « Garder des territoires en plein désert, c'est très compliqué, remarque Bassel Al-Junaidy, un analyste proche de

l'opposition syrienne. *L'avancée du régime et des Russes est encore loin d'être stabilisée.* » ■

**BENJAMIN BARTHÉ**

**L'EXPRESS** .fr 21 octobre 2017

## Perte de Raqa par l'EI: quelles conséquences géopolitiques en Syrie?

Par AFP, 21/10/2017  
<http://www.lexpress.fr>

**B**eyrouth - Ex bastion syrien du groupe Etat islamique (EI), Raqa est désormais aux mains d'une alliance dominée par les Kurdes, alliés à Washington mais qui pourraient à terme se rapprocher du régime de Bachar al-Assad et de la Russie, dans ce pays morcelé par la guerre.

### Rapprochement Kurdes/régime?

La capture de Raqa, l'ex-"capitale" de l'EI en Syrie, est la dernière victoire en date des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance antijihadistes disposant du soutien aérien crucial des Etats-Unis.

Depuis 2015, elles ont chassé l'EI de plusieurs régions, s'imposant comme une force incontournable dans la lutte contre l'organisation jihadiste.

Mais alors que le "califat" autoproclamé par l'EI s'écroule, avec le risque d'un désengagement américain de Syrie, les FDS pourraient se retrouver isolées, selon les analystes.

"Si les Américains partent, les FDS seront vulnérables", explique à l'AFP Aaron Stein, chercheur au centre de réflexion Atlantic Council.

Dans ce cas, les Kurdes, d'après des experts, pourraient composer avec le régime de Bachar al-Assad, qui les traitait jusqu'alors avec méfiance.

Profitant en 2012 du retrait de l'armée de Damas --trop occupée à combattre la rébellion ailleurs--, les Kurdes ont établi une administration semi-autonome dans des régions du nord syrien, frontalières de la Turquie.

Leur annonce d'une "région fédérale" en



*Des combattants des Forces démocratiques syriennes observent depuis le toit d'un immeuble la ville détruite de Raqa, le 20 octobre 2017*

2016 et la tenue de leurs premières "élections" ont provoqué l'ire du régime, qui veut aujourd'hui reprendre tout le territoire perdu depuis 2011.

Mais si "les Etats-Unis retirent leurs troupes rapidement, dans les six mois, les Kurdes (...) vont devoir se rapprocher de Damas" --avec Moscou en arrière-plan--, affirme Fabrice Balanche, analyste auprès de la Hoover Institution de l'Université de Stanford.

Aaron Stein va dans le même sens en estimant que "les FDS sont bien placées pour négocier avec le régime".

Un analyste proche du régime pense également que l'heure est au rapprochement.

"Les discussions portent aujourd'hui sur la tenue de négociations entre (les Kurdes) et le gouvernement syrien", avance Bassam Abou Abdallah, directeur du Centre de Damas pour les études stratégiques.

### RETOUR DU RÉGIME À RAQA?

Le régime n'a pas officiellement réagi à la prise par les FDS de Raqa, région qui "n'a aucune importance stratégique" pour lui, selon M. Balanche.

"Pendant que les FDS et les Etats-Unis se concentraient sur Raqa, l'armée syrienne et ses alliés s'emparaient du désert et fondaient sur Deir Ezzor", explique-t-il, en référence à la province orientale où l'EI conserve de nombreux secteurs.

Les forces du régime ont progressé rapidement ces dernières semaines dans cette province, avec l'appui crucial de l'aviation russe.

Fabrice Balanche note le côté "stratégique" de Deir Ezzor, région pétrolière frontalière de l'Irak.

Mais cela ne veut pas dire que le régime, qui dit contrôler aujourd'hui 52% du territoire, a abandonné toute prétention sur Raqa.

"Pour l'Etat syrien, l'autorité doit être rétablie dans toute la Syrie", fait valoir M. Abou Abdallah. "Une structure séparée (...) est inacceptable, même si cela implique un recours à la force", poursuit-il, en référence à l'administration autonome kurde.

En outre, au vu des énormes destructions à Raqa, les Kurdes risquent de ne pas être en mesure de gérer seuls la reconstruction.

"En échange d'une protection russo-syrienne, ils vont rendre Raqa au gouvernement de Damas", qui réoccupera des bâtiments officiels et ramènera la police, prédit en conséquence M. Balanche.

### RETRAIT AMÉRICAIN?

"Il ne reste plus grand-chose à faire en Syrie pour les Etats-Unis puisque l'EI est pratiquement éliminé", soutient par ailleurs Fabrice Balanche. "Trump semble vouloir en finir avec l'EI et s'arrêter là".

"Les Etats-Unis utilisent les Kurdes comme une carte dès qu'ils auront réalisé une partie de leurs objectifs, ils vont les lâcher", estime Bassam Abou Abdallah.

Dernier grand bastion urbain de l'EI en Syrie, la ville de Boukamal, dans la province de Deir Ezzor, devrait tomber dans les prochains mois, très probablement aux mains du régime.

Du coup, les Etats-Unis vont se trouver "dans une situation géopolitique inconfortable" en Syrie, selon M. Abou Abdallah, ajoutant: "la Turquie, la Russie et l'Iran veulent les voir partir".

Ankara, qui appuie la rébellion, d'une part et Téhéran et Moscou, qui soutiennent Damas, d'autre part, ont effectué ces derniers mois un rapprochement inédit, isolant Washington dans le jeu syrien. ●



*Des combattantes des Forces démocratiques syriennes (SDF) dans le centre de Raqa le 19 octobre 2017 BULENT KILIC / AFP*

# Violents combats dans le nord de l'Irak entre forces gouvernementales et kurdes

Par AFP, le 26/10/2017 <http://www.lexpress.fr>

**Zoummar (Irak) - Des combats à l'artillerie lourde opposaient jeudi combattants kurdes et forces gouvernementales dans le nord de l'Irak, en direction d'un poste-frontière vers la Turquie sur le tracé d'un important oléoduc, selon un correspondant de l'AFP sur place.**

Les combattants kurdes, les peshmergas, tiraient des obus de mortier et utilisaient des missiles anti-chars téléguidés, opposant une forte résistance à l'avancée des troupes fédérales et paramilitaires irakiennes.

Depuis le 16 octobre, celles-ci ont repris aux Kurdes la totalité de la riche province pétrolière de Kirkouk, au nord de Bagdad, ainsi que des villes et régions de la province multicommunautaire de Ninive, le long de la frontière avec la Turquie.

Jeudi matin, les blindés irakiens sont partis de Zoummar, une région pétrolière au nord-ouest de Mossoul et ont repris le contrôle de certains villages, en progressant sur des pistes poussiéreuses. Dans d'autres villages, des combats rapprochés ont eu lieu.

A l'aube, la plus haute instance de défense du Kurdistan a affirmé que "les forces irakiennes et les Unités de mobilisation populaire (Hachd al-Chaabi) soutenues par l'Iran bombardent à l'artillerie lourde les peshmergas sur le front de Zoummar" et "avancent en direction de leurs positions.

Il s'agit pour Bagdad de sécuriser l'oléoduc menant au port turc de Ceyhan en prenant notamment Fishkhabour, un poste-frontière avec la Turquie situé à l'extrémité de la province de Dohouk qui constitue, avec celles d'Erbil et de Souleimaniyeh, la région autonome du Kurdistan.

Le pouvoir central à Bagdad et le Kurdistan sont en crise ouverte



*Des combats à l'artillerie lourde ont opposé jeudi combattants kurdes (peshmergas) et forces gouvernementales en direction du poste-frontière de Fichkhabour, vers la Turquie et la Syrie, le 26 octobre 2017.*

depuis la tenue il y a un mois d'un référendum d'indépendance kurde. Le Kurdistan a fait mercredi un pas en arrière pour tenter d'apaiser les tensions, se disant prêt à "geler les résultats" de sa consultation, où le "oui" l'a largement emporté.

Mais M. Abadi a opposé une fin de non-recevoir disant qu'il "acceptera uniquement l'annulation du référendum et le respect de la constitution". ●

Challenge 26 OCTOBRE 2017

## L'armée irakienne pilonne des positions kurdes, Abadi reste ferme

BAGDAD (Reuters) - le 26.10.2017 <https://www.challenges.fr>

Les forces irakiennes et leurs alliés de la milice Unités de mobilisation populaires ont commencé à pilonner des positions des combattants peshmergas kurdes à partir de Zoummar, dans le nord de l'Irak, a annoncé jeudi le conseil de sécurité du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK).

Le Premier ministre irakien, Haïdar al Abadi, a réaffirmé jeudi que le résultat du référendum du 25 septembre sur l'indépendance du Kurdistan irakien devait être annulé, rejetant là semble-t-il l'offre des Kurdes de "geler" le processus indépendantiste dans le cadre d'efforts pour résoudre la crise par la négociation.

"Nous n'accepterons rien d'autre que son annulation, et le respect de la Constitution", a déclaré Haïdar al Abadi.

Le Gouvernement régional du Kurdistan a lancé mercredi l'idée d'un cessez-le-feu immédiat, d'une suspension du résultat du référendum et de "l'ouverture d'un dialogue avec le



gouvernement fédéral, sur la base de la Constitution irakienne".

Bagdad a toujours considéré le référendum kurde du 25 septembre comme illégal, et a répliqué la semaine dernière en reprenant le contrôle de la ville de Kirkouk et des gisements pétroliers voisins, conquis par les Kurdes lorsque l'armée irakienne avait été en déroute en 2014 face à l'offensive éclair des djihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Haïdar al Abadi a ordonné à l'armée de

reprandre tous les territoires contestés et veut que Bagdad reprenne le contrôle des postes-frontières avec la Turquie dans le secteur de Fish-Khabour, à l'intérieur du Kurdistan autonome.

Fish-Khabour est d'un enjeu stratégique crucial car le pétrole venant à la fois des régions kurdes et des régions sous contrôle de Bagdad s'écoule par là, via un oléoduc, en direction de la Turquie et donc des marchés d'exportation.

La Turquie et l'Irak sont convenus d'ouvrir un nouveau poste-frontière, dont la construction débutera lorsque les mesures de sécurité nécessaires auront été prises, a annoncé jeudi Bülent Tufenkci, ministre turc chargé des Douanes, cité par l'agence de presse Anatolie.

En parallèle, l'armée irakienne a lancé jeudi matin une offensive dans les derniers territoires contrôlés par le groupe Etat islamique (EI) en Irak, à la frontière avec la Syrie dans l'ouest du pays, sur les villes d'Al Kaïm et Rawa. ●

(Hesham Hajali, Julie Carriat et Eric Faye pour le service français)

# The Kurdish test

## Iran's mullahs are betting that Trump, like Obama, will choose appeasement

By Clifford D. May - October 24, 2017  
<https://www.washingtontimes.com>

### ANALYSIS/OPINION:

In a just world, the Kurds would have a state of their own. Their culture is ancient. They speak a distinctive language. They have a homeland, Kurdistan, ruled for centuries by Arabs, Turks and Persians — foreigners and oppressors all.

After the defeat of the Ottoman Empire in World War I, the victorious British and French created new Arab nation-states and put in motion a process that would lead to the restoration of a Jewish nation-state. But the Kurds — they got nothing.

In 1992 following the Gulf War, the United States, along with Britain and France, set up a no-fly zone over the Kurdish region in northern Iraq. The goal was to protect the Kurds from Saddam Hussein, whose genocidal war against the Kurds included a chemical weapons attack in the Kurdish city of Halabja four years earlier.

When Americans invaded Iraq in 2003, the Kurds greeted them as liberators. The Kurdistan Regional Government (KRG) began to diligently nation-build, establishing the institutions and infrastructure necessary for independent statehood.

I don't mean to oversell: The KRG has not become a democracy. Corruption is reportedly rampant — this is still the Middle East. Kurdish leaders, divided among themselves, have made mistakes.

Most recently, they held a referendum on independence. The results were no surprise. More than 9 out of 10 Kurds want self-determination. The government in Baghdad won't let them go without a fight. And the U.S., which is invested in a unitary Iraq, doesn't want them to leave. Predictably, the referendum provoked the rulers of Turkey and Iran, who are adamant that their Kurdish subjects get no big ideas.

Still, Kurdish society is open and tolerant. Kurdish schools actually educate young people. Nowhere in the so-called Muslim world will you find a people more pro-American. The Kurdish military, the Peshmerga, has long been a reliable U.S. partner. In recent days, it has often — and bravely — taken the point against the Islamic State.

And now the Kurds are imperiled. Here's what's happened: On Oct. 13, President Trump announced his Iran strategy. He declined to recertify the nuclear arms deal



Illustration on needed action on Kurdistan by the Trump administration by Linas Garsys/The Washington Times

concluded by his predecessor. Among the reasons: Iran's compliance cannot be verified so long as international inspectors are barred from the regime's military facilities.

The president also is unwilling to turn a blind eye to Iran's continuing development of missiles designed to deliver nuclear warheads, the "sunset" clauses that legitimize the mullah's nuclear weapons program over time, and the terrorism that those mullahs sponsor. Notably, he designated Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) as a terrorist organization.

The Iranian response has been more than merely rhetorical. On Oct. 16, Iraqi forces, over which Iran's rulers now exercise considerable influence, and Shia militias, many of them Iranian-backed, drove Kurdish troops out of oil-rich Kirkuk. According to credible reports, Maj. Gen. Qassem Soleimani, the commander of foreign operations for the IRGC, was on hand to personally coordinate the operation.

Though Kirkuk is beyond the de facto borders of the KRG, Kurds have long viewed it as the Jerusalem of their homeland. It was a Kurdish-majority city until the Saddam regime determined to "Arabize" it, not least through population transfers.

In 2014, however, when the Islamic State was on the march, Iraqi government forces abandoned Kirkuk. The Peshmerga quickly filled the vacuum, defending the city and holding it ever since.

By orchestrating the taking of Kirkuk, Iran's rulers are testing Mr. Trump. They are betting that, despite the tough talk, he won't have the stomach to do what is necessary to frustrate their neo-imperialist ambitions.

In the end, they think he will attempt to appease and accommodate them as did President Obama. Mr. Trump reinforced that conviction when, in response to the fighting in Kirkuk, he said his administration was "not taking sides, but we don't like the fact that they're clashing."

Over the weekend, Hossein Amir-Abdollahian, the Iranian Parliament's general director for international affairs, tweeted that Iraqi government troops "will return Erbil to the united Iraq easier than Kirkuk, just within minutes." Erbil is the capital of the KRG. On Tuesday, Shia militias launched an offensive against Kurdish troops near the Turkish frontier.

It's essential that Mr. Trump make clear that further threats to the security and integrity of the Kurdish region will not be countenanced, that any advance on Erbil will be met with stiff sanctions and, if necessary, force. The U.S. should insist that all military operations cease immediately and that negotiations between Baghdad and Kurdish leaders commence under American auspices.

Anything less will be interpreted as acquiescence to the Islamic republic's drive to impose its brand of jihadism and Islamism on its neighbors and, in due time, far beyond.

To make America great again requires demonstrating that America is the best friend and the worst enemy any nation can have. During the Obama years, the opposite seemed to be the case. If aligning with the U.S. comes to be viewed as a chump's game no matter who is in the White House, the U.S. will end up with no friends. It will have a growing list of emboldened enemies instead.

In a just world, Iran's theocrats would have appreciated the fact that President Obama reached out to them in a spirit of respect and reconciliation. In a just world, skilled diplomats would devise elegant power-sharing formulas that all sides would embrace in the interest of peace and stability. In a just world, the Kurds would have a right to self-determination.

But we don't live in a just world. By now, that should be glaringly obvious. ♦

• Clifford D. May is president of the Foundation for Defense of Democracies and a columnist for The Washington Times.

# Abadi, Erdogan meet to form Kurdistan game plan

Iraq's prime minister met with Turkey's president in Ankara today to solidify joint support for Baghdad as it battles to keep the Kurdistan region under Iraqi control.



Amberin Zaman  
October 25, 2017  
www.al-monitor.com

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi made a lightning visit to Ankara today to shore up regional support for Baghdad's efforts to reclaim full control over the beleaguered Iraqi Kurdistan Region. The campaign could turn very bloody should the Kurds resist.

Abadi met with Turkish President Recep Tayyip Erdogan, who has emerged as a key ally in those plans. In a joint news conference, the two men repeated their objections to the Kurdish independence referendum, which was held Sept. 25 and approved by a crushing 93% of voters.

Erdogan said, "From the beginning we have always expressed that we supported territorial integrity in Iraq, and we will continue to do so." He added, "We did not get a positive response to [our] warnings, so we decided to impose sanctions."

Abadi said, "With the referendum, they tried to break up our territory. They tried to redefine our borders."

Turkey has in fact not yet taken any real measures against the Kurdistan Regional Government (KRG) beyond holding showy military drills on its border, taking two Iraqi Kurdish news channels off the air and shutting its airspace to Kurdistan Region-bound flights — an empty gesture as Baghdad had already sealed that space to all international flights Sept. 29.

Turkey's borders with the Iraqi Kurds remain open. A pipeline carrying Iraqi Kurdish crude to export terminals in Ceyhan, a Turkish port in the southern Mediterranean, is still functioning.

Turkey has left much of the initiative to Iran, the Kurds' other big detractor. Tehran duly cut a deal with a faction of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), one of the two main parties governing the Kurdistan Region. Within two weeks, Iraqi forces backed by Shiite militias regained control of much of the territory Kurdish peshmerga fighters had captured from the Islamic State in 2014, most critically the oil-rich province of Kirkuk. Washington, which said it would remain neutral in the spat, has sat on its hands, effectively greenlighting Iraqi advances.

Iraqi forces are now keen to swoop on Fish-Khabur, a critical wedge of territory where the Iraqi, Turkish and Syrian borders meet.

It remains unclear whether Ankara would back further military action against the Kurds at its border, but Turkish officials have made no secret of their desire to see Baghdad reimpose federal authority over its border areas and has floated various plans about this.

Erdogan said today that Turkey wanted to help Baghdad resume exporting Kirkuk's oil via an old dual pipeline that would take at least two years to refurbish, industry experts say. The plan would demand Kurdish acquiescence, and it's not been forthcoming. Baghdad may yet resort to force.

Indeed, until yesterday, an attack seemed imminent as Iraqi forces continued to advance north toward Iraqi Kurdish territory from Rabiya and Zumar. But the Iraqis are now holding their fire to allow time for a transfer of power that many think will take place within Iraqi Kurdistan. Ankara and Washington are said to favor this arrangement.

It is thought to be staked on the stepping down of Iraqi Kurdistan Region President Massoud Barzani, who would hand power to his nephew, Prime Minister Nechirvan Barzani. There is widespread speculation that this could happen in the coming days, if not hours.

The first signs of a climbdown emerged Tuesday, when the KRG declared that it was prepared to "freeze" the referendum and resume talks with Baghdad.

Under the proposed scheme, the new Kurdish leadership is meant to share control over its borders for the first time since 1991 and over oil revenues, another first since 2014, when the Kurds began exporting their oil independently of Baghdad through the Turkish pipeline and independence finally see-



*Iraq's prime minister met with Turkey's president in Ankara today to solidify joint support for Baghdad as it battles to keep the Kurdistan region under Iraqi control. REUTERS/Umit Bektas*

med within reach.

Many blame the fiercely proud elder Barzani for the current debacle. It has left the Iraqi Kurds deeply humiliated, further divided and in their weakest negotiating position since a failed autonomy deal with Baghdad in 1975.

In turn, Barzani has pinned responsibility on the PUK for selling out, as he sees it, to Iran. Others say it's Washington's fault. The United States emboldened Iran and Baghdad in its zeal to stop the referendum. The wisest course of action, this argument goes, would have been for Washington, having registered its objections, to pipe down.

There is a face-saving way out for the president. Barzani's term, which some members of the opposition say was extended illegally for a second time in 2015, will expire again Nov. 1. He has said on numerous occasions that he has no plans to stay on. Barzani could present his exit as his own choice.

But Iraqi Kurdistan would then be left without a president, as the Kurds' regional parliament voted this week to delay by eight months parliamentary and presidential elections that were scheduled to be held concurrently on Nov. 1. Further complicating matters, Iraqi Kurdistan does not have its own constitution, and the opposition Change Movement [Gorran] is continuing to boycott the chamber because of the dispute over the presidency.

Can Nechirvan save the day? Bilal Wahab is a Soref fellow at the Washington Institute for Near East Policy who writes about Kurdish governance. He told Al-Monitor, "Within [the Barzani-led Kurdistan Democratic Party] realm, Nechirvan would be a pragmatic actor because he is the least associated with the referendum." The savvy prime minister kept a low profile throughout the referendum campaign and is widely believed to have urged his uncle to call it off. He negotiated many of the multibillion-dollar energy deals and is as much at ease with Washington and Moscow as he is with Ankara and Tehran.

Wahab cautioned, however, "While this formula may stave off the immediate crisis, the question of who represents the KRG in future negotiations with Baghdad will remain unresolved unless Gorran is brought on board. And this entails a whole new round of deal-making." Other presidential hopefuls are known to be waiting in the wings. Then there's the rarely mentioned yet widely known rivalry between Nechirvan and his cousin Masrouf, the KRG's powerful intelligence chief who is Massoud Barzani's eldest son. How would this play out should Nechirvan be handed the reins? The Barzanis have rarely displayed disunity and least of all in public. But either way, Iraqi Kurdistan has entered uncharted waters. ♦

*Amberin Zaman is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America. She served as The Economist's Turkey correspondent between 1999 and 2016. She was a columnist for the liberal daily Taraf and the mainstream daily Haberturk before switching to the independent Turkish online news portal Diken in 2015. On Twitter: @amberinzaman*

# How Iran is winning game of chess in Kirkuk

Iran's game in Kirkuk is a microcosm of how its shrewd, long-term investment in Iraq is paying dividends.



Fazel Hawramy  
October 25, 2017  
www.al-monitor.com/

**CHAMCHAMAL, Iraq** — For now, Prime Minister Haider al-Abadi has pushed the separatist Kurds back and extended the power of the federal government once again to the areas considered disputed under the Iraqi Constitution. The Kurds are beaten. But the key question is how long this equilibrium will last.

The Kurds in Kirkuk and other disputed areas are disillusioned with the Kurdish parties, including the leadership of both the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP). No Kurdish leader has come forward to apologize to their constituents for what went wrong, let alone attempt to explain what really happened on Oct. 15-16, when thousands of peshmerga retreated and left the people of Kirkuk to their own devices.

Meanwhile, the Turkmens in Kirkuk and nearby Tuz Khormato have become united through their opposition to the Sept. 25 Kurdish independence referendum and other perceived Kurdish excesses. But as the effect of Baghdad's victory over the Kurds wears off, the old animosities and the regional states' rivalries in Kirkuk are bound to resurface.

The Turkmens are divided along sectarian lines. The Shiite-dominated Popular Mobilization Units (PMU) that are protecting the Shiite Turkmens in the south of Kirkuk and the city of Tuz Khormato — the major Kurdish-Turkmens flashpoint — are directly linked to Tehran. On the other hand, most of the Sunni Turkmens in Kirkuk rally behind the Iraqi Turkmen Front, which has strong links to Ankara. "There is no denying that, more than all groups in Iraq, the Turkmens are supported by Turkey. We are part of the Turkish people," Ali Mahdi, the spokesperson for the Iraqi Turkmen Front told Niqash in May. "And we have always called upon them [Turkey] to play a role in developments taking place here."

In 2014, the Turkmens failed to agree on a Turkmen candidate for the head of the Kirkuk provincial council, which could have prevented the Aug. 29 inclusion of the disputed city in the Sept. 25 Kurdish independence referendum. In parallel, the deep-rooted tension between the Kurds and the Turkmens, particularly in Tuz Khormato, has intensified as the threat of the Islamic State (IS) has receded. Shiite Turkmens and the Kurds in the town have clashed a number of times in recent years in their struggle for the upper hand. In this vein, the local Kurdish residents and the PUK leadership alike say that Iran has unparalleled influence with the Shiite Turkmens in the area.

One senior Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) operative who is said to have played a crucial role in the Kirkuk region for at least the past decade is Haj Ali Eqbalpour, known amongst the locals in Tuz Khormato as "Mr. Eqbali." Indeed, in the town of Chamchamal on Oct. 18, a group of displaced Kurds from Tuz Khormato were waiting in a mosque to be given food supplied by charity groups. When asked if Iran played any role in their town, two young men in their late 20s and a 51-year-old man replied to Al-Monitor, "Mr. Eqbali is in charge of the Turkmens there."

Many senior officials in the region know the powerful Iranian officer, but no one appears to dare to speak of him, perhaps for fear of Tehran's wrath. Amid all this, the shadowy Eqbalpour seems to be hiding in plain sight, appearing all over PMU Facebook pages, albeit without being named.

Indeed, on Oct. 18, two days after the peshmergas' defeat in Kirkuk, an official Facebook page of a PMU unit posted an image of several top PMU leaders in Kirkuk. "To the honorable people of Kirkuk, we congratulate you for these victories and confirm that Kirkuk province is under the control and protection of the federal government," read the statement. In the picture, on the far right, stands a tall, athletic man with broad shoulders and grey hair and beard wearing a green uniform. The same man appears in a separate picture taken in south Kirkuk with Abu Mahdi al-Muhandis, the top PMU



*Iraqi forces remove the Iraqi Kurdish Regional flags from the Bai Hassan oil facility after peshmerga forces withdrew from the area in Kirkuk, Iraq,*

commander and close ally of Iran, on Oct. 14, alongside senior PMU leader in northern Iraq Abu Raza Najar. In yet another picture posted on Sept. 18, the same man appears on the right-hand side of Muhandis, Najar and an unnamed colonel from the Iraqi army's 16th Division in an operation room, seen making preparations to retake the nearby IS stronghold of Hawijah.

Three Kurdish sources, including a senior PUK official, revealed to Al-Monitor that the unidentified person seen in these pictures is none other than Eqbalpour, IRGC Quds Force commander Qasem Soleimani's representative in the area.

As such, US Secretary of State Rex Tillerson's Oct. 22 call on Iranian-backed militias and their Iranian advisers, such as Eqbalpour, to "go home and allow the Iraqi people to regain control" shows a fundamental misunderstanding on the part of the US government about how the IRGC operates in the region. Unlike the United States, Iran often stays in any strategic region for the long haul, whether it be Lebanon, Syria or Iraq.

Back in the spring of 1988, when the regime of Iraqi dictator Saddam Hussein — then backed by the West, including Washington — crushed the Kurdish rebellion, the peshmerga and their families fled to the Iranian side of the border, according to the top peshmerga commander at the time, Nawshirwan Mustafa, who published several books about the peshmerga war with the Iraqi army. There, one young IRGC officer was appointed to work with the newly arrived refugees, who were scattered across camps in western Iran. That officer was Eqbalpour, who has since coordinated with Iraqi Kurdish peshmerga and has become a fluent Kurdish speaker, albeit with a strong accent, a senior PUK official told Al-Monitor on condition of anonymity. While the Kurds consider themselves pro-Western, there is a deep distrust toward the West, including Americans, and the recent debacle in Kirkuk has only acted to further reinforce that notion, particularly as Iran has emerged on the winning side.

On Aug. 31, 1996, when KDP leader Massoud Barzani invited the Iraqi army to help him regain control of Erbil from the rival PUK, the Americans reassured then-PUK leader Jalal Talabani that they would not allow Saddam's forces to re-enter the town. On the eve of the attack, Talabani asked his son Qubad, the current deputy prime minister of the Kurdistan Regional Government, to call the top US official responsible for enforcing the no-fly zone. The official reassured the young Talabani that Saddam could not send his army into Erbil, according to Jalal Talabani's memoir published earlier this year. The following day, Saddam did — with the help of the Barzanis. The small number of Americans stationed there fled.

Two months later, it fell on the shoulders of people like Eqbalpour and Soleimani to help the PUK regain its territory from the Barzanis. These kinds of actions, and the long-term investment of the IRGC in Iraqi opposition groups, are the true source of Iran's influence in Iraq. The Kurds and the Iraqi Shiites see Iran is a reliable partner who can deliver on its promises. Before the Sept. 25 independence referendum, Eqbalpour and Soleimani promised the Kurds to help them obtain their rights under the Iraqi Constitution if they backed away from the plebiscite. They were warned that if they failed to comply, all hell would be let loose. Almost

exactly one month later, the Kurds have been dealt their most humiliating defeat since 1975, when Barzani's father's rebellion against Baghdad collapsed overnight as Washington, Tehran and Tel Aviv withdrew their support.

The intricacies of the Iranian operations in Iraq — and the shrewdness of their operatives in working with communities, even relatively small ones such as the Turkmens — shows that the Iranians are in Iraq for the long haul and that curbing Tehran's influence will be far from a walk in the park for Washington.

As the power of Iran and its allies rises in areas such as Kirkuk, with Tehran and its Iraqi friends seeking to create facts on the ground similar to the Kurds, the opposition from Sunni Turkmens and Sunni Arabs as well as regional powers such as Turkey will potentially create yet another recipe for

disaster in Iraq.

On Oct. 18, a group of displaced Kurds from Tuz Khormato protested outside the main PUK office in Sulaimaniyah. One 40-year-old man moved amongst the crowd, asking for the address of the Iranian consulate in the city. "I want to go and see the Iranian Consul General," Ismail Abbas, a tailor who had left his family in the mountains overlooking Tuz Khormato two days earlier, told Al-Monitor, "For the last two and a half years, we have been asking for reconciliation [with the Turkmens], but the [Iraqi] politicians can't do it." He added, "Iran has the power to resolve this issue ... we have no trust in Baghdad." ♦

*Fazel Hawramy is an independent journalist currently based in Iraqi Kurdistan. Twitter: @FazelHawramy*

The Washington Times

October 30, 2017

# Trumped by Iran, again

## By abandoning the Kurds, the U.S. expands the reach of the Shiite Crescent

By James A. Lyons - October 30, 2017  
<https://www.washingtontimes.com>

### ANALYSIS/OPINION:

President Trump announced a new policy with regard to the unsigned nuclear weapons agreement with Iran in which he pledged Iran would be made to pay a price for its terrorist acts and aggression. The problem, however, is that whenever we have been challenged by Iran, we have failed to meet the challenge. Nothing has changed. The latest episode involves the sellout of our only reliable ally, the Kurds, who did essentially all the heavy lifting, with 1,700 of their Peshmerga fighters killed, in the defeat of the Islamic State in Iraq and Syria.

The sellout started with our failure to support Kurdistan's Sept. 25 referendum for independence, which was overwhelmingly supported by the Kurds. For a great nation to stand back and state that we would not take sides but remain neutral was unconscionable. The fact is we didn't even remain neutral. On Oct. 14, Maj. Gen. Qassem Suleimani, who commands the Iran's Islamic Revolutionary Guards Quds Force, arrived in the Kurdish city of Kirkuk, the Jerusalem of Kurdistan, and cut a deal, which cynically took advantage of the long-standing rivalry between the two principal Kurdish clans, the Barzanis and the Talabanis.

Massoud Barzani, president of the Kurdish Regional Government (KRG) and leader of the Kurdish Democratic Party (KDP), and Jalal Talabani, head of the Talabani clan before his recent death, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) party, and close to Iran, have vied for years for control of Iraqi Kurdistan. According to Jonathan Spyer in an article in The American Interest, the deal that was cut between one of the Shiite militia leaders and Bafil Talabani (Jalal's eldest son) involved establishing a "new authority in the Halabja-Sulaymaniyah-Kirkuk area to be jointly administered by the Iraqi government and the Kurds (or rather the PUK) for an undefined period." Make no mistake, the Iraqi government is controlled by Iran. Mr. Spyer went on to state, "The federal government would manage the oil wells of Kirkuk and other strategic locations in the city while also overseeing the public-sector payroll."

The fact that three years ago, it was the Kurdish Peshmerga forces that saved the oil-rich city of Kirkuk and other areas when the Iraqi Army deserted Kirkuk in the face of the Islamic State onslaught, was dismissed. Under the "deal," the Peshmerga forces in Kirkuk loyal to the Talabani clan deserted their positions on Oct. 16 when the Iranian Quds Force commander, Gen. Suleimani's combined force of U.S.-armed and -trained Iraqi Army and Shiite militias took over Kirkuk and other areas, forcing the Kurdish KDP Peshmerga force, totally outgunned, to withdraw. According to various sources, Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi would never have ordered the strike on Kirkuk without a "green light" from the U.S. Consequently, President Trump was trumped by Iran by the duplicity of his own State and Defense Departments. As a result, we have further diminished our credibility as a reliable ally.

By failing to support Kurdistan's independence, what we have done once again is to facilitate the expansion of the Iran-controlled Shiite Crescent. In the past, it hasn't mattered whether it was a Democrat or Republican administration, they have all failed to counter direct and indirect challenges by Iran. One of the greatest stains on our national honor occurred 34 years ago this past Monday, when on Oct. 23, our U.S. Marine barracks in Beirut, Lebanon were blown up, killing 241 of our finest military personnel. We had proof positive that the orders for that terrorist bombing came direct from Tehran. We had our planes loaded not once but twice and were prepared to totally wipe out the Iranian-backed terrorist group, which was holed up in the Lebanon Army Sheik Abdullah Barracks above Baalbek. But because of the deliberate, undercutting sabotage actions by our own secretary of Defense, we could not get the execute order to strike.

We are living with that unbelievable decision not to retaliate to this day. We could have changed the course of history. I have never been able to find out who got to our secretary of Defense, but I suspect it was elements of the powerful Washington Iran lobby group that still is influencing our policies. Allowing the Iranian regime to escape accountability for the Sept. 11 attacks nearly 20 years later compounded that original cowardly decision many times over.



Illustration on the Kurds as an impediment to Iranian ambitions by Alexander Hunter/The Washington Times

Having already destroyed Saddam Hussein's Sunni army, by failing to support Kurdistan independence, we now have essentially removed the only other possible remaining blocking force to prevent Iran from establishing its declared land bridge from Tehran through Iraq and Syria to Lebanon where it can directly threaten Israel's survival. The president has been sold out by a compromised national security team that must be replaced.

Our strategy for the Middle East must support the president's latest declaration. It must prevent further expansion of the Shiite Crescent by supporting an independent Kurdistan. The president should immediately direct the secretary of Defense to establish a forward operating base in Irbil. F-16s and A-10 aircraft could be rotated in and out to provide direct support to the Kurdish Peshmerga forces. Further, the secretary of Defense should be directed to provide military equipment directly to the Peshmerga forces so that they can successfully defeat any further offensive actions by the Iranian-dominated Iraqi government and Shiite militia forces. An independent Kurdistan is essential to preventing Iranian hegemony as well as restoring our credibility. ♦

♦ James A. Lyons, a retired U.S. Navy admiral, was commander in chief of the U.S. Pacific Fleet and senior U.S. military representative to the United Nations.



# U.S. needs a game plan for Mideast



**John McCain**

OPINION

**WASHINGTON** Clashes this month between elements of the Iraqi security forces and Kurdish fighters around Kirkuk are deeply troubling, in particular because of the United States' longstanding friendship with the Kurdish people. These clashes are also emblematic of a broader, more troubling reality: Beyond our tactical successes in the fight against the Islamic State, the United States is still dangerously lacking a comprehensive strategy toward the rest of the Middle East in all of its complexity.

This is the unfortunate legacy that the Obama administration left for its successor.

**If America is forced to choose between Iranian-backed militias and our Kurdish partners, I choose the Kurds.**

speech, reports surfaced that Qassim Suleimani, the commander of the Iranian Revolutionary Guard's elite Quds Force, was near Kirkuk, preparing military advances on Kurdish positions by Iranian-backed Iraqi militias to augment the broader efforts of Iraqi security forces. When those advances came, some Iraqi forces, according to reports, fought with equipment that had been provided by the United States.

This is totally unacceptable. The United States offered arms and training to the government of Iraq to fight the Islamic State and secure Iraq from external threats — not to attack Iraqi Kurds, who are some of America's most trusted and capable partners in the region.

President Trump's call this month for a broader strategy to confront Iran's malign influence across the Middle East was an encouraging indication that the administration recognizes the problem.

But just days after that

For decades, the United States' alliance with the Kurds has protected them from attacks, both from within and outside Iraq, while furthering American national security interests. In the past few years, the Kurds have become even closer allies, fighting alongside the United States against the Islamic State.

Let me be clear: If Baghdad cannot guarantee the Kurdish people in Iraq the security, freedom and opportunities they desire, and if the United States is forced to choose between Iranian-backed militias and our longstanding Kurdish partners, I choose the Kurds.

The clashes in Kirkuk are symptomatic of a deeper problem that the United States has failed to address for many years: Both within countries and between them, the regional order in the Middle East is rapidly collapsing. American power and influence is diminishing there, largely because over the past eight years the United States has withdrawn from the region. The resulting vacuum is being filled by anti-American forces. While the current administration, like its predecessor, remains singularly focused on defeating the Islamic State — which is, of course, essential — our adversaries are taking advantage of us everywhere else.

In Iraq, the United States seems to still be basking in the feeling of victory after the liberation of Mosul this summer. Meanwhile, Iranian forces are working to sow discord inside Iraq, as we saw in Kirkuk; maneuver Iraqi politics against the United States; and turn next year's election into a strategic setback that drives American influence out of the country.

Across the border in Syria, the Assad regime, backed by Russia, Iran, Hezbollah and an array of militias, has retaken most of the country, including many eastern areas that the United States has identified as strategically important. The future of Syria is being determined by force on the ground with little American initiative.

A web of Iranian proxies and allies is spreading from the Levant to the Arabian Peninsula, threatening stability, freedom of navigation and the territory of our partners and allies, including with

advanced conventional weapons. Iran itself continues to test ballistic missiles, menace its neighbors and use its sanctions relief windfall to harmful ends.

Our Arab allies are absorbed in a diplomatic dispute with Qatar in the face of far more pressing threats. And behind all this is the shadow of Vladimir Putin's Russia, which is re-establishing itself as a regional power broker actively hostile to American interests — and wholly unconcerned about human rights or civilian life.

This is a complicated and confusing set of problems, to be sure. But Americans need to understand the greater challenge: The Middle East is vitally important to the future of international security and the global economy, both of which benefit the American people. And right now, a network of anti-American groups — at times working together, at times on their own — is trying to drive American influence out of the Middle East and to remake the region in ways that are contrary to our interests and values. They are doing so by supporting terrorists and militias, subverting and intimidating our friends, displacing us diplomatically, and deploying and distributing military technology that makes it harder and more dangerous for the United States to maintain its presence.

If we keep sleepwalking on our current trajectory, we could wake up in the near future and find that American influence has been pushed out of one of the most important parts of the world. That is why Americans need to care about what is going on in the Middle East right now. That is why we need to stick with our true friends, like the Kurds. And that is why, now more than ever, we need a strategy that lifts our sights above the tactical level and separates the urgent from the truly important.

**JOHN MCCAIN** is a Republican senator from Arizona.

# Référendum kurde : Ankara et Bagdad exigent l'annulation et non le "gel" du scrutin

Texte par FRANCE 24 Avec AFP 26 oct. 2017  
<http://www.france24.com/>

La proposition du Kurdistan irakien de geler les résultats de son référendum d'indépendance s'est heurtée, jeudi, à une fin de non-recevoir de Bagdad et d'Ankara, qui rejettent les velléités indépendantistes kurdes.

À l'unisson. Ankara et Bagdad ont exigé, jeudi 26 octobre, l'annulation du référendum d'indépendance du Kurdistan irakien, opposant une fin de non-recevoir à la proposition des Kurdes d'en "geler les résultats".

"Nous accepterons uniquement l'annulation du référendum et le respect de la Constitution", a affirmé le Premier ministre irakien Haider al-Abadi, qui se trouve depuis jeudi en Iran, autre farouche opposant aux velléités indépendantistes du Kurdistan. "Sur la question du référendum, Téhéran se tient au côté du gouvernement central irakien depuis le début", a déclaré le premier vice-président iranien Eshagh Jahangiri, cité par l'agence officielle iranienne Irna.

## "INSUFFISANT"

La Turquie a estimé, de son côté, que la proposition du Kurdistan irakien était "insuffisante" et appelé à "annuler" ce scrutin, à l'origine d'une crise régionale majeure.

"Le recul du [Kurdistan irakien] est un pas



© Murat Cetin Muhurdar, AFP | Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi, reçu par le président Recep Tayyip Erdogan, le 25 octobre 2017.

important mais c'est insuffisant. Ce qu'il faut, c'est annuler ce référendum", a insisté le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Cavusoglu, jeudi, lors d'une conférence de presse à Ankara. Haider al-Abadi a été reçu, mercredi, à Ankara par le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a critiqué à plusieurs reprises la démarche des dirigeants kurdes irakiens.

La tenue du référendum a réchauffé les relations jusque-là glaciales entre Ankara et Bagdad, et

fortement tendu les rapports autrefois étroits entre la Turquie et le gouvernement régional du Kurdistan irakien (KRG).

Interrogé au sujet de la proposition de gel du référendum, le Premier ministre turc Binali Yildirim a déclaré : "Quelle que soit la décision du KRG, il est évident qu'elle ne produira pas les résultats permettant de réparer les dégâts causés". ♦

# Irak: des combattants kurdes blessés à Altun Kupri racontent

Avec notre correspondant à Erbil,  
 Wilson Fache le 23-10-2017  
<http://www.rfi.fr>

Près d'un mois après la tenue du référendum d'indépendance dans le Kurdistan irakien, le gouvernement central, qui avait interdit le scrutin, est décidé à reprendre aux combattants kurdes tous les territoires qu'ils ont grignotés depuis 2003. Un redéploiement de l'autorité fédérale qui s'est soldé par de violents affrontements avec les combattants peshmergas. RFI a rendu visite à des soldats kurdes blessés dans les combats.

Ils sont une dizaine, couverts de bandages et de sang séché. Ces peshmergas sont des rescapés des affrontements qui ont éclaté

entre forces kurdes et irakiennes depuis peu.

Allongé sur son lit d'hôpital, Ahmad Tahir Omar est entouré de ses proches. La veille, ce combattant kurde était dans la bourgade de Altun Kupri pour affronter son propre gouvernement.

**« Ils nous ont attaqués avec des roquettes guidées au laser qui ont traversé le blindage de notre véhicule en blessant le tireur, le conducteur et moi-même », raconte-t-il.**

Pourtant, il y a quelques mois encore, soldats kurdes et irakiens se battaient ensemble contre le groupe Etat islamique. Aujourd'hui, ils ont retourné leurs armes les uns contre les autres. Armes qu'ils ont pourtant reçues des puissances occidentales pour combattre les jihadistes.



Hiwa Mohammed, 37 ans, a été blessé aux deux jambes dans l'explosion d'une roquette.

« Je suis prêt à reprendre les combats une fois que mes pieds seront guéris. Même si je ne pense pas qu'il existe un seul kurde qui puisse s'opposer aux milices chiites et à l'armée irakienne. »

Les Kurdes ont payé un lourd tribut à la suite de cette bataille, tout comme les forces qu'ils combattaient. Et entre les deux, la population a payé le prix du sang. Selon un résident de Altun Kupri, les bombardements kurdes sur la ville ont blessé et tué une dizaine de civils. ●

# Prêt à geler les résultats du référendum d'indépendance, Erbil fait un pas arrière

Les unités paramilitaires du Hachd el-Chaabi estiment que cette proposition n'a « aucune valeur ».

Kurdistan irakien

Julie KEBBI, avec agences | OLJ  
26/10/2017

<https://www.lorientlejour.com>

Un mois après les célébrations en grande pompe de la victoire du « oui » pour l'indépendance, les Kurdes d'Irak sont on ne peut plus en difficulté face à Bagdad. Sous pression de toutes parts, Erbil a proposé hier de geler les résultats de son référendum d'indépendance, pour tenter de sortir d'une crise avec Bagdad dans laquelle il a déjà beaucoup perdu.

Le gouvernement central ne l'entend cependant pas de cette oreille. Le Premier ministre irakien Haïder el-Abadi, en visite à Ankara, n'a pas commenté cette initiative, mais a de nouveau dénoncé une consultation tenue « de façon unilatérale et sans aucune considération pour le reste de l'Irak ». En revanche, le porte-parole des unités paramilitaires du Hachd el-Chaabi, qui épaulent l'armée irakienne tant face au groupe État islamique que face aux combattants kurdes (peshmergas), a rejeté sèchement cette proposition.

Déjà dès le lendemain du référendum qui s'est tenu le 25 septembre, une crise sans précédent s'en est suivie avec Bagdad, soutenu par les voisins turc et iranien désireux de couper court aux velléités indépendantistes de leurs propres minorités kurdes. Assuré aussi du rejet du scrutin par les États-Unis et d'autres pays soucieux de « l'unité de l'Irak », un acteur majeur de la lutte antijihadistes, M. Abadi, a envoyé ses troupes. Ces forces ont repris en quelques jours à peine la quasi-totalité des zones disputées d'Irak aux peshmergas, dans une démonstration de force qui s'est en de rares endroits soldée par des combats ayant fait une trentaine de morts. L'unique condition pour éviter ces mouvements militaires, avaient prévenu les responsables à Bagdad – jusqu'au président Fouad Maassoum, lui-même kurde – était l'annulation pure et simple des résultats du référendum.

Jusqu'à ce jour, le Kurdistan, en pleine tourmente politique et économique, refusait toute condition préalable à l'ouverture d'un dialogue. Mais, mardi, de nouveaux affrontements ont éclaté entre forces kurdes et irakiennes dans le Nord frontalier de la Turquie, et Bagdad se montre déterminé à reprendre l'ensemble des points de passage et autres terminaux à la région autonome.

« **POIGNARDÉ DANS LE DOS** »

Pour éviter « la guerre » et « la destruction du tissu social », Erbil a en conséquence proposé de « geler les résultats » de son référendum et d'entamer « un dialogue ouvert » avec Bagdad. Dans son communiqué publié tôt hier, la région autonome se dit aussi prête à « un cessez-le-feu immédiat ». Cette proposition n'a « aucune valeur », a répondu le porte-parole du Hachd, Ahmad el-Assadi. « Geler signifie reconnaître le référendum, or la demande du gouvernement irakien était claire : c'est l'annulation », a-t-il affirmé à l'AFP.

En position de force depuis la débandade en 2014 des forces fédérales face à la percée jihadiste, Erbil a aujourd'hui perdu gros. Fin septembre, le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani avait promis un « dialogue sérieux » avec Bagdad. Mais, depuis, il fléchit chaque jour un peu plus face au gouvernement central irakien. « Il tente de limiter les dégâts », souligne Sami Nader, directeur du Levant Institute for Strategic Affairs, interrogé par L'Orient-Le Jour. « Les dissensions internes du côté kurde et le manque de soutien extérieur, notamment des États-Unis, l'ont empêché d'aller de l'avant » face à Bagdad, précise-t-il. Selon l'expert, « Barzani a été poignardé dans le dos ». Jusqu'alors, il « disposait de la carte de Kirkouk » pour négocier « mais il l'a perdue », poursuit M. Nader.

Car, sur le terrain, Erbil a quasiment perdu tous les territoires où ses peshmergas s'étaient déployés



au-delà de ses frontières administratives. En vertu d'un accord tenu secret avec Bagdad, les peshmergas de l'UPK se sont retirés sans combat avant l'arrivée des troupes irakiennes. À l'issue des opérations de « restauration du pouvoir central » dans les zones disputées, notamment la riche province de Kirkouk, il a perdu les immenses champs de pétrole qui auraient pu assurer la viabilité économique d'un hypothétique État kurde, assurent les experts. L'Irak a toutefois rouvert hier un de ses trois postes-frontières avec le Kurdistan.

« **NORMALISATION RAPIDE** »

« Aujourd'hui, plus personne n'est avec nous, à part Dieu », se lamentait hier Mohammad Ali, 59 ans, commerçant à Erbil. Le problème, renchérisait Charoukh Souran, étudiant de 21 ans, est plutôt de chercher en interne : « Les Kurdes ne sont pas unis, la moitié de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, le parti du défunt président Jalal Talabani) a trahi le peuple », accuse-t-il.

L'ONU, qui jusqu'à la veille du référendum du 25 septembre plaçait pour un plan alternatif de négociations, a réitéré sa proposition d'aider à des pourparlers entre Bagdad et Erbil. Paris, de son côté, a salué un « geste positif » d'Erbil et dit espérer que Bagdad « puisse donner suite ».

Mardi, conséquence de la crise que traverse le Kurdistan, le Parlement kurde avait reporté les élections

législatives et présidentielle prévues le 1er novembre.

La classe politique se déchire et l'opposition kurde a réclamé la démission du président Barzani, très discret depuis 10 jours et considérablement affaibli. Elle a demandé la constitution d'un « gouvernement de salut national » pour éviter à cette région, qui traverse une grave crise économique, plus de divisions et de déboires politiques face à Bagdad. Ces derniers jours, Erbil et Bagdad ont chacun émis des mandats d'arrêt visant de hautes personnalités politiques et militaires adverses.

« Il y a un équilibre fragile qu'il faut conserver », observe M. Nader. M. Abadi, qui sort pour l'instant vainqueur de ce bras de fer avec Erbil, « veut une normalisation rapide des relations avec les Kurdes car il sait que leurs demandes sont légitimes et que personne ne remet en cause leur droit historique » à l'indépendance, affirme-t-il. Selon le spécialiste, « l'effondrement de l'entité kurde pourrait renverser le rapport de force dans la région au détriment des États-Unis et de l'Irak ». « Cela donnerait un avantage à l'Irak alors que leur objectif est de contenir l'expansionnisme » de la République islamique iranienne qui partage une frontière directe avec l'Irak, conclut-il. ■

AFP

## Les combats entre forces irakiennes et kurdes ont fait plus de 30 morts

Bagdad, 22 oct 2017 (AFP)

**LES AFFRONTEMENTS limités entre forces irakiennes et combattants kurdes dans le nord de l'Irak ont fait une trentaine de morts en une semaine, essentiellement dans les rangs kurdes, selon des chiffres donnés par les protagonistes.**

Les forces irakiennes ont fini de s'emparer vendredi de toutes les zones que se disputaient Bagdad et Erbil dans le nord du pays et ont repoussé les combattants kurdes dans les frontières de leur région autonome, en réaction au référendum sur l'indépendance que les Kurdes d'Irak avaient organisé fin septembre à l'initiative de leur président Massoud Barzani.

Selon un communiqué du Commandement conjoint des opérations (JOC), qui regroupe l'ensemble des forces irakiennes, "deux membres des forces fédérales ont été tués" à Altun Kupri, dans le nord de la province de Kirkouk.

Cette zone agricole était "devenue une base terroriste" du Parti des travailleurs

du Kurdistan turc (PKK) et de sa branche iranienne (PJAK), considérés comme "terroristes" par la Turquie et ses alliés occidentaux, d'après le JOC, selon lequel les forces fédérales y ont essuyé des "tirs de missiles antichars Milan fournis par le gouvernement allemand" aux Kurdes.

**Le porte-parole du Hachd al-Chaabi, des unités paramilitaires dominées par des milices chiites soutenues par l'Iran et formées pour contrer le groupe Etat islamique (EI), a par ailleurs indiqué à l'AFP que ses forces avaient perdu trois hommes.**

"Il y a eu deux martyrs au barrage de Mossoul et un troisième lors de la reprise des installations pétrolières dans la province de Kirkouk", a détaillé Ahmed al-Assadi.

**Côté kurde, Wasta Rassoul, commandant du front sud de Kirkouk, avait indiqué vendredi que 26 combattants avaient été tués et 67 blessés en une semaine. ●**

Europe 1 27 octobre 2017

## La coalition américaine annonce une trêve entre l'armée irakienne et les peshmergas

<http://www.europe1.fr> — 27.10.2017

**L'ARMÉE IRAKIENNE** et les forces du Kurdistan autonome ont conclu vendredi un accord de cessation des hostilités dans le nord de l'Irak, annonce la coalition sous commandement américain qui combat l'Etat islamique en Syrie et en Irak. La trêve concerne tous les fronts.

Les troupes irakiennes et les milices chiites ont lancé une série d'opérations depuis la mi-octobre pour s'emparer des territoires repris à l'Etat islamique (EI) par les peshmergas ces dernières années. Bagdad a ainsi réagi au référendum d'autodétermination du 25 septembre organisé par le Gouvernement régional du Kurdistan (RGK),

marqué par une victoire massive du «oui» à l'indépendance.

La grande ville pétrolière de Kirkouk est tombée aux mains des forces irakiennes dès le 16 octobre sans que les peshmergas opposent de résistance. Les combattants kurdes ont commencé à riposter à mesure que les troupes de Bagdad se rapprochaient des trois provinces autonomes officiellement gérées par le GRK.

Les combats les plus violents ont eu lieu dans le secteur de Fish-Khabour, à l'intérieur du Kurdistan autonome.

Fish-Khabour est d'un enjeu stratégique crucial car le pétrole venant à la fois des régions kurdes et des régions sous contrôle



*La trêve signée vendredi concerne tous les fronts. (Photo d'illustration)@ MARWAN IBRAHIM / AFP*

de Bagdad s'écoule par là, via un oléoduc, en direction de la Turquie et des marchés d'exportation. ◆

Liberation 29 OCTOBRE 2017

## Macron appelle Bagdad au "dialogue" avec les Kurdes

Par AFP Paris, 29 oct 2017  
<http://www.liberation.fr>

**EMMANUEL MACRON** a appelé samedi le Premier ministre irakien Haïder al-Abadi dans un entretien téléphonique à mener "un dialogue" avec les Kurdes "tenant compte" de leurs droits "dans le cadre de l'unité de l'Irak", selon un communiqué de l'Elysée dimanche.

"Le Président de la République a

demandé que tout soit fait pour éviter les combats entre Irakiens et que, dans le cadre de l'unité et de la constitution de l'Irak, soit mené un dialogue entre Erbil et Bagdad tenant compte des droits des Kurdes et des minorités", indique l'Elysée.

Emmanuel Macron "s'est félicité à cet égard de la mise en place d'un comité entre forces kurdes et fédérales irakiennes, chargé de discuter des modalités d'un redéploiement conjoint dans les zones disputées".

Le Premier ministre irakien "a rappelé l'importance de préserver l'unité nationale et de trouver une solution concertée avec les Kurdes", selon le communiqué.

La crise entre Erbil et Bagdad s'est aggravée après l'organisation en septembre dans la région autonome kurde d'un référendum controversé sur l'indépendance.

En représailles, le pouvoir central a repris aux combattants kurdes (peshmergas) la quasi-totalité des



secteurs disputés du pays: il contrôle désormais toute la province pétrolière de Kirkouk et des pans de celle de Ninive, frontalière de la Turquie.

Le Président de la République et le Premier ministre irakien ont enfin "rappelé l'importance du combat encore mené sur le sol irakien en vue de chasser Daech de tous les territoires irakiens avec l'aide d'une coalition où la France joue tout son rôle". ◆

# Peshmerga respond to, push back Iraqi militia attack near Zummar

By Rudaw.net 26/10/2017

## 5:34 PM ONE KILLED, FOUR WOUNDED IN ROJAVA

One civilian has been killed and four people injured in Rojava, Syria from mortars fired during Peshmerga-Iraqi clashes across the border, according to local reports.

They were hit near the border at al-Waleed, not far from Fishabur, the PYD reported, blaming "PMU [Hashd al-Shaabi] mortar fire."

The injured include a fighter with the YPG, a member of the Asayesh security forces, and two civilians, local ANHA news reported. They were taken to hospital.

The YPG stated that the person killed was a "staff member," without providing further details. They said it was an "Iraqi army/Hashd al-Shaabi mortar attack on Al-Walid crossing."

Four mortars fell in Syrian territory at around 10 am Thursday morning, according to ANHA.

## 4:33 PM PESHMERGA COMMANDER KILLED IN ZUMMAR

Wahid Bakozi, a Peshmerga commander and head of Branch 17 of the Kurdistan Democratic Party (KDP), was killed on Zummar front by artillery shells of the Iraqi army and Hashd al-Shaabi forces.

Rudaw's correspondent said two of Bakozi's bodyguards were also killed.

Peshmerga destroy US-supplied tank

Mansour Barzani, the commander of the Gulan Special Forces of the Kurdistan Region, told Rudaw that they have destroyed an American-supplied Abrams tanks used by Iraqi forces near Zummar where the two forces have been exchanging heavy artillery fire since Thursday morning.

If confirmed, it will be the second such case. The Peshmerga destroyed an Abrams tank near Pirde (Altun Kupri), south of Erbil, on Friday.

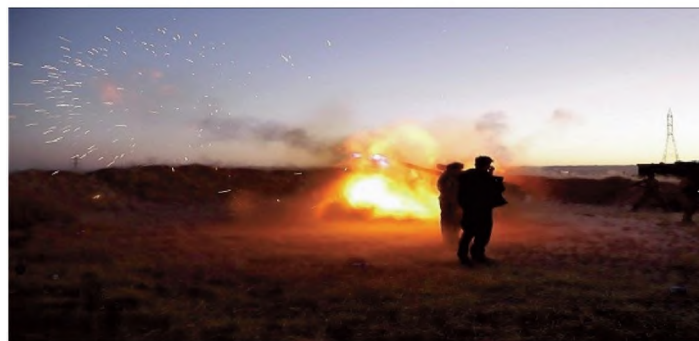
Hashd claim control of two villages

The mainly Shiite Hashd al-Shaabi claimed that they took control of two villages near the Fishabur border crossing.

The Hashd said the elite Rapid Response Force of the Iraqi interior ministry and other security forces are also taking part in their offensive to "reclaim Fishabur."

The two villages are Mahmudiya and al-Jazruniya.

The Peshmerga are in control of Fishabur that lies in the undisputed areas of the Kurdistan Region.



Kurdistan Region has offered to stop fighting, end military operations and enter open dialogue with the Baghdad on the basis of the Iraqi constitution. File photo: AFP/ Marc-Antoine Pelaez

Earlier in the day, Jamal Imniki, chief of staff of the Peshmerga ministry, told Rudaw that the Iraqi forces and the Hashd have not advanced even an inch.

A video released by the Hashd claims to show Mahmdi Muhandis, deputy head of the Shiite militia, "two kilometres from the Syrian border," near Zummar. Rudaw cannot independently verify the authenticity of the video.

## 3:49 P.M. PESHMERGA BEAT BACK MULTIPLE 'UNPROVOKED' IRAQI ARMY, MILITIA ATTACK

The Iraqi army and Shiite militia forces attacked Kurdish Peshmerga forces on several fronts Thursday morning in "a blatant violation of the constitution", the region's security council said in a statement, but all attacks were repelled to the loss of lives and equipment on the Iraqi side.

The KRSC said the Iraqi forces were violating the constitution that prohibits the use of arms in political disputes.

"Frontline reporting confirms Iraqi forces and Iranian-backed PMF continue to use U.S. weapons given to Iraq for the anti-ISIL campaign, including Humvees, Armored

Personnel Carriers and Badger infantry vehicles. This is a blatant violation of the Iraqi Constitution which forbids the use of the army to settle political disputes. We condemn Iraq's military aggression in the strongest terms."

Video footage released by the Hashd al-Shaabi militia shows the Iraqi forces launching an attack aiming at Fishabur border crossing which is deep inside undisputed Kurdish territory. One officer orders his men to burn an area with mortar fire and other rockets.

The KRSC said that all the attacks were repelled: "As of 1200hrs, Peshmerga heroically repelled today's attacks, destroying 3 tanks, 5 US Humvees and 1 Badger. Having retreated from the areas, Iraqi forces have resorted to shelling Peshmerga positions. Peshmerga forces will defending their positions against Iraq's wanton aggression and will continue to protect the region and its peoples."

It called on the Iraqi government that "These attacks must stop immediately; Iraq must withdraw all forces and return to negotiations to address political differences. The international community must denounce Iraq's reckless behavior in the last two weeks. It has destabi-

lized some of the country's safest areas, displaced over 150,000 individuals and created dangerous security vacuums."

## 2:23 P.M. IRAQI ARTILLERY TARGET PESHMERGA POSITIONS NEAR ZUMMAR, PIRDE ATTACK REPELLED

Jamal Imniki, Peshmerga chief of staff, told Rudaw near Zummar at the frontline that Iraqi forces and the Hashd al-Shabai began an "intensive bombardment" of the Peshmerga positions.

"So far it is limited to bombardment. They have not been able to advance even one step," Imniki said.

He claimed that the Peshmerga forces have been able to destroy three tanks and four Humvees on two different fronts.

He added that the Iraqi forces are attacking on multiple fronts from Mahmudiya, Ain Owez, and Zummar.

"They want to control these areas. But God willing, with the presence of the brave Peshmerga we will bravely defeat them," Imniki added.

Imniki said the Peshmerga have "high morale" and the Iraqi forces have fallen victim to "arrogance" following their advances elsewhere in the disputed areas.

As for the type of weapons, he said the Iraqi army and the Hashd are using "American and Iranian weapons, in addition to their own weapons."

A Peshmerga commander also stated Thursday that they repelled an attack by the Hashd forces near Altun Kupri, or Pirde in Kurdish, about 50 km south of the capital Erbil.

Kamal Kirkuki, commander of the Peshmerga forces for the Kirkuk western front, told Rudaw that the Hashd fighters tried to make advances in Pirde, but that they fell victim to a Peshmerga ambush, causing some casualties among the attacking forces.

## 12:17 P.M. PESHMERGA RESPOND TO, PUSH BACK IRAQI MILITIA ATTACK NEAR ZUMMAR

-DUHOK, Kurdistan Region - The Kurdistan Region Security Council (KRSC) has reported attacks on Peshmerga positions in Rabia and Zummar near the Syrian and Turkish border just before dawn on Thursday by Iraqi forces and Shiite militia who are backed by Iran.

"Iraqi and Iranian-backed PMF

[Popular Mobilization Forces] are shelling Peshmerga positions from Zummar, North West of Mosul. Now advancing," the Kurdistan's security council tweeted just after 6 a.m. (local time).

Baghdad had deployed armored vehicles, tanks, and artillery in the area, Kurdish officials reported earlier on Thursday morning.

Abu Turab al-Tamimi, a commander of the Hashd militia, said that they have made some progress near the Fishabur crossing.

"The operation to impose the law has achieved its objectives in Jarjira, near to Fishabur despite fierce defence by the separatists," Tamimi was quoted as saying by the Hashd media.

The Hashd media reported Thursday that the Iranian-backed militia have launched an offensive "to reclaim Fishabur."

Nawzad Rashavayi, a Peshmerga commander stationed near Zummar, told Rudaw just before 8:00 a.m. that the clashes were still ongoing.

The objective of the military operation appears to target Sihela, also spelled Syhela south of the strategic Fishabur crossing that borders Iraq, Turkey and Syria.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi visited Turkey on Wednesday. Turkish President Recep Tayyip Erdogan and Prime Minister Binali Yildirim expressed their country's support for the set of measures

taken by Baghdad against the Kurdistan Region since the September 25 Kurdish independence referendum.

President Erdogan, speaking to media alongside Abadi after their meeting, said Ankara will provide "every kind of support" to Iraq in repairing and reopening the pipeline that was destroyed by ISIS militants in 2014, prior to ISIS capturing territory that the pipeline ran through. The pipeline partly runs through Kurdish-controlled areas where the Thursday clashes are taking place.

PM Yildirim on his side pledged to help Baghdad take control of Turkey's border with the Kurdistan Region.

"We will provide the necessary support to the federal government to hand over the administration of Habur-Ibrahim Khalil crossing to the central government," he said.

Habur, Kurdistan's main land gate to the outside world is located east of Fishabur.

The security council had earlier reported that they expect an "imminent attack" by Iraqi forces including the Iranian-backed elements of the Hashd al-Shaabi in parts of Mosul.

"Imminent attack expected by Iraqi forces and Iranian-backed PMF on Peshmerga in NW [North West] Mosul despite KRG's calls for talks," the security council stated early on Thursday morning.

The KRSC warned in the early hours of Thursday morning of "intel-

ligence signaling an imminent attack by Iraqi forces and Iranian-backed popular mobilization forces in North West of Mosul." The council later specified in a tweet that it was referring to the border town of Rabia – where Hashd and Kurdish Peshmerga have previously clashed.

It said that the US-led Global Coalition has signalled "tacit approval" to the Iraqi military operations by "dangerously, and incorrectly referencing the need to implement the law." It said this sanctioned forces reporting to Hashd commanders Hadi al-Amri and Abu Mahdi al-Muhandis "to launch unprovoked attacks against the people of the Kurdistan Region."

Muhandis is on the US terror list.

The orders allow "Iran an opening to expand its influence and destabilize the Kurdistan Region," claimed the KRSC.

Neither Iraqi military, nor their allied Shiite militia reported any attacks on the Kurdish Peshmerga. Muhandis, the deputy head of the Hashd al-Shaabi, however, could be seen eastern Mosul on Thursday morning in a video published by his media office.

Hemin Hawrami, a senior assistant to the Kurdish President Masoud Barzani, said that the Kurdish Peshmerga have destroyed three Humvees, and two tanks and pushed back the Iraqi militia forces. He added that the Iraqi forces did

not advance even "one meter."

The Kurdish security council said that the Iraqi-led forces continue to attack the Kurdish-controlled areas because the US-led Global Coalition "fails to apply the pressure necessary to stop Iraq's aggressive military attacks."

It repeated that the US in particular should not allow "Iranian-backed forces to use American weapons."

The Kurdish Peshmerga have reported the use of American-supplied weapons by the Iraqi forces in the clashes that took place in Altun Kupri, or Pirde in Kurdish, south of Erbil on Friday. They said in particular that they destroyed an Abrams tank. Iraq has neither confirmed nor denied this.

Iraq's Joint Command, however, stated that the Peshmerga forces used German-supplied anti-tank MILAN system causing material and human losses in Altun Kupri. The Peshmerga dismissed the Iraqi claim.

Nineveh, or Mosul, borders the Kurdistan Region and parts of the diverse province were included in the September 25 independence referendum which included disputed or Kurdistan areas claimed by both Erbil and Baghdad and saw nearly 93 percent of the people voting to leave Iraq. Baghdad opposed the vote, and has since taken a set of measures in this regard, including military operations. ■

# AMERICA'S IRRELEVANCE IN IRAQ

By David L. Phillips  
Oct 25, 2017  
www.huffingtonpost.com

After seizing Kirkuk, Iraq's Prime Minister Heider al-Abadi is doubling down in a bid to occupy all of Iraqi Kurdistan. He has enlisted Iraq's neighbors, Iran and Turkey, in an insidious effort to subjugate the Iraqi Kurds. The United States barely responded to Iraq's aggression, looking weak and irrelevant.

Ninety-three percent of Iraqi Kurds voted for independence on September 25, 2017. The referendum was supposed to set the stage for patient negotiations on a friendly divorce between Iraq and Iraqi Kurdistan. Instead Abadi issued an ultimatum and attacked. Kirkuk's Governor Najmaldin Karim barely escaped assassins sent to kill him.

To stabilize the situation, the Kurdistan Regional Government (KRG) offered to freeze the results of the referendum and start a political dialogue with Baghdad on the basis of Iraq's constitution. But instead of a

ceasefire, Abadi reloaded and resumed the assault.

Yesterday, Iraqi federal forces were repulsed from two towns. Today, three border crossings were attacked. U.S. officials blithely called the firefight a "misunderstanding." Kurds vow to defend their homeland against Iraqi aggression. They know from Saddam Hussein's dictatorship, surrender means death.

What inspired Abadi to disavow dialogue and pursue a military solution?

Abadi's Dawa Party relies heavily on Iran's political backing. Iran also supports Shiite militias in Iraq called Popular Mobilization Forces (PMF). The U.S. indirectly supports the PMF; Iraq transferred sophisticated U.S. weaponry to Iranian-backed forces in violation of the Leahy Amendment. Qasem Soleimani, commander of Iran's Revolutionary Guard Corps, controls the PMF and calls the shots. He could remove Abadi at a moment's notice.

Weakness is contagious. In addition to Iran, Abadi is subservient to

Turkey's President Tayyip Erdogan. Just last year, Erdogan warned Abadi: "Know your place. First know your limits."

Abadi went to Ankara this morning. What insidious collaboration are they plotting? Will Turkey suspend oil transfers to the Port of Ceyhan, strangling Iraqi Kurdistan? Will Turkey help Iraq take over the Faysh Khabur border crossing, depriving Iraqi Kurdistan of customs revenue? Are Iraq and Turkey colluding to attack Turkish Kurds in the Qandil Mountains of northern Iraq?

Both Iran and Turkey are preying on Abadi's weakness. Iraq's dysfunctional government has created a gap, which allows Iran and Turkey to project power in Iraq at the expense of pro-American Kurds.

America's silence is shameful. Not only did the U.S. betray the Kurds in Kirkuk. Now the Trump administration is turning a blind eye to Iraq's continued aggression against the provinces of Iraqi Kurdistan. Ceding to Soleimani puts Iran in prime position in Iraq. It also

positions Iran to dominate other countries in the region – Syria, Lebanon, and Yemen.

The United States must support its allies instead of trying to placate its enemies. Instead of strong principled leadership, Secretary of State Rex Tillerson issues meaningless platitudes.

Surely, U.S. officials recognize that the best way to drain the swamp of support for the Islamic State is by creating conditions of freedom. Democracy and human rights are the most effective antidotes to extremism.

Loyalty is critical between friends and allies. Abandoning Iraqi Kurdistan is more than a geopolitical blunder. It puts the U.S. on a slippery slope to defeat and irrelevance, allowing Iran and Turkey to dominate the field. ●

David L. Phillips is Director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights.

# Kurds in Turkey mourn losses of those in Iraq

Despite a rousing vote in favor of independence, Kurds in Iraq apparently were unable to stay united long enough to hold off Baghdad government forces, leading some critics to conclude Kurds are their own worst enemies.



Mahmut Bozarslan  
October 26, 2017  
www.al-monitor.com

**D**IYARBAKIR, Turkey — Iraqi Kurds' failed bid for independence — and their subsequent loss of Kirkuk city and other lands in that province that they had controlled for several years — left many Kurds in Turkey feeling crushed as well.

A man in the streets of predominately Kurdish Diyarbakir asked Al-Monitor recently what was happening in Kirkuk. "Last night when I saw the Hashid Shaabi [Popular Mobilization Units (PMU)] lowering the Kurdish flag [on the news], I cried until morning. Where are America and Europe, which were supposed to be supporting the Kurds?" he asked.

The Sept. 25 independence referendum, spearheaded by Kurdistan Regional Government (KRG) President Massoud Barzani, passed overwhelmingly. However, not only was the result nonbinding, it inflamed the central government in Baghdad, which this month stormed Kirkuk province and quickly reclaimed about 40% of the areas the KRG had held since 2014, including oil wells, the airport and a military base.

Since then, Diyarbakir's attention has been focused almost exclusively on Kirkuk. Kurds of Diyarbakir who were galvanized by the September independence referendum process cannot understand how Kirkuk fell so easily under the central government's authority and were shocked by reports of the PMU's swift advances.

Some reports say the KRG was betrayed by leaders of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) political party. Pavel Talabani, the son of recently deceased PUK chief Jalal Talabani, allegedly went behind Barzani's back and made a deal with the Baghdad government. Public anger instantly peaked. Many Kurds said they were sold out by their brethren and pointed to the PUK as the culprit. But there was also some anger directed against Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) by those who said, "OK, so the PUK ran away. Why didn't you fight?"

The Kurds of Turkey are angry with the KDP, the PUK, the United States and Europe — with everyone involved in the developments in Iraq.

**H**istorian and author Kadir Karagoz, who lives in Diyarbakir and follows Kurdish issues closely, is leveling his criticism at Kurdish politics in Turkey. "Kurds have lost most of their faith in Islamic brotherhood. Most of the northern Kurds [in Turkey] are upset, suspicious of and surprised by the HDP [pro-Kurdish Peoples' Democratic Party] and PKK [Kurdistan Workers Party] politics in Turkey. Northern Kurds were all for [Barzani's control of] Kirkuk, but now they are totally confused," he told Al-Monitor.

Diyarbakir citizen Baki Karaman was also angry, mostly with Kurdish political parties. "The KRG referendum was a glimmer of hope for Kurdistan. We were told that everything was ready for the defense of Kurdistan, and that they [Kurdish leaders] would never give any concessions. But the ensuing bickering and arguments [among the Kurds] over narrow interests quickly led to disappointments among people who thought the land had been lost without any fighting. How can we expect support from America and Russia while we are so divided ourselves? We are in the Middle East, where everything can change with little warn-



REUTERS/Sertac Kayar  
People wave Kurdish flags in Diyarbakir, Turkey, Sep. 25, 2017.

ing," he told Al-Monitor.

Before the vote, Kurdish parties established the Initiative for Support of the Independence Referendum to influence perceptions in Turkey. One of the prominent members of the initiative is Sidki Zilan, the official in charge of political affairs of the independence movement. Zilan said Kurds learned lessons from what happened. "We thus learned about the countries around us. The terror in this region is imported from Iran and Syria. ... We have to get ready for tomorrow. We can't simply fold our arms and wait," he told Al-Monitor.

Bayram Bozyel, the deputy chair of the Kurdistan Socialist Party and a member of the initiative, is among those who are gravely disappointed. He told Al-Monitor, "We are sad, demoralized. We know Kurdish people are justified in the Kirkuk issue. On Sept. 25, the people of Kurdistan voted affirmatively for the referendum. No political power, no official opinion can override the will of the people. We will overcome our weaknesses soon."

**B**ozyel added, "The occupation of Kirkuk is not the work of Baghdad, but of Iran. America sees Iran as a threat in Iraq. Until [recently], Turkey felt the same. Unfortunately neither the United States nor other international powers adopted the right position against the Kirkuk attack. Their silence is also against their own interests. [The Iran-backed PMU] used the weapons the United States had given it [to fight the Islamic State] against the people of Kirkuk. Weakening Kurdistan means strengthening Iran, which is certainly a threat to the United States and Europe. The Kurds were much shaken by the loss of Kirkuk. But we should not give up. Let's give our criticism, express our anger, but not give up hope."

Kurds living in Turkey, especially in Diyarbakir, are still trying to understand what really transpired. Some compare the events of today with what they lived through in 1966, when PUK leader Jalal Talabani abandoned the KDP and joined the ranks of the Iraqi state. Baghdad used Talabani against the KDP to deliver heavy blows to the Kurds. Other Kurds feel they are living through a repetition of the 1975 Algiers Agreement. In 1970, Kurds were fighting against Iraq with the support of the United States, which was then allied with Iran. But when Iran and Iraq made a deal in Algeria, Iran withdrew its support from the Kurds. The Kurds have always held Iran and the United States responsible for their losses.

Naturally, everyone has a different view, but one point they all agree on is that the Kurds' biggest weakness is their own disunity. For various reasons, the Kurds have never been able to raise their voices against their political parties. But today, those parties and their leaders cannot avoid charges of betrayal. Somebody will have to assume responsibility for the Kurds' monumental loss. ♦

*Mahmut Bozarslan is based in Diyarbakir, the central city of Turkey's mainly Kurdish southeast. A journalist since 1996, he has worked for the mass-circulation daily Sabah, the NTV news channel, Al Jazeera Turk and Agence France-Presse (AFP), covering the many aspects of the Kurdish question, as well as the local economy and women's and refugee issues. He has frequently reported also from Iraqi Kurdistan. On Twitter: @mahmutbozarslan*

# Syrie-Irak. Les Kurdes perdants sur tous les fronts

## Dans Raqqa libérée, le flou de l'après-Daech

Les habitants de l'ex-capitale de l'État islamique se demandent qui va reconstruire leur ville dévastée. Et les Kurdes syriens, qui ne réclament que l'autonomie de leur région, craignent d'être lâchés par les Américains.

—The Daily Beast  
(extraits) New York

**S**ous le soleil écrasant de Raqqa, dans les rues désertes où s'accumulent les décombres, à côté des cadavres de terroristes fidèles à Daech, des combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS) célèbrent leur victoire. Les troupes victorieuses étaient dirigées par les Kurdes, mais le 17 octobre, beaucoup de ceux qui criaient des slogans et tiraient en l'air étaient des Arabes qui avaient rejoint les FDS pour libérer leur ville. "Raqqa est libre, libre ! Dehors, Daech ! se réjouit Abdallah, 20 ans. Nous les avons virés."

Ici, tout le monde a conscience qu'il reste beaucoup à faire, notamment pour éliminer les dernières poches de résistance de Daech (EI) et désamorcer toutes les mines et bombes artisanales éparpillées dans la ville dévastée par les bombardements des Américains, favorables à l'offensive des FDS.

Après une campagne sanglante qui a duré quatre mois, le dénouement est quasi décevant. Les journalistes n'ont pas vu grand-chose le dernier jour des combats, car à partir du 15 octobre – pour des raisons qui restent floues – ils n'ont

plus été autorisés à se rendre en première ligne.

**Capitulation.** Quelques jours plus tôt, de négociations avaient été organisées entre des tribus arabes et Daech pour obtenir la capitulation de ses combattants dans cette zone, ce qui a permis d'écourter les affrontements de plusieurs jours, voire semaines. Les chefs des FDS tablaient sur une quinzaine de jours de combats supplémentaires si Daech continuait à résister.

L'un des derniers objectifs décisifs était le principal stade sportif de la ville, appelé le "stade noir" par les FDS car il a été le théâtre d'horreurs sous la domination de l'EI. "Nous avons repris le stade noir aujourd'hui", a déclaré Saïf Al-Din Raza, un habitant de Raqqa, le 15 octobre. Ce jour-là, le site était encerclé. "Il reste 50 à 100 combattants étrangers de l'EI et nous allons tous les tuer."

— C'est quoi, ces tirs ? ai-je demandé.

— Ce sont des mecs qui font la fête."

Le 15 octobre, le stade noir est rapidement tombé aux mains des FDS. "Les combattants étrangers pouvaient capituler ou mourir", résume Omar Aloush, haut responsable du nouveau gouvernement de Raqqa. Il nie les informations selon lesquelles les derniers combattants de l'EI d'origine syrienne auraient été

emmenés à Deir Ez-Zor [est de la Syrie] dans des bus avec des civils.

Les combattants des FDS ont le sentiment d'être en veine. "Nous irons nous battre à Deir Ez-Zor pour la libérer. Nous anéantirons Daech dans toutes les villes syriennes", martèle Saïf Al-Din Raza. Au total, 3500 civils ont été évacués de Raqqa dans des bus qui attendaient à l'entrée de la ville, notamment à l'est.

"Pour ce qui est des dernières nouvelles à Raqqa, les affrontements au corps-à-corps ont pris fin et les centres qui étaient sous le contrôle de Daech sont maintenant libérés. Les opérations de ratissage se poursuivent autour du stade pour intercepter d'éventuels membres de l'EI", explique Mustafa Bali, responsable de la communication pour les FDS.

Pendant ce temps, des combattants ont commencé à déminer la ville. "Ça prendra quelques jours", ajoute Mustafa Bali. Idris Mohammed, chef des Forces de sécurité intérieure (entraînées par

### 3 500 civils ont été évacués dans des bus qui attendaient à l'entrée de Raqqa.

les États-Unis), a été tué la veille de la libération par une mine de l'EI.

Les responsables de la ville ne savent que faire des nombreuses demandes de civils qui veulent revenir rapidement. Ils craignent qu'un retour désorganisé donne lieu à des pillages, mais provoquent aussi des victimes civiles à cause des mines. "Après la libération, la priorité est de déminer l'ensemble de la ville, avant le retour des citoyens et la reconstruction", déclare Ilham Ahmed, coprésidente du Conseil démocratique syrien, une organisation dirigée en majorité par des Kurdes et associée aux Unités de protection du peuple. Il faut mettre

### Un retour trop rapide des habitants pourrait donner lieu à des pillages.

en place un plan d'ensemble, afin de remettre la ville en état."

Quelle que soit la méthode choisie, reconstruire l'ancienne capitale de l'EI coûtera très cher. La ville kurde de Kobané [nord de la Syrie], qui a survécu à un siège sanglant et dramatique de plusieurs mois avant d'être libérée en 2015, reste en très mauvais état et n'a reçu quasiment aucune aide à la reconstruction. Certains Kurdes en veulent aux organismes humanitaires, qui, selon eux, n'aident que les "villes arabes".

Le 15 octobre, Brett McGurk, émissaire américain auprès de la coalition internationale contre l'EI, s'est rendu au Conseil civil de Raqqa avec un invité de marque, le ministre saoudien des Affaires arabes, Thamer Al-Sabhan. Les journalistes ont eu pour consigne de ne pas prendre de photos. "Le délégué saoudien ne nous a pas dit grand-chose, mais il a félicité le Conseil civil pour son travail, qui a permis la réouverture d'écoles et une meilleure cohésion sociale", précise Omar Aloush. "Un comité sera chargé de parcourir le gouvernorat juste après la libération, afin d'évaluer les dégâts et les destructions des institutions et des infrastructures", ajoute-t-il.

Quelques semaines plus tôt, le Conseil civil de Raqqa était invité à une réunion de la coalition internationale à Rome, où se trouvaient les représentants de plusieurs États occidentaux et arabes qui participent à la lutte contre Daech, lesquels ont promis d'affecter des fonds à la reconstruction. "Nous espérons que l'Arabie Saoudite et d'autres pays nous viendront en aide", précise Omar Aloush. Il ajoute que la destruction de la ville est quasi totale et que le relèvement prendra du temps.

Une fois que les dernières zones contrôlées par l'EI auront été libérées dans la province de Deir Ez-Zor par les forces du gouvernement syrien et les FDS, il est difficile de savoir si les États-Unis continueront à soutenir les Kurdes en Syrie. Beaucoup d'entre eux s'inquiètent du sort de leur territoire dans le nord de la Syrie, depuis que les États-Unis ne sont pas inter-



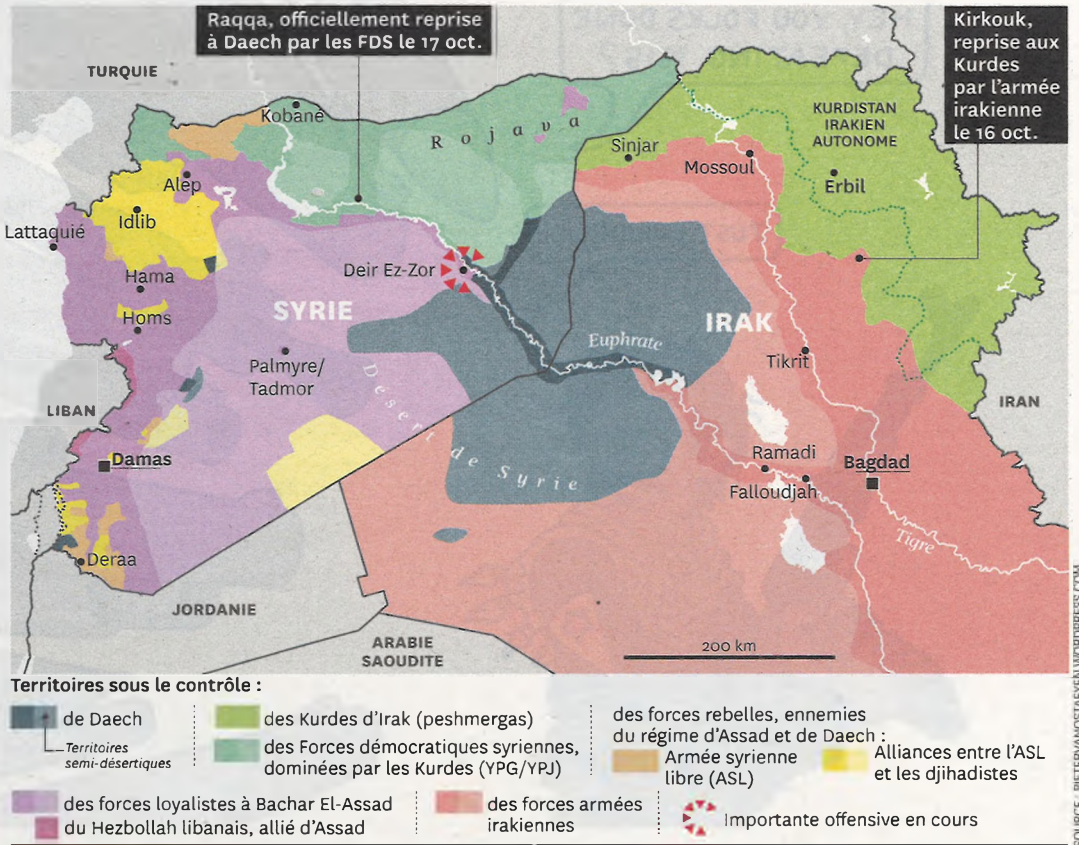
venus quand les forces du gouvernement irakien ont repris des zones contestées que contrôlaient les Kurdes dans le nord de l'Irak, après le référendum du Kurdistan irakien, le 25 septembre. Le gouvernement de Trump refusera-t-il aussi d'agir si la Turquie ou le gouvernement syrien décident d'attaquer les Kurdes de Syrie ?

Dans le nord de la Syrie, le gouvernement [des zones kurdes] a déclaré qu'il était prêt à négocier l'autonomie avec le gouvernement syrien et a souligné qu'il ne voulait pas se séparer de la Syrie, contrairement aux Kurdes irakiens, qui souhaitent fonder un État indépendant.

—Wladimir van Wilgenburg  
Publié le 18 octobre

Situation à la mi-octobre 2017

## Syrie, Irak : qui contrôle quoi ?



n° 1408 du 26 octobre  
au 1<sup>er</sup> novembre 2017

# Une victoire au goût amer

Largement acquise grâce aux bataillons kurdes, la défaite de Daech dans son bastion de Raqqa se retournera-t-elle contre ces mêmes Kurdes ?

—The Independent Londres

**L**a chute annoncée de Raqqa est la dernière défaite de Daech (EI). Avec la perte de son dernier bastion urbain en Syrie et en Irak, l'EI est condamné à redevenir un mouvement de guérilla lançant ses attaques depuis des repaires dans le désert. Durant le siège de Raqqa, entamé le 6 juin, les combattants de l'EI ont livré une résistance acharnée jusqu'à ne plus tenir qu'une petite enclave au milieu des ruines.

La reconquête de la ville apporte toutefois son lot de problèmes, tant pour les vaincus que pour les vainqueurs. Les hommes qui ont repris Raqqa forment ce qu'on appelle les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance de combattants kurdes et arabes, mais leur force

militaire vient surtout des Unités de protection du peuple (YPG), les bataillons kurdes entraînés et organisés, proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie. Les FDS ont fait la preuve de leurs capacités sur le terrain, mais leur irrésistible avancée ne tient pas qu'à leurs – incontestables – mérites : ils ont aussi bénéficié du soutien aérien de la coalition emmenée par les États-Unis.

**Négocier avec Damas ?** Les Kurdes de Syrie se sont toujours demandé le sort qui leur serait réservé une fois que les États-Unis n'auraient plus besoin d'eux, leur principal allié, contre l'EI. Marginalisés et persécutés jusqu'au soulèvement de 2011 contre le régime syrien, ils forment une communauté de près de

2,2 millions d'habitants. L'armée syrienne s'étant retirée des territoires kurdes en 2012, l'autonomie de la région a été proclamée. Baptisée Rojava, elle relie les différentes enclaves kurdes réparties dans le nord-est de la Syrie, au sud de la frontière turque.

En 2014, les militants de l'EI manquent de prendre la ville kurde de Kobané, qui résiste grâce à l'intervention des forces aériennes américaines. Le Pentagone était depuis longtemps à la recherche d'un allié sur le terrain en Syrie, les YPG seront ce partenaire. Depuis cette alliance a été couronnée de succès, mais elle pourrait aujourd'hui en faire les frais.

Les soldats kurdes occupent actuellement des zones arabes sunnites qu'ils ne peuvent pas espérer conserver. Certaines unités des FDS se sont avancées au sud le long de l'Euphrate jusqu'à la province de Deir Ez-Zor, où elles risquent de se heurter à des soldats de l'armée syrienne venant de l'ouest. C'est là que se sont retirés les partisans de l'EI, une région qui produit la moitié du pétrole syrien.

Certains conseillers à la Maison-Blanche souhaiteraient utiliser les forces des YPG et des tribus sunnites pour réaliser l'objectif du président Trump, à savoir →

← affaiblir l'Irak et son allié syrien. Cette approche présente néanmoins de graves inconvénients : d'abord, il est beaucoup trop tard. Le président Bachar El-Assad, le Hezbollah libanais, les Gardiens de la révolution islamique et les groupes paramilitaires chiites ont, de fait, remporté la guerre en Syrie. Pour les combattre, les FDS auraient besoin de sérieux renforts de leurs alliés arabes. Et cette guerre par procuration risquerait de déboucher sur un conflit avec la Russie.

Les représentants kurdes parlent à présent de négocier avec Damas, Bachar El-Assad s'étant débarrassé de l'opposition arabe, il lui reste à traiter avec la minorité kurde. Si Donald Trump a récemment tenu des propos menaçants à l'égard de Téhéran, il n'est pas certain qu'il soit prêt à se lancer dans une guerre impossible à gagner et potentiellement plus dévastatrice qu'une éventuelle menace iranienne.

Le principal risque pour les Kurdes de Syrie vient de la Turquie. Vu d'Ankara, le quasi-État kurde qui a vu le jour à sa frontière sud constitue une menace permanente. Pire, la Turquie a les mains liées tant que les armées russe et américaine sont encore très présentes dans la région. S'ils veulent

accroître leur engagement en Syrie, les Turcs voudront utiliser leurs forces aériennes au-dessus de la Syrie, mais Moscou s'y opposera.

Il se joue aujourd'hui en Syrie une partie d'échecs, politique et militaire, particulièrement complexe et dans laquelle interviennent de nombreux acteurs. Raqqa est la dernière d'une longue liste de défaites dont l'EI aura du mal à se remettre. Connaissant l'issue du siège, les extrémistes auront organisé leur repli dans des repaires isolés, approvisionnés en armes et en nourriture, où ils tenteront de survivre. En Irak et en Syrie, le problème n'est plus de défaire l'EI mais de décider de l'avenir des Kurdes, qui n'abandonneront pas facilement leur butin de guerre.

—Patrick Cockburn  
Publié le 16 octobre



**2,2 MILLIONS**

Le nombre de Kurdes en Syrie. Ils y ont proclamé l'autonomie

de leur région baptisée Rojava, qui relie les différentes enclaves kurdes au nord-est du pays.

▼ Hé les gars, vous avez vraiment vaincu l'État islamique? (Juste par curiosité.)  
Dessin de RednBlacksalamander, États-Unis.

**Courrier**  
International

n° 1408 du 26 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2017

## Téhéran peut dire merci à Trump

On s'attendait à voir le président américain attaquer l'Iran pour son programme nucléaire. Il lui a en fait permis de briser le rêve d'un État kurde, se désole ce quotidien israélien.

—Ha'Aretz (extraits) Tel-Aviv

Il y a quelques jours encore, le monde s'angoissait à l'idée de voir Trump réduire à néant l'accord sur le nucléaire iranien. Seulement, le Congrès ne semble ni tenté ni capable de rassembler une majorité en faveur de nouvelles sanctions contre l'Iran, tandis que les cinq États cosignataires de l'accord font tout pour le maintenir en vie. Avec succès, de toute évidence.

En Irak, l'Iran est à la manœuvre. Des unités de l'armée irakienne, entraînées et financées par les États-Unis et soutenues par des milices chiites financées par l'Iran [dont une, le Hezbollah libanais, est considérée comme "terroriste" par Washington], sont en train de

mettre au pas les Kurdes d'Irak, pourtant les éléments les plus pro-occidentaux du pays.

À Kirkouk et à Sinjar, la venue de Qassem Soleimani, commandant de la brigade iranienne Al-Quds [Jérusalem], a débouché sur la capitulation et la retraite immédiate des milices kurdes, exacerbant les tensions interkurdes.

Les intérêts de l'Iran sont évidents. Une entité kurde de plus en plus indépendante à ses frontières n'aurait fait qu'encourager les millions de Kurdes d'Irak à revendiquer l'autonomie voire l'indépendance. En outre, un Kurdistan irakien indépendant aurait servi de tête de pont avec les forces majoritairement kurdes qui se battent contre l'État islamique dans l'est de la Syrie et aurait dans la foulée rompu

les lignes le long desquelles l'Iran tente d'établir un couloir assurant la continuité d'un "croissant chiite" de Téhéran à la Méditerranée.

Les États-Unis avaient lourdement investi des milliards de dollars en aides financières, en armes sophistiquées et en conseillers militaires dans la reconstruction de l'armée irakienne. De même, Washington avait coopéré étroitement avec les Kurdes de Syrie et d'Irak contre Daech. La logique aurait donc voulu que l'administration Trump suggère discrètement à Bagdad de négocier avec les Kurdes et de tenir son armée à distance du Kurdistan irakien. Il n'en a rien été. Une fois de plus, un allié régional pro-occidental des États-Unis a été trahi et l'Iran s'est vu laisser les mains libres.

Soutenir les Kurdes et rompre de façon décisive le "croissant chiite" ne sont qu'un des nombreux moyens par lesquels les États-Unis auraient pu contenir l'influence croissante de l'Iran au Moyen-Orient, et ce bien plus efficacement que de vaines diatribes contre l'accord nucléaire. L'administration Trump aurait pu imposer des restrictions plus sévères à des armées irakienne et libanaise, financièrement et militairement soutenues par les

Américains, afin de ne pas laisser le loisir aux milices iraniennes par procuration que sont le Hezbollah libanais et les UMP irakiennes [Unités de mobilisation populaire, Hachd Al-Chaabi, coalition de milices paramilitaires chiites] de faire main basse sur ces armes. Or, sans que Washington n'adresse le moindre signe de mécontentement, les blindés fournis par les États-Unis sont tombés aux mains de ces milices iraniennes.

Une autre piste pour Washington aurait été d'inscrire les gardiens de la révolution [iraniens] sur la liste des organisations terroristes. Cela aurait réduit la marge de manœuvre des Brigades Al-Quds en les frappant directement au portefeuille, d'autant que les pasdarans contrôlent de larges pans de l'économie iranienne.

De même, l'administration Trump aurait pu s'engager sérieusement dans des pourparlers avec

**L'administration Trump n'a aucune stratégie à part détricoter tout ce qu'a fait Obama.**

le Kremlin quant au futur de la Syrie. Depuis deux ans, la com-

munauté internationale assiste passivement à l'engagement militaire de la Russie en Syrie, lequel s'est soldé par un renforcement du régime Assad et une soumission de la population civile à coups de bombardements contre les zones tenues par les insurgés.

Certes, la survie de Bachar El-Assad est désormais assurée, mais est-ce que cela doit automatiquement signifier que le régime iranien puisse tirer la plus grosse part de ce gâteau sanglant ?

Seulement, l'administration Trump n'a aucune stratégie. Sa

seule obsession est de détricoter à tout prix les rares réalisations de l'administration Obama, qu'il s'agisse de l'Obamacare ou de l'accord sur le nucléaire iranien.

Désormais, les Kurdes sont la preuve vivante que Trump se soucie comme d'une guigne des alliés des

Etats-Unis au Moyen-Orient et de leur protection face à l'Iran. Et voilà le paradoxe cruel. C'est cette fièvre obsessionnelle envers l'accord nucléaire conclu par Obama qui permet aujourd'hui à l'Iran d'engranger victoire sur victoire.

—Anshel Pfeffer  
Publié le 20 octobre



25 OCTOBRE 2017

## L'Iran plus que jamais derrière l'Irak

Par RFI le 26-10-2017  
<http://www.rfi.fr/>

**A**près sa tournée dans plusieurs pays du Proche-Orient, notamment en Arabie saoudite, le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi est venu à Téhéran où il a reçu le soutien des autorités iraniennes.

Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a apporté ce 26 octobre son soutien au gouvernement irakien « pour défendre l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak ».

« L'Iran se tient au côté de l'Irak dans la lutte contre le terrorisme et pour renforcer l'unité et l'intégrité territoriale de l'Irak », a déclaré de son côté le président Hassan Rohani en recevant le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi.

L'Iran à majorité chiite soutient l'Irak, également à majorité chiite, dans sa lutte contre le groupe Etat islamique (EI) mais aussi contre les Kurdes qui voudraient déclarer leur indépendance.

**Soutien militaire et économique**

Les autorités iraniennes ont répété au Premier



Le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi, à gauche, et le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, à Téhéran, le 26 octobre 2017. AFP

ministre irakien que Téhéran se tenait aux côtés du gouvernement de Bagdad après le référendum d'autodétermination au Kurdistan irakien. L'Iran qui compte aussi une minorité kurde s'oppose farouchement à la création d'un Etat kurde indépendant.

Téhéran soutient aussi les gouvernements irakien et syrien contre les groupes jihadistes et rebelles, en envoyant dans les deux pays des conseillers militaires et des volontaires.

L'Iran a également joué un rôle important pour soutenir les milices chiites des « unités de mobilisation populaire » (« Hachd al-Chaabi ») qui ont combattu le groupe EI en Irak et empêché la chute de Bagdad.

L'Iran a développé ces dernières années ses relations économiques et commerciales avec l'Irak, devenu le second pays après la Chine en termes d'exportations de produits iraniens. ●

LA TRIBUNE.fr

25 octobre 2017

## Près de 30.000 Kurdes d'Irak ont fui la ville de Touz Khourmato

REUTERS | 25/10/2017  
<http://www.latribune.fr>

**B**AGDAD (Reuters) - Près de 30.000 Kurdes ont été contraints de quitter la ville irakienne de Touz Khourmato, au sud de Kirkouk, fuyant les tensions qui ont suivi la reprise de ce secteur par les forces gouvernementales irakiennes, a-t-on appris mercredi auprès de plusieurs ONG.

La plupart de ces déplacés vivent dans des abris précaires et ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, ont précisé les représentants de deux organisations humanitaires internationales. Ils se sont réfugiés dans les régions

de Diyala et de Souleimanieh. Certains se sont rendus à Erbil, plus au nord, a précisé l'ONG Oxfam.

Selon une troisième organisation, Amnesty International, des images satellite, des vidéos, des photos et des dizaines de témoignages prouvent que des centaines d'habitations ou de magasins ont été pillés, incendiés ou détruits dans les quartiers kurdes de Touz Khourmato, ville d'environ 100.000 habitants.

Amnesty, s'appuyant sur le témoignage d'habitants affirmant avoir été attaqués par des miliciens turkmènes chiites, fait état de la mort d'au moins onze civils.

Touz Khourmato est situé entre

Kirkouk et Bagdad. Sa population est composée de Kurdes, d'Arabes et de Turkmènes.

L'armée irakienne, appuyée par des miliciens pro-gouvernementaux, est entrée dans la ville le 16 octobre, les peshmergas (combattants kurdes) s'étant retirés.

Un porte-parole des Unités de mobilisation populaire, une milice chiite entraînée en Iran et qui soutient le gouvernement de Bagdad, a affirmé mercredi n'avoir joué aucun rôle dans ces violences.

"Il n'y a pas eu de déplacement forcé, nos frères kurdes se sont enfuis de crainte de représailles", a dit à Reuters à Bagdad Karim Nouri. "Il y a eu des problèmes entre différents clans, différentes

familles", a-t-il ajouté, refusant d'accorder une nature politique à cet exode.

A la suite du référendum d'autodétermination organisé le 25 septembre par les Kurdes d'Irak, les autorités irakiennes ont lancé une offensive le 15 octobre pour reprendre la région pétrolière de Kirkouk et les "territoires disputés".

Le gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) a proposé dans la nuit de mardi à mercredi de geler le résultat du référendum, un geste destiné à résoudre pacifiquement la crise avec le gouvernement central de Bagdad.

Un porte-parole militaire irakien a laissé entendre que l'offensive de l'armée allait se poursuivre.

(Maher Chmaytelli; Henri-Pierre André et Guy Kerivel pour le service français) ■

# Donald Trump Has Betrayed the Kurds and Iraq Will Suffer For It



Maj. Gen. Aziz Weysi Bani

By Aziz Weysi Bani On 10/28/17  
<http://www.newsweek.com>

Following the Kurdistan Region's defeat of the Islamic State militant group (ISIS), we moved quickly to secure our own rights in an independence referendum last month. We seized the opportunity to solidify our role as a stable partner for peace for America and the rest of the world. Yet in a tragic turn of events, our future is now gravely threatened by aggression from our neighbors—and the world's indifference to our fate.

If we lose so does America and the free world and all is not well on the front line we hold dividing civilization from the savagery of radical Islamic terrorism.

Following our vote for independence, Iraqi and regional backlash escalated with closure of our airspace, an end to financial transactions and arrest warrants for our officials. Emboldened by the total lack of international response, Iraq and Iran's aggression culminated with an invasion of our territory by the Iraqi Army and their Iranian-backed militant counterparts. These militants include terror-designated groups such as Hezbollah and the Iranian Revolutionary Guards Corps (IRGC).

These attacks on all fronts, from Sinjar to Kirkuk to Khanaqin, took us by surprise. It was not a complete surprise to the United States, however, which knew the attack was imminent but failed to provide us with a warning or apply adequate pressure to prevent it. Our weakness was partly due to some of our political and military leaders having made a desperate deal with Iran and Iraq, and who retreated their forces without a fight. Had the West provided us with sufficient support, we would not be as susceptible to such lethal manipulation by our common enemies.

When President Donald J. Trump was elected, Kurds were buoyed with new hope. Initially positive signals from his administration prompted babies and businesses to be named after America's new president.

This support began to wane with President Trump's opposition to our independence referendum and then turned to outrage when the

United States stood by as our lines collapsed under the Iraqi assault. America's policy of not having a policy is all the more confusing, as President Trump only one week ago committed to decertifying the Iran deal and listing the IRGC as a terror organization.

Ironically, the IRGC's response to this new designation was to use state-of-the-art American weaponry, including M1 Abrams tanks, to attack a key ally—us. President Trump stated that he cannot “take sides,” but allowing your weapons to fall into the hands of terrorists and then giving them free reign to attempt a genocide on our people is certainly far from neutrality.

As these militants burn and tread on America's flag, invade with American weapons, and behead our Peshmerga, there are crickets. When a football player takes a knee, there is pandemonium.

Comparing the international outrage over our referendum to their deafening silence as we are now attacked by terrorists in revenge, we wonder who will be their partner in destroying the latest monster created by this fatally-flawed foreign policy.

Fortunately, in the U.S. Congress, we have a number of prominent allies on both sides of the aisle, from Rep. Trent Franks to Sen. Chuck Schumer. We just don't understand why President Trump decided to bet on Iranian-controlled Baghdad, and abandon us to our own fate.

The consequences of this policy will have far-reaching ramifications. Though Syria's Kurds are a separate entity, we can only wonder what they must think as they see our betrayal, and as their immediate usefulness to the coalition wanes. Curiously, the U.S. recently opposed elections in the Syrian Kurdish enclave, but it is hard to envision the U.S. actively opposing elections held by Assad or the Ayatollah. In the name of unity for Syria, would America also tolerate Iranian-supported militants assaulting the Kurds there?

There appears to be no limit to the Western appetite for dumping cash into the lost cause of Iraq, but they never made comparable investments in our forces. Though we appreciate the \$22 million in direct aid for our Peshmerga, it's a paltry sum compared to the \$500 million debacle America spent training just several Syrian rebels in a failed unit known as “Division 30.”

While ISIS was flush with more than 2,300 captured American Hummers that were then up-armored and laden with explosives—transforming them into deadly suicide bombs—we were never even provided with sufficient munitions to engage these threats. Baghdad would never approve of direct shipments of weapons or equipment to us, and would withhold our share.

On the battlefield, we lost nearly 2,000 Peshmerga and saw more than 9,000 wounded. Our sacrifices only began there.



A picture taken on October 26, 2017 shows rockets being launched from Iraqi security forces' against Kurdish Peshmerga positions in the area of Faysh Khabur, which is located on the Turkish and Syrian borders in the Iraqi Kurdish autonomous region. AFP PHOTO / AHMAD AL-RUBAYE

The Peshmerga were also the first to welcome war-weary refugees to our Region, which included Yazidi victims of sexual enslavement, Christians who faced crucifixion, and homosexuals who are thrown from rooftops. Unlike some parts of the world, we never expressed misgivings about welcoming some two million refugees from Iraq and Syria's civil wars—despite refugees now comprising a third of our population.

The last week's Iraqi and Iranian attacks on our territory resulted in 180,000 new displaced persons—and counting. We have yet to ever receive our share of national healthcare and humanitarian resources from Baghdad, and we receive mere token support from the international community.

Still, our Peshmerga will always remain committed to fighting terrorism regardless of the political climate. It is simply much more daunting for them to continue this fight on behalf of Western civilization, knowing that the West will allow them to be denied some of the most basic rights they enjoy.

Our allies have sold out the Kurdistan Region, in a last-ditch effort to win over an Iraqi central government that itself was sold out to Iran long ago, and which will never return to the arms of the West. No amount of American tax dollars or lives will ever make Iraq a united, democratic and stable ally for the civilized world—it's time to give up on that dream, and to believe in ours for a change.

For America and the West to stand for freedom, they have no other choice than to stand with us. Some of these words are tough medicine for our allies, but without a course correction, the next disaster in Iraq is just around the corner. ●

*Maj. Gen. Aziz Weysi Bani is chief commander of the Zerevani Peshmerga forces, and plays a central role in leading Kurdish operations.*

# How the Kurds lost Iraq: 'They had tanks and planes and we had no chance'

Iraq Reborn: Kurdistan has given up all the territories it won since US invasion in 2003 without a fight. In the second part of his special series, Patrick Cockburn reports from Kirkuk on the gruesome murder of a TV journalist which shows what violence lies just below the surface

Patrick Cockburn Kirkuk, Iraq  
31 October 2017  
<http://www.independent.co.uk>

The defeat of the Kurds in Kirkuk is devastatingly complete. "We used to be in control here and now we are not," says Aso Mamand, the Kurdish leader in the city, summing up the situation in a helpless and embittered tone as he describes the fall of Kirkuk and the nearby oilfields to the Iraqi government forces. He would like some new power-sharing arrangements and warns of dire consequences if this does not happen, but he does not sound very hopeful.

Kirkuk used to be described as "the powder keg" of Iraq because of furiously contested rival claims to it by Kurdish nationalists and the Baghdad government. It was potentially even more explosive because its Kurdish, Arab and Turkmen communities make it a deeply divided place. But, despite these rancorous disputes and differences, when the final crisis came on 16 October, the switch from Kurdish to federal government control was surprisingly swift and peaceful.

Mr Mamand says that there was no battle because the Kurds simply did not have the military strength to hold the city and he is dismissive of conspiracy theories about its betrayal. Asked if the advance of the Iraqi forces could have been resisted if the two main Kurdish parties – his own Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party led by president Masoud Barzani – had been united, he says: "Of course not. The Iraqi forces had tanks and planes and we had no chance. Maybe we would have lasted a day if we had fought, but the only result would have been bloodshed."

Many Kurds fled at the time and not all have returned, but there is no sign of damage from the fighting and shops and markets are open. A thunderstorm briefly emptied the streets when we were there, but otherwise traffic was heavy and there are few soldiers or checkpoints. "Do you see anything out of the ordinary?" asks the acting governor, Rakan Saeed Ali al-

Jubouri, the Arab former deputy governor, whose office looks little changed from when it was occupied by the Kurdish governor Najmaldin Karim who was forced to flee to Irbil. Mr Jubouri says that "the local police are the same and there are just two battalions of the counterterrorism forces in Kirkuk". Iraqi battalions are small so this probably means only a few hundred soldiers.

Mr Mamand insists that things aren't quite what they look like. He says that "the government needs to do something to calm down the Kurdish street". He suggests the appointment of a Kurdish governor or some arrangement to share power. Asked if there had been any significant security incidents, he cited only some shots fired by a former KDP security police officer at an army checkpoint. But, around about the time he was speaking, there was in fact a savage murder in a town called Duquj just south of Kirkuk city, which might give substance to Mr Mamand's fear that the potential for violence is just below the surface.

The victim was Arkan Sharifi, 50, a Kurdish cameraman working for Kurdistan TV, who was knifed to death by four or five men who broke into his house and locked his wife and children in a separate room. When they got out five hours later, they found him lying in a pool of blood, his body mutilated and with a knife stuck in his mouth, evidence that he been killed because of something he had said or reported. His family says that the killers spoke the Turkmen language, suggesting that what happened may be the outcome of the ongoing feud between the Kurds and the Shia Turkmen that is particularly fierce south of Kirkuk.

I drove through the area where the murder took place earlier in the day and there was no sign of violence there or anywhere else on the closely guarded road from Baghdad. But the murder is a reminder that at all times Iraq is a very violent country. I spoke to a Turkmen member of the Hashd al-Shaabi pro-government paramilitaries called Jawdat Assaf who explained that he came from a vil-



Turkish and Iraqi troops participate in a ceremony at the Habur-Ibrahim Khalil border crossing AP

lage called Tisin Khadim which had been destroyed by Saddam Hussein in 1980. "I survived because I was under 15, but they killed 353 people – everybody over that age including my father and two brothers," he recalled. "They accused us of supporting the [Shia revolutionary] Dawa Party, though we had hardly heard of it."

The murder of Arkan Sharifi is striking in its brutality, but no fewer than 465 Iraqi journalists have been killed in the last 14 years. Otherwise the takeover of Kirkuk was unexpectedly pacific. Though the KDP accuses the PUK, always the dominant Kurdish party in the city, of a treacherous Iranian-orchestrated deal with Baghdad, both parties simultaneously withdrew their Peshmerga without fighting. If the Iraqi forces had to fight their way into Kirkuk city they would have inevitably won, but it could have detonated a wider ethnic and sectarian conflict in the disputed territories.

This long-predicted confrontation never took place, but the loss of Kirkuk is more than a crippling blow to Kurdish hopes of independence. With a divided leadership, no allies abroad and without a military option, the Kurds are losing the semi-independent status they had built up since Saddam Hussein was defeated in the Gulf War in 1991 and Iraqi government forces withdrew from the three

Kurdish provinces.

This process is now going sharply into reverse. Iraqi government troops on Tuesday set up a checkpoint at the most important border crossing at Ibrahim Khalil between Turkey and Iraqi Kurdistan. Vehicles crossing the border must now be checked three times – by Turks, Iraqi forces and the Kurds. "Habur border gate has been handed over to the central government as of this morning," said Turkish Prime Minister Binali Yildirim. With Turkey and Iran cooperating with Baghdad, the Iraqi Kurdish authorities are in no position to resist the central government's takeover of their main powers. Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi made clear in an interview with The Independent that he expects the Iraqi state to control the main Peshmerga forces, oil production and exports as well as international flights and the issuing of visas.

Yet the quiet takeover of Kirkuk could be a little deceptive. Weak though the Kurds may now be, political circumstances may not always be so wholly against them or in favour of the Iraqi state. The Kurds looked utterly defeated in 1975 when Saddam Hussein signed the Algiers Agreement with the Shah who abandoned his previous alliance with the Kurds. But

the start of the Iran-Iraq war in 1980 forced the withdrawal of much of the Iraqi army from Iraqi Kurdistan, which was then taken over by Kurdish nationalist forces. Defeated again through savage repression, Saddam's overthrow

by the US-led coalition in 1991 enabled the Kurds to start building a statelet, which became a powerful player when the US invaded in 2003.

If the central government in

Baghdad exploits its present superiority over the Kurds too greedily, then it could provoke a powerful communal counter-reaction by the Kurdish population. This approach is likely to be opposed by Mr Abadi, but approved by his prede-

cessor as Prime Minister, Nouri al-Maliki, in the run-up to the parliamentary elections next May. In Iraqi politics, almost everybody ends up by overplaying their hand.●



KURDISTAN REGION PRESIDENCY

29 October 2017

## President Barzani Addresses the People of Kurdistan

29 OCTOBRE 2017

<http://www.presidency.krd>

**Salahadin, Kurdistan Region of Iraq, (Krp.org)-** President Masoud Barzani delivered a set of remarks to the people of Kurdistan today. The President spoke of the recent events that have happened to the Kurdistan Region and made reference to the way forward. President Barzani also said that he refuses to accept the Parliamentary extension for the term of the Presidency and hence stepped down as the President of the Kurdistan Region.

The President began by saying that the people of Kurdistan were recently subjected to a great injustice and those who committed that injustice used the people of Kurdistan's Independence Referendum simply as an excuse. He went on to say that these injustices stem from a continued culture of not accepting the other and refusing to live together as partners.

President Barzani made reference to the role of the Peshmerga forces in the operations against the terrorists of the Islamic State and added that if it were not for the Peshmerga forces, the liberation of Mosul and other places would not have been possible. The President stated that he thought that that brave struggle would have been appreciated by the international community, however, they once again showed the world that the people of Kurdistan "have no friends but themselves and the mountains."

President Barzani expressed his concern over the international community's silence regarding the use of American weapons to kill the Peshmerga forces. He added that the people of Kurdistan are befuddled that they are being attacked by certain people who are on America's list of terrorists and are using American weapons.

President Barzani stated that after the liberation of Iraq in 2003 we did everything possible in pursuit of creating a federal, democratic and pluralistic Iraq only to realize that the same thinking, same culture of chauvinism certainly outlived the Saddam era. The President also stated that the Kurdistan Region repeatedly made efforts to convince the government to collectively work in accordance with the Constitution. However, it became clear that the concept of true partnership with Iraq was simply not possible. "We decided," the President said, "to become good neighbors since we failed to become true partners." Initially, the reactions to our request for separation were well, the President said, however, those same people were recently on top of Abrams tanks and attacked the Kurdistan Region.

The President clarified the position of the Kurdistan Region on the independence issue and how the Kurdistan Region could have taken advantage of Iraq's weakness at the start of the war against the terrorists of the Islamic State. But the Kurds prioritized the war on the terrorists, hoping that such action will be remembered by Iraq and the international community.



On the October 16 attack on the city of Kirkuk by the Iraqi Popular Mobilization Forces, the President described it as an act of betrayal by some Kurdish individuals who cooperated with the PMF against the people of Kurdistan. He stated that that national betrayal temporarily crushed the dreams of three million Kurds who had cast their votes on September 25 for an independent Kurdistan. He described the betrayal as stabbing those voters in the back with a "poisoned knife."

President Barzani reassured the people of Kurdistan that their votes on September 25 were part of a historic event which cannot be altered by any force.

On the issue of the Kurdistan Region Presidency, the President stated that he refuses to accept the parliamentary extension and will, therefore, step down as the President of the Kurdistan Region. President Barzani, in a letter to the Kurdistan Parliament earlier today, had asked for the powers of the President to be distributed among the other branches of the Kurdistan government. He stated that he had accepted the Judiciary Council's extension two years ago because of the war against the terrorists of the Islamic State.

President Barzani said that, "I, as Masoud Barzani will continue to serve the people of Kurdistan and that I have been, before, during and after the Presidency, the same Masoud Barzani, the same Peshmerga." He added that the most sacred and highest title to him is being a Peshmerga.

The President stated that it is of enormous pride that the people of Kurdistan are now at a stage where they confidently demand their rights. He concluded his remarks by saying that he will remain with the people of the Kurdistan Region as their Peshmerga and that the end result will certainly be a victory for our righteous cause. ◆



# Divisé et acculé, le Kurdistan irakien s'éloigne de l'indépendance

**Alors que les forces irakiennes reprennent les positions stratégiques dans le nord du pays à une, le pouvoir kurde a proposé un «gel des résultats» du référendum de septembre.**

Par  
**LUC MATHIEU**

**M**assoud Barzani a perdu. Le président du Kurdistan irakien voulait être celui qui donnerait l'indépendance à sa région. Il a résisté aux pressions américaines et européennes, aux menaces des pays voisins et à la fureur de Bagdad qui ne voulaient pas de son référendum. Il l'a organisé quand même. C'était le 25 septembre et le «oui» l'a emporté à plus de 92%. Mais un mois plus tard, Barzani n'a pu que reconnaître sa défaite. Son gouvernement a proposé mercredi à Bagdad un «gel des résultats» du référendum et «un cessez-le-feu immédiat». Il a redit qu'il voulait «un dialogue ouvert» avec le gouvernement central irakien. «Il y a chez Barzani une peur sincère que la situation militaire ne dégénère. C'est aussi une tentative de contrer les partis kurdes qui appellent à l'instauration d'un gouvernement d'union nationale», explique Boris James, historien et chercheur à l'Institut français du Proche-Orient installé à Erbil.

**Débandade.** L'appel de Barzani ne sera pas forcément entendu à Bagdad, malgré les offres de l'ONU de faire office de médiateur. Le gouvernement irakien répète depuis plusieurs semaines que le référendum doit

être annulé, avant qu'une négociation puisse débiter. «Bagdad va pousser son avantage tant qu'il le pourra. Il veut récupérer les ressources pétrolières et les revenus douaniers des Kurdes. Il ne négociera que quand la situation sera bloquée, pas avant», poursuit Boris James. Les espoirs d'indépendance des Kurdes se sont éteints le 16 octobre. De plus en plus menaçant, le gouvernement irakien intervient à Kirkouk. La région est revendiquée à la fois par Bagdad et Erbil. Elle concentre 40% des réserves du brut du pays, lui-même deuxième producteur mondial. Les Kurdes, qui en tirent la quasi-totalité de leurs revenus, la contrôlent depuis 2014 et la fuite des soldats irakiens devant les avancées de l'Etat islamique. Mais le 17 octobre, ce sont les peshmergas qui se sont retirés alors que soldats et policiers irakiens, aidés par des milices chiïtes, lançaient l'offensive. Leur débandade

tient à la fois des rivalités entre partis politiques kurdes et au rapport de force, inégal. Les proches de Barzani, qui dirigent le PDK, accusent une branche de l'UPK, le parti rival, d'avoir négocié avec Bagdad un retrait des peshmergas. Ils visent surtout Bafel Talabani, le fils de l'ancien président Jalal Talabani. Dans une interview à France 24, celui-ci a reconnu qu'il avait ordonné à ses peshmergas d'abandonner leurs positions à cause des trop nombreuses pertes, et non en vertu d'un accord avec Bag-



Sur la route de Kirkouk, les troupes irakiennes et un portrait du président kurde, Massoud Barzani, le 16 octobre. PHOTO AHMAD AL-RUBAYE. AFP

dad. En réalité, il n'y a pas eu de combats à Kirkouk, juste des accrochages. Il n'a fallu que quelques jours aux forces irakiennes pour reprendre les champs pétroliers et la ville. Les soldats américains installés dans la région n'ont pas réagi. Allié à la fois des Kurdes et de l'armée irakienne dans la lutte contre l'EI, Washington a «refusé de prendre parti», tout en disant soutenir «l'unité de l'Irak». L'UE avait adopté la même position. Les drapeaux kurdes avaient déjà été arrachés, remplacés par ceux de l'Irak.

**Stades bondés.** Les forces irakiennes ne se sont pas arrêtées à Kirkouk. Elles ont repris la région de Sinjar, peuplée de Yézidis, au nord-ouest, la ville chrétienne de Bachiq, non loin de Mossoul, et Khanaqin, à la frontière iranienne, au sud. En quelques jours, les Kurdes ont perdu la quasi-totalité des territoires disputés. Leur région s'est réduite à ses frontières d'avant 2014 et le chaos provoqué par l'Etat islamique. Bagdad entend désormais reprendre Fish-Khabour, le poste-frontière entre les Kurdis-

tan syrien et irakien. C'est là que se trouve le terminal pétrolier où transite le brut avant de traverser la Turquie jusqu'au port de Ceyhan. Mardi, des combats ont éclaté entre milices chiïtes et peshmergas à une quarantaine de kilomètres de là. Massoud Barzani n'a pas commenté les dernières offensives des forces irakiennes. Alors qu'il multipliait les discours dans des stades bondés durant la campagne pour le référendum, il a disparu depuis une dizaine de jours. Jamais, depuis qu'il a pris la tête de la région kurde en 2005, il n'a été aussi affaibli. Mardi, le Parlement a annoncé qu'il gelait «les activités de la présidence du Kurdistan». Les élections législatives, prévues le 1<sup>er</sup> novembre, ont été repoussées de huit mois. La présidentielle l'a aussi été, sans qu'une nouvelle date ne soit fixée. Le mouvement laïc Gorran, farouche opposition à Barzani, a demandé sa démission et «un gouvernement de salut national». Comme plusieurs branches de l'UPK et d'autres partis kurdes, Gorran était opposé au référendum du 25 septembre, jugé prématuré. ◆



# Kurdistan: trêve avec l'armée irakienne

Par Le Figaro.fr avec Reuters le 27/10/2017

L'armée irakienne et les forces du Kurdistan autonome ont conclu aujourd'hui un accord de cessation des hostilités dans le nord de l'Irak, a déclaré le gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Bagdad n'a pas confirmé dans un premier temps. Le Premier ministre irakien Haïdar al Abadi a ensuite annoncé avoir ordonné un arrêt des opérations militaires de Bagdad pendant 24 heures dans la région.

Un porte-parole de la coalition sous commandement américain, qui combat l'Etat islamique en Syrie et en Irak, a assuré que la trêve concernait tous les fronts du conflit. Il a toutefois ajouté par la suite que l'accord n'avait pas été ratifié. D'après le GRK, basé à Erbil, le cessez-le-feu est entré en vigueur à 01h00 locales (22h00 GMT jeudi), a-t-il ajouté. "Le



cessez-le-feu est respecté", a dit à Reuters Vahal Ali, directeur des relations presse du gouvernement du président Massoud Barzani. "Des efforts diplomatiques sont en cours pour organiser des discussions entre Erbil et Badgad."

Les troupes irakiennes et les milices chiites ont lancé une série

d'opérations à la mi-octobre pour s'emparer des territoires repris à l'Etat islamique par les peshmergas ces dernières années dans le nord de l'Irak. Bagdad a ainsi réagi au référendum d'autodétermination du 25 septembre organisé par le GRK, marqué par une victoire massive du "oui" à l'indépendance.

La grande ville pétrolière de Kirkouk est tombée aux mains des forces irakiennes dès le 16 octobre sans que les peshmergas opposent de résistance mais les combattants kurdes ont commencé à riposter à mesure que les troupes de Bagdad se rapprochaient des trois provinces autonomes officiellement gérées par le GRK. Les combats les plus violents ont eu lieu dans le secteur de Fish-Khabour, à l'intérieur du Kurdistan autonome.

En visite à Genève, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson s'est dit "déçu" que les deux parties n'aient pas réussi à s'entendre sur une résolution de paix. Il a adit avoir encouragé le Premier ministre irakien Haïdar al Abadi à démarrer des discussions avec Erbil.

Le colonel américain Ryan Dillon, porte-parole de la coalition, a demandé aux deux camps de mettre définitivement fin au conflit pour se recentrer sur la guerre contre l'EI. "Nous encourageons le dialogue, nous essayons d'atténuer les tensions", a-t-il dit à la chaîne de télévision kurde Rudaw TV. ■

# Irak: pour Barzani, la perte des zones disputées due à "une haute trahison"

AFP 29/10/2017  
www.lorientlejour.com

Le président kurde Massoud Barzani a mis dimanche sur le compte d'une "haute trahison", la perte de la quasi-totalité des territoires disputés avec Bagdad après le référendum d'indépendance au Kurdistan irakien.

Aussitôt après avoir annoncé dans une lettre adressée au Parlement qu'il ne serait plus président de la région autonome du nord de l'Irak, le dirigeant kurde est apparu à la télévision.

Il a dénoncé une "haute trahison nationale le 16 octobre", faisant référence sans les nommer aux dirigeants du parti rival de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK)

dont les combattants s'étaient retirés, le 16 octobre, sans combat de la riche province pétrolière de Kirkouk, face à l'armée fédérale irakienne.

Des dirigeants de l'UPK avaient indiqué s'être mis d'accord avec Bagdad sur un tel retrait.

Il a accusé Bagdad "d'avoir eu un plan déjà prêt (pour reprendre les zones disputées) et ils ont utilisé le référendum comme prétexte (...).

"Les (groupes paramilitaires) du Hachd al-Chaabi, supplétifs de l'armée irakienne, étaient décidés à aller à l'affrontement", a-t-il ajouté.

Les zones disputées sont des territoires où les combattants kurdes avaient étendu leur emprise depuis des années au-delà des frontières administratives de leur région

autonome établies en 2003.

Après le référendum d'indépendance initié par M. Barzani et auquel s'opposait Bagdad, les forces fédérales se sont redéployées dans ces zones en une dizaine de jours et quasiment sans combats.

Et dimanche soir, après une trêve accordée par Bagdad à la suite de violents combats à l'artillerie lourde, forces kurdes et irakiennes se sont accordées sur un redéploiement des forces fédérales au poste-frontière de Fichkhabour où passe un oléoduc clé vers la Turquie.

Ce terminal situé aux confins des territoires turc, syrien et irakien



est stratégiques pour les finances des Kurdes d'Irak comme de Syrie.

M. Barzani est en outre revenu sur le soutien international sur lequel il comptait en organisant le 25 septembre le référendum d'indépendance du Kurdistan, contre l'avis de tous et en premier lieu de Bagdad.

"Nous ne pensons pas" que les États-Unis ne s'opposeraient pas à "une attaque féroce contre le peuple kurde", un de leurs alliés dans la lutte contre le groupe État islamique (EI), a-t-il affirmé en désignant la réaction des forces irakiennes après le référendum. ■



## Tensions entre Erbil et Bagdad après le référendum sur l'indépendance

# Ce que les Kurdes d'Irak ont perdu

Par Cyril Roussel Chercheur au CNRS, laboratoire Migrinter

C'est un séisme dont on n'a pas fini d'entrevoir les conséquences qui a secoué l'Irak, la semaine dernière. Aujourd'hui, le Kurdistan n'est plus viable économiquement et c'est toute son autonomie politique qui pourrait être remise en cause. À qui la faute ? D'un côté, certains diront que c'est le résultat de l'entêtement des élites kurdes. De l'autre, on objectera que c'est un plan des pays voisins et que les Kurdes, divisés, ont été une nouvelle fois lâchés et sacrifiés. Alors, erreur d'appréciation ou plan machiavélique ? Au final, seul le résultat compte et il est plus qu'amer pour les Kurdes : ils ont presque tout perdu. C'est tout simplement à un retour programmé du quasi-État kurde sous la tutelle de Bagdad auquel nous pourrions assister, ce qui pourrait relancer localement plusieurs poches de conflit. Territorialement, les Kurdes d'Irak ont perdu près d'un quart des territoires qu'ils contrôlaient seuls depuis juin 2014, période à laquelle l'armée et l'administration fédérale de Bagdad s'étaient retirées de larges secteurs du pays devant l'offensive de l'organisation EI. Ce retrait des forces kurdes s'est effectué en deux jours seulement, sans gloire – du côté kurde, on parle de retrait tactique pour masquer un échec cuisant. Au final, les Kurdes ont perdu la quasi-intégralité des « territoires disputés » dans lesquels ils s'étaient patiemment déployés depuis 2005, c'est-à-dire plus de la moitié d'une bande d'environ 40 000 km<sup>2</sup> qui court de la frontière syrienne à la frontière iranienne. Le statut de ces territoires est contesté pour diverses raisons qui sont d'ordre démographique, historique et administratif (1). Nous retiendrons que près de 1,5 million de Kurdes y vivraient, selon nos estimations, aux côtés de populations arabe et turkmène. Entre 2005 et 2014, une partie du budget du Kurdistan permettait à des administrations kurdes d'y fonctionner et de créer

du lien avec les populations locales en palliant les manques d'investissements de Bagdad. Cette présence politico-

administrative était doublée de services de renseignements et, en fonction des zones, par des forces militaires peshmergas appartenant soit au PDK, soit à l'UPK. Ainsi, les « territoires disputés » demeuraient, avant 2014, le lieu d'une perpétuelle rivalité entre Erbil et Bagdad, que seule une loi (n° 140), jamais appliquée, devait solutionner. L'irruption des djihadistes de l'organisation EI en Irak a provoqué, en juin 2014, le retrait des forces de Bagdad. Au début de l'été 2014, les Kurdes contrôlaient seuls environ 23 000 km<sup>2</sup> de « territoires disputés », soit près de 60 % de leur totalité, mais surtout la partie la plus

### Économiquement, le Kurdistan sera bientôt asphyxié.

importante démographiquement et économiquement. La semaine dernière, ils ont perdu bien plus que ce qu'ils avaient repris en 2014 et 2015 sur l'organisation EI, car ils ont dû se retirer de villes kurdes comme Kifri, Makhmur, Dibega, qu'ils administraient directement comme des entités faisant partie intégrante de la région autonome. En quelques jours, mis à part dans de rares secteurs de la plaine de Mossoul, la frontière méridionale de la région autonome kurde s'est soudainement réduite à la green-line, cette ligne de retrait des troupes de l'armée de Saddam Hussein en 1991 devenue limite sud de la région fédérale lors de la mise en place de la Constitution de 2005.

Économiquement, le Kurdistan sera bientôt asphyxié. Les Kurdes ont perdu les gisements pétroliers de Kirkouk et de Makhmur, ainsi que des points de passage frontaliers vers les pays voisins. Ils pourraient être contraints par Bagdad

de céder le contrôle d'autres postes douaniers et ainsi de perdre leur autonomie commerciale avec les pays voisins déjà largement compromise par l'embargo aérien. Sur les 550 000 barils produits par la région kurde à

l'été 2017, une moitié dépendait de l'exploitation des gisements de Kirkouk. En deux jours, Erbil a perdu environ 60 % de ses ressources pétrolières et certainement plus au niveau de ses revenus directs. La primauté des ressources en hydrocarbures dans l'économie kurde et l'enclavement du Kurdistan expliquent sa vulnérabilité et sa dépendance envers ses voisins. Avant que Bagdad ne coupe son financement à la région, Erbil recevait 17 % (plus vraisemblablement 13 %) du budget irakien. La perte de cette manne en 2014 avait pu être compensée par l'exploitation et la vente directe du pétrole via la Turquie. Ces revenus ont été consacrés aux frais de fonctionnement de la machine administrative et aux subventions des produits de subsistance. Dans un contexte où près des deux tiers de la population active officielle sont employés par la région, cette manne a alimenté un important réseau de clientélisme et a permis de maintenir une paix sociale. Aujourd'hui, le manque à gagner est tel que c'est tout le système de financement des salaires qui est menacé, obligeant Erbil à accepter un compromis avec Bagdad. Les objectifs d'indépendance politique s'envolent donc avec la perte de leur indépendance financière et économique. Politiquement, la crise est ouverte entre les partis kurdes. Elle était latente dès 2015 au sujet de la succession du président Barzani, et se cristallisait autour de la fermeture du Parlement régional à Erbil. Pris au piège d'un référendum qu'il n'a pas souhaité, l'UPK était sorti affaibli du scrutin du 25 septembre qui avait à l'inverse renforcé le PDK. Il est probable que le retrait des peshmergas devant les forces de Bagdad ne soit pas uniquement le fruit d'une supériorité militaire de leurs adversaires. Il est en partie la conséquence du profond malaise interne entre les partis kurdes rivaux. En perdant sa concorde politique, la région se retrouve durablement scindée entre une partie encline au compromis avec Bagdad et une autre contrainte à la reddition. Des responsables politiques kurdes vont devoir négocier sans conditions avec le pou-

## RÉFÉRENDUM

À l'issue du référendum organisé le 25 septembre dernier, les autorités du Kurdistan irakien ont annoncé la victoire du oui avec 92,73 % des suffrages et une participation de 72,16 % des 4,6 millions d'électeurs inscrits.

voir central. De quelle nature seront les miettes que Bagdad leur laissera ? Finalement, le retour dans le giron irakien semble, à court terme au moins, l'unique moyen d'éviter un effondrement du système économique et social régional. Sur la scène politique kurde, de profondes reconfigurations pourraient voir le jour car c'est tout le système socio-économico-politique qui est remis en cause. Les Kurdes, se sentant humiliés et trahis, pourraient exiger des comptes. ●

(1) Voir Roussel C., 2014 : « L'introuvable frontière du Kurdistan d'Irak », *Politique étrangère* n° 2/2014, pp. 63-77. <http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-2-page-63.htm>

# Syrian Kurds focused on federalism

The Iraqi Kurdistan independence referendum continues to make waves in Syria as the country's Kurds believe they can negotiate with the Syrian government to establish a federal state.



Mohammad Bassiki  
October 27, 2017  
www.al-monitor.com

Iraqi Kurdistan's independence referendum has been echoing in Kurdish circles in northern Syria due to nationalistic ties and shared feelings. Kurdish parties are preparing to form a united delegation to negotiate with the Damascus government the formation of a federal state across Syria.

The Democratic Union Party (PYD) considers the statements of Syrian Foreign Minister Walid Moallem regarding the possibility of negotiating a potential Kurdish self-rule as "a progressive step," despite being overdue.

PYD presidential adviser Sihanouk Dibo told Al-Monitor that the Iraqi Kurdistan independence referendum "should be capitalized on to prevent the reasons that bred it from resurfacing and to spare Syria a similar experience."

The Kurdistan Region's calls for an independence referendum stemmed from the weak relationship with the central government of Baghdad and from problems about dividing power and oil revenues from the region, which exports to Turkey independently.

The desire to adopt the federal system as a model for the rule in Syria after 2011 has been growing among some Kurdish parties and components in their strongholds in northeast Syria. This desire intensified when the Syrian government's forces retreated from the area in November 2012. Following the retreat, Kurdish forces such as the PYD formed the Asayish, while the YPG formed self-defense forces (army and police) and local councils. On March 16-17, 2016, the Kurds and the PYD announced the federal system in northern Syria.

Moallem's statement on RT TV Sept. 25 strayed from the typical approach of the Baath Party, which believes in the unity of all Syrian territories and a central rule. Still, his statement was in line with the Syrian regime's ally, Russia, about establishing a federal Syrian state, all the while maintaining the country's unity.

Perhaps Moallem's statement may merely be a political game to pressure opposition-backer Turkey, which opposes the self-rule demands, to make political concessions in favor of Damascus and at the expense of the political and military opposition. The statement may also mean that Damascus is testing the waters with Russia and Iran, Syria's closest allies, regarding a federal state.

Russian's Deputy Foreign Minister Sergei Ryabkov supported the federal proposal in Syria and said that Russia backs the outcome of the Syrian negotiations, including establishing a federal state.

With Raqqa's liberation Oct. 20 and the Syrian Democratic Forces (SDF) and Arab-Kurdish alliance announcing that the city would become part of "a decentralized federal Syria," the PYD and its allies seem to have effectively annexed the province to the federal area and benefited from Russia's warming up to the idea and from the Syrian regime's implicit approval of the decentralized rule — or at least its willingness to negotiate. Opposition source Abdulbaset Sieda, a Kurdish-Syrian academic and politician and former president of the Syrian National Council, told Al-Monitor, "The regime will not be the one deciding on the future rule in Syria, but it is trying to give this impression to mark its territory and prove its control."

Sieda told Al-Monitor that the current suggestions of the Syrian regime regarding a federal state are based on "Russia's inclinations and the regime's awareness of the US desire. The regime is trying to be on the same page as its allies, but at the same time, it is working on foiling the project. Will the federal system be administrative, geographic, nationalistic, sectarian or religious? This issue must be discussed after reaching a political solution in Syria, and it would constitute a prelude to forming a constitution drafting committee, which must be based on consensus among all Syrian components."

The US stance underlines that a federal state decision should be left to Syrians alone. Former deputy spokesperson for the US State Department Mark Toner asserted the US commitment to Syria's unity and said, "If Syrians agree on a federal system, it is up to them. But the US opposes the establishment of areas under a semi-independent rule threatening Syrian



Hadiya Yousef (2nd R) and other delegates take part in a conference in Syria's Kurdish-controlled northern regions, in the town of Rmeilan, Hasaka province, Syria, Dec. 29, 2016. REUTERS/Rodi Said

unity. It creates isolated areas or cantons within Syria. The US does not back the federal system in Syria, unless the Syrian people are all for it."

The Kurdish self-rule administration, Rojava, is comprised of three cantons: Al-Jazira canton that includes Qamishli and Hasakah, Kobani canton that includes Ain al-Arab and Tell Abyad, and Afrin canton that includes Afrin and Shahba.

These cantons constitute 37-40% of Syria's surface area and are home to 3-4 million citizens from north Syria, including Kurds, Arabs, Turkmens, Syrians, Assyrians, Circassians and Yazidis, not to mention Christians and Muslims. The cantons also boast key dams, oil fields and wide agricultural stretches.

The self-rule administration wrapped up the local council elections and is getting ready for the Dec. 1 municipal and regional elections. A local council is tasked with governing the services of a village or neighborhood within the province under the federal system model.

According to Dibo, the PYD wants to apply "the geographical federal model rather than the nationalistic one on all of the Syrian territories" and wants to form "four federal states based on geography — the federation of the north, south, coast and desert."

Dibo said that the delayed declaration of a federation deepened the Syrian crisis due to "the lack of realistic and reasonable solutions," in reference to the federal system that would save Syria from its divisive reality.

Dibo added, "In light of the gains that were made, the federal state has transitioned from revolutionary legitimacy to constitutional legitimacy. Based on this principle, we will not accept any violations of these gains. Everyone should know that we are not taking advantage of the federation for help, because this is neither fair nor acceptable." He was referring to any maneuver or objection from the central rule or any other Syrian party. Dibo said that there is no intention to engage in new battles with any Syrian party.

It is still unclear how far the Syrian regime might go in approving a decentralized federal rule along 185,000 square kilometers (71,430 square miles), which is Syria's surface area, with the regime controlling half the country. Ali Haidar, the minister of state for national reconciliation affairs, said in a statement, "Raqqa's future is non-negotiable, except as part of a final political model for the Syrian state."

The Damascus government is still delaying the discussion of the federal rule until a final agreement is reached. The US stance is vague because it is focusing on eliminating the Islamic State in Iraq and Syria.

Meanwhile, the key political actors in Syria — Russia, Turkey and Iran — are singing their own tune regarding the federal state. Sieda argued, "Although Russia and Iran currently see eye to eye in Syria — which was obvious in their de-escalation agreement — each country will have its own

interests and inclinations in the long run. Russia is interested in the form of a federal state, but in terms of content, it would rather focus on the military security system that can guarantee its interests in Syria and the region ultimately. Iran does not want to open the federation discussion for fear of inspiring the Kurdish population at home."

He added, "Turkey believes the Syrian regime will keep using the Kurdish card for pressure to perpetuate Syrian President Bashar al-Assad's past policy, which he still tries to use when needed."

Will Turkey take advantage of its army's entry to Idlib to halt the federation project and besiege Afrin canton near Aleppo, in covert coordination with Damascus? And how will the Kurds react then? Syria is on the brink of a new kind of conflict that might include strange bedfellows. ♦

Mohammad Bassiki is a Syrian journalist and researcher interested in policy analysis and economics in the Middle East. He is the founder and editor of the Syrian Investigations Unit and former editor for *aliqtisadi.com*.



OCTOBER 29, 2017

## Barzani to step down as Iraqi Kurdish president, suspend post of presidency

By Tamara Qiblawi / CNN / 29 oct. 2017  
<http://edition.cnn.com>

Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani will step down as president of Iraq's semi-autonomous Kurdish region as the political backlash to September's Kurdish independence referendum continues.

Barzani's office released a statement Sunday announcing the Kurdish leader will not extend his current term, which ends Wednesday. He will also suspend the post of the presidency, dispersing executive powers over other branches of the Kurdish Regional Government (KRG).

"I refuse to continue as president of Kurdistan region after November 1," Barzani's letter said. "I will remain as Peshmerga among my brave and patriotic people of Kurdistan, I will continue working toward our nation rights and protect our achievements."

The letter was read in front of the Kurdish Parliament in Erbil and posted on the official Kurdistan region presidency website.

Dozens of angry demonstrators stormed the Kurdish Parliament building later, demanding an apology from a Kurdish lawmaker who made a comment against Barzani and Peshmerga forces in a press conference, according to Kurdish lawmaker Siror Abdullah and an official with the media office of the Kurdish parliament,



Haval Mohammed.

The protesters spent several minutes inside the building before security forces chased them out.

Video showed demonstrators running down the street in the direction of the Parliament building, with one of the demonstrators hitting a television camera that was filming the scene.

A turbulent exit

Less than a month after Kurds voted overwhelmingly in favor of secession, Iraqi government forces, backed by Shia militia, swept through swathes of Kurdish-controlled territories.

The military campaign dealt a major blow to Barzani's independence gambit, loosening the KRG's grip over much of the territory it had controlled until the standoff this month.

The 71-year-old leader called for a referendum on independence from Iraq despite heavy opposition from Baghdad, as well regional powerhouses Iran and Turkey. The United States, the United Kingdom and the UN Security Council also spoke out against the plebiscite.

This month, Iraqi forces wrested power over the oil-rich city of Kirkuk, controlled by Iraqi Kurds since 2014. Several other areas, considered disputed between the Iraqis and the Kurds, were reclaimed by Iraqi government forces in the military advances.

Kirkuk is critical to the government coffers of both the KRG and the Iraqi government in Baghdad. Kurdish forces gained control of the multi-ethnic city after Iraqi government forces abandoned it during the ISIS offensive in 2014.

Barzani was the first President of Iraqi Kurdistan after its autonomy was constitutionally upheld

by Iraq's government in 2005. He is credited with ushering in a period of economic prosperity and fostering rapid urban development in its major cities.

That economic boom ground to a halt in 2014 when ISIS began its brutal conquest of Iraq and Syria. Shortly after the rise of the extremist group, Barzani gave his strongest-ever indication that his government would be pursuing independence.

"Iraq is obviously falling apart," Barzani said in an exclusive interview with CNN's Christiane Amanpour.

"We did not cause the collapse of Iraq. It is others who did. And we cannot remain hostages for the unknown," he said through an interpreter.

"The time is here for the Kurdistan people to determine their future and the decision of the people is what we are going to uphold."

For Kurds, statehood has been more than a century in the making. Their calls for a Kurdish nation were ignored in a 1916 British-French secret agreement, known as Sykes-Picot, that drew the boundaries of the modern-day Middle East.

In the final treaty marking the conclusion of World War I, the Allies dropped demands for an autonomous Turkish Kurdistan. Instead, the Kurdish region was divided up among several countries.

The man who brought dreams of Kurdish statehood closer to reality than ever before was born in the self-governing Kurdish Republic of Mahabad. The Republic of Mahabad, in present-day Iran, lasted for only one year, and Barzani's father was chief of its military.

Barzani has served as president since 2005.

This year, he told *Foreign Policy* magazine that he wished to bring his life full circle.

"I want to die in the shadow of the flag of an independent Kurdistan," Barzani told *Foreign Policy*. ■

Muhammad Jambaz in Erbil and Sherko Alan and Mohammed Tawfeeq in Atlanta contributed to this report.



Students of the Salahaddin University hold posters of Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani during a protest in his support in Erbil, the capital of autonomous Iraqi Kurdistan AP/IGetty

# Kurdish Leader Quits, Latest Fallout From Much-Criticized Independence Vote

By MARGARET COKER / OCT. 29, 2017  
www.nytimes.com

**BAGHDAD** — The man who led an independence push for the Kurdish region of Iraq for more than a decade announced on Sunday that he would quit as president. The move is the latest fallout from an independence vote that many Iraqi Kurdish leaders now see as a catastrophic blunder costing them their economic and political self-reliance.

Massoud Barzani, the region's president since 2005, made the announcement in a bitter speech, his first public response to the sustained retaliation from the Baghdad government after the Sept. 25 referendum.

Mr. Barzani did not apologize for the vote, which was opposed by Washington and most international leaders.

He blamed what he called treason by fellow Kurds and the fickleness of his American allies who helped train and equip his security forces for the downturn of Kurdish fortunes. He said that despite leaving the presidency, he was not resigning from politics, and he vowed to stay active in pushing for Kurdish statehood.

"I'm a pesh merga and will continue to do whatever is needed and will be with my people in its struggle for independence," Mr. Barzani said, referring to the band of Kurdish fighters that he helped transform from a guerrilla force in the 1980s against Saddam Hussein to the established security unit that until October was considered almost an unsailable force defending Kurdish autonomy.

Mr. Barzani's belligerent tone came after weeks of humiliating battlefield defeats for Kurdish fighters against overpowering force

deployed by Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq in retaliation for holding the referendum. The Kurdish government has also lost its main economic assets and several major oil fields, and has been met with almost complete international isolation.

The setbacks have given the Kurds a significantly weakened hand in negotiations between Iraqi commanders and their Kurdish counterparts to codify the sharply changed balance of power between the two sides.

The talks, mediated by United States military officers, convened after Mr. Abadi declared a temporary end to military operations to forcefully seize the border crossings with Turkey, Iran and Syria.

People close to the negotiators say Baghdad is nearing an agreement with Kurdish commanders that would have federal forces take over the border crossings, and fundamentally recalibrate how the region's oil is exported, a revenue source that is essential to Kurdish dreams of self-reliance.

Such an agreement would be the steepest decline in Kurdish political fortunes since the group gained autonomy from Baghdad after the 1991 Gulf War.

The resignation of Mr. Barzani, who has not named a successor, leaves open the question of who else — either in his ruling Kurdistan Democratic Party or family — has the authority to approve such a deal.

Mr. Barzani served for two four-year terms as president, the maximum allowed under Kurdish law. He received a two-year extension in 2013 because of security fears amid the rise of the Islamic State in the region, but he has remained in power well beyond that time without legal justification.



Kurdistan Region President Masoud Barzani in a televised address on Sunday

Mr. Barzani's government recently delayed elections that were scheduled for Nov. 1 — the first elections since 2013 — fueling rumors that the president planned to remain in office indefinitely.

In his speech on Sunday, Mr. Barzani did not clarify what his future political role would be.

Since taking up the presidency in 2005, Mr. Barzani has concentrated significant power in that office, while also placing close members of his family in critical leadership positions. A nephew is regional prime minister, and a son is in charge of the region's security apparatus.

At Sunday morning's regional parliamentary session in Erbil, lawmakers discussed Mr. Barzani's instructions in his resignation letter to distribute his presidential powers between the prime minister's office, which is held by his nephew; Parliament itself, which is dominated by his political party; and the judiciary.

Tempers flared in the course of the debate. A pro-Barzani lawmaker punched a Kurdish opposition lawmaker who had criticized Mr. Barzani's record as leader, leading to a fracas and a delay in proceedings.

After sunset, as lawmakers continued their work, hundreds of club-wielding men descended on the regional Parliament, trapping dozens of politicians inside. Some members of the mob attacked local journalists covering Parliament. Local news media outlets reported hearing gunshots inside, but there were no immediate reports of injuries.

The violence drew condemnation from Sarwa Abdul Wahid, the parliamentary leader for the opposition Goran party and a vocal critic of Mr. Barzani and his party.

"What happened this evening at Parliament was a terror act and the K.D.P. is morally responsible for it," Ms. Abdul Wahid said, referring to the ruling party. "We are witnessing the destruction of our whole legislative establishment in the region."

The speaker of the parliament, Yusef Mohammed, blamed "thugs and anarchists" for the violence.

The standoff continued after midnight, with some pesh merga security commanders trying to help lawmakers evacuate the building. But the mob insisted that Goran lawmakers apologize for what they called disrespect shown to Mr. Barzani. ♦



Demonstrators gathered in the streets of Duhok, Iraq, on Sunday in support of the Kurdish leader Masoud Barzani. Credit Ari Jalal/Reuters

# Les Kurdes ont fui ou vivent dans la crainte à Kirkouk, redevenue irakienne

Les soldats irakiens, notamment ceux appartenant aux milices chiïtes, contrôlent les édifices publics de la ville.

CHARLES THIEFAINE [@chthiefaine](#)  
KIRKOUK

**MOYEN-ORIENT** Quelques minutes à sillonner les rues de Kirkouk suffisent pour constater l'inversion du rapport de force entre les communautés. Le croissant de lune blanc sur fond bleu, drapeau turkmène irakien, a remplacé le soleil kurde qui flottait sur les murs de la citadelle une semaine plus tôt. Le portrait de Jalal Talabani, ancien président d'Irak et leader de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), parti kurde majoritaire dans la ville, continue, post mortem, de zieuter les visiteurs à l'entrée des établissements publics. Mais il côtoie désormais celui de l'imam Hussein, symbole chiïte brandi par les forces irakiennes à chaque victoire. Celle-ci était brève et sans grandes pertes. « Nous contrôlons Kirkouk », assure le colonel Saïdi de la neuvième division : « Nous sommes entrés par le sud, et avons fait le tour par la route de Souleimaniya sans entrer dans la ville. Les pechmergas étaient partis », poursuit-il, assis dans un salon cosu d'une maison ayant appartenu récemment aux asayshs, le service de sécurité kurde. Cette manœuvre militaire visait à récupérer les territoires disputés entre la région du Kurdistan et le pouvoir central. Une manière pour Bagdad d'affirmer son autorité alors que le président du Kurdistan, Massoud Barzani, organisait un référendum, le 25 septembre dernier, pour déterminer si les Kurdes d'Irak souhaitaient l'indépendance.

## Rhétorique alarmiste

Après que les pechmergas ont quitté les lieux de force dans la nuit de dimanche à lundi 16 octobre, laissant place aux autorités irakiennes composées de la police fédérale, l'armée, les forces spéciales et les milices chiïtes Hacheds al-Chaabi, tout semble être rentré dans l'ordre. Les commerces du centre-ville rouvrent leur porte. Les chauffeurs de taxi continuent d'échanger bruyamment à leur fenêtre, dans les embouteillages. Les rues grouillent à nouveau de monde. Des militaires Hacheds al-Chaabi arpentent les rues d'un quartier turkmène chiïte où ils sont acclamés par des jeunes enjoués. « Les Hacheds ont mauvaise réputation mais ils sont bien », dit Samad, jeune Turkmène de confession chiïte originaire de Kirkouk. « Nous sommes venus libérer Kirkouk qui est, avant tout, une ville irakienne », lance un combattant venu de Basra, au sud de l'Irak.



Des combattants pechmergas armés sont postés au nord de Kirkouk (Irak), le 19 octobre.

La présence de ces groupes paramilitaires, armés et financés par l'Iran, inquiète la communauté kurde : « Ce matin, des combattants Hacheds al-Chaabi sont venus manger des brochettes de mouton », raconte le patron kurde d'un restaurant de kebabs à deux pas de la citadelle. Il poursuit discrètement : « je ne leur fais pas confiance. Ma famille est au Kurdistan, à Chamchamal, depuis lundi. Elle va revenir aujourd'hui pour récupérer des affaires mais tant qu'ils sont dans la ville, elle restera là-bas et je ferai des allers-retours pour travailler. »

Dans un hôpital de Kirkouk, un médecin kurde, vêtu d'une blouse blanche, raconte qu'il a d'abord fui les combats avant de revenir deux jours plus tard, malgré ses craintes. « Les Hacheds al-Chaabi sont racistes. Ils ne veulent pas que les Kurdes soignent leurs hommes », raconte l'homme d'une voix vacillante. « J'en vois beaucoup, habillés en civil, avec des armes à la ceinture. Ils traînent autour de l'hôpital et tentent de faire embaucher des médecins turkmènes chiïtes à la place des Kurdes qui ont fui. Qu'est-ce qu'on va devenir ? », s'interroge l'homme, les larmes roulant à présent sur son visage meurtri. Certains groupes armés auraient incendié 150 maisons à Touz Kormathu, au sud de Kirkouk, le jour et le lendemain de la reprise de Kirkouk, selon des allégations rapportées par les Nations unies, jeudi 19 octobre.

Si les cas d'exactions commises par les milices chiïtes à l'égard des populations arabes sunnites durant la campagne contre Daech peuvent inquiéter les populations, le gouvernement kurde (KRG) et les télévisions du parti au pouvoir, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), usent d'une rhétorique alarmis-



te, incitant les civils à fuir les territoires récupérés par les autorités irakiennes. Massoud Barzani parle, dans ses déclarations, de « l'oppression du gouvernement irakien » à Kirkouk. Des images de tortures antédattées sont véhiculées par des responsables médias du gouvernement. Les autorités irakiennes ont déclaré à propos de Rudaw, télévision kurde affiliée au PDK, que la chaîne répandait la peur et incitait la fuite des habitants de Kirkouk. « Les Kurdes ont peur de revenir parce qu'ils regardent les chaînes de la télévision kurde. Mais voyez

aujourd'hui, il ne s'est rien passé », raconte Ali, jeune Kurde de Kirkouk qui est resté durant toute la reprise de la ville. Ce jour-là, contrairement à l'annonce de pillages et de maisons brûlées, seuls des bâtiments administratifs du PDK et des portraits du président kurde ont été brûlés.

### Riposte éventuelle

Dans ce climat de suspicion, les rues du quartier kurde au nord de la ville demeurent vides et silencieuses. Les échoppes sont fermées, les voitures inexistantes et les maisons closes. 168 372 civils auraient fui Kirkouk, Khanaqin, Touz Khormatou, Zummar et Rabia, vers le Kurdistan, d'après une déclaration du ministre de l'Intérieur kurde, samedi 21 octobre.

Un tank, positionné au milieu d'un pont en béton, pointe son canon vers l'entrée nord de la ville. Quatre soldats de l'armée irakienne y guettent une riposte éventuelle des peshmergas, postés à plus de 50 km à l'extérieur de la province de Kirkouk. Quelques dizaines de mètres plus loin, un soldat de la neuvième divi-

## Le premier ministre irakien vient à Téhéran recevoir le soutien de l'Iran

Le premier ministre irakien Haider al-Abadi a reçu jeudi à Téhéran le soutien des autorités iraniennes aux actions entreprises par Bagdad pour défendre « l'unité » et « l'intégrité territoriale » de son pays. L'armée irakienne se bat pour reconquérir le dernier bastion de l'État islamique, après avoir repris aux Kurdes la ville de Kirkouk et plusieurs zones disputées dans le nord du pays. Le premier

ministre irakien a affirmé jeudi de Téhéran qu'il accepterait « uniquement l'annulation du référendum » d'indépendance kurde, opposant une fin de non-recevoir à la proposition formulée mercredi par les Kurdes de « geler les résultats » de cette consultation controversée. Bagdad entend maintenant reprendre le contrôle des postes frontalières avec la Turquie. (AFP ET REUTERS)

sion fait irruption dans l'ancien bureau des asayshs, où le colonel Saidi a pris ses quartiers. Il lui tend une radio grésillante : « un groupe de quatre hommes dans une BMW nous a tiré dessus avant de filer », tonnent les soldats positionnés sur le pont. Après avoir ordonné à ses hommes de traquer la voiture en fuite, le colonel tente de trouver une explication à cette

attaque : « nous n'avons rien contre les Kurdes, au contraire. Mais, depuis 1991, Massoud Barzani fonde sa politique sur la haine envers les Arabes », dit-il. Il ajoute : « Les autorités kurdes contrôlent Kirkouk depuis 2014. Des cellules dormantes vont continuer à se cacher et attaquer. » ■

rfi 25 OCTOBRE 2017

## Sous pression, les Kurdes irakiens contraints au recul

Par Nicolas Falez le 25-10-2017  
http://www.rfi.fr

**S**ous pression des forces irakiennes, les autorités de la région kurde autonome font marche arrière. Elles proposent de « geler » le résultat du vote d'indépendance du 25 septembre dernier alors que le « oui » l'avait largement emporté. Les autorités kurdes irakiennes proposent aussi un cessez-le-feu et un « dialogue ouvert » avec Bagdad.

C'est un constat d'échec pour les dirigeants du Kurdistan autonome irakien. Un échec sur le terrain d'abord, car l'armée irakienne a repris le contrôle de pratiquement tous les territoires disputés entre Bagdad et les Kurdes. Il y a encore eu des combats violents mardi 24 octobre.

Un échec économique aussi, puisque ces territoires perdus par les Kurdes, dans la région de Kirkouk, sont particulièrement riches en pétrole et qu'aujourd'hui la région autonome risque l'asphyxie.

Un échec politique également, parce que les tensions entre les grands blocs politiques rivaux du Kurdistan ont éclaté au grand jour. Echec diplomatique enfin, puisque les puissances occidentales n'ont pas apporté le soutien que les Kurdes escomptaient.

**Le poids des milices de la mobilisation populaire**

Bagdad n'a pas encore répondu à la proposition de « gel des résultats du référendum » formulée par les dirigeants du Kurdistan autonome. Mais on remarque que les milices chiites de « la mobilisation populaire » ont déjà rejeté l'offre kurde. Selon le porte-parole de ces unités paramilitaires, le gel du référendum proposé par les Kurdes n'a « aucune valeur », car c'est l'annulation pure et simple du référendum qui est exigée par le gouvernement irakien.

Cette réponse venue des milices chiites avant la réponse officielle du Premier ministre irakien Haider al-Abadi en dit long sur le poids dans l'Irak d'aujourd'hui de ces groupes paramilitaires soutenus et parfois entraînés par l'Iran. On a vu les membres de la mobilisation populaire en mouvement ces derniers jours pour reprendre le contrôle des fameuses « zones disputées » qui étaient auparavant aux mains des peshmergas, les combattants kurdes.

### Quels scénarios ?

Bagdad peut désormais être tenté de pousser l'avantage, en continuant par exemple d'exiger l'annulation du référendum d'indépendance. Pour les autorités centrales, ce qui se passe aujourd'hui a des allures de revanche : en 2014, l'armée irakienne avait reculé face au groupe État islamique dans le nord du pays, alors que les peshmergas kurdes, eux, tenaient bon et s'emparaient au passage des fameuses zones disputées.

Mais d'un autre côté, Bagdad est sous pression de ses alliés qui souhaitent un règlement de la crise par la négociation. Lundi à Bagdad, le



La confrontation avec Bagdad affaiblit le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani (g), ici le 6 octobre 2017.  
SHWAN MOHAMMED / AFP

secrétaire d'État américain Rex Tillerson a ainsi rappelé que dans cette dispute les États-Unis avaient des amis « des deux côtés ».

Le président du Kurdistan autonome Massoud Barzani apparaît en tout cas affaibli par cette confrontation avec Bagdad. Il a défié Bagdad, mais aussi la Turquie et l'Iran, deux pays voisins qui rejettent avec force l'idée d'un Kurdistan indépendant dans la région. Ce faisant, Massoud Barzani a pris le risque d'isoler la région autonome qu'il préside.

Le référendum et ses conséquences ont aussi fait éclater au grand jour les divisions politiques entre Kurdes. C'est en raison de ces tensions que des peshmergas affiliés à l'UPK et donc opposés au PDK de Massoud Barzani se sont retirés sans combattre la semaine dernière face aux forces irakiennes.

Le Kurdistan autonome et son président traversent aujourd'hui une période d'incertitude politique. On a appris mardi 24 octobre le report des élections législatives et présidentielles prévues la semaine prochaine au Kurdistan irakien. ●



Un mois après le référendum d'indépendance kurde, les forces irakiennes se déploient dans la région.

Elles visent la frontière et l'oléoduc partant vers la Turquie, clés de l'autonomie du Kurdistan.

Bagdad  
De notre correspondant

C'est le dernier atout du Kurdistan irakien : la triple frontière entre l'Irak, la Syrie et la Turquie, contrôlée depuis les années 1990, où transitent le commerce et surtout les exportations pétrolières de la région autonome. Mais les forces irakiennes sont décidées à en reprendre le contrôle. En visite à Ankara et à Téhéran avant-hier, le premier ministre irakien Haïder Al Abadi a relancé, hier, ses troupes dans cette direction, depuis les villes de Rabia et de Zumar, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Mossoul. Selon le Conseil de sécurité de la région du Kurdistan, les Irakiens ont commencé hier à 6 heures à bombarder « à l'artillerie lourde » les positions des peshmergas près de Zumar.

Durant deux semaines, les soldats kurdes se sont retirés face aux forces irakiennes qui se déployaient dans les territoires disputés entre Bagdad et Erbil. Subitement abandonnée, la ville symbole de Kirkouk, au centre d'importants champs pétroliers, est tombée en une matinée, le 16 octobre. Forts de ce succès, les Irakiens semblent désormais décidés à pousser leur avantage jusqu'au bout.

Leur nouvelle cible est Ibrahim Khalil, unique poste frontalier entre l'Irak et la Turquie. C'est surtout là que se trouve le terminal pétrolier de Pech Khabour, clé de voûte du réseau d'oléoducs entre l'Irak, le Kurdistan et la Turquie. « Depuis 2013, les Kurdes exportaient du pétrole vers la Turquie par un nouvel oléoduc construit

# Bagdad à l'assaut du pétrole kurde



Après la reprise de Kirkouk et de ses champs pétroliers, l'armée irakienne vise le contrôle de la zone frontalière avec la Turquie.

Alaa Al-Marjani/Reuters

## repères

### Un contrôle réduit sur le pétrole

Le Kurdistan d'Irak (5,2 millions d'habitants en 2010) est une région autonome depuis 1991, avec un contrôle croissant de ses frontières et de ses ressources pétrolières.

En octobre 2016, le Kurdistan irakien exportait encore

540 000 barils de pétrole par jour par un oléoduc menant au port turc de Ceyhan. Plus de la moitié provenait des champs pétroliers de Kirkouk, dont les forces irakiennes ont pris le contrôle le 16 octobre. Il ne reste aux Kurdes que des champs secondaires comme ceux de Khurmala et de Sheikhan.

Outre le pétrole, 6,7 milliards d'euros de marchandises sont échangés par an entre l'Irak et la Turquie.

sur leur territoire », précise Govand Sherwani, expert du pétrole irakien et professeur à l'université Salahaddin d'Erbil. *Un autre oléoduc passait autrefois par Mossoul et les zones contrôlées par le gouvernement central, mais il a été détruit par l'État islamique en 2014. Une fois que les Irakiens auront réparé cet ancien oléoduc, ils n'auront plus besoin de celui des Kurdes pour exporter le pétrole de Kirkouk. Et ils sépareront le Kurdistan irakien du Kurdistan syrien !* »

Selon le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), les forces irakiennes se concentrent aussi à proximité d'un gisement à Khurmala, à 50 km au sud d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. « La reprise de Kirkouk par le gouvernement irakien a mis fin à l'indépendance économique du GRK, mais la

reprise du gisement de Khurmala mettra fin à l'indépendance du PDK (le Parti démocratique du Kurdistan, la faction du président kurde Massoud Barzani, NDLR) », décryptait mercredi sur Twitter Luay Al Khatteeb, directeur de l'Iraq Energy Institute, groupe d'experts qui conseille le Parlement irakien. Ce gisement produit 115 000 barils de pétrole par jour, la moitié de la production pétrolière restant au GRK après la perte de Kirkouk.

D'autres déploiements irakiens ont donné lieu à des affrontements. Le 24 octobre, les Irakiens ont repris la ville chrétienne de Teleskov, à 30 km au nord de Mossoul, tenue par les Kurdes depuis 2014. Des échanges de tirs et des bombardements aux mortiers ont blessé plusieurs personnes et poussé au moins 900 habitants à

quitter la ville.

Dans la nuit de mardi à mercredi, le GRK a émis une déclaration appelant à un « cessez-le-feu immédiat » et proposant de « geler les résultats du référendum ». « Nous accepterons seulement l'annulation du référendum et l'adhésion à la Constitution », a répondu le premier ministre irakien dans une déclaration. En visite à Ankara avant-hier, il a rencontré le président turc Recep Tayyip Erdogan. « Nous fournirons le soutien nécessaire au gouvernement fédéral ira-

kien pour qu'il reprenne le contrôle du poste frontière d'Ibrahim Khalil », lui a assuré le premier ministre turc Binali Yildirim.

Depuis le 16 octobre, le président kurde Massoud Barzani n'a fait aucune apparition publique. Le mouvement Gorran, principal parti d'opposition, exige depuis dix jours sa démission et l'abolition de la fonction de président. Contrairement aux usages des trois dernières années, Rex Tillerson, secrétaire d'État américain, ne s'est pas rendu à Erbil lors de

sa visite en Irak le 23 octobre. « Il faut que Barzani accepte de partir, dit Jean-Jacques Bridey, président (REM) de la Commission de la défense à l'Assemblée nationale et du groupe d'amitié France-Irak. Massoud Barzani, c'est le rêve kurde, les peshmergas... Mais il ne faut pas se mentir, c'est aussi une dictature avec énormément de corruption. »

Jérémy André



29 OCTOBRE 2017

# Kurdistan irakien : le père de l'autonomie Massoud Barzani renonce à la présidence

Par AFP — 29 octobre 2017  
<http://www.liberation.fr/>

**Le fondateur de l'autonomie du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a annoncé dimanche quitter la présidence de cette région. Son pari raté d'obtenir l'indépendance a conduit à la perte de presque tous les territoires que les Kurdes disputent à Bagdad.**



Massoud Barzani regrette le peu de soutien international qu'ont reçu les Kurdes après leur référendum d'indépendance

**Erbil (Irak)** Le président du gouvernement régional du Kurdistan en Irak, Massoud Barzani, a annoncé dimanche sa démission après son pari raté d'obtenir l'indépendance qui a conduit à la perte de presque tous les territoires que les Kurdes disputent à Bagdad. Dans un climat d'extrême tension, les députés kurdes réunis à huis-clos ont pris connaissance de la lettre que Barzani leur a adressée. «Après le 1er novembre, je n'exercerai plus mes fonctions et je refuse que mon mandat soit prolongé», affirme l'architecte du référendum d'indépendance du 25 septembre dans cette missive dont l'AFP a obtenu une copie.

Le Parlement kurde avait récemment gelé les prérogatives de Barzani à la suite des conséquences désastreuses de ce référendum. Cette consultation, où le «oui» l'a

largement emporté, a créé une crise sans précédent entre Bagdad et Erbil. Aussitôt après les résultats, le gouvernement central irakien avait envoyé ses troupes reprendre le contrôle de toutes les zones situées hors de la région autonome et dont les combattants kurdes avaient pris le contrôle depuis 2003. En quelques jours, la quasi-totalité de ces territoires sont repassées aux mains du pouvoir central.

Pire encore, en reprenant les puits de pétrole de Kirkouk (nord), qui représentaient quasiment la moitié des revenus de la région autonome déjà fortement endettée, Bagdad portait un coup fatal à la viabilité économique du rêve kurde, vieux d'un siècle, de créer un État. Une poche stratégique pour les Kurdes d'Irak et de Syrie reste encore sous la menace de combats dans le nord du pays. Depuis deux jours, commandants peshmergas et irakiens tentent de trouver un accord pour

un retrait sans violence des combattants kurdes du poste-frontière de Fichkhabour vers la Turquie.

## «Rester peshmerga»

«Je demande au Parlement de se réunir pour combler la vacance du pouvoir», a poursuivi Barzani qui avait cru pouvoir imposer son rêve d'indépendance, malgré le refus de la communauté internationale, à l'exception d'Israël. A 71 ans, le leader kurde toujours revêtu de l'habit kaki des combattants kurdes (peshmergas), y affirme encore qu'il va «rester un peshmerga» et «défendre les acquis du peuple du Kurdistan». Après la lecture de cette lettre, le Parlement devait décider de la répartition provisoire de ses pouvoirs d'ici l'élection présidentielle, dont la date n'est pas encore fixée.

L'opposition, notamment le parti Gorran qui veut un «gouvernement de salut national» à la place de Barzani, s'oppose à la répartition

proposée par les grands partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani et son rival de l'Union patriotique kurde (UPK), ont indiqué des députés. Massoud Barzani «symbolise l'échec de la politique kurde et la seule chose qui lui reste à faire est de s'excuser publiquement», a lancé avant l'ouverture de la session Raboun Maarouf, député de Goran. Des partisans du président kurde l'ont aussitôt pris à parti. Un député du PDK, Ari Harin, a, lui, dénoncé un «complot international».

Le mandat du premier président kurde élu, qui avait expiré en 2013, avait été prolongé de deux ans par le Parlement. Il s'est poursuivi sans élection ni décision formelle face au chaos engendré par l'offensive du groupe Etat islamique (EI).

## Un départ sans gloire

Massoud Barzani, descendant d'une illustre famille de combattants pour l'indépendance - il est le fils de Mustapha, chef historique du mouvement kurde en Irak - part sans gloire alors qu'il y a un mois encore, il haranguait les foules en leur promettant l'indépendance. Selon des diplomates, lors de ses fréquentes visites à Erbil avant le référendum, l'Iranien Qassem Souleimani, chargé des opérations extérieures des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite de l'Iran voisin, lui avait prêté qu'il serait contraint au départ s'il maintenait son référendum.

Son pari, il l'a lancé «avec le soutien d'une petite poignée de conseillers, pas à l'issue d'une opération démocratique», expliquait récemment à l'AFP Kirk Sowell, expert de la politique irakienne. Il n'a pas pris au sérieux les mises en garde des pays occidentaux et notamment de son meilleur allié les États-Unis. Mais il n'a pas non plus mesuré à quel point l'Irak avait changé après les nombreuses victoires contre l'EI ni compris que le sentiment national était heurté par sa décision. ♦



# Washington Still Doesn't Understand Iraq

As the Kurdish crisis continues to spiral, a former diplomat laments a history of missed opportunities.

ROBERT FORD OCT 30, 2017  
<https://www.theatlantic.com>

Days after the Kurdish Region of Iraq held a controversial independence referendum, Baghdad sent army and militia units to attack Kurdish positions in and around Kirkuk in the disputed territories. Such swift, aggressive action demonstrated Prime Minister Haider al-Abadi's insistence that Iraqi Kurds will remain a part of his country, by whatever means necessary. Now, we are seeing the first repercussions: Long-time Kurdish Region President Masoud Barzani, who pushed for the referendum, resigned on October 29, sparking riots in the Kurdish capital of Erbil and other Kurdish cities, and launching new recriminations among Kurds and between Arabs and Kurds.

For America, the short, sharp fighting in northern Iraq has revealed a brutal truth: Its dream of a democratic and federal, united Iraq is over. Ironically, that dream dies just as the Americans and their allies are winning major battlefield victories against the Islamic State in Syria and Iraq. Raqqa, the capital of ISIS, fell to a U.S.-sponsored battlefield coalition of Syrian Arabs and Kurds. U.S.-backed Iraqi forces, meanwhile, captured Hawija, one of the last ISIS strongholds in the country. But as the fighting shows in Iraq and foreshadows in Syria, Washington never had a political plan to deal with the underlying ethnic and sectarian contests for power that originally gave birth to ISIS.

As the senior political officer of the U.S. embassy in Baghdad from 2004 to 2006, I witnessed the contentious beginnings of the recently reborn Iraqi state. It was a difficult time: Insurgents across western, central, and southern Iraq were attacking American and allied military units attempting to preserve a small measure of stability. In the spring of 2005, elected Iraqi parliamentarians began drafting a new constitution—an effort in which we played the midwife. We wanted a



Demonstrators gesture, as they gather outside the Kurdistan Parliament building in Erbil, Iraq October 29, 2017

new, permanent government, capable of taking over security rapidly so we could withdraw U.S. forces.

From the beginning, the Kurdish negotiators in the constitution talks were nervous. Since the imposition of a no-fly zone in 1992 during the reign of Saddam Hussein, the Kurdish Region has had its own government, defended on the ground by its peshmerga fighters. In 2005, Barzani emphasized to us that the Kurdish Region ought to be able to choose independence, but would join the new Iraqi republic nonetheless. Largely at the Kurds' insistence, the preamble to the Iraqi constitution states that the Iraqi people could "decide freely and by choice to unite our future." In the negotiations, the Kurds stressed the inclusion of the word "freely." They appreciated its implicit meaning: they chose freely to join Iraq, and they could choose freely to leave.

Both in 2005 and in subsequent years, Barzani emphasized that only if Baghdad scrupulously respected the obligations of the constitution would Iraqi Kurdistan remain in the Iraqi Republic. This included implementation of Article 140 of the constitution, which called for the resolution of the future of the contested city of Kirkuk and other territories straddling the border separating the Kurdish Region from the rest of Iraq. The Kurds claimed these territories had been Kurdish until

Saddam expelled large numbers of Kurds and replaced them with Arab farmers from southern Iraq. Eager to get on with new Iraqi elections and facilitate a permanent government, we readily promised to ensure that scrupulous respect of the constitution.

Of course, we didn't deliver; we probably never could have. During my four and a half years at the embassy, we protected the election process by building consensus among squabbling politicians, calmed confrontations between Barzani's peshmerga and the Iraqi army, and ensured the inclusion of Sunni Arabs in the national government. On top of this, we also had a major insurgency and terror campaign on our hands.

We knew that our failure to address the disputed territories and conflicting Kurdish-Arab claims to places like Kirkuk was dangerous. When I was back working in Iraq again from 2008 to 2010, Ambassador Ryan Crocker predicted in a senior staff meeting that our leaving the Kirkuk issue unresolved "would destroy Iraq." Distracted by each new crisis du jour, we never mounted a sustained, determined effort to bring Erbil and Baghdad together to resolve the smoldering problem of the disputed territories.

Events in the disputed territories now serve as a painful microcosm of how Iraqis handle major political disputes. In 2014, the Kurdish



Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi, center, reviews an honor guard while accompanied by Iranian Senior Vice-President Eshaq Jahangiri, at the Saadabad Palace in Tehran, Iran, Oct. 26, 2017.

Region took advantage of Baghdad's military weakness in the face of ISIS's blistering advance to send peshmerga to seize Kirkuk and its adjacent oilfields. There was no political discussion or dialogue between the Kurds and the weak government in Baghdad; the Kurds just used force of arms. To be fair, had the Kurds not done this, ISIS would surely have seized the territory and its oil. It was a serious overreach for the Kurds, however: Taking the oilfields and ruling the ethnically mixed city of Kirkuk further poisoned Kurdish relations with many in Baghdad. The Americans said nothing, instead insisting that the Iraqis set aside their old grievances for the sake of the struggle against ISIS.

But the Baghdad government didn't forget what the Kurds had taken. In December 2016, one prominent pro-Iranian militia, also fighting against ISIS, vowed to reverse the Kurdish seizures, declaring that after ISIS the Kurds were Iraq's biggest problem. Then, after the Kurdish Region's September 25 independence referendum, the furious Iraqi parliament demanded the prime minister send troops to recapture Kirkuk. Still, the senior-most Sunni Arab in government, Parliament Speaker Salim al-Jabouri, backed Kurdish requests to set arms aside and pursue dialogue.

But Abadi and the Baghdad government—far stronger and with Iranian and American backing—would have none of it, rejecting appeals for dialogue and threatening force. On October 19, the outnumbered Kurds unhappily relinquished Kirkuk and the oilfields without a fight. Again rejecting renewed Kurdish appeals for dialogue, Abadi demanded that Erbil cancel the referendum and turn over its airports and control of its

border points. Iraqi forces and the Iran-backed Shia Islamist Popular Mobilization brigades marched into other areas in the disputed territories and the point where Turkey, Syria, and Iraq meet. The Iraqi forces and the peshmerga eventually agreed to a temporary ceasefire on October 28, but there is no resolution in sight for the disputed territories and the future of Iraq's Kurds.

While Abadi and others in Baghdad condemned the Kurdish vote as illegitimate, there is nothing in the Iraqi constitution that expressly forbade such a non-binding referendum. Moreover, its result merely confirmed what everyone in Iraq already knew: Iraq's Kurds don't want to be in Iraq. At least not for much longer.

This poses the question of how democratic Iraq could ever be when such a large segment of its population wants out. Oil revenues can help bind Iraq's Arab and Kurdish communities. The communities are, however, very far apart politically and socially. If Iraq is to find stability, reaching a political solution to integrate Iraqi Kurdistan into broader Iraq seems unavoidable.

The United States always hoped Arabs and Kurds could share power in the central government. It hasn't worked out that way. While the ceremonial president of Iraq is a Kurd, real power lies with the Shia Islamists led by the prime minister. More importantly, in a polity as fragile as Iraq's, control over the security forces (not just the odd cabinet post like the Kurdish-held culture minister slot) is vital. While Iraq's constitution mandated power-sharing there, too, its Shia hold the senior command posts. A former peshmerga general had held the post of chief of staff of the armed forces, but he quit in 2015, saying that Kurds made up only 1 percent of the Iraqi army. He also complained that Baghdad's interference prevented him from exercising his command responsibilities.

Hopes for a sharing of real power dimmed considerably in September 2016, when Iraq's Shia-Islamist-dominated parliament booted out the finance minister, the top Iraqi Kurd in the cabinet. Now, a year later, it is impossible to imagine that power sharing in united Iraq could enable Sunni Arabs or Kurds to control any key

levers of the state. The Popular Mobilization militias so strong in Baghdad, for example, would never take orders from them.

It's no surprise, therefore, that young Kurds don't look much to Baghdad as a beacon for their loyalty. Many young Kurds don't even study Arabic, focusing instead on Kurdish and English. The referendum, approved by about 93 percent of voters, demonstrated that Iraqi Kurds don't want to remain a part of Iraq forever.

Meanwhile, America has been loath to throw out its script about a democratic, united Iraq whose people come together against a weakened ISIS, despite the fact that Baghdad and Erbil have long been looking ahead to a post-ISIS future. Washington's plan, it seems, is to swap in a new antagonist.

During a visit to Iraq on October 24, Secretary of State Rex Tillerson asserted that Iran-backed militias should go home; his statement, a hamfisted appeal to Iraqi nationalism, drew the ire of Abadi, who countered that the militia fighters were Iraqi patriots, and that America should not interfere.

Two days later, Tillerson again urged Iraqis to resist Iranian pressure because "Iraqis are Arabs"—a remark that surely annoyed Iraq's Kurds and other ethnic minorities. In the tortuous constitutional negotiations of 2005, the Kurds had refused to sign a text that called Iraq an Arab state. The Iraqi constitution includes no such declaration.

After all this time, Washington doesn't seem to get it. Iraqis are preoccupied with their domestic struggles, not with interference from Iran or other foreign states—some Iraqis welcome outside help against domestic competitors. Some in the U.S. foreign policy establishment are urging the United States to mediate the dispute between Baghdad and Erbil. To pull that off, however, it would need to avoid distraction, and act with more than a little sensitivity and an awareness of Iraq's evolution. ●

*Robert Ford is a teaching fellow at Yale University's Jackson Institute. He is a former U.S. ambassador to Syria and deputy ambassador to Iraq*

REUTERS

# Iraqi forces, Kurdish Peshmerga start new round of talks, Iraqi State TV says

October 29, 2017 BAGHDAD (Reuters)

**IRAQI FORCES AND KURDISH PESHMERGA fighters on Sunday started a second round of talks to resolve a conflict over control of the Kurdistan region's border crossings, Iraqi state TV said.**

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi on Friday ordered a 24-hour suspension of military operations against Kurdish forces in northern Iraq. The two sides held a first round of talks on Friday and Saturday.

Abadi said the talks are meant to prepare for the peaceful deployment of Iraqi troops at the border crossings with Turkey, Iran and Syria in Iraq's Kurdistan region.

Clashes broke out between the two sides after Iraqi forces captured the oil-rich city of Kirkuk from the Peshmerga, in a surprise offensive ordered by Abadi after the Kurds held an independence referendum in northern Iraq on Sept. 25.

Kirkuk is part of so-called disputed areas, claimed by both the Iraqi central government and the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq.

"The second round of talks about deploying federal troops in the disputed areas has started," State TV said, giving no further details.

Abadi wants to take control of the disputed areas and the border crossings, including one in the Fish-Khabur area through which an oil export pipeline crosses into Turkey, carrying Iraqi and Kurdish crude oil.

The KRG on Wednesday proposed an immediate ceasefire, a suspension of the referendum result and "starting an open dialogue with the federal government

based on the Iraqi constitution" - a call rejected by Baghdad.

U.S.-backed Iraqi government forces, Iranian-backed paramilitaries and Kurdish fighters fought alongside each other to defeat Islamic State, also called ISIS, but the alliance has faltered with the militants largely defeated in the country.

The multi-ethnic city of Kirkuk, which lies outside the KRG's official boundaries, fell to Iraqi forces without much resistance on Oct. 16. But the Peshmerga began to fight back as they withdrew closer to the core of the Kurdistan region.

The fall of Kirkuk, considered by many Kurds the heart of their fatherland, was a major symbolic and financial blow to the Kurdish drive for independence championed by KRG President Masoud Barzani, since it halved the region's oil export revenue.

The most violent clashes happened in the northwestern corner as the Peshmerga fought back offensives toward Fish-Khabur and south of their capital, Erbil, leaving dozens of casualties on both sides.

Speaking in Geneva on Thursday, U.S. Secretary of State Rex Tillerson said he was "disappointed that the parties have been unable to reach an entirely peaceful resolution" and that he had encouraged Abadi to accept the KRG "overtures for talks on the basis of the Iraqi constitution".

Abadi demanded on Thursday that the Kurds declare their referendum void, rejecting the KRG offer to suspend its independence push to resolve a crisis through talks. "We won't accept anything but its cancellation and the respect of the constitution," he said in a statement during a visit to Tehran. ●

# As ISIS is driven from Iraq, Sunnis remain alienated

KARMA, IRAQ

Adherents feel alienated as they assess their place in a post-Islamic State Iraq

BY DAVID ZUCCHINO

After the Islamic State group was finally driven from the central Iraqi city of Karma last year, Sirhan Sallom returned to his home to find it demolished.

Mr. Sallom, 70, has since waited in vain for help. In Iraq's deeply sectarian system, he does not expect much from the Shiite-dominated government in Baghdad. But he is angry that local and national Sunni politicians have not come to the aid of his Sunni Muslim city either.

"These politicians are Sunni — they are supposed to help us," he said. "They're useless."

Fourteen years after the American invasion ended decades of Sunni dominance in Iraq, Iraq's Sunni Arabs are struggling to reclaim relevance and influence. After they were ousted from government jobs and from the military by the post-Saddam Hussein government, their powerlessness and rage gave rise to Sunni militant movements like Al Qaeda in Iraq and the Islamic State.

Now that those militants are being driven from the Sunni heartland, how the government responds to Sunnis trying to rebuild their lives is likely to have long-term consequences for the country's stability and security.

More than 3.1 million Iraqis, the vast majority Sunni, remain displaced from their homes after three years of occupation and battles with the Islamic State. An additional 2.3 million have returned. As towns like Karma await rebuilding, Sunni leaders have not received much help from a central government short on cash and more focused on battling the militants and, more recently, the Kurds.

Since 2003, Sunnis, who make up about a quarter of the population, have lost out to Shiites and Kurds, who were both brutally repressed by an elite Sunni minority under Saddam Hussein. With Iraq's government now controlled by Shiites, and the Kurds governing their own autonomous area in the north, the Sunnis are in a political no-man's land.

There were high expectations when Haider al-Abadi became prime minister in 2014 that he could turn the page after the divisive sectarian rule of his predecessor, Nuri Kamal al-Maliki, and win the confidence of the Sunnis.



SERGEY PONOMAREV FOR THE NEW YORK TIMES

Members of a Shiite militia checked the identity of a Sunni villager in Saladin Province in June. Shiite militias have been accused of committing atrocities against Sunnis.

Instead, Sunni leaders say, he has forsaken them while forging closer ties with Iran, the hard-line Shiite theocracy next door. Iran now wields tremendous influence over Iraq's economy, military and government.

Hamid al-Mutlaq, who represents Karma in Parliament, said the government was more focused on working with Iran and Iranian-armed Shiite militias than helping Sunnis rebuild.

"We are now a displaced people, a completely marginalized people — and it's getting worse by the day," he said.

"We have a corrupt government controlled by a foreign power, at the expense of Sunnis," he added.

But Sunni politicians are mired in local feuds. They can hardly advance their own case when they cannot even agree on where to meet to patch up differences. At a Baghdad conference two years ago, Sunni politicians threw chairs at one another as their bodyguards traded punches.

"Our politicians do nothing for us," said Ismail Jassim, 39, who relies on donations from neighbors in Karma to survive in his home, which was burned by militants. "We never see them, except on TV at election time."

The power of Sunni politicians was greatly diminished by the power-sharing agreement adopted after the American invasion. Under its formula, the prime minister's post, along with the interior and foreign ministries, are reserved for Shiites. Kurds get the presidency and finance ministry. Sunni Arabs get Parliament speaker and defense minister, but the prime minister is com-

mander in chief, and Shiite army commanders and militia leaders wield significant influence.

Iranian-trained Shiite militias are part of Iraq's armed forces and have battled Islamic State militants since they seized nearly a third of Iraq in 2014. The militias have been accused of atrocities against Sunni civilians, and their presence near Sunni areas has alarmed many residents. A Shiite religious flag fluttered this month at an Iraqi military checkpoint outside Karma.

Kurds have their own army as well, known as the pesh marga. But Sunnis have no national armed force, only tribal militias blended into Iraqi security forces to fight the militants.

Some Sunni politicians have advocated an autonomous Sunni region, but those proposals have stalled amid partisan bickering.

"Sunnis have no unified leadership," said Wathiq al-Hashimi, the head of the Iraqi Group for Strategic Studies, an independent research group in Baghdad. "And Sunni politicians seem to care only about narrow personal interests."

A Kurdish referendum on independence last month further divided Sunnis. Most opposed it, preferring to keep Kurds inside Iraq as a counterweight against Shiite domination; virtually all Iraqi Kurds are Sunni. Many Sunnis cheered the government takeover of contested areas, where Sunni Arabs had seethed under Kurdish control.

But even Sunnis opposed to the Kurdish vote were alarmed when Iraqi forces conducted military maneuvers with Iranian troops inside Iraq along the Iraq

border. "We won't tolerate that kind of foreign interference on top of everything else," said Sheikh Ahmed al-Karim, a Sunni lawmaker who generally supports Mr. Abadi.

In Parliament, the Sunni-led bloc has 78 seats, roughly proportionate to their share of the population, but is dwarfed by the Shiite bloc, with 182. The Kurdish bloc has 65 seats. Parliament has fallen increasingly under the sway of Iran, which is locked in a regional power struggle with Sunni countries led by Saudi Arabia.

Mithal al-Alusi, a Sunni lawmaker, has called the government "a cardboard state" because of its ties to Iran. He has asked, acidly, whether Maj. Gen. Qassim Suleimani, the commander of Iran's elite overseas military forces who has advised Iraq's Shiite militias, had a proper visa to enter Iraq.

Shiites seem driven by a sense of religious grievance and a pan-Shiite destiny. Kurds are motivated by nationalism and dreams of independence. And Sunnis?

"For the Sunnis, there's a lack of political cohesion about exactly what they want," said Maria Fantappie, a senior analyst for Iraq at the International Crisis Group.

There are a few hopeful signs. Because some Shiite factions will oppose Mr. Abadi in April, and Kurdish politics are in upheaval, he will have to court the Sunni bloc to help ensure re-election.

"The Abadi government has never needed the Sunnis more than now," Ms. Fantappie said.

But Sunnis could suffer political losses in April if hundreds of thousands of displaced Sunni constituents are unable to vote. If hard-line Shiite populists prevail, some reconstruction funds could end up going to poor Shiite regions rather than liberated Sunni areas.

The post-Saddam era has proved ruinous for many Sunnis. After 2003, a de-



DAVID ZUCCHINO/THE NEW YORK TIMES

**Sunni Arab fighters helped liberate the city of Mosul, Iraq, this year. After the American invasion ended decades of Sunni dominance, the group has struggled to reclaim influence.**

Baathification program stripped hundreds of thousands of soldiers and civil servants of their jobs, including doctors and teachers. Many sacked Sunni army officers joined the Qaeda insurgency against American forces, though Sunni tribes later helped drive out the militants in the so-called Sunni Awakening.

Elements of de-Baathification continued, however. Mr. Mutlaq, the Sunni lawmaker who had been a general in Mr. Hussein's army, said a de-Baathification commission had barred him three times since 2010 from running for Parliament. "Pure political harassment," he said. (He appealed, and now sits on Parliament's security and defense committee.)

Under Mr. Maliki, who was prime minister from 2006 to 2014, many Sunnis who had reclaimed their jobs were

purged from the military and government, some for the second time. Festering Sunni resentment helped spur the rise of the Islamic State and allowed its fighters to take over Sunni towns and cities in 2014 with relative ease.

The militants promised a new era of Sunni dominance, drawing widespread support from disenfranchised Sunnis. But they failed to deliver, and the reign of terror they imposed ultimately turned many Sunnis against them.

Now Sunni towns like Karma, where residents initially welcomed the militants, feel abandoned by their politicians. Karma, with a population of about 95,000, was liberated in May 2016. The United Nations has provided some aid, rebuilding schools and making emergency infrastructure repairs.

But the only sign in Karma of the Iraqi agency charged with rebuilding liberated areas is the beginning of construction work on five schools. Mustafa al-Hiti, a Sunni pharmacist who directs the agency, said Baghdad had allocated just \$140 million this year for rebuilding all of the areas that had been under Islamic State rule.

He estimated total costs for that job at more than \$100 billion.

He said international donors had allocated billions of dollars, but much of that money has been slowed by audits amid donor concerns about Iraq's reputation for corruption.

So Mr. Sallom is rebuilding his home in Karma using his life savings and the help of his son, Ali Sirhan. Mr. Sirhan, 44, was asked whether he thought Sunni politicians would soon offer help.

"Help?" Mr. Sirhan asked. "Forget help. They don't even come visit, even if it's just to say, 'God help you.'"

*Falih Hassan contributed reporting.*



**A car destroyed during fighting between Iraqi government forces and the Islamic State group last year on a street in Karma, Iraq.** DAVID ZUCCHINO/THE NEW YORK TIMES

# Iraq temporarily halts movement against Kurds

The Associated Press October 27, 2017 BAGHDAD  
www.miamiherald.com



**The Latest on developments in Iraq (all times local):**

**6:45 p.m.**

Iraq's Prime Minister is issuing a 24-hour suspension of the movement of troops who are deployed to bring territory held by Kurdish forces back under federal control.

Haider al-Abadi says in a statement Friday the order was given to "prevent clashes and bloodshed between the sons of one nation."

The announcement follows conflicting reports from the U.S.-led coalition that a cease-fire had been reached between Kurdish forces and troops deployed by Iraq's central government.

After initially announcing a cease-fire, the Coalition said the statement was incorrect, but added talks were ongoing.

Tensions between Irbil and Baghdad spiked following a controversial referendum on independence held by the Kurds in September.

Earlier this month, al-Abadi ordered federal forces to retake Kirkuk and other areas held by

Kurdish forces, but outside their autonomous region.

**5:15 p.m.**

The spokesperson for the U.S.-led Coalition says he incorrectly announced a cease-fire has been reached between the Iraqi central government and the country's Kurdish minority.

Col. Ryan Dillon says while talks are ongoing and clashes had temporarily ceased, an official cease-fire had not been declared Friday.

Escalating tensions between Irbil and Baghdad erupted into violence earlier this month following a controversial referendum on independence held by the Kurds in September.

Clashes broke out when federal forces retook the disputed city of Kirkuk and other areas outside the autonomous Kurdish region that the Kurds had seized from the Islamic State group.

IS conquered those areas after sweeping across the country in 2014. Most of the Kurdish forces withdrew without a fight, but reports of low-level clashes continued and tensions remained.

**4:05 p.m.**

The U.S.-led coalition says a cease-fire has been reached between Baghdad and Iraq's Kurdish minority, temporarily halting clashes that followed a controversial vote on Kurdish independence last month.

Col. Ryan Dillon says the coalition was informed of the cease-fire Friday morning and coalition officials are encouraging both sides to ensure "it's not just temporary."

Clashes broke out between Baghdad-led forces and Kurdish forces known as the Peshmerga earlier this month when Iraq's military retook the oil-rich city of Kirkuk.

The Kurdish referendum on support for independence held in September stoked tensions between Irbil and Baghdad and well as across the region.

The cease-fire comes after more than two weeks of largely low-level clashes and warnings from the coalition that the dispute was distracting from the IS fight. ■

REUTERS

## Coalition confirms Peshmerga and Iraqi forces in talks, no 'official ceasefire'

October 27, 2017 Maher Chmaytelli- BAGHDAD (Reuters)

**IRAQI FORCES and Kurdish Peshmerga fighters reached an agreement on Friday to stop fighting in northern Iraq, the Kurdistan Regional Government (KRG) said, although the status of any ceasefire remained unclear.**

A spokesman in Baghdad for the U.S.-led coalition against Islamic State earlier said the deal covered all fronts in the conflict, which broke out after Kurdish authorities held an independence referendum last month in areas of northern Iraq.

However, he later told Reuters that the truce had not been officially agreed, while an Iraqi military spokesman declined to comment.

According to the KRG, which is based in the Kurdish autonomous region's capital of Erbil, the ceasefire entered effect at 1 am on Friday (2200 GMT Thursday).

"The ceasefire is holding," Vahal Ali, the director of KRG President Masoud Barzani's media office, told Reuters. "Diplomatic efforts are underway to set a date for talks to start between Erbil and Baghdad."

U.S. Secretary of State Rex Tillerson called Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi urging for dialogue to start, the Iraqi central government said in a statement.

Iraqi government forces, Iranian-backed militias and Kurdish troops



In an interview with Kurdish TV Rudaw, Dillon called on the two sides to extend the deal to a complete halt in hostility and "refocus our efforts on defeating ISIS".

fought alongside each other to defeat Islamic State, also called ISIS, but the alliance has faltered with the militants largely defeated in the country.

Iraqi government forces and the Tehran-backed Popular Mobilisation

launched a surprise offensive on Oct. 16 in retaliation to the Sept. 25 independence referendum organized by the KRG.

The offensive aims to capture disputed territories, claimed by both the KRG and the Iraqi central government, as well as border crossings and oil facilities.

The city of Kirkuk, which lies in an oil producing area, fell to Iraqi forces without much resistance on Oct. 16 but the Peshmerga began to fight back as they withdrew closer to the Kurdish autonomous region.

The most violent clashes happened in the northwestern corner where Peshmerga are defending land crossings to Turkey and Syria and an oil hub that controls KRG crude exports, located in the region of Fish-Khabur.

Speaking in Geneva on Thursday, Tillerson said he was "disappointed that the parties have been unable to reach an entirely peaceful resolution" and that he had encouraged Abadi to accept the KRG "overtures for talks on the basis of the Iraqi constitution".

"Both parties are talking with one another, but it is not an official ceasefire," U.S. Colonel Ryan Dillon, the spokesman of the U.S.-led coalition in

Baghdad, told Reuters, correcting an earlier statement in which he said a ceasefire had been agreed,

In an interview with Kurdish TV Rudaw, Dillon called on the two sides to extend the deal to a complete halt in hostility and "refocus our efforts on defeating ISIS".

"We are encouraging dialogue, we are trying to get the tensions down," he added.

Abadi demanded on Thursday that the Kurds declare their referendum void, rejecting the KRG offer to suspend its independence push to resolve a crisis through talks. "We won't accept anything but its cancellation and the respect of the Constitution," he said in a statement during a visit to Tehran.

The KRG proposed on Wednesday an immediate ceasefire, a suspension of the referendum result and "starting an open dialogue with the federal government based on the Iraqi Constitution".

The fall of Kirkuk was a major blow to the Kurdish drive for independence championed by Barzani, as it halved the region's oil export revenue. ●



27 October 2017

# Why the US can't afford to lose Iraqi Kurdistan

By Ranj Alaaldin / 27 Oct 2017  
<http://www.aljazeera.com>



Members of the Shia Popular Mobilisation Units (PMUs) celebrate on the outskirts of Kirkuk on October 17 [Reuters/Alaa Al-Marjani]

US relations with the Kurdistan Region of Iraq took a major blow in recent weeks. In the aftermath of the Kurdish referendum for independence, Iraq's security forces, alongside the Shia militias of the Popular Mobilisation Units (PMUs) launched an offensive against the Peshmerga in the disputed territory of Kirkuk, with US acquiescence.

On Tuesday, these forces went as far as launching an offensive on Fish-Khabur area on the Iraq-Turkey border, where Iraqi Kurdistan's most important oil hub is located. Peshmerga forces managed to repel the attack. On Thursday there were further clashes after Baghdad deployed additional forces to the area.

Highly dependent on oil for both economic and political stability, the Iraqi government naturally went after Kirkuk, a strategically vital province with estimated 9 billion barrels of oil reserves, which has been under Erbil's control since 2015. But its push to capture Fish-Khabur risks escalating the conflict into a civil war - something the US cannot afford to allow.

US officials had previously warned the KRG against holding the referendum but failed to convince the Kurdish leadership that they could broker a compromise between the KRG and Baghdad over long-standing disputes. They warned that the referendum would carry risks that the US could not control.

Kurdistan's leadership has expressed disappointment at what it perceives as US indifference and negligence, as the White House asserted that it was not going to take sides. For the general Kurdish public, Washington's acquiescence was a betrayal.

Despite Washington's decision to back Baghdad, it still needs the KRG as an ally in

Iraq and the region. Without its help, it risks losing its positions in Iraq and allowing Iran to strengthen its grip on the country.

## THE PRECARIOUS US POLICY IN IRAQ

Washington's decision to back Baghdad in its dispute with Erbil was based on its strategy to help Iraqi Prime Minister Haidar al-Abadi consolidate power and curb Iranian influence.

But by acquiescing to Baghdad's offensive on Kirkuk, the US inadvertently empowered the Iran-backed militias, which have dominated Iraq's security sphere since the 2014 collapse of the Iraqi armed forces.

The PMUs are supported by large segments of the Shia community in Iraq and will almost certainly alter the political map of the country in forthcoming elections in 2018. While in their ranks there are a number of state-aligned units that do not answer to Tehran, the PMUs are led and dominated by two Tehran-linked militias: the Badr Brigade and Ketaib Hezbollah.

The former was established by the Iranian Revolutionary Guards Corps (IRGC) in the 1980s, and the latter has been designated a "terrorist" organisation by the US. Within the PMUs, there's also Asaib Ahl al-Haq, which was established and armed by Iran and which has launched countless attacks on US military personnel since 2006.

The US does not have many choices for partners in Iraq: factions within the political elite willing to work with Washington are either too weak or too insignificant. The strongest parties and factions tend to be aligned with Iran. The only strong anti-Iran faction is led by the anti-

US cleric Muqtada al-Sadr. He leads the powerful Sadrist movement that has traditionally adopted a strong Iraqi nationalist discourse, but the movement is too malevolent for US purposes and is responsible for countless atrocities and attacks on American citizens.

Washington has stuck to al-Abadi, who lacks a sufficiently strong popular and political base, with the hope that Iraq's military gains against ISIL will remedy his shortcomings. But this strategy is fraught with challenges and could unravel even before the elections if his rivals continue to challenge his premiership and build on their own ascendancy.

Al-Abadi on his own cannot stand up to Iran, which is where the KRG comes in. If Washington is serious about wanting stability in Iraq, it has to repair its relations with the Kurds. To do that, it has to ensure the KRG has a stake in the Iraqi state and participates in the Baghdad government, despite recent events. Since 2003, no government has been formed without Kurdish participation.

Baghdad has suffered a credibility and legitimacy deficit because of Arab Sunni disenfranchisement and marginalisation at the hands of the ruling Shia political class. It cannot afford to also lose the Kurds, who have generally enjoyed the role of kingmaker as a consequence of the diffuse nature of power and politics in Iraq and the resulting confessional power-sharing arrangements.

If there is no Kurdish engagement to bolster al-Abadi's position, hardline Iran-aligned factions will almost certainly dominate the government and consolidate their hold on state institutions. To make such an arrangement work both in the short and long-term, equitable, just and sustained power-sharing arrangements must be firmly installed within Iraq's political system.

As it has done historically, the KRG provides the US with strategic depth in a country that is becoming increasingly dominated by actors hostile to its engagements and values. Abadi may not even be in office this time next year. The Kurds can bolster US influence in Iraq but only if Washington prevents continued advances from Baghdad aimed at putting the KRG under economic siege. If this happens, the situation could escalate into another civil war. ◆

# Historic moment as ‘Kurdish Mandela’ Barzani stands aside

The leader of Iraq's Kurds has been active on behalf of his people for five decades. His decision to step down comes after a historic referendum on full independence backfired in September

By Sami Moubayed October 31, 2017  
<http://www.atimes.com>

Emotions are running high in Iraqi Kurdistan, as the region's veteran leader Masoud Barzani ends his presidential term on November 1.

Millions of Kurds have known no other leader in their lives, seeing him as a founding figure and symbol of their cause. He is to them what Nelson Mandela was to the people of South Africa, or Charles de Gaulle to the French.

Unlike a new generation of Kurdish politicians who dabble in English and appear at public functions wearing neatly-pressed western suits, the 71-year old about-to-be former president still dresses like one of his people, always in his warrior outfit — baggy camouflage pants and a checkered kufiyya wrapped around his head.

Although fluent in Arabic and well-versed in English, he insists on speaking nothing but Kurdish, and in an announcement to Parliament on Sunday, declared that his decision to step down was non-negotiable, coming after a historic referendum aimed at giving the Kurds their full independence from Iraq backfired in September.

Barzani was the main drive behind the Kurdish vote, hoping that it would finally achieve Kurdish statehood, crowning a 100-year old struggle. Instead it sparked a storm of controversy and led to Iraqi troops re-taking the oil-rich city of Kirkuk, the lifeline of Iraqi Kurdistan. Taking responsibility, Barzani has resigned, dividing his presidential powers between the executive, legislative, and judiciary branches.

Some in the Middle East are drawing parallels between his move and that of former Egyptian President Gamal Abdul Nasser, after the latter lost the war of 1967. In a famed television address, Nasser took full blame for that defeat, resigning to make way for his vice-president, Zakariya Muhiddine. Millions took to the streets of Cairo and throughout Arab capitals, literally begging him to reconsider. King Hussein of Jordan even remarked: “Only Abdul Nasser got us into this and only Abdul Nasser can get us out.”

Nasser yielded to popular pressure, withdrew his resignation, and died three years later. Barzani was a young man of 21 when he watched that that drama unfold 50 years ago, never imagining that he would one day stand in Nasser's shoes.

In hindsight, many historians believe that Nasser's 1967 resignation was a bluff aimed at redemption rather than real responsibility. It's clear from Barzani's position, however, that he doesn't plan to change course, and in any case continues to enjoy tremendous respect throughout the Middle East and beyond.

“I am the same Masoud Barzani,” he said to his people. “A Peshmerga



Masoud Barzani in his younger days. Photo: Korek Kurdistan Iraq

(Kurdish fighter) who will continue to help my people in their struggle for independence.”

By all accounts, Barzani will remain in Erbil and will not retire, positioning himself instead as a “grandfather” of the nation, or kingmaker, molding whoever succeeds him at the helm of power, whether it's his nephew, the current premier Nechirvan Barzani, or son and intelligence chief, Masrour Barzani.

Barzani's career has spanned five solid decades, without a break. Nothing seemed to stick to him: no defeat, no setback, no exile. The son of veteran resistance leader Mustapha Barzani, he was born in August 1946, on the very same day that his father established the Kurdistan Democratic Party (KDP).

The family fled to the USSR in the 1950s, escaping persecution in Baghdad, then returned after a military coup toppled the Iraqi monarchy in 1958.

The young Masoud joined the Peshmerga, taking part in two Kurdish uprisings in 1962 and 1976. He then moved to the US, before traveling to Iran to raise support for his movement. On the day of his arrival, however, the US-backed Iranian monarchy was toppled and replaced by the present Islamic Republic, which was openly hostile to Kurdish nationalism. It would subsequently reach out to the Kurds to destabilize Iraq whilst refusing to grant any rights to Iranian Kurds at home.

In 1979, Barzani's father died and the 33-year old warrior-turned-politician assumed his hereditary role in Kurdish politics and the chairmanship of the KDP. That same year, Saddam Hussein came to power in Baghdad and accelerated Iraqi suppression of Kurdish nationalism, sending Barzani into exile in Syria.

Saddam's 1990 invasion of Kuwait and the subsequent US-led Gulf War resulted in the formation of the Kurdistan Regional Government. In 1992, he went to the polls in league with his lifelong friend and rival Jalal Talbani, chairman of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK). Together they had led the Kurdish underground resistance against Saddam and both had been guests of Damascus. Now they divided power among themselves, taking 50 seats in the newly elected Kurdish Parliament.

The national unity government collapsed in 1994, however, triggering civil war in the Kurdish territories. This resulted in two rival administrations, one led by Talbani in Suleimaniyeh and the other by Barzani in Erbil. Barzani reached out for help from Baghdad while Talbani turned to the Iranians.

They eventually reconciled in 2002 and, three years later, Barzani became president of a united Iraqi Kurdistan while Talbani was voted president of Iraq — becoming the first Kurd to assume the job.

He left office in 2014 and died in early October, while Barzani remained in power until this week, stepping down after the referendum fiasco of September 25. Their back-to-back demise will leave a giant hole in Kurdish politics — although most predict that Barzani will still carry tremendous influence, even if he is not in the Presidential Palace. ♦

# Le président du Kurdistan irakien démissionne

ERBIL - correspondance

**S**on mandat devait arriver à échéance le 1<sup>er</sup> novembre. Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien, a demandé au Parlement de ne pas le renouveler. Dans une lettre adressée, dimanche 29 octobre, à la présidence de l'assemblée législative kurde, M. Barzani a déclaré refuser de « continuer à exercer le poste de président », une charge qu'il occupait depuis la fondation de l'entité autonome en 2005. M. Barzani a pris sa décision dans un contexte de crise politique et militaire sans précédent déclenchée par le référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, organisé à son initiative le 25 septembre.

Après lecture de cette lettre lors d'une session sous haute tension, une majorité des députés kurdes ont accepté sa démission. Mardi, ils avaient déjà mis un terme aux prérogatives du président Barzani, dont le second mandat, qui avait expiré en 2013, mais avait été prorogé de deux ans, s'était poursuivi sans élection ni décision formelle face au chaos engendré par l'offensive de l'organisation Etat islamique. Le Parlement a réparti ses pouvoirs, à titre provisoire, d'ici à l'élection présidentielle, initialement prévue le 1<sup>er</sup> novembre mais repoussée sine die.

## Accrochages meurtriers

Au cours d'une intervention télévisée dans la soirée, la première depuis le lendemain du scrutin, M. Barzani a assuré qu'il ne resterait « à aucune condition » à la tête de l'exécutif kurde. « Je suis toujours le même Massoud Barzani, je suis un peshmerga [combattant kurde] et je continuerai à aider mon peuple dans sa lutte pour l'indépendance », a cependant déclaré le chef kurde de 71 ans, vêtu de sa tenue militaire habituelle, inspirée du costume traditionnel kurde, et coiffé de son turban rouge et blanc, signe distinctif de son clan familial, impliqué dans la lutte nationale depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle.

M. Barzani n'a pas exprimé de regrets quant à la tenue du scrutin sur l'indépendance – organisé



Discours télévisé de Massoud Barzani, à Erbil, le 29 octobre. REUTERS TV

## M. Barzani a critiqué, amer, le blanc-seing donné par les Etats-Unis à l'offensive des forces fédérales

en dépit des mises en garde de Bagdad, des Etats-Unis, de la Turquie et de l'Iran –, estimant que son résultat, massivement favorable, ne pourrait « être effacé ». La confrontation qui a suivi avec le gouvernement de Bagdad s'est cependant traduite par une série de graves revers pour la région autonome, désormais plus éloignée que jamais d'une éventuelle indépendance. Après avoir interdit les vols internationaux en direction des aéroports de la région kurde, le gouvernement central a déployé ses forces militaires en direction des territoires disputés entre Bagdad et Erbil, que les forces kurdes contrôlaient de facto.

Le 16 octobre, elles ont perdu le contrôle de Kirkouk. La défense de cette ville à majorité kurde, dont la responsabilité était partagée entre des unités militaires du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'est effondrée après qu'une faction de l'UPK a décidé de retirer ses troupes. La perte de Kirkouk prive les fac-

tions kurdes des champs pétroliers avoisinants, dont l'exploitation était la condition nécessaire de l'indépendance financière du Kurdistan irakien.

Dans les jours suivants, les forces kurdes ont quitté, au profit de Bagdad, l'essentiel des territoires disputés. Si ce retrait a pu s'effectuer sans heurts dans certaines zones, des unités de peshmergas relevant de l'autorité du PDK se sont opposées à l'avancée des forces irakiennes au cours d'accrochages ponctuels mais meurtriers, dans le nord de la province de Mossoul et au sud d'Erbil.

Le gouvernement autonome kurde a proposé à Bagdad, mercredi, un cessez-le-feu immédiat doublé d'un gel des résultats du référendum. Si le premier ministre irakien, Haïder Al-Abadi, a rappelé que le gouvernement central n'était prêt à accepter que leur annulation, des pourparlers ont été lancés avec la partie kurde, qui ont abouti, vendredi, à une suspension des opérations militaires.

Un accord, annoncé dimanche soir, a été trouvé sur le retrait prochain des forces kurdes du poste-frontière stratégique de Fish-Khabour, qui relie le Kurdistan irakien aux zones contrôlées par les forces kurdes syriennes, et où passe l'oléoduc acheminant le pétrole vers la Turquie. Il constituait l'un des objectifs du déploiement des forces irakiennes qui entendent reprendre le contrôle des

passages frontaliers vers la Turquie, la Syrie et l'Iran.

Le ton du discours de M. Barzani, dimanche, n'a cependant pas ouvert la voie à une conciliation avec le gouvernement central, qu'il accuse d'avoir enfreint la Constitution en déployant ses troupes. Amer, il a déploré l'absence de soutien de la communauté internationale au droit des Kurdes à l'autodétermination, et critiqué le blanc-seing donné par son principal allié, les Etats-Unis, à l'offensive des forces fédérales. La réconciliation entre factions kurdes n'est pas non plus à l'ordre du jour. M. Barzani n'a pas manqué de dénoncer – sans les nommer – la « trahison » de ses rivaux de l'UPK à Kirkouk, auxquels il fait porter la responsabilité du recul face à Bagdad.

## Bâtons et armes à feu

S'il a renoncé à la présidence, le leader kurde ne s'est pas retiré de la vie politique. D'après les déclarations livrées dimanche à l'agence Associated Press par l'un de ses proches conseillers, M. Barzani demeure à la tête du Haut Conseil politique, une institution représentant les factions qui ne lui sont pas hostiles, créée au lendemain du référendum pour décider des grandes orientations de la politique kurde. Il reste également à la tête du PDK, dominé par sa famille et dont les forces armées et de sécurité contrôlent les provinces de Dahouk (Dohouk) et d'Erbil, par opposition à la province de Souleïmaniyé, fief de l'UPK.

Ce type de leadership conserve toute son importance dans un Kurdistan irakien dont les factions politico-militaires sont de plus en plus divisées et les institutions officielles plus affaiblies que jamais. Dans la soirée de dimanche, une foule composée de partisans du PDK de M. Barzani, munis de bâtons et d'armes à feu, a ainsi franchi l'enceinte du Parlement kurde, tentant d'attaquer des députés accusés d'avoir insulté le président de la région autonome.

L'UPK et le Mouvement Goran, un mouvement d'opposition, ont par ailleurs dénoncé, dans des communiqués distincts, diffusés lundi matin, des attaques contre plusieurs de leurs bureaux dans la province de Dahouk, pillés ou brûlés dans la nuit de dimanche à lundi. ■

ALLAN KAVAL



# Le Kurde Massoud Barzani quitte la présidence, pas le pouvoir

— Dimanche, le président de la région autonome depuis 2005 a affirmé que son mandat expirait au 1<sup>er</sup> novembre et qu'il n'en solliciterait pas de nouveau.

— Une abdication en trompe-l'œil, pourtant, selon les observateurs, alors que ses partisans s'attaquent à l'opposition.

« Après le 1<sup>er</sup> novembre, je n'exercerai plus mes fonctions et je refuse que mon mandat soit prolongé. » La lettre adressée dimanche aux députés du Parlement kurde irakien par Massoud Barzani plonge dans la plus grande incertitude le Gouvernement de la région du Kurdistan (GRK), sur lequel il règne depuis 2005.

« Son » référendum d'indépendance, organisé un mois plus tôt envers et contre tout, malgré les furies conjuguées de Bagdad, d'Ankara et de Téhéran, malgré les alternatives proposées par Washington et Paris, a tourné au fiasco. Depuis le 16 octobre, les peshmergas (soldats kurdes) se sont retirés de quasiment tous les « territoires disputés » qu'ils revendiquaient à la marge de leur région : Kirkouk, ville symbole, coffre-fort pétrolier de la région, est tombée en une matinée, suivie par le Sinjar des Yézidis, et même par la ville kurde de Makhmour, à 60 km au sud-ouest d'Erbil.

**« Il restera dans la politique kurde et dirigera le haut conseil politique. » Autrement dit, il continuera à tirer les ficelles en tant que président du PDK.**

Les troupes du gouvernement central, mêlant unités d'élites régulières et milices chiites pro-iraniennes, menacent désormais de s'emparer des derniers atouts stratégiques du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Barzani : le



Un Kurde irakien brandissant un portrait de Massoud Barzani, lors d'une manifestation de soutien, hier, à Erbil. Safin Hamed/AFP

## repères

### Les Barzani, une histoire kurde

**Le nom du clan « Barzani », originaire du village de Barzan, dans le nord du Kurdistan d'Irak, est intimement lié à l'histoire de la région.**

**Moustapha Barzani, mort aux États-Unis en 1979 après s'être exilé en Iran, a incarné la lutte contre l'emprise de Bagdad et l'oppression du régime de**

**Saddam Hussein ainsi que le combat pour l'indépendance. Il est le fondateur du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), désormais dirigé par son fils Massoud.**

**Fils aîné de ce dernier et petit-fils de Moustapha, Masrour Barzani, 48 ans, est à la tête des services de renseignement. Son cousin et donc neveu de Massoud, Nechirvan, occupe, lui, le poste de premier ministre depuis mars 2012, après l'avoir occupé entre 2006 et 2009.**

triangle frontalier Turquie-Syrie-Irak, avec ses douanes et son terminal pétrolier de Pesh Khabour, clé de voûte de l'oléoduc par lequel la région exportait autrefois 550 000 barils de brut jusqu'au port turc de Ceyhan ; et les derniers champs pétrolifères encore aux mains des Kurdes, à Sheikhan et Khurmala.

« Il n'avait pas le choix », analyse Hoshyar Omar Ali, responsable des relations diplomatiques du mouvement Gorran (« le changement » en Kurde), principal parti d'opposition. « Il n'était plus reconnu comme un partenaire de négociation va-

lable par Bagdad après l'échec total du référendum. Mais il n'a pas démissionné. Il veut transférer ses pouvoirs à son neveu, le premier ministre Nechirvan Barzani. C'est une ruse du PDK et de Barzani, une stratégie de survie ! »

L'opposition n'est pas la seule à douter de la manœuvre, qualifiée de « fausse démission » par Christine van den Toorn, directrice de recherche à l'Université américaine de Souleimaniye. Le cabinet de Massoud Barzani s'est d'ailleurs empressé de nuancer : « Il n'a pas démissionné », a indiqué Hemin Hawrami, son prin-

cial conseiller, à l'agence Associated Press. « Il restera dans la politique kurde et dirigera le haut conseil politique. » Autrement dit, il continuera à tirer les ficelles en tant que président du PDK. Les militants du parti sont déjà entrés en action, dès dimanche soir. Le Parlement d'Erbil a été pris d'assaut par une foule en colère, qui a séquestré pendant plusieurs heures les députés d'opposition.

« Les 23 députés du groupe parlementaire Gorran ont été retenus dans le bâtiment », détaille Hoshyar Omar Ali. L'un d'eux, Rabun Maroof, a assuré sur les réseaux sociaux avoir été torturé durant

une heure. Ses bourreaux exigeaient qu'il s'excuse auprès de Barzani. « Il s'agissait de membres du PDK », ajoute Hoshyar Omar Ali. Dans les heures qui ont suivi, des bureaux du Gorran ont été attaqués à Erbil, Duhok et Soran. À Zakho, près de la frontière turque, leur quartier général a été incendié. Malgré ces violences, le Gorran tient à participer aux institutions : « Nos députés resteront à Erbil, coûte que coûte. »

Le Parlement kurde est censé voter avant le 1<sup>er</sup> novembre sur le transfert du pouvoir au premier ministre Nechirvan Barzani. « Manager » au goût des partenaires occidentaux, celui-ci s'est

imposé aux dépens de Masrour Barzani, fils aîné de Massoud. L'opposition soupçonne ce dernier d'avoir manipulé les militants en colère. « Masrour Barzani voulait que le transfert des pouvoirs politiques à Nechirvan se passe dans le chaos », assure encore Hoshyar Omar Ali. « On risque d'en revenir à la guerre civile des années 1990. L'UPK (l'Union patriotique du Kurdistan, rival historique du PDK, aujourd'hui en crise, NDLR), comme du temps de Jalal Talabani, conservera Souleimaniye. Massoud Barzani gardera le contrôle total sur Duhok et Erbil. »

Jérémy André

Courrier  
international

27 octobre 2017

# Kurdistan : l'impossible dialogue avec Bagdad

Serbest Barmani

Elaph - Londres 27/10/2017

<https://www.courrierinternational.com>

**Le régime irakien ne semble prêt à aucun compromis avec les autorités kurdes. En réclamant leur reddition inconditionnelle, l'abolition de leur projet d'indépendance, il rend impossible toute solution pacifique.**

Les dirigeants kurdes ont toujours affirmé leur volonté de dialoguer sans conditions afin d'apaiser les relations avec Bagdad. Cela a été vrai avant le référendum et cela l'est resté depuis [après le scrutin du 27 septembre, les Kurdes ont proposé de geler les résultats en faveur de l'indépendance]. Or les décideurs à Bagdad ont refusé cette main tendue et ont au contraire continué à mettre en œuvre leur projet d'occupation armée du Kurdistan.

Le référendum a été populaire, démocratique et pacifique. Il n'est pour rien dans la crise. Car l'Irak et l'Iran avaient échafaudé leurs plans bien avant. Depuis longtemps, ils poursuivent leur but d'établir ce qu'il est convenu d'appeler le croissant chiite [comprenant l'Iran, l'Irak, La Syrie et le Liban], afin de contrôler les puits de pétrole et de contrer la présence américaine.

Parler aujourd'hui d'un dialogue semble sur-réaliste compte tenu de l'insistance de Bagdad à dicter des conditions inacceptables et qui sont faites pour rendre impossible toute solution pacifique. En dernière analyse, ces conditions reviennent à nier la constitution iraki-

enne, à abolir le système fédéral du pays et à exiger une reddition inconditionnelle du peuple kurde, sommé de mettre son avenir entre les mains d'un régime théocratique, confessionnel et raciste qui n'hésite pas à user de la force brute contre le peuple du Kurdistan.

**Qui peut croire que l'État irakien souhaite la réconciliation ?**

Le sort de la ville de Touz Khormatou [ville disputée entre Kurdes et Chiites au nord de l'Irak et livrée récemment aux exactions des milices chiites] est la meilleure illustration de la brutalité de ce régime. En effet, sur 186 000 habitants, 126 000 ont fui la ville. Cent cinquante-deux habitations ainsi que douze sièges d'instances politiques ou d'organisations professionnelles ont été dynamités. Six sièges de médias ainsi que cent deux logements ont été pillés et brûlés. Trois cent quatre-vingts boutiques ainsi que dix-neuf ateliers et restaurants ont été pillés. Il y a eu cent douze morts, et deux cent quatre-vingt-dix blessés.

À la lumière de ces chiffres, qui pourrait croire que l'État irakien souhaite réellement la réconciliation entre les deux peuples, kurde d'un côté, irakien de l'autre ? Un dialogue peut-il aboutir à l'ombre de telles intentions à imposer l'unité par la force brute ? Nous disons oui au dialogue, mais il faut être deux pour le faire.

Oui au dialogue, mais le pouvoir central [de Bagdad] doit créer les conditions nécessaires. Il faut renouer avec la situation qui prévalait avant l'in vraisemblable attaque militaire



Les restes d'un drapeau du Kurdistan à Kirkouk, en Irak, le 16 octobre 2017. PHOTO STRINGER/REUTERS

lancée [mi-octobre] par Bagdad contre les zones kurdes, retirer les troupes et mettre fin au blocus économique terrestre et aérien. Il faut également mettre un terme à la farce qui consiste à utiliser la justice pour justifier les arrestations de responsables kurdes.

Tout dialogue qui ne serait pas précédé de telles mesures et qui ne serait pas mis sous la tutelle d'une instance internationale neutre telle que les Nations unies se résumerait à des discours creux.

**Est-il vain de vouloir dialoguer ?**

Les méthodes agressives du pouvoir central à l'égard des Kurdes produiront des effets qui ne seront pas dans l'intérêt de l'Irak, ni de la paix, ni de la stabilité régionale, et finiront par contraindre Bagdad à faire davantage de concessions aux puissances régionales et à brader ce qui reste de l'indépendance nationale.

Sans compter que les Kurdes en tireront, peut-être à la surprise de certains, la conclusion qu'il ne sert à rien de vouloir dialoguer. À bon entendeur, salut ! ♦